



Vent de purges à Pékin

Alors que M. Deng Xiaoping a été discrètement élu à la présidence de la République en Chine le mardi 22 août, la répression en Chine a franchi un nouveau pas avec les déclarations faites le même jour par M. Song Ping, membre du comité permanent du bureau politique du PC chinois. Ce technocrate nouvellement promu n'y a pas été de main morte en réclamant une épuration radicale du parti, y compris aux plus hauts échelons.

Il faut garantir, a affirmé M. Song, que « les marxistes détiennent le pouvoir » face au « nombre substantiel » de membres de haut rang du parti compromis dans la « contre-révolution » ou qui « continuent de protéger les personnes ayant une grave responsabilité » dans les émeutes. Ce vocabulaire agresseur, qui n'est pas sans rappeler les attaques ronflantes contre des adversaires politiques sous l'ère maoïste, est d'autant plus inquiétant qu'il s'accompagne d'une campagne de rééducation - c'est-à-dire de dénonciations et de « confessions » - dans l'administration et d'une opération de « nettoyage » dans la presse et l'édition.

Pendant ce temps, la répression se poursuit. Lancée en janvier, elle se fait désormais dans l'ombre : le chiffre de plus de cent mille arrestations tourné il y a un mois par les dissidents chinois à Paris est repris de source diplomatique à Pékin, où l'on parle aussi de huit mille à neuf mille exécutions capitales contre une trentaine officiellement. Seul un petit pourcentage concerne de véritables « politiques », même si ce qualificatif ne leur est jamais reconnu. Mais les méthodes expéditives des tribunaux chinois ne sont pas faites pour rassurer.

Pas plus que les récents propos du représentant chinois à la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies traitant de « criminel » un dissident qui apportait son témoignage sur la répression. Un vocabulaire et un comportement que l'on croit oubliés et qui resurgissent, dans tous les domaines, depuis deux mois en Chine.

Il n'est pas un secteur où la chape de plomb imposée par le « parti des vieillards » ne se manifeste, à contre-courant de l'image d'ouverture que le régime avait voulu donner depuis une décennie : expulsion d'intellectuels du parti, reprise en main des médias, offre à des sociétés étrangères de faire travailler des prisonniers à bas prix, polémique avec Londres sur l'envoi de troupes chinoises à Hongkong en 1997.

D'autant que les propos de M. Song Ping rendent un son inquiétant : derrière la fermeté du ton, il reconnaît que les divisions du régime se poursuivent, que la répression n'a pas ramené dans le rang tous les cadres du parti, que la grogne, ou l'opposition, n'a pas cessé. A quelques semaines de son quarantième anniversaire, la République populaire demeure très affaiblie. Cette faiblesse explique la justice expéditive. Mais aussi la fronde du petit peuple, qui n'hésite plus, avec toute la prudence nécessaire, à montrer le peu de respect qu'il porte à ses dirigeants.

(Lire page 5)
l'article de FRANCIS DERON.

M 0147 - 08240 - 4,50 F



3790147004500 08240

La force navale en « mission de sauvegarde »

Liban : M. Mitterrand dénonce les contempteurs de la France

M. Mitterrand a réaffirmé, mercredi 23 août, que l'envoi de navires français vers le Liban constituait « une mission de sauvegarde », et qu'« il n'appartient à aucun pays ni à aucun groupe de dicter à la France ce qu'elle doit faire ». « Les uns, a-t-il ajouté, ne veulent pas entendre le sens des mots et ferment de confondre sauvegarde et action militaire. Et les autres s'imaginent, bien à tort, que la marine française est ou sera à leur disposition. » (Voir page 6.)

Un million de réfugiés sur les routes...

SAÏDA
de notre envoyée spéciale

Yahiya, trente ans, passerait presque pour un campé ordinaire, amoureux de solitude dans la garrigue dominant la mer. Sa tante, il l'a plantée sous un caroubier, le réfrigérateur adossé à un mur de pierres, l'électricité - quand elle passe - prise sur un fil communal. Pourtant, Yahiya n'a pas l'humour vacancier. Un mois qu'il vit là avec sa femme et ses trois enfants, « sans eau, sans sanitaires, loin de tout approvisionnement », à l'extérieur d'un village à moitié abandonné après

la prise de l'ajlun-al-Qaroub par les druzes, en février 1984.

Originaire du quartier de Tariq-Jidde à Beyrouth, il a quitté sa maison après les très violents bombardements qui ont particulièrement visé le cœur sumite de la capitale libanaise. Technicien à l'hôpital américain, il ne touche plus son salaire, et ses maigres ressources s'épuisent vite.

Yahiya n'est qu'une des cent soixante mille personnes qui ont cherché refuge dans la région sennite de Saïda, au sud de Beyrouth, et n'est peut-être pas le plus malheureux.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 6.)

Des mesures annoncées lors de la table ronde

M. Chevènement tente d'apaiser la grogne des gendarmes

Au cours de la table ronde réunissant, mercredi 23 août à Paris, les quatre-vingt-sept gendarmes tirés au sort et le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, celui-ci devait présenter des mesures concernant notamment les effectifs, le coût des uniformes, l'aménagement des casernes et le droit d'expression dans la gendarmerie. M. Charles Barbeau a été nommé directeur général de la gendarmerie en remplacement de M. Régis Mourier.



(Lire nos informations page 8)

La fuite massive des Allemands de l'Est

A nouveau, plusieurs centaines de fugitifs ont gagné l'Autriche
PAGE 3

L'anniversaire du pacte germano-soviétique

Les républiques baltes contestent la légalité de leur annexion
PAGE 10

Partis en désobéissance

III - Copains, compagnons et camarades
PAGE 7

1939-1940 l'année terrible

XXVIII - Les Anglais tiennent le coup
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 20

De l'instauration du régime communiste au gouvernement Mazowiecki

La longue marche de l'opposition polonaise

La nomination d'un chef de gouvernement non communiste, en la personne de M. Tadeusz Mazowiecki, marque l'aboutissement de quarante ans d'histoire de la Pologne. De révolte en répression, le peuple polonais ne s'est jamais incliné devant le système stalinien qui lui avait été imposé au lendemain de la guerre - et dont le pouvoir lui-même s'est, d'étape en étape, progressivement écarté.

Soudain, les putains de l'Hevelius avaient disparu et, avec elles,

la danse, la musique, le champagne soviétique - tout l'ordinaire du « club » de cet hôtel de Gdansk où descendent les étrangers, face aux chantiers navals.

« Mais où sont les putains ? » Personne ne savait, sauf le jeune angliciste de la police secrète, qui traquait là comme toujours et partout, sous casquette de journaliste, n'ignorait rien : « Si vous en voulez une, dit-il, dans un gras sourire, je vous arrange ça ». Ce 12 décembre 1981, même les indices laissaient tomber le masque et tout clochait après ces deux journées de réunion de la Commission nationale de Solidarité.

L'après-midi, les organisations régionales du syndicat n'avaient cessé d'appeler pour signaler dans tous les coins du pays mouvements de troupes et rappels de réservistes. Plus les heures passaient, plus M. Walesa et ses conseillers semblaient soucieux (en fin de soirée, le téléphone était coupé dans toute la ville), et eux seuls avaient fait mine de croire aux explications officielles : on préparait une opération coup de poing contre la pègre du port.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 4.)

Le plan sécheresse

580 millions de francs pour les agriculteurs

Le conseil des ministres du mercredi 23 août a décidé des mesures exceptionnelles d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse. Le plan présenté par M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, prévoit, outre les interventions classiques de la législation sur les calamités agricoles, 580 millions de francs d'aides supplémentaires pour venir en aide aux agriculteurs les plus touchés : prise en charge des intérêts de prêts agricoles, prêts à intérêt réduit pour les défriches, aide spécifique aux agriculteurs qui connaissent de graves difficultés financières en raison de la sécheresse,

demande à la CEE de déblocage de crédits d'intervention pour pallier la menace de faillite.

Le Fonds national de garantie des calamités agricoles a plus d'argent qu'on ne pensait, et il ne sera pas nécessaire de faire appel au contribuable. Il n'y aura donc pas d'impôt sécheresse. Les responsables d'organisations paysannes, en particulier M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, tout en estimant « insuffisantes » les mesures envisagées, trouvent qu'elles « vont dans la bonne direction ».

(Lire page 17)
l'article de JOSÉE DOYÈRE.

Politique économique rigoureuse et taux d'intérêt attractifs

La bonne santé du franc face au mark

L'union économique et monétaire européenne sera au centre des débats du conseil économique et financier franco-allemand qui doit réunir les 24 et 25 août, sur le bord du lac de Tegernsee, en Bavière, les ministres des finances M. Pierre Bérégovoy et M. Theo Waigel. La bonne tenue de l'économie française et du franc constituera un atout pour la France qui assure depuis le 1^{er} juillet la présidence de la CEE.

Remarquable ! Les observateurs français et étrangers n'ont pas d'autre mot pour qualifier la fermeté actuelle du franc. Alors qu'il s'établissait à 3,42 francs environ à la mi-décembre 1988, le cours de la devise allemande est désormais inférieur à 3,38 francs. La levée totale du contrôle des changes pour les entreprises, décidée en mars dernier, n'a eu aucun effet négatif sur la monnaie française. Et si, récemment encore, d'aucuns, préoccupés par le déficit des échanges industriels de la France, préconisaient une dévaluation, pratiquement aucune voix ne s'élève plus désormais en

ce sens. « La politique monétaire doit assurer la stabilité du franc dans le SME et contribuer à la déflation », avait affirmé M. Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, en début d'année. Le pari est pour l'instant gagné. Comment s'explique cette force du franc ?

Poursuivant la politique de ses prédécesseurs immédiats, le gouvernement peut avec raison se vanter d'avoir réussi sa stratégie de « déflation compétitive ». Le taux d'inflation a été maintenu à 3,1 % en glissement en 1988 - le même résultat qu'en 1987 - et, surtout, l'écart de hausse de prix avec la RFA s'est considérablement réduit. Tombé à moins de 1 point en début d'année, cet écart se situe actuellement à 0,5 point. Et même si un nouveau creusement est enregistré au cours du deuxième semestre, l'idée que la hausse des prix en France est sensiblement la même que celle de l'Allemagne fédérale paraît désormais acquise. En outre, le déficit commercial de la France est, avec moins de 5 % de la valeur des exportations, somme toute limité. On constate une modération salariale malgré la pression qui s'exerce dans la fonction publique.

Cependant, à toutes ces raisons internes, s'ajoutent un certain nombre d'éléments qui relativisent la part de l'action gouvernementale dans la fermeté du franc. Ainsi, la vigueur du dollar observée depuis le début de l'année s'exerce en partie au détriment du mark, et par contre-coup au profit du franc.

D'ailleurs, la devise allemande est actuellement moins recherchée qu'à l'ordinaire, en raison d'un ensemble de facteurs allant de la morosité du marché obligataire outre-Rhin à celle du climat politique, en passant par les importantes sorties de capitaux enregistrées après la création d'un prélèvement à la source sur les revenus des obligations (entrée en vigueur en janvier dernier, la mesure a été abolie en juillet).

Le mark n'est d'ailleurs pas le seul, parmi les grandes devises, à souffrir d'un amenuisement de l'intérêt des investisseurs. Même le yen, fort depuis plusieurs années contre les principales monnaies, subit actuellement une perte relative de confiance.

FRANÇOISE LAZARE.
(Lire la suite page 16.)

A PARAITRE LE 28 AOÛT

Pascal QUIGNARD

Les escaliers de Chambord

roman

GALLIMARD nrf

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dh ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 180 dr. ; Italie, 1.800 L. ; Japon, 2.400 ¥ ; Luxembourg, 20 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 120 kr. ; Suisse, 1,60 S. ; USA, 0,01, 1,20 \$; USA (Canada), 2 \$.

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

Pour ne pas avoir à se battre sur deux fronts, Hitler veut en finir rapidement avec la Grande-Bretagne. Mais il perd la bataille de l'air. Les Britanniques font l'union sacrée autour de Churchill. « Si nous pouvons tenir tête, toute l'Europe recouvrera un jour sa liberté », a prédit l'homme à l'éternel cigare.

« SUR l'pont de Londres Un bal y est donné (bis). Hitler demande à Göring d'y aller (bis). Le Pas d'Calais C'est dur à traverser (bis). C'est difficile à Londres d'arriver (bis). »

Sur l'air du Pont du Nord, l'émission « Les Français parlent aux Français » affirmait que Hitler avait perdu ce que Churchill nommait dès le 18 juin la « bataille d'Angleterre ». Cette bataille, la première à se jouer dans les airs, épisode mémorable de la vertu britannique, suscita d'innombrables écrits hagiographiques : il est vrai qu'elle sauvegarda la liberté des Britanniques tout en réorientant le cours de la guerre.

En juin 1940, l'Angleterre reste seule face au Reich victorieux. Pendant un mois, Hitler hésite : ne valait-il pas mieux signer une paix de compromis avec des adversaires qui, somme toute, étaient cousins des Germains, pour avoir les mains libres sur le continent et — comme il le déclarait dès le 2 juin au général von Rundstedt — « régler définitivement les comptes avec le bolchevisme » ? Ou fallait-il, dans la foulée de la victoire sur la France, en finir à l'ouest avant de s'élancer vers les steppes russes ?

A la mi-juillet, Hitler lance une offensive de paix au nom du « bon sens » ; mais il programme en même temps le plan « Seelöwe » (« Lion de mer » ou « Otarie ») : le débarquement en Angleterre. On choisit la traversée la plus courte possible (donc la Manche) pour une dizaine de divisions d'élite chargées d'établir une tête de pont. Comme l'exigeait déjà le projet napoléonien de 1805, il fallait éliminer la Royal Navy : ce serait à la Luftwaffe d'éviter Trafalgar. Le jour J était fixé au 21 septembre.

Entre-temps, la Grande-Bretagne avait refusé la paix. Non que la classe politique fût unanime : les partisans du compromis, avant tout des conservateurs, avaient fondé un *shadow cabinet*, avec le vieux Lloyd George. Mais Churchill imposait la guerre. Assurément, la déroute française laissait la Grande-Bretagne démunie : si les pertes en soldats britanniques avaient été relativement faibles pendant la campagne de France (11 000 tués, 14 000 blessés, pour 41 000 prisonniers), les Anglais avaient dû abandonner des monceaux de matériel et, en juillet 1940, l'île était défendue seulement par 200 chars ; ils avaient aussi perdu — ce que les polémiques franco-anglaises ont trop fait oublier — 944 avions, dont la moitié étaient des chasseurs modernes, et 435 pilotes. Mais Churchill affirmait le 18 juin : « [...] Si nous pouvons tenir tête, toute l'Europe recouvrera un jour sa liberté. »

On allait donc en découvrant, et avant tout dans les airs. La Luftwaffe devait chasser la RAF du ciel de la Manche pour neutraliser ensuite la Royal Navy. Cette bataille aérienne, la « bataille d'Angleterre », proprement dite, a changé constamment de tactique, de formes, de cibles. On peut y discerner trois phases.

Du 10 juillet au 11 août, c'est la « Kanalkampf », la lutte pour le contrôle de la Manche : la Luftwaffe tente d'endommager le maximum de navires et d'attirer la chasse adverse pour la détruire. La région de Douvres devient invivable, une trentaine de bâtiments furent envoyés par le fond, mais la chasse britannique ne céda pas.

A compter du 12 août, ce fut le grand jeu : aux attaques des escadrilles de la RAF, la Luftwaffe joignit le bombardement des bases, aérodromes, stations de radar, et des usines de constructions et de réparations aéronautiques. C'était l'opération « Adlerangriff » (« L'attaque des aigles ») avec deux grandes vagues, les 12 et 15 août. Mais dans ces grands affrontements les pertes allemandes furent nettement supérieures à celles de leurs adversaires. L'état-major de la

Luftwaffe choisit enfin, à compter du 24, la bonne tactique : concentrer les attaques sur des objectifs très précis. La chasse anglaise, sans arrêt en alerte, perdait trop d'appareils et de pilotes. La RAF était au bord de la rupture quand le commandement allemand commit la faute : il donna l'ordre de bombarder les objectifs civils, les villes en l'occurrence, ce qui donna un répit précieux aux usines et aux équipages.

Les Allemands optaient donc pour le bombardement stratégique : c'est la troisième période, l'attaque des villes, pour saper le moral et provoquer l'effondrement de la Grande-Bretagne. A l'origine de ce choix, il y eut le bombardement, non programmé, des docks de Londres le 24 août ; en représailles, Churchill fit bombarder Berlin — à la grande fureur de Hitler. Et le 7, pendant douze heures, 625 bombardiers allemands, protégés par autant de chasseurs, attaquaient Londres. La surprise fut totale, et, avec un bon millier d'incendies, on déplaça 430 morts. L'opération se répéta les jours suivants, notamment le 15 septembre (devenu « The Battle of Britain Day ») où déferlait la Luftwaffe entière. Mais la chasse anglaise savait maintenant intercepter, avant Londres, les bombardiers lents, en évitant les chasseurs tenus de les protéger : du 7 au 30 septembre, les Allemands perdirent 433 appareils, les Britanniques 242.

Le 17 septembre, l'opération « Otarie » était ajournée « jusqu'à nouvel ordre », et la flotte de débarquement dispersée. La « bataille d'Angleterre » proprement dite faisait place au « Blitz » (abréviation de *Blitzkrieg*). Depuis le 7 septembre, quasiment tous les soirs, entre 22 heures et 6 heures, Londres était bombardée par des formations de deux cents à trois cents appareils. Ils déversèrent bombes explosives, bombes incendiaires, mines larguées par parachute, pendant huit mois, jusqu'à la nuit du 10 au 11 mai 1941. Ils attaquèrent aussi les principales villes du Royaume-

Septembre 1940

XXVIII - Les Anglais tiennent le coup

Uni : Coventry, notamment, reçut, le 14 novembre 1940, un déluge de feu.

Mille récits édifiants attestent avec Maurice Van Moppès — sur un air de Charles Trenet — que « Tout l'Angleterre dit bonjour lorsque les bombes font boum boum », et que le fleuve britannique soutint sa réputation. En fait, et le contraire eût été étonnant, il y eut quelques paniques, des explosions de colère. Mais le nombre des victimes — 13 339 morts à Londres, 23 000 pour l'ensemble de la Grande-Bretagne de septembre à décembre 1940 — fut moins élevé qu'on ne le craignait. Et plus de la moitié des Londoniens choisirent de demeurer, quoi qu'il arrive, chez eux, l'autre moitié gagnant abris individuels et collectifs. On finissait par avoir ses habitudes dans le métro. Le Reich avait donc échoué à briser aussi bien la RAF que le moral britannique.

ON avance aussi que c'est la force de caractère des « paladins du ciel », ces jeunes gens de vingt ans, produits du système éducatif anglais, qui compensa une nette infériorité numérique. Il est, on s'en doute, tout à fait incommode de jauger les troupes des uns et des autres.

Mais le déséquilibre des forces était moindre qu'il n'y paraît. Le rapport numérique était de un pour deux en faveur de la Luftwaffe, avec une nette supériorité des bombardiers allemands (dont le très opérationnel Junkers 88). En revanche, il y avait égalité en nombre d'avions de combat composant la chasse, car les deux nations avaient prêté une grande attention à cette arme nouvelle : la Luftwaffe, créée officiellement en 1935, était choyée par le régime, et les constructeurs (Junkers, Dornier, Heinkel ou Messerschmitt) avaient eu les coudées franches. Des pilotes de qualité disposèrent d'un matériel excellent (ainsi le Messerschmitt 109, peu autonome mais très maniable). Les Britanniques, depuis Munich, avaient considérablement accru leur production de Hurricane, très fiables, et de Spitfire, de petites merveilles pour l'époque. Mais, à la différence des Allemands, les Britanniques ont su tirer parti de leurs avan-



Coventry (Midlands) en 1940, après un bombardement.

par
Jean-Pierre Azéma

tages ; ils avaient rendu très opérationnelle une double chaîne de radars, alors que les Allemands utilisèrent moins bien cette invention de 1935. Et, surtout, le commandement britannique était articulé de façon fonctionnelle, avec deux très grands bombes, le patron du secteur « chasse » (du *fighter command*), l'Air Chief Marshal Dowding, et le responsable du *group* n° 11 couvrant Londres, l'Air Vice-Marshal Park.

Les erreurs de l'adversaire, il est vrai, les aidèrent. Hitler, obsédé par l'URSS, ne se passionna jamais pour une campagne qu'il sentait mal. Göring, laissé à lui-même, démontra son incapacité et imposa des changements tactiques, notamment celui du 2 septembre, catastrophique. L'action allemande laisse l'impression d'un grand gaspillage d'hommes et de matériel.

Ajoutons que, dans une épreuve décisive, le peuple britannique ne faiblit pas. L'union sacrée fonctionna — surtout grâce aux travailleurs, — et il faut se souvenir, pour apprécier, du mépris affiché par les conservateurs à leur égard et de la détresse de la classe ouvrière britannique dans l'entre-deux-guerres. Toutes les énergies de la nation se mobilisèrent, produisant parfois des effets cocasses, vus du continent : on vit la *home guard* (une sorte de garde nationale d'un million et demi de personnes) s'entraîner au maniement des armes avec des manchettes à balai au lieu des plaques des routes pour tromper l'ennemi en cas de débarquement !

Et il faut, même si l'Histoire n'accorde plus guère qu'un strapontin aux grands hommes, rendre hommage à Winston Churchill. Assurément, sa longue carrière politico-militaire est émaillée d'erreurs, de l'expédition des Dardanelles, pendant la Grande Guerre, à l'équipée de Norvège, en passant par la catastrophe réévaluée de la livre en 1925. L'homme était irascible, versatile et parfois brouillon ; mais il avait parfaitement jaugé, depuis la remilitari-

sation de la Rhénanie, le nazisme et les enjeux de la guerre prévisible, et il sut être, à compter du 10 mai 1940, lorsqu'il succéda à Neville Chamberlain, *the right man in the right place*. Patriote inébranlable, prêt à tout pour vaincre dans un combat qui lui semblait décisif pour le monde entier, il sut galvaniser ses compatriotes avec un verbe enflammé, sans sombrer dans la démagogie : le 13 mai, il leur promettait — en une formule restée célèbre — « du sang, du labeur, des larmes et de la sueur ». Le peuple anglais suivit ce franc-tireur de l'establishment, qui malgré son invincible cigare et son noué papillon avait l'air d'un bouledogue : près de 90 % de ses compatriotes disaient l'approuver en août 1940.

LA disproportion est extrême entre l'événement (plus tard, lors des grands raids sur la Ruhr, le *bomber command* perdra en une nuit plus de pilotes que le *fighter command* pendant toute la bataille d'Angleterre) et ses retombées. Première conséquence, primordiale : la guerre continue. Hitler va devoir lutter sur deux fronts, ce qu'il avait voulu éviter. Celles et ceux qui refusaient la domination nazie reprirent espoir : la Wehrmacht perdait sa réputation d'invincibilité.

La demi-victoire anglaise obligeait Vichy à revoir ses analyses, puisque les choix de l'armistice reposaient en grande partie sur le pari que Hitler acculerait la Grande-Bretagne à la capitulation ou à une paix allemande. Sans doute ceux qui, dans les allées du pouvoir, étaient germanophobes pouvaient-ils se féliciter d'un rééquilibrage de la situation. Mais il fallait dorénavant gérer une convention d'armistice dont on avait accepté — on s'en apercevait maintenant — bien légèrement les conditions drastiques.

Après cette bataille de la Manche aérienne, qui avait seulement écarté la menace d'un débarquement, les Britanniques devaient trouver des relais. C'est avant tout des Etats-Unis, du côté du « grand large », que Churchill attendait les renforts nécessaires. Il savait pouvoir

compter sur la sympathie de Roosevelt et de son administration, inquiets de la montée de l'Allemagne nazie et du Japon.

Mais Roosevelt devait tenir compte de l'opinion, au moment de solliciter — du jamais-vu — un troisième mandat présidentiel : en 1938, 95 % des Américains se déclaraient opposés à toute participation à un conflit. Et les tenants classiques de l'isolationnisme avaient trouvé du renfort avec une fraction des partisans du New Deal redoutant qu'une guerre ne bloque la rénovation politique et sociale ; le Congrès, par des « Acts » de « neutralité » fort stricts, avait mis l'embargo sur les armes. La guerre déclarée, Roosevelt avait pu, à force de rencontres en petits comités, convaincre les sénateurs, mais plus difficilement les représentants, qu'il fallait amender ces lois : le 4 novembre 1939, l'embargo était levé, mais les puissances qui achèteraient des armes devaient les payer comptant, et les transporter : cette loi *cash and carry* avantagéait, en raison de leur supériorité maritime, la France et la Grande-Bretagne, mais exprimait le refus d'être pris dans un engrenage. Et un groupe de pression pacifiste et surtout isolationniste — *America First* — rassemblait du beau monde (entre autres, Charles Lindbergh, l'homme de la traversée de l'Atlantique) et menait grand tapage.

La défaite française allait pourtant faire évoluer l'opinion : si, le 23 mai 1940, 64 % des Américains déclaraient vouloir ignorer la guerre, alors que 36 % voulaient aider les Franco-Anglais, le 11 décembre ils étaient au contraire respectivement 37 % et 60 %. Roosevelt put, en août, vendre 50 destroyers d'un modèle ancien, moyennant la cession par les Britanniques de bases à Terre-Neuve, aux Bermudes et aux Bahamas. Rédui assez aisément, il déclara le 29 décembre : « Nous devons être le grand arsenal de la démocratie. »

EN attendant, Churchill devait faire feu de tout bois. Il fallait reconstruire les réseaux de renseignements de l'Intelligence Service et en même temps élargir leur rayon d'action : en août 1940 naissait le Special Operations Executive (le SOE), chargé du sabotage économique.

Il apparut également impératif de gagner la guerre des ondes. Tous les pays occupés par le Reich allaient être spécialement couverts par la BBC. Le 1^{er} juillet démarra une émission du soir en langue française, intitulée d'abord « Ici la France », puis, à compter du 6 septembre 1940, « Les Français parlent aux Français ». Elle débutait par un bulletin d'informations (de 20 h 15 à 20 h 25) suivi des cinq minutes allouées quotidiennement à la France libre (dont l'indicateur proclamait « Honneur et Patrie »). L'émission proprement dite durait jusqu'à 21 heures, puis bientôt 22 heures. Elle était (sauf les cinq minutes gaillistes) contrôlée par les Britanniques, mais James d'Arcy Gillie avait vite fait confiance à l'équipe française : un homme de théâtre, le neveu de Jacques Copeau, Michel Saint-Denis, sous le pseudonyme de Jacques Duchesne, avec deux grands reporters, Pierre Maillard (Pierre Bourdan) et Yves Morvan (Jean Marin), un homme de lettres, Jacques Brunius, et deux dessinateurs, paroliers, Jean Oberlé et Maurice Van Moppès. L'émission avait un rythme, un style qui n'avait rien à voir avec celui des *speakers* de l'époque ; son ton était très libre : Pierre Bourdan ouvrait l'une des émissions par « Ce soir, les nouvelles sont très mauvaises ». Ses trouvailles faisaient mouche : en septembre, elle lançait le slogan chanté sur un air de danse « Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand ». Et cette bataille-là, la bataille des ondes, l'Angleterre allait précocement la gagner.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► François Bédaride, *la Bataille d'Angleterre*, Bruxelles, Complexe, 1985, 180 p. Remarquable.
► *La Guerre des ondes*, sous la direction d'Hélène Eck, préface de Jean-Noël Jeanneney. Colin, Paris ; Payot-Lausanne ; Complexe, Bruxelles ; Hurtubise, Montréal ; 1985, 382 p.

Demain :
Une France libre
encore un peu jeune

RFA : à la veille d'importantes échéances électorales

Le chancelier Kohl tente de reprendre la CDU en main

BONN
de notre correspondant

Une fois de plus, le chancelier Kohl a surpris tout le monde en proposant, mardi 22 août, M. Volker Rühe comme successeur de M. Heiner Geissler au poste de secrétaire général de la CDU. Un murmure d'étonnement a parcouru les rangs des journalistes lorsqu'il annonça son choix au cours de sa conférence de presse de rentrée à Bonn.

Volker Rühe est loin d'être un inconnu sur la scène politique ouest-allemande : vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag, spécialiste des questions de politique étrangère, grand voyageur et beau parleur, cet homme de quarante-sept ans à l'allure encore juvénile est déjà un vieux routier de la politique. Originaire de Hambourg, ancien professeur d'anglais, élu au Sénat de sa ville natale en 1970, il est membre du Bundestag depuis 1976.

Au sein de la commission des affaires étrangères, il représente l'aile modérée et centriste de son parti face à la faction de droite, dirigée par M. Alfred Dregger, président du groupe CDU/CSU. Il est favorable à la poursuite de la politique de détente et de coopération avec l'Est et partisan d'une attitude pragmatique sur la question allemande. Précisément en raison de ses activités essentiellement tournées vers l'extérieur, il reste cependant peu connu dans le « parti profond » et n'a eu jusqu'à présent que fort peu d'occasions de s'exprimer sur les questions de politique intérieure, ni de battre les estrades lors des campagnes électorales nationales.

Changement de style

Le chancelier a justifié son choix en affirmant que celui-ci était un signal pour le « rayonnement des cadres du parti ». Il a répondu avec fermeté aux critiques qui s'étaient exprimées la veille, lorsque fut connu le renvoi de M. Heiner Geissler. Ce dernier avait affirmé lui-même que son départ était « un signal dans la mauvaise direction », qu'il constituait l'annonce d'un virage à droite de la CDU sous la pression de la CSU bavaroise et de la montée de l'extrême-droite. « Volker Rühe est vraiment un homme du centre », a déclaré le chancelier, ses déclarations de 1985 sur le fait que nous sommes liés par les traités à l'Est en sont la preuve. C'est donc à un changement d'homme et de style plutôt qu'à un changement de ligne du parti

que le chancelier a affirmé avoir voulu procéder à l'orée d'une année politique décisive pour lui.

En se séparant de son vieux compagnon de route Heiner Geissler, dont la forte personnalité avait fini par lui faire de l'ombre, et qu'il soupçonnait d'intriguer pour le faire chuter, Helmut Kohl accroit son emprise sur son parti, dont le sort est plus que jamais lié au sien ; il s'est assuré qu'aucune note discordante ne se fera entendre de la Konrad Adenauer Haus, le siège de la CDU à Bonn. La nomination de Volker Rühe est habile. Son profil a quelque peu désarmé les critiques qui s'étaient faites entendre lundi dans les rangs du parti : si des hiérarques de la CDU comme M. Lothar Späth, ministre-président de Bade-Wurtemberg, ou M. Rita Süssmuth, présidente du Bundestag, regrettent toujours le départ de Heiner Geissler, ils critiquent plutôt la méthode expéditive employée par le chancelier.

Vers un congrès agité

Tout le monde s'attend que le prochain congrès de la CDU, qui s'ouvrira le 10 septembre prochain à Brême, sera agité : M. Heiner Geissler dispose toujours de solides appuis chez les cadres moyens du parti, qui constituent la masse des délégués, et ne semble pas disposé à abandonner ses fonctions sans lancer quelques piques à son ancien ami et patron. Mais, dans l'entourage du chancelier, on a confiance. Il paraît exclu, pour l'instant, qu'un concurrent s'oppose à Helmut Kohl lors de l'élection à la présidence du parti. La mauvaise humeur des délégués ne devrait donc se manifester que par un accroissement notable des votes « non », ce qui laisse les amis du chancelier plutôt sereins. « Qui se souvient des élections d'été ? », ironisent-ils devant ceux qui leur objectent qu'un chancelier élu à la tête de son parti avec une majorité réduite verrait son image ternie. Le véritable test de la validité du choix de Helmut Kohl sera naturellement celui du suffrage populaire. Les élections locales et régionales vont se multiplier les prochains mois, avant les élections législatives de 1990. Que la CDU remonte des basses eaux électorales ou elle se trouve actuellement, et l'on parlera d'un coup de génie politique ; qu'elle continue de s'enfoncer, grignotée à sa droite et à sa gauche, et l'on n'aura pas de mots assez durs pour stigmatiser l'erreur fatale du renvoi de Heiner Geissler.

LUC ROSENZWEIG.

POLOGNE : dans une conversation téléphonique avec M. Rakowski

M. Gorbatchev a fait savoir qu'il souhaitait la participation du PC au gouvernement de M. Mazowiecki

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

La doctrine brejnevienne est peut-être morte, les traditions ne se perdent pas pour autant, et M. Gorbatchev a fait bruyamment irruption mardi 22 août dans le jeu politique polonais. Au cours d'une conversation téléphonique de plus de quarante minutes avec le premier secrétaire du PC polonais (POUP), M. Mieczyslaw Rakowski, M. Mikhail Gorbatchev a souligné qu'il serait impossible de résoudre les problèmes de la Pologne sans la participation du POUP à un gouvernement. M. Tadeusz Mazowiecki, membre de Solidarité, est en train de former. Selon le porte-parole du POUP, M. Gorbatchev s'est également déclaré confiant que les difficultés politiques, économiques et sociales de la Pologne seraient réglées dans l'intérêt de la nation polonaise. Les temps où l'URSS menaçait d'envoyer ses chars sont donc dépassés, mais Moscou juge toujours utile de préciser au turbulent frère polonais les limites à ne pas dépasser. Simplement le bras est aujourd'hui placé moins haut.

Autre différence avec la période brejnevienne : M. Rakowski peut aujourd'hui présenter cette conversation téléphonique avec le n°1 soviétique comme un atout. Il ne serait d'ailleurs pas étonnant que ce soit M. Rakowski lui-même qui ait eu l'initiative de ce coup de téléphone, et le porte-parole du POUP, M. Jan Biskupski, ne s'est pas privé d'insister sur la longueur et le ton « amical » de cet entretien qui

« reflétait la convergence de vues » des deux hommes. C'était donc une occasion pour la Pologne de rappeler à ses partenaires politiques, à un moment crucial des négociations sur la formation d'un gouvernement, à la fois que le PC polonais avait le soutien de M. Gorbatchev — présenté ici en sa qualité de secrétaire général du PC soviétique plutôt que celle de chef de l'Etat — et que Moscou s'adressait toujours de très près aux affaires polonaises. Un rappel en forme d'avertissement qui fait toujours son petit effet ici, compte tenu des expériences du passé.

S'il est naturel de faire monter les enchères au moment d'une négociation, M. Biskupski s'est néanmoins attaché à effacer toute impression d'agressivité de la part du POUP, lors d'une conférence de presse tenue à la hâte en fin d'après-midi. La résolution adoptée samedi dernier par le comité central (le Monde du 22 août) a en effet été jugée bellement par plusieurs interlocuteurs du POUP et notamment par M. Lech Walesa, qui a sommé le parti d'abandonner « le chantage et la menace ».

Pas de menace

« Notre position n'est une menace pour personne », a affirmé M. Biskupski, pour lequel « il n'y a pas d'autre solution que la négociation ». Le format est toutefois de rigueur pour éviter que le PC polonais, en dépit de tous ses débâcles, ne se laisse passer par le hochet politique et qu'il s'estime en

droit d'exiger une représentation au gouvernement « proportionnelle à son potentiel et à son influence dans le pays ». « Nous sommes un parti politique de deux millions de membres », rappelle-t-il, mardi l'organe du POUP, *Tribuna Ludu*, avec notre propre programme, notre propre expérience et nos propres cadres. « Nous avons un droit juridique, politique et moral à formuler des exigences sur la composition du gouvernement », a renchérit M. Biskupski. Notre parti, indépendamment des critiques du passé — sur lequel il a d'ailleurs fait son autocritique — a su opérer un tournant important dans la vie politique. Il a surmonté les blocages de la situation politique, il est l'initiateur des réformes en Pologne et du dialogue à la table ronde.

Pour mettre du baume au cœur des militants qui se trouvaient un peu isolés, le porte-parole a indiqué que M. Rakowski s'était également entretenu mardi avec le président des syndicats officiels (OPZZ), M. Alfred Miodowicz, qui s'est félicité du bon maintien du nombre de ses adhérents : sept millions, a-t-il affirmé, « ce qui l'a mis de très bonne humeur ». Une manière de rappeler à Solidarité que, de ce côté-ci aussi, on peut utiliser l'arme de la grève.

M. Mazowiecki, qui doit en principe être investi, jeudi, par la Diète, a poursuivi pendant ce temps ses consultations politiques avec les partenaires de la future coalition gouvernementale, rencontrant notamment le général Kiszczak, qui avait dû renoncer avant lui à former un gouvernement. Il n'est pas exclu que le général Kiszczak, ancien ministre

de l'intérieur, soit membre du nouveau gouvernement. Le ZSL (Parti paysan, ancien allié du POUP), pour sa part, a fait savoir qu'il était assuré d'un poste de vice-premier ministre et de cinq ou six portefeuilles, dont ceux des affaires étrangères, de l'agriculture, de l'éducation, de l'environnement et de la santé. Le SD (Parti démocratique), également ancien allié du PC, compte lui, sur trois ou quatre postes en plus d'un éventuel de vice-premier ministre. Le gouvernement comprend théoriquement vingt et un membres.

Dans un autre domaine, le fossé s'est encore un peu plus creusé, mardi, entre la Pologne et certains de ses alliés de l'Est.

La télévision a annoncé que des ressortissants polonais avaient été arrêtés au cours des manifestations du 21 août à Prague et qu'on était sans nouvelles d'eux (lire ci-dessus). Dans un article publié mardi par *Gazeta*, le quotidien de Solidarité, Adam Michnik, député et théoricien de Solidarité, a en des mots très durs pour la direction tchécoslovaque « et sa profonde fidélité à la langue et la doctrine de Staline ». « La tchécoslovaquie a le droit de nous critiquer, comme nous avons le droit de la critiquer », écrit-il, et nous avons le droit d'avoir honte de l'intervention du 21 août 1968 à Prague. D'août 1968, ma génération gardera l'impression d'un tournant pour la Pologne. Quel vilain diable a donc arrêté l'horloge dans les cabinets des ministres tchécoslovaques ?

SYLVIE KAUFFMANN.

Critiques en Roumanie...

Le président roumain, M. Nicolae Ceausescu, a implicitement critiqué les réformes en cours en Pologne et assuré la RDA et la Tchécoslovaquie de « sa solidarité ». Dans un discours prononcé lundi 21 août, à l'occasion de la fête nationale, il a notamment déclaré qu'il fallait soutenir « ceux qui en Pologne traversent des temps difficiles. (...) Nous voulons qu'ils surmontent ces difficultés, qu'ils poursuivent avec fermeté la construction d'un socia-

lisme solide et qu'ils assurent en même temps la souveraineté et l'indépendance de la Pologne ». Après avoir souligné son « entière solidarité » avec les PC tchécoslovaque et est-allemande, il a enfin affirmé que les communistes, « dans leur ensemble », devaient prendre fermement position contre « toutes les tentatives de déstabilisation du socialisme dans un pays ou dans un autre ».

...et en RDA

« Toute réforme du système est-allemand sur le modèle de ce qui se passe actuellement dans d'autres pays d'Europe de l'Est aurait pour seule conséquence de priver la RDA de sa raison d'être », a déclaré M. Otto Reinhold, responsable de l'idéologie au sein du PC est-allemand. Intervenant dans un débat radiodiffusé, il a insisté sur les différences entre la RDA et les autres pays du pacte de Varsovie : « Ils

existent tous, avant leur réorganisation socialiste, en tant qu'États dotés de structures capitalistes ou semi-féodales. (...) Par contraste, la RDA a été créée sur une partie des ruines de l'Allemagne divisée et vaincue après la seconde guerre mondiale. (...) Quel droit à l'existence aurait une RDA capitaliste, voisine de la République fédérale capitaliste ? Aucun, naturellement », a estimé M. Reinhold.

TCHÉCOSLOVAQUIE

376 arrestations lors de la manifestation du 21 août à Prague

Trois cent soixante-seize personnes, dont cinquante-six ressortissants étrangers (notamment polonais, hongrois et italiens), ont été arrêtés lundi 21 août à Prague lors des manifestations qui se sont déroulées à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'intervention militaire du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Selon un porte-parole officiel du gouvernement et les médias, les « provocations de lundi » avaient été orchestrées « par des centres ennemis situés à l'étranger ».

Le quotidien du Parti communiste, *Rude Pravo*, met l'accent sur « le nombre suspect » de « touristes étrangers » venus justement à Prague pour le 21 août, et cite notamment « un millier de ressortissants italiens ». Le journal annonce plusieurs agences de presse occidentales d'avoir « créé un climat de psychotose » et d'avoir « diffusé intentionnellement (...) des informations sur une déstabilisation de la situation en Tchécoslovaquie ».

A Rome, le chargé d'affaires tchécoslovaque a été convoqué au ministère des affaires étrangères. Le gouvernement italien a déclaré « la plus vive des protestations » contre la répression de la manifestation de lundi et l'interpellation de certains de ses ressortissants journalistes. Cette attitude est « tout à fait incompatible » avec les accords d'Helsinki que la Tchécoslovaquie a signés.

Protestations également à Varsovie (voir ci-dessus) et à Budapest. Enfin, le secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), M. John Vanderveken, a appelé les dirigeants tchécoslovaques à « en finir avec la seule conséquence de priver la RDA de sa raison d'être », a déclaré M. Otto Reinhold, responsable de l'idéologie au sein du PC est-allemand. Intervenant dans un débat radiodiffusé, il a insisté sur les différences entre la RDA et les autres pays du pacte de Varsovie : « Ils

A travers la Hongrie

Nouvelle fuite massive d'Allemands de l'Est vers l'Autriche

Un Allemand de l'Est a été tué accidentellement, lundi soir 21 août, par un garde-frontière hongrois, alors qu'il tentait avec sa femme et son enfant de passer illégalement en Autriche, près de Percevia. Selon l'agence hongroise MTI, deux gardes ont lancé un avertissement verbal et tiré plusieurs coups de semence pour empêcher trois fugitifs de franchir la frontière. Une bague a éclaté, des coups de feu ont été entendus, blessant mortellement M. Kurt Werner Schulz. L'incident se serait produit « en territoire autrichien ». Une enquête a été ouverte par les responsables de l'armée.

Mardi, plusieurs centaines de citoyens est-allemands ont de nouveau réussi à se réfugier en Autriche. Deux cents personnes ont passé en groupe la « frontière verte » au poste de Klingbach, dans le Burgenland, avant de gagner Vienne. Mardi, également, le gouvernement ouest-allemand a décidé de fermer « jusqu'à nouvel ordre » son ambassade à Prague pour tenter d'enrayer l'afflux de réfugiés. Les capacités d'accueil sont devenues insuffisantes. Pour les mêmes raisons, la RFA avait déjà fermé sa représentation permanente à Berlin-Est le 8 août, et son ambassade en Hongrie cinq jours plus tard.

A Bonn, le chancelier Helmut Kohl a mis en garde la RDA contre une possible dégradation des relations économiques entre les deux

pays si Berlin-Est ne facilitait pas les voyages à l'Ouest de ses ressortissants. RDA, a-t-il déclaré mardi 22 août au cours d'une conférence de presse à Bonn, ne peut pas, d'une part, rechercher une coopération plus étroite avec l'Occident et en particulier avec la Communauté européenne et, d'autre part, adopter en matière de droits de l'homme un comportement contraire à l'esprit et à la lettre de la déclaration finale de la CSCE.

Le chancelier a confirmé que son gouvernement voulait « tout faire pour aider les personnes affectées » par cette situation. Il s'est dit prêt à restreindre « immédiatement » le numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, si cette entente permettait de « parvenir à des progrès importants et durables » pour les Allemands de l'Est. Pour M. Kohl, « la pression pour le changement [qui se manifeste en RDA] ne vient pas de l'Occident, mais de la Pologne, de la Hongrie et d'Union soviétique. La RDA ne peut plus longtemps encore ignorer ce qui se passe chez ses voisins ».

Le même jour, à Moscou, un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Youri Gromitikhin, a critiqué la « campagne de propagande » menée ces derniers temps en République fédérale contre la RDA « à la veille du quarantième anniversaire de la création de l'Etat socialiste ». — (AFP, Reuters.)

Le chef du PC hongrois annonce sa prochaine démission

M. Karoly Grosz, secrétaire général du PC hongrois (PSOH), a annoncé mardi 22 août, dans un entretien publié par le quotidien *Nepszabados*, qu'il allait démissionner de ses fonctions.

M. Grosz, âgé de cinquante-neuf ans, qui avait succédé en mai 1988 à János Kádár, avait vu ses pouvoirs largement amputés en juin dernier par un renouveau du PSOH, favorable aux réformateurs. L'annonce de son retrait confirme la poussée du camp des « libéraux » menée par MM. Rózsa Nyers, président du PSOH, Imre Pozsgay, ministre d'Etat, et Miklós Nemeth, premier ministre, qui auront les mains plus libres lors du congrès du PSOH, au mois d'octobre à Budapest, pour réformer profondément l'appareil du parti.

M. Grosz a justifié sa décision par le fait qu'il ne voulait pas participer à la lutte pour le pouvoir « car cela ne serait bon ni pour le parti, ni pour le pays ». — (AFP.)

Le Congrès du Forum démocratique en octobre. — Le Forum démocratique (MDF), la principale force d'opposition en Hongrie, qui vient de faire élire trois députés au Parlement de Budapest, tiendra, du 20 au 22 octobre, sa première conférence nationale en vue des élections libres de 1990, ont annoncé, mercredi 9 août, les responsables de ce mouvement indépendant. Le Forum démocratique compte actuellement dix-sept mille trois cent cinquante membres et est représenté dans deux cent trente localités. Il doit se transformer en parti cet automne et créer son propre quotidien. M. Csukás, membre du présidium du MDF, a indiqué qu'une société anonyme, qui vendra des actions à partir du 1^{er} septembre, sera fondée dans ce but. — (AFP.)

CHYPRE

M. Denktash pose des conditions à la reprise des négociations intercommunautaires

Le gouvernement chypriote a rejeté mardi 22 août la proposition du dirigeant de la communauté chypriote turque, M. Rauf Denktash, de créer « les États-Unis de Chypre » et de réunir les deux États en une fédération. Selon Nicolas, cette nouvelle condition posée par M. Denktash à la reprise des négociations intercommunautaires est « inacceptable » et « la seule solution au problème de l'île (divisée depuis 1974) réside dans la poursuite des discussions prévues par les résolutions de l'ONU et les accords au sommet de 1977 et 1979 ».

Le leader chypriote turc avait suspendu ses réunions avec le président Georges Vassiliou la suite d'un incident survenu le 19 juillet dernier dans la zone tampon démilitarisée qui est placée sous le contrôle des Nations unies. Plus de cent Chypriotes grecs avaient été arrêtés et détenus pendant plusieurs jours par les autorités de République turque de Chypre nord (RTCN), uniquement reconnue par la Turquie.

Les négociations intercommunautaires avaient repris en août 1988 sous l'égide de l'ONU. M. Javier Paretz de Cuellar a demandé aux deux dirigeants de lui présenter une « ébauche d'accord » au mois de septembre à New-York. Le secrétaire général leur avait adressé des propositions écrites à ce sujet. M. Rauf Denktash a refusé que celles-ci soient « imposées » aux pourparlers et que l'ONU joue un rôle accru dans les négociations. — (AFP.)

3 CYCLES DE MANAGEMENT

INSTITUTS EUROPEENS DES ENTREPRENEURS

Animés par un réseau international de professionnels de haut niveau, membres de la Fondation Internationale des Entrepreneurs et soutenus par le Ministère de l'Industrie.

FORMATION

Des méthodes pédagogiques dont la réussite est largement reconnue par tous ceux qui ont suivi l'enseignement d'une Grande Ecole de Management. Un programme de 9 mois basé sur la confrontation à des missions réelles de Création, Développement, Redressement Reprise, Conseil et Communication d'Entreprise.

ADMISSION

Ingenieurs, Diplômés Ecole de Commerce, Diplômés de l'Université : Maîtrise Droit, Sciences, Sciences Economiques, Lettres... Cadres (plus de 3 ans d'expérience).

VILLES D'ACCUEIL

ANGERS • ANGOULEME • BEAUVAIS • GRENOBLE • LIMOGES • MONTPELLIER • MULHOUSE • NANCY • ROUEN

Clôture des Inscriptions : 5 Septembre 1989.

Renseignements et Inscriptions : **FONDATION INTERNATIONALE DES ENTREPRENEURS** 127, rue de la Tour 75116 PARIS - Tél. 40 72 60 60

سنة ١٤١٠ هـ

Europe

POLOGNE : de l'instauration du régime communiste au gouvernement Mazowiecki

La longue marche de l'opposition

(Suite de la première page.)

Quelque chose se tramait, mais quoi ? Le temps de se le demander et un mur, une muraille plutôt de boucliers, camions militaires et soldats arme au poing et casqués, coupe la voie. C'est la rafle. On entend portes et ordres claquer. En quelques instants, Sopot, Gdynia, Gdansk, toute la conurbation est encerclée par les chars, quadrillée, coupée de chevaux de frise.

Le siège national du syndicat est pris d'assaut. On arrête, les routes sont bouclées. Un à un, tous les hôtels sont encerclés, et les militaires, munis des noms et numéros des chambres se saisissent de leurs proies. Seul est encore préservé l'Helwiel, où dort la presse internationale et il faut, de ruelle en chemin, y revenir, car c'est là qu'est aussi Bronislaw Geremek, le conseiller politique de M. Walesa. Si lui, au moins, pouvait leur échapper... : « Vite ! Réveillez-vous ! Habillez-vous ! »

Sans broncher, il écoute un récit syncope et demande enfin : « Mais qui raconte ça ? — Mais, Broniek, personne ne raconte : j'ai vu ! ». Alors, il se tait, réfléchit deux précieuses minutes, tandis que l'état se resserre et, machoires serrées, laisse tomber : « Ils ne réussissent pas ».

Trois jours avant la signature des accords de Gdansk — il y aura neuf ans le 31 août — le même homme assurait avec la même certitude qu'un syndicat indépendant allait naître en Pologne. A l'époque, le monde entier ou presque croyait à l'imminence d'une intervention soviétique. C'est lui, ce sont la Pologne et les grévistes du chantier Lénine qui ont eu raison. Jamais le général Jaruzelski n'a pu imposer la « normalisation » que le monde entier ou presque a si longtemps cru fatale. Dans ses pires moments de désespoir, jamais la Pologne n'a cédé à la force et renoncé à son syndicat, à ses exigences de liberté et de démocratie. « Ils ne réussissent pas », disait, quatre-vingt-dix mois avant de devenir chef du groupe parlementaire de Solidarité et deux heures avant d'être arrêté, Bronislaw Geremek et « ils » n'ont en effet pas réussi, c'est que sa conviction n'était pas affaire de foi mais de faits.

Si la Pologne est le premier pays du bloc soviétique à se doter d'un gouvernement non communiste, c'est avant tout parce que la constante érosion du système stalinien a en lieu comme nulle part ailleurs, et qu'une opposition a pu, de lutte en pause, s'y développer et mûrir une stratégie.

Trois éléments ont tout particulièrement joué. La force de l'Eglise d'abord, qui fut toujours dans l'histoire polonaise l'incarnation de la nation et son identité. Ensuite, cinq siècles de résistance aux impérialismes russe, prussien et autrichien qui ont appris à ce pays qu'il n'y avait pas d'empire éternel. L'impossibilité surtout de faire oublier aux Polonais que l'URSS et l'Allemagne s'étaient entendues pour se partager leur pays en 1939, que les officiers prisonniers de l'armée rouge avaient tous été froidement assassinés et que Staline avait délibérément laissé écraser en 1944 l'insurrection de Varsovie pour qu'aucune résistance ne puisse durablement s'opposer à l'instauration d'un régime communiste.

Une singularité capitale

Dans tous les autres pays dont elle allait faire son glacis, l'URSS avait pu s'avancer masquée. En Tchécoslovaquie, où existait de surcroît un fort Parti communiste, elle n'était pas impopulaire. A des degrés divers la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie s'étaient suffisamment compromises avec Hitler pour que, usant des droits du vainqueur, Staline y puisse, comme dans la future RDA, s'imposer au nom de l'antnazisme.

En Pologne, en revanche, rien ne pouvait déguiser le cynisme de l'entreprise de satellisation. Rien ne put l'empêcher non plus, mais ce pays eut, dès le départ, une singularité capitale et néanmoins relative.

Sans elle, l'assaut contre l'Eglise eût été moins prudent. Mais, malgré elle, le cardinal Wyszyński, primat de l'époque, fut en 1953 placé en résidence surveillée. Et lorsqu'en 1956 la Pologne est secourue par sa première vague de grèves et manifestations, pourquoi l'URSS préfère-t-elle, sous Khrouchchev déjà, temporiser ? En raison de ce poids de l'Histoire ? Ou bien plutôt parce qu'elle ne pouvait intervenir à Varsovie alors que ses troupes allaient réprimer l'insurrection qui éclatait parallèlement à Budapest.

Dès 1956 — l'année du 20^e congrès du Parti communiste soviétique et de la dénonciation des crimes stalinien — la Pologne regagne un peu de liberté. A Budapest, on emprisonne et on tue, mais à Varsovie, c'est le printemps en octobre. A Budapest, on s'apprête à fusiller Imre Nagy, le dirigeant communiste qui avait redonné espoir à son peuple. A Varsovie, le Kremlin est, au contraire, trop heureux de pouvoir laisser revenir

Wladyslaw Gomulka, le premier secrétaire de l'immédiat après-guerre.

Gomulka avait été limogé en 1948 et envoyé en prison pour trois ans. C'est assez pour bénéficier d'un crédit populaire que Khrouchchev lui demande d'utiliser à calmer les esprits. Le cardinal Wyszyński est libéré, et cette victoire sur le régime assure au prêtat une autorité qui ne se démentira pas jusqu'à sa mort, neuf mois après la naissance de Solidarité. Des personnalités catholiques indépendantes — dont Tadeusz Mazowiecki — animent un mouvement d'inspiration personaliste, Znaki, dont la minuscule représentation parlementaire se fait, vaillamment, entendre. Restitué à sa rédaction, et malgré les pressions et la censure, Tygodnik Powszechny, le grand hebdomadaire catholique de Cracovie, rompt la grisaille de la presse et laisse humer un parfum de pluralisme.

L'épisode Giersek

Dans tout le pays, on parle d'autogestion, de conseils ouvriers, de libéralisation, et les intellectuels communistes, rêvant déjà de ce qu'on appellera le « socialisme à visage humain », élaborent des projets de réforme et réinterprètent les dogmes.

Les désillusions ne se feront pas attendre. Gomulka marque vite qu'il ne cédera rien de plus que ce qu'il a déjà donné. Khrouchchev est éliminé en 1964. La Pologne, quatre ans plus tard, participe à l'invasion de la Tchécoslovaquie et s'enfoncé, du même élan, dans l'obscurantisme, réprimant brutalement les manifestations étudiantes de son propre 1968 et lançant une campagne antisémite, qui poussera au départ la quasi-totalité des survivants juifs polonais du génocide nazi.

Fin 1970, les quatorze années écoulées ressemblent à tout sauf à une marche triomphante vers la démocratie. Les plus brillants intellectuels de 1956 ont quitté le parti. La jeunesse ne croit plus en rien. Demain était hier. Et voilà que, à la veille de Noël, une hausse des prix fait éclater l'émeute dans les ports de la Baltique. Le sang coule, mais il entraîne la chute de Gomulka, et quand le nouveau premier secrétaire, Edward Giersek, un communiste formé dans les mines de France, vient négocier avec les comités de grève, l'un des délégués qui lui fait face s'appelle Lech Walesa.

La hausse des prix est annulée. Souriant, très occidental et baissant à n'en plus finir les mains des ouvriers dans ses visites d'usines, Giersek est populaire. Un espoir renaît dans le pays et quelques hommes commencent à se dire que si dur soit leur chemin de croix, leur peuple a déjà obtenu deux remaniements de la direction en quatorze ans.

Lorsqu'à l'été 1976 une nouvelle tentative de hausse des prix fait éclater à Radom et Ursus de nouvelles grèves, et que des ouvriers sont jetés en prison, l'histoire s'accélère. M. Giersek n'est pas remplacé — pas encore — mais une poignée d'intellectuels décident d'obtenir l'amnistie des condamnés et créent un Comité de défense des ouvriers, le KOR. Ils s'agitent tant, arrachent tant de soutiens, distribuent tant de tracts aux sorties des mines et font tant de bruit à l'étranger que le pouvoir cède.

Pour la première fois, ce n'est plus l'émeute qui a fait reculer le parti-Etat. C'est un rapport de forces politiques dans lequel pèsent, bien sûr, l'endettement toujours croissant que Giersek a imposé à son pays pour remplir les magasins, mais aussi, déjà, le désarroi du régime. Officiels ou oppositionnels, tous les communistes marquent qu'on va à la catastrophe. La peur d'antan ne suffit plus à empêcher le développement de la contestation, de la répression (que M. Giersek n'aime au demeurant pas), fait mauvais effet à l'Ouest et suscite des mouvements de solidarité.

Le cardinal Wojtyla pape

Il y a l'Eglise. Il y a Znaki. Il y a ces clubs d'intellectuels catholiques qui n'ont cessé de se développer depuis 1956. Il y a aussi une pléiade d'anciens dirigeants à la retraite qui sont devenus réformateurs et prêtent discrètement la main aux contestataires. Des membres du parti jettent les bases, avec des non-communistes, d'un club de réflexion sur l'avenir du pays. Leurs pronostics sont épouvantables, et réformateurs et conservateurs s'affrontent déjà à la direction du Parti. Brusquement, grâce au KOR, la Pologne et ses dirigeants réalisent qu'existe, sous le manteau du totalitarisme ramolli, un véritable échiquier politique.

Il y a une vie politique en Pologne, et quand le cardinal Wojtyla, élu pape, sera venu se faire acclamer une première fois par sa patrie, l'échec historique du parti est démontré. Toute la jeunesse, tout le pays, sont sur la route de Jean-Paul II, n'ont d'yeux que pour lui, et le pouvoir n'a pas même l'honneur d'un jet de pierre ou d'un cri hostile.

On sait qu'il peut nuire, qu'on ne gagnerait rien à le provoquer. Mais ce

silence est aussi une censure massive, un vote, un traumatisme total sous lequel est encore le parti lorsque éclatent, tout juste un an plus tard, les grèves de l'été 1980. Une fois encore, c'est une hausse des prix qui les a provoqués et, paniquée, la direction négocie, cède, éteint un incendie après l'autre et fait tant de concessions que des débrayages confiants naissent des reprises triomphantes.

Tout l'appareil est à cran, et c'est le directeur des chantiers Lénine qui commet, le 9 août, l'irréparable gaffe en licenciant préventivement trois de ses salariés membres de la rédaction de Robotnik, le bulletin ouvrier du KOR. Une grève démarre au chantier, jeudi 14 août, s'étend, touche la côte baltique, gagne d'autres régions et ne s'achève, dix-sept jours plus tard, que sur la reconnaissance du premier syndicat indépendant du monde communiste.

L'une des revendications avancées (aussitôt satisfaite) a été l'érection, devant le chantier, d'un monument à la mémoire des victimes de 1970. Dans cette grève, ce n'est pas l'argent qui

met les concessions. Le parti ne comprend rien et pratique, durant seize mois, la stratégie de la tension.

Il ne cède qu'au rapport de forces, multiplie les provocations policières, fait taire les plus ouverts de ses cadres et croit ainsi regagner le terrain perdu. Et, de fait, il marque des points. Exaspérée par une mauvaise foi aussi flagrant, la base syndicale — c'est-à-dire le pays — se radicalise sans cesse, rejette la modération prônée par ses dirigeants et s'enivre des victoires qu'elle remporte puisque, mis au pied du mur, le parti finit toujours par céder.

L'état de guerre

Le discret général Jaruzelski devient premier ministre — « J'aime bien les soldats. Enfant, je jouais avec des soldats de plomb », déclare alors M. Walesa au Monde. Puis le général devient premier secrétaire, et, quand enfin la multiplication des grèves suscitées par le pouvoir et toujours arrêtées par la direction syndicale aura commencé à désorienter le pays, l'homme



Dessin extrait de la République.

compte : c'est la volonté de changement, l'aspiration à la liberté, la politique. De part et d'autre de l'immense portail du chantier, couvert de fleurs envoyées de tout le pays, côté grévistes et côté froids, on croit en fait que toute l'histoire de la Pologne communiste s'est donc déroulée.

Dans la ferveur de ces ouvriers en bleu qui commencent à la chaîne, il y a toute l'aura que le cardinal Wyszyński a donnée à l'Eglise. Dans l'intelligence de ces grévistes qui jamais n'abandonneront leurs usines pour la rue, il y a toute l'expérience de la répression des années de 1970. Dans la multiplication spontanée des revendications politiques les plus radicales, il y a tout le rejet d'un régime imposé de l'extérieur.

Dans l'assurance tranquille de ce mouvement qui stupéfie le monde, il y a toute la force unanime ressentie par cette nation pendant la visite du pape. Dans la rapide atténuation des revendications les plus radicales, il y a tout le prestige des militants du KOR, assez fins pour savoir jusqu'où ne pas aller trop loin et assez engagés aux côtés des ouvriers pour pouvoir s'en faire entendre.

Dix millions

Dans la confiance avec laquelle sont aussitôt promus « experts » et « conseillers » de M. Walesa les intellectuels varsoviens qui se présentent aux chantiers, il y a tout le capital moral d'une intelligentsia qui n'a pas à rougir d'elle-même, qu'elle soit catholique comme Tadeusz Mazowiecki ou ex-communiste comme Bronislaw Geremek. Et dans cette rapide résignation du pouvoir à négocier, il y a enfin tout le souvenir d'une longue série d'échecs.

Jamais la confrontation avec la classe ouvrière n'a réussi à ce régime. Jamais le rapport de forces n'a été aussi favorable à ce qu'on appelle la « société », le « pays réel », la « nation », ou tout simplement la « Pologne », dont l'hymne, à tout bout de champ entonné, est celui des grévistes. Et cette direction sait, en plus, qu'une intervention soviétique signifierait sa propre fin, donnerait lieu à un bain de sang que le contingent pourrait basculer et que cet épouvantail n'est même pas vraiment crédible.

En moins d'un mois Solidarité comptera 10 millions de membres — autant dire toute la population active du pays. A ce moment-là une chance formidable s'offre à la Pologne. Si le parti était assez intelligent pour jouer le jeu et faire de Solidarité son interlocuteur, il pourrait faire accepter à la population les sacrifices nécessaires et parvenir à un compromis historique — ardemment souhaité par l'Eglise et le pape — entre la Pologne et la réalité géopolitique.

MM. Walesa, Bronislaw Geremek et Tadeusz Mazowiecki, ainsi que Jacek Kuron et Adam Michnik, les deux grandes figures du KOR, n'aspirent qu'à cela. « Il nous faut un parti fort », répète sans cesse à ses amis Adam Michnik, car, dit-il, seule la force per-

aux lunettes noires amuse la galerie avec des négociations sur l'« entente nationale » et met la dernière main à la préparation de l'état de guerre.

Plusieurs jours avant sa proclamation, M. Walesa et son entourage savent qu'un coup de force se prépare. Le 12 décembre ils le savent imminente, mais savent aussi qu'en alertant le pays, ils appelleraient à la guerre civile et préféreraient donc se taire.

Assommée, décapitée et désespérée, la Pologne va plier sans céder. Elle ne résiste que symboliquement car toute résistance eût été vaine. Mais comme elle l'avait fait sur le passage du pape, elle opte globalement et instinctivement pour la politique du mépris. Le pays a été vaincu par sa propre armée ? Le syndicat est démantelé ? Bronislaw Geremek, un agent américain ? Adam Michnik, un extrémiste ? Lech Walesa, un primitif manipulé par tous les diables de la création ?

Causez toujours, répond en substance la nation, dont aucune grande figure ne prêterait allégeance à la force, dont les usines reconstituent clandestinement leurs centrales syndicales, dont les vieilles dames deviennent agents de liaison, les paroisses maquis et les jeunes prêtres agitateurs. Jusque dans les coins les plus reculés, la presse « souterraine » fleurit et entretient l'espoir. Théoriquement, la Pologne est un pays totalitaire et, qui plus est, en « état de guerre », mais par comparaison avec la Tchécoslovaquie, la RDA, l'URSS et, bien sûr, la Roumanie, on y respire comme un étrange parfum de liberté.

Le temps des ruptures

« Ils ne réussissent pas », disait Bronislaw Geremek, et leur échec est en effet total. Non seulement le général Jaruzelski ne parvient pas à réformer l'économie après avoir brisé l'indispensable partenariat syndical, à ramener le pays sur pied en se passant de la population, à obtenir des crédits sans lever son état de guerre, à arracher au pape la caution de nouvelles visites sans le laisser dire ce qu'il veut à ses compatriotes, mais voilà brusquement que l'Histoire le rattrape.

Car si précocement palpable et mobilisatrice en Pologne, l'ruption de l'héritage stalinien est maintenant telle dans tout le bloc que s'y amorce dans la foulée de la crise polonaise le temps des ruptures. La Roumanie est aux mains d'un psychopathe. La Tchécoslovaquie s'asphyxie dans vingt années de totale crispation politique. La Hongrie, qui a soigné la douleur de 1956 dans des réformes économiques, frappe de nouveau aux portes de la liberté. Et l'URSS elle-même empiétée en Afghanistan, accusée à la faillite économique, dénuée désormais de tout prestige international et rongée par la corruption de toutes les valeurs, ne peut plus échapper au réalisme.

S'il ne mesure pas d'emblée toute la complexité de sa tâche, Mikhaïl Gor-

batchev sait qu'il doit se retirer d'Afghanistan, modifier l'image de son pays et réduire ses dépenses militaires. La dernière chose dont il ait besoin serait une nouvelle crise ouverte à Varsovie, et il lui faut donc encourager — ce qu'il fait — une solution politique préventive.

Dès cette heure, moins de quatre ans après son coup d'Etat, le général Jaruzelski a les coudées franches. S'il veut le dialogue avec Solidarité, il peut l'engager, et cela d'autant plus aisément que jamais les dirigeants de Solidarité n'ont cessé, depuis le 13 décembre, de demander que la rélegalisation de leur organisation et le retour aux accords de Gdansk. Jusque dans ses moments de plus grande puissance, l'opposition a toujours pris soin de ne pas oublier que la Pologne n'était pas, comme on dit, « en Australie » ; que le rythme de ses évolutions était forcément lié à celui du monde soviétique et du reste de l'Europe et que ses rapports avec les internes ne pouvaient masquer la réalité des équilibres internationaux.

L'impulsion de Moscou

D'où cette idée-clé, définie et mise en pratique après les accords de Gdansk, de « révolution autolimitée », d'une révolution qui pourrait tout modifier. Et cette autolimitation, l'opposition polonaise se l'est d'autant plus facilement imposée que toute son histoire lui a appris depuis 1956 que la liberté était sous le communisme bien trop rare et subversive pour qu'aucune graine ne s'en perde. En 1985, 1986, 1987, le général Jaruzelski n'aurait pas eu besoin de négocier un changement de régime pour parvenir à un compromis avec Solidarité. Ne l'a-t-il pas compris ? N'a-t-il pu se résoudre à refaire ce qu'il avait défilé et à rétrospectivement reconnaître ainsi l'erreur criminelle de 1981 ? S'est-il trouvé prisonnier de ce pitoyable parti qu'a peu près tous les hommes de vision ont quitté après 1956, 1968, ou 1981 ?

A la fois sans doute, un peu de tout cela. Mais quand les grèves se multiplient l'été 1988 et que la reprise du dialogue s'impose enfin, le compromis politique a aussi été touché par la hausse des prix. Indispensable et porteur de ce qui reste d'espoir aux Polonais, l'opposition ne peut désormais plus se contenter de la rélegalisation de Solidarité.

Si l'on veut l'associer à la tentative de sauvetage du pays, si l'on veut qu'elle ait assez d'autorité pour s'y risquer, il faut qu'elle puisse montrer aux Polonais que le compromis a ses avantages. Comme le prédisait le KOR depuis 1976, le parti doit donc payer sa faillite économique de la démocratisation, et les élections « demi-libres » de juin dernier donnent à l'opposition tous les sièges auxquels l'accord passé avec le régime lui permettait de prétendre.

La formation d'un gouvernement « d'opposition » est maintenant inscrite dans les faits, car le parti a touché le fond, et aucune opposition, si elle ne veut pas se désolider, ne peut refuser le pouvoir qui s'offre à elle. Mais combien de temps faudra-t-il à l'appareil pour se résoudre à sa défaite, et combien de temps faudra-t-il encore perdre ?

De nouveau, l'impulsion vient de Moscou. Début juillet, à Paris, M. Gorbatchev déclare n'avoir d'objection ni à une éventuelle rencontre avec M. Walesa ni à la formation de gouvernements non communistes en Pologne ou en Hongrie. La semaine suivante, un représentant de Solidarité s'entretient à Moscou avec de hauts responsables du parti soviétique. « Je ne vois pas d'autre solution, dit-il, qu'un gouvernement de Solidarité. » « Nous non plus », lui répond-on. Et il ne restait dès lors plus qu'à laisser jouer les mécanismes.

Le gouvernement Mazowiecki peut-il réussir ? Tout lui est contraire, du poids de l'appareil aux vœux d'échec formulés à Prague, Bucarest et Berlin-Est, en passant par cet héritage de banqueroute, les nouveaux sacrifices à exiger de la population, les possibles retournements des anciens partis alliés du PC et l'anarchie surtout qui règne dans le pays. Comme l'URSS de la perestroïka, la Pologne de Solidarité est entrée dans l'inconnu d'une tentative de transition pacifique vers le post-totalitarisme. Elle ne le fera pas sans heurts violents, déceptions et coups d'arrêt. Mais l'opposition est forte : l'Eglise et le pape le sont aussi ; le général Jaruzelski et l'état-major ont beaucoup appris en quatre-vingt-dix mois.

Quant à M. Gorbatchev, il n'a pas seulement besoin de n'avoir pas à intervenir militairement en Pologne. Il a aussi besoin que ce nouveau parti polonais, bon au mal au, réussisse et donne l'exemple du triomphe de la modération — en Europe centrale comme dans les républiques soviétiques. « Que peut-on faire pour vous aider ? » lui demandait récemment Helmut Kohl. Réponse : « Aider la Pologne ».

BERNARD GUETTA.

Asie

CHINE : des milliers de morts, des dizaines de milliers d'arrestations ?

La répression aurait été beaucoup plus sévère que ne l'affirment les autorités

Pékin a annoncé mardi 22 août la suite de plus de onze millions d'ouvrages « pornographiques » depuis un mois dans le cadre d'une campagne de « rectification urgente » du marché de l'édition, qui touche également les publications jugées subversives. D'autre part, des centaines de hauts responsables du PCC se sont réunis à Pékin. Ils ont entendu un discours de M. Song Ping, membre du comité permanent du bureau politique, récemment une éducation radicale, et auraient approuvé le lancement d'une campagne contre les « dix-neuf catégories de criminels » ayant résisté à l'effacement du mouvement démocratique.

sur elle-même dans la terreur policière. Pourtant, les chiffres avancés par certaines ambassades étrangères comme premières estimations du bilan de la répression, toutes catégories de « criminels » confondues, depuis le 3 juin, sont bien plus élevés que ceux du régime. Officiellement, on parlait de quatre mille cinq cents arrestations dans tout le pays à la mi-juillet. Selon des sources diplomatiques, il pourrait y avoir eu, à l'échelle nationale, une centaine de milliers d'interpellations, dont la moitié à Pékin. Ce chiffre-là n'est pas le mieux confirmé. Il inclurait en particulier les personnes - nombre de cas individuels ont été

de mort infligées à des criminels de droit commun dont les actes n'étaient pas nécessairement liés à l'agitation dite « contre-révolutionnaire » du printemps. Dans les périodes comme celle que la Chine est en train de vivre, des « charrettes » de condamnés, politiques et de droit commun confondus, servent d'exemple pour réaffirmer le régime de l'ordre et de la police socialistes, sans nécessairement que le régime ait à justifier de ses actes par un processus légal minutieusement respectant les délais d'appel - démarche au demeurant jamais satisfaite. Officiellement, il n'y a eu qu'une trentaine d'exécutions, dont une

parfois, surélevée, de la coordination étudiante qui se trouvait sur la place, au-dessus de la foule n'a pas été en direction des protestataires lors de l'évacuation des lieux « entre 4 h 30 et 5 h 30 du matin » le 4 juin. C'est peut-être vrai. Le chanteur originaire de Taiwan, Hou Dejian, qui a refait surface après avoir passé dix semaines réfugié à l'ambassade d'Australie, a fourni un témoignage personnel, diffusé à la télévision, qu'il a voulu très prudent pour ne pas être accusé d'être un collaborateur avec le régime : il était aux côtés des derniers manifestants à avoir quitté le centre de la place, après avoir négocié avec l'armée. L'évacuation, et dit ne pas avoir, pour ce qui le concerne, vu ou entendu les soldats tirer sur les étudiants. Plusieurs autres témoignages en ce sens ont été recueillis de bonne source. Cela ne rend nullement compte de ce qui a pu se produire avant et après l'heure de l'évacuation, en banlieue et autour du périmètre de la place.

La purge
Pour ce qui est de l'étendue de la purge en cours au sein de l'appareil, on reste pour le moment dans le flou total. Il est établi que les milieux de la presse et de la culture sont particulièrement visés. Sont-ils pour autant affectés sérieusement ? Dans la presse, semble-t-il, oui. Ailleurs, en revanche, on peut en douter. Selon divers témoignages, tout dépend des relations qu'entretient chacun avec les responsables politiques, eux-mêmes parfois incertains et trop prudents pour vouloir s'avancer dans une voie répressive qui risquerait de se révéler sans issue ou fatale. « On attend de voir venir », dit un intéressé. La lutte contre la corruption, elle, n'a pas fait de victime très haut placée. Cinq grandes firmes - dont l'une liée à la famille de M. Deng, l'autre à celle du défunt grand rival Mao, Lin Shaoqi - ont été l'objet d'un redressement fiscal de 51 millions de yuans (91 millions de francs), mais on s'est soigneusement abstenu d'épingler des responsables. CeUX qui sont personnellement visés par les « polyvalents » chinois sont plutôt les petits fonctionnaires, appelés depuis peu à se dénoncer avant que la foudre ne tombe sur eux. Certains l'ont fait, sensibles aux promesses de clémence.

On constate aussi, de la part de cette population politiquement agitée ou sujette à « rectification », une résistance comme jamais on n'en avait vu en Chine. « Il y a plusieurs manières d'obéir aux ordres » lorsque vous demandez de réunir le personnel d'une entreprise ou d'un service, confie un autre intéressé : « Activement ou mollement. Pour le moment, c'est plutôt mollement... » Selon divers témoignages, il est reproché, par exemple, à des enseignants d'avoir « collé » l'inspecteur politique en opposant, à son discours idéologique, la froide raison logique ou un excès d'ironie s'enthousiasmant. Le sens nouveau de la décision n'est pas étonné chez les étudiants, comme on l'a vu dans ce cortège de jeunes gaillards récitant les tables de multiplication. L'apparition de blagues politiques, déjà remarquée au printemps, est un signe de ce relâchement de l'opinion chinoise qui frappe en particulier les observateurs, diplomates et journalistes, originaires du bloc de l'Est. La dernière en date : M. Deng parvient à faire ressusciter Mao à l'aide du *qigong*, la gymnastique chinoise à prétentions médicales, et lui conte ses malheurs. Réponse du « Grand Timonier » : « Alors, on échange nos rôles ? »

FRANCIS DERON.

CORÉE DU SUD

Le leader de l'opposition, M. Kim Dae-jung, accuse le gouvernement de chercher à le discréditer

Interrogé, mardi 22 août, pour la seconde fois en trois semaines par le parquet de Séoul, M. Kim Dae-jung, la principale figure de l'opposition sud-coréenne, a une nouvelle fois nié avoir reçu 10 000 dollars d'un agent de son parti, M. Su Kyung-won. Ce dernier est accusé de s'être rendu illégalement en Corée du Nord et d'avoir reçu au total 120 000 dollars d'agents nord-coréens en échange d'informations (le Monde du 17 août). M. Kim a demandé à être confronté avec M. Su (qui aurait avoué lui avoir remis de l'argent). Mais le juge d'instruction a rejeté cette requête. M. Kim a déclaré à l'issue de cette comparution que les autorités

cherchaient à le discréditer ainsi que son parti. Cette sombre affaire d'espionnage n'a peut-être pas été étrangère à la défaite du candidat du Parti pour la réunification et la paix (formation de M. Kim) aux élections partielles du 18 août. Le quartier de Youngdongpo à Séoul, où elles se déroulaient, est pourtant considéré comme favorable à l'opposition. Au cours d'une entrevue avec ses avocats - la première autorisée depuis l'implication de M. Kim Dae-jung dans cette affaire le 14 août, - M. Su aurait déclaré qu'il aurait fait de faux aveux sous d'« insupportables contraintes physiques ».

Ph. P.

● **INDONÉSIE** : libération d'un ancien député communiste. - Les autorités ont libéré le 17 août un ancien député communiste, détenu depuis plus de vingt ans, a-t-on appris, mardi 22 août, de sources militaires à Djakarta. M. Sundari Abdulrahman, âgé de soixante-huit ans, élu au Parlement en 1955, avait été arrêté en novembre 1966. Condamné à la réclusion à perpétuité en 1976, sa peine avait été commuée en vingt ans d'emprisonnement en 1982. Il resterait aujourd'hui cinquante et un commu-

nistes dans les prisons indonésiennes, parmi lesquels quatorze sont condamnés à mort, dont un ancien parlementaire. - (AFP.)

● **AFGHANISTAN** : mission pour obtenir la libération d'un Français. - Le gouvernement a décidé d'envoyer prochainement une mission à Kaboul pour tenter d'obtenir la libération d'Henri-Kavir Lamore, capturé la semaine dernière (le Monde du 22 août), à l'indiqué, mardi 22 août, le ministre des affaires étrangères.

Afrique

ALGÉRIE

Le Front islamique du salut demande sa reconnaissance légale

Alger. - Le Front islamique du salut (FIS) a officiellement demandé, mardi 22 août, après des autorisations algériennes sa reconnaissance légale en tant que parti politique, dans le cadre de la loi sur le multipartisme adoptée en juillet par l'Assemblée nationale. Le FIS devient ainsi le premier parti politique se réclamant de l'islam et prônant l'application de la charia (la loi canonique islamique) à obtenir officiellement droit de cité dans un pays du Maghreb ou même dans un pays arabe à système politique pluraliste. En effet, même si le ministère de l'Intérieur dispose de deux mois pour procéder à l'examen de conformité de la demande d'agrément, avant de publier le récépissé de dépôt au Journal officiel, le FIS peut d'ores et déjà exercer ses activités.

Le FIS est, après le Parti social-démocrate, le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS, communiste) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD, berbère), le quatrième parti algérien à déposer une demande d'agrément. La création du FIS avait été annoncée en mars. Son objectif, selon ses fondateurs, est de « présenter un substitut global et général à tous les problèmes idéologiques, politiques, économiques et sociaux dans le cadre de l'islam » pour remédier à la situation actuelle en Algérie.

Son principal animateur, M. Abbassi Madani, professeur de sociologie âgé de cinquante-cinq ans, se présente comme un « modéré », partisan du « dialogue ». Le mouvement comprend aussi une aile « dure », organisée autour de Ali Belhadj, le jeune imam de la mosquée El-Souma de Bab-el-Oued, quartier populaire de la capitale algérienne. Ali Belhadj a été condamné en juillet 1987 pour son appartenance à un groupe intégriste, dont le chef, Mustapha Bouyali, avait été tué à l'issue d'une bataille rangée avec les forces de l'ordre.

Partisan du « retour de la femme au foyer », des groupes se réclamant de l'intégrisme demandent la suppression de la mixité dans les établissements scolaires et font campagne en faveur du port du voile (hijab) par les adolescentes. Certains d'entre eux n'hésitent pas à prendre aux consommateurs d'alcool et à perturber les bagayages des femmes sur différentes plages de la côte algérienne. Le 8 mars, pour manifester leur « ras-le-bol » contre le harcèlement des intégristes, plusieurs milliers de femmes regroupées dans trois associations féminines ont organisé une immense manifestation devant l'Assemblée nationale. - (AFP.)

SÉNÉGAL

Le retrait du contingent militaire de Gambie est lié à la tension avec Nouakchott

Banjul. - L'aggravation et la persistance du conflit sénégalo-mauritanien ont conduit le Sénégal à retirer ses troupes (environ trois cents militaires) de Gambie, a indiqué mardi 22 août à Banjul M. Medoune Fall, ministre sénégalais des forces armées. Ce conflit constitue le motif principal du retrait des troupes sénégalaises, a déclaré M. Fall, à la sortie d'une audience avec le président gambien, M. Dawda Jawara. Le Sénégal pensait que le conflit, qui dure depuis cinq mois, allait s'apaiser, mais s'aperçoit qu'il s'aggrave de jour en jour, a ajouté M. Fall, qui est également ministre de la défense de la Confédération de la Sénégambie.

Le ministre a déclaré que le Sénégal n'a pas voulu faire appel aux forces gambiennes dans le cadre d'une opération de maintien de l'ordre, mais était spécifiquement sénégalais. Le Sénégal voudrait le résoudre par ses propres moyens sans mettre le gouvernement gambien dans une position difficile, a-t-il poursuivi. Avant de faire appel à une mobilisation des citoyens sénégalais, nous avons besoin de tous notre potentiel militaire, a encore indiqué M. Fall. Le gouvernement gambien avait affirmé samedi que le Sénégal avait décidé de retirer ses troupes de Gambie sans préavis et que les forces gambiennes avaient remplacé les forces sénégalaises, dont une partie assurait la garde présidentielle et

la sécurité du port et de l'aéroport de Banjul. Ce retrait, annoncé comme imminent de sources sénégalaises, n'avait pas encore commencé mardi. D'autre part, le président Jawara a reçu mardi le ministre mauritanien des affaires étrangères, le commandant Cheikh Sid'Ahmed Ould Baba, porteur d'un message du chef de l'Etat mauritanien, le colonel Maouya Ould Taya. Le ministre a indiqué à sa sortie d'audience que le message avait trait aux relations bilatérales entre la Gambie et la Mauritanie et ne concernait pas le différend sénégal-mauritanien. - (AFP.)

● **SOUDAN** : échec des premiers contacts entre le gouvernement et les rebelles. - Les deux jours d'entrevues entre une délégation des rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) et le gouvernement soudanais (le Monde du 22 août) n'ont pas permis de parvenir à un accord, a déclaré, lundi 21 août, le chef de la délégation de la SPLA, le commandant Lam Akol. Un représentant du gouvernement a estimé pour sa part que cette rencontre, la première depuis l'arrivée au pouvoir de la junte, le 30 juin dernier, représentait un pas en avant et a affirmé que les deux parties étaient convenues de se rencontrer à nouveau à une date qui n'a pas été précisée. - (AFP.)

ANGOLA

Les négociations de paix au point mort

Le sommet du comité spécial pour la paix en Angola s'est achevé, mardi 22 août, à Harare, capitale du Zimbabwe, en se bornant à réaffirmer les principes de la réunion de Gbadolite (Zaire), le 22 juin, qui avait ouvert la voie à un accord entre le gouvernement de Luanda et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le communiqué final du sommet, auquel ne participait pas l'UNITA, réaffirme le soutien du comité aux principes de l'accord de Gbadolite : respect de la Constitution et des lois de l'Angola, fin de toute ingérence étrangère, intégration de l'UNITA dans la société et retraite volontaire et temporaire de son chef, Jonas Savimbi, cesse-le-feu déclaré le 24 juin, mise en place d'une commission pour surveiller l'application de l'accord. Les huit chefs d'Etat, membres du comité, ont ensuite renouvelé leur « totale confiance dans le médiateur », le chef de l'Etat zimbabwéen, M. Robert Mugabe. Ils ont décidé de se réunir de nouveau à Kinshasa le 18 septembre.

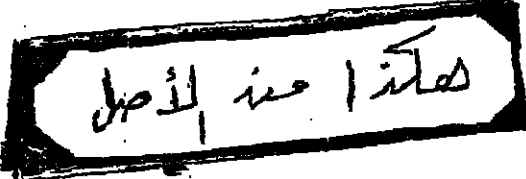
La réunion d'Harare a eu lieu alors que les perspectives de paix, renforcées par la poignée de main historique du 22 juin entre le chef de l'Etat angolais, M. dos Santos, et Jonas Savimbi, s'améliorent. Les négociations sont au point mort, et les derniers entretiens, prévus à la fin de la semaine dernière dans la

capitale zimbabwéenne, n'ont pas eu lieu. Les deux parties s'accusent mutuellement de ne pas respecter le cesse-le-feu. - (AFP.)

SOMALIE

Le président Syaad Barre confirme qu'il y a eu « beaucoup d'arrestations »

Les affrontements sanglants qui ont eu lieu à la mi-juillet à Mogadiscio « ont été qu'un acte de folie provoqué par des extrémistes religieux », affirme le chef de l'Etat somalien, le général Syaad Barre, dans un récent entretien accordé à l'hebdomadaire italien *L'Espresso*. Le président admet que le nombre des victimes des émeutes « est certainement supérieur à celui qui a été communiqué initialement de sources officielles » (vingt-quatre morts), mais estime que le nombre de quatre cents morts avancé par des voyageurs arrivés de Somalie est « exagéré ». A son avis, il n'y a eu ni exécution sommaire ni torture, mais « beaucoup d'arrestations ». A cet égard, une commission parlementaire a été créée afin d'enquêter sur les incidents qui ont eu lieu à la mi-juillet dans la capitale somalienne. L'ambassadeur de l'ambassade de Somalie en France. - (AFP.)



Proche-Orient

L'initiative de Paris et la situation au Liban

L'envoi de navires français est de plus en plus critiqué par les alliés libanais de Damas

M. Guennadi Tarassov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, est arrivé mardi 22 août à Damas, où il devait s'entretenir de la crise libanaise avec le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk El Chareh. D'autre part, un haut fonctionnaire de l'ONU, M. Jean-Claude Aime, doit prochainement se rendre dans les trois pays membres du comité de la Ligue arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) chargé du Liban.

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

L'initiative de la France d'envoyer huit bâtiments de guerre, dont le porte-avions *Foch*, au large du Liban est de plus en plus violemment dénoncée à Beyrouth par les alliés de la Syrie, qui est elle-même entrée en lice.

Après le chef druze Walid Joumblatt, qui a menacé de tirer sur les bateaux français s'ils s'approchaient, le Hezbollah pro-iranien, qui a mis sévèrement en garde Paris, l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) qui a menacé de s'en prendre, outre aux intérêts français partout dans le monde, aux deux otages américains qu'elle détient, c'est, mardi 22 août, le chef de la milice chiite Amal qui est à son tour monté au créneau. Dans une déclaration à Tyre, dans le sud du Liban, M. Nabih Berri a déclaré, sans citer Paris, mais dans une allusion évidente : « Tout navire qui s'approche du littoral est exposé aux bombardements, et l'Etat qui

prétend amener de la farine dans la bouche de ses canons assume la responsabilité de ce qui pourrait se passer. » Le chef d'Amal a toutefois ajouté : « Les forces nationales et islamiques au Liban veulent entretenir de bonnes relations avec la France et ne souhaitent pas l'affaiblir, mais nous nous trouvons dans l'obligation de défendre la dignité de notre patrie. »

Par sa presse, la Syrie a, elle aussi, sévèrement critiqué Paris, tout en laissant la porte entrouverte. « La France, écrit *Al Baas*, approuve un seul au-delà duquel elle devient franchement hostile d'Aoun et de sa bande sous une couverture qui ne peut tromper personne et que les Français appellent la protection des chrétiens du Liban. Ce qui est demandé au gouvernement français, avant l'envoi d'aide humanitaire sur des bâtiments de guerre, est de réviser sa vision partitisanne du Liban, car ce pays restera uni. » Cette critique intervient après celle du vice-président Abdel Halim Khaddam qui avait, sans citer nommément la France, estimé lundi que l'initiative française compliquait la crise libanaise.

L'unanimité dans la critique des alliés de Damas et de Téhéran, dont la presse a multiplié les menaces directes contre la France, a fait encore croître la tension au Liban alors que les préparatifs militaires se poursuivent le long des fronts qui enserrant le pays chrétien.

Particulièrement actif, le Hezbollah pro-iranien mobilise sur une grande échelle ses militants, notamment dans la Bekaa. De son côté,

Damas a encore amélioré le potentiel de son armée, les renforts apportés depuis déjà plusieurs jours étant essentiellement « qualitatifs », affirme-t-on de bonne source.

« Toutes les options sont désormais ouvertes », dit à ce sujet un responsable libanais allié de Damas, qui souligne que l'initiative fran-

çaise ne peut que pousser à plus d'intransigeance dans la mesure où ni, maintenant, ne voudra paraître céder devant ce qui est perçu ici comme une pression militaire pour sauver le chef du gouvernement militaire chrétien, le général Michel Aoun.

F. Ch.

Réactions favorables de l'opposition

Trois personnalités de l'opposition ont déclaré, mardi 22 août, approuver les initiatives du gouvernement face à la crise libanaise. Pour M. Didier Bariani, le maire UDF du vingtième arrondissement, « l'envoi de la marine nationale comme support d'un plan d'aide humanitaire est justifié et approprié car un secours efficace est indissociable d'une dissuasion réelle à l'endroit de ceux qui voudraient perpétrer un nouveau génocide en toute impunité. » Mais, le cas échéant, ajoute-t-il dans un communiqué, la France doit être prête à faire plus pour le Liban et à exclure tout moyen politique, économique, voire militaire pour sauver les Libanais d'un massacre qui consacrerait notre lâcheté, notre complicité.

Le maire CDS de Toulouse, M. Dominique Baudis, a, quant à lui, après avoir approuvé l'envoi de navires français au large du Liban, souhaité que la Communauté européenne manifeste sa solidarité (...), que les Etats-Unis et les autres puissances, par tous les moyens, invitent la Syrie à mettre un terme à ce massacre qu'elle est en train de perpétrer au Liban.

M. Baudis a estimé, sur RMC, que « seule une réaction internationale très forte peut convaincre les Syriens qu'il faut mettre un terme à leur action. »

Tout en approuvant, lui aussi, l'envoi de bâtiments de guerre, M. François Fillon, responsable des questions de défense au RPR, a estimé qu'il s'agissait d'un pari dangereux que le gouvernement a engagé « mais qu'il ne voyait pas d'autre façon d'agir ». La présence navale française, a-t-il encore dit sur France-Inter, peut permettre « le rétablissement des communications maritimes entre le Liban chrétien et le reste du monde et donner aux chrétiens du temps et de l'oxygène pour permettre aux négociations d'avancer ».

M. Fillon met cependant en garde le gouvernement contre l'usage du « crédit de la France » au cas où une présence navale aussi importante se solderait par « une opération humanitaire comme celle qui a consisté il y a quelques semaines à ramener une dizaine de blessés chrétiens et une quarantaine de musulmans ».

Amériques

COLOMBIE : plus de dix mille arrestations

Le gouvernement poursuit ses opérations anti-drogue

Le ministère de la défense, a dressé, mardi 22 août, un premier bilan officiel de l'opération anti-drogue lancée à la fin de la semaine dernière en annonçant 10 777 personnes arrêtées, 1 161 véhicules et 42 appareils de communication. Enfin, 62 avions et 18 hélicoptères ont été immobilisés, alors que, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du sénateur Galan, cinq suspects ont été appréhendés.

Vers une consultation nationale

La police considère comme sa plus grande victoire l'arrestation, lundi, de l'un des trésoriers présumés du cartel de Medellín : l'Eduardo Martínez Romero. Fortement soupçonné de trafic de drogue et surtout de blanchiment d'argent, en tant qu'agent d'un dirigeant du cartel de Medellín, Martínez Romero, âgé de trente-cinq ans, a été arrêté dans sa propriété de Tolu, à 750 kilomètres au nord-est de Bogotá, et transféré dans la capitale, où il a été mis à la disposition de la police judiciaire. Il avait été inculpé en mars dernier aux Etats-Unis pour blanchiment d'argent.

Les autorités colombiennes, qui entendent poursuivre cette « guerre », ont aussi lancé, le long des frontières, une opération com-

mune avec le Brésil, le Pérou, l'Equateur et le Venezuela. Dans la capitale, les deux principaux partis d'opposition — le Parti conservateur (droite) et l'Union Patriotique (gauche) — ont demandé mardi la tenue d'un référendum sur les principaux problèmes qu'affronte le pays. Une telle consultation nécessiterait l'adoption d'une réforme constitutionnelle, récemment soumise au Congrès par le président Virgilio Barco. La plus grande partie de la classe politique souhaite l'organisation d'une consultation nationale sur des thèmes tels que le trafic de drogue, la politique d'extradition et la violence politique.

A Washington, le ministre américain de la justice, Dick Thornburgh, a indiqué que les Etats-Unis avaient fourni aux autorités colombiennes la liste des douze barons de la drogue les plus recherchés — les chefs des cartels de Medellín et de Cali, responsables de 80 % des exportations de cocaïne — afin de permettre leur arrestation et leur extradition. Le ministre a précisé que « les recherches se poursuivent et la liste sera vraisemblablement complétée prochainement ». Le trésorier présumé du cartel de Medellín n'y figure pas, par exemple, mais le département d'Etat a indiqué que Washington réclamerait son extradition. Au total, environ 80 trafiquants de drogue colombiens font l'objet de poursuites aux Etats-Unis, mais la plupart des dossiers n'ont pas évolué depuis 1987, date de la suspension du traité d'extradition par la Cour suprême colombienne. — (AFP, Reuters, UPI.)

ETATS-UNIS : cofondateur des Panthères noires

Huey Newton a été assassiné

NEW-YORK
de notre envoyée spéciale

Aucun suspect, aucun motif : l'assassinat, très tôt mardi matin 22 août, à Oakland, en Californie, de l'un des fondateurs du mouvement radical des Panthères noires, Huey Newton, retrouvé, en pleine rue, criblé de balles, met un point final à la tragédie de l'un des leaders noirs des années 60 à la fois le plus contesté et le moins connu du grand public. Ironiquement, c'est dans le ghetto noir d'Oakland — la ville industrielle dans laquelle il avait passé son enfance depuis l'âge d'un an et qui lui avait servi de terrain d'expérience pour ses théories antiracistes — que Huey Newton, le fils d'un pasteur baptiste planteur de coton, a trouvé, à quarante-sept ans, une mort violente, bien longtemps après ses années de lutte et ses démêlés avec la police, alors qu'il s'adonnait sans mesure à la drogue et à l'alcool.

Illettré, cet enfant têtue et bagarreur, arrêté à quatorze ans pour possession d'arme à feu et qui, de son propre aveu, a « appris tout seul à lire », décrocha pour finir un diplôme de droit à l'université de Santa-Cruz, avant de devenir un des symboles les plus charismatiques du mouvement Black Power. « Ce garçon des rues pourvu d'une éducation », comme il se décrivait encore, sera le théoricien, en compagnie de Bobby Seale, d'un mouvement d'auto-défense des Noirs, dont plus tard Eldridge Cleaver se fera le porte-parole. Comme emblème, ils choisirent la panthère noire, le faveu qui « réponde, mais n'attaque jamais le premier ». Brevet noir sur le coin de l'œil et fusil-mitrailleur en main sur une affiche restée célèbre, Huey Newton sera propulsé « ministre de la défense » et préconisera des patrouilles armées dans les ghettos pour protéger les Noirs contre les « Figs », c'est-à-dire les « porcs de policiers ».

C'était l'époque, il est vrai, où les forces de l'ordre n'avaient pas bonne presse sur les campus et où Edgar Hoover, le directeur du FBI, déjà en butte aux manifestations contre la guerre au Vietnam et aux attaques des Weathermen — des groupes de guérilla urbaine — pestait contre les Panthères noires, ces « hors-la-loi ».

qu'il estimait « agir sous l'emprise des communistes ».

Pourtant, à y regarder de plus près, le programme en dix points des Panthères noires, qui était bien des passages de la Constitution américaine, prônait la violence, mais au nom de certaines lois justes. A l'inverse des stratégies prudentes du mouvement de lutte pour les droits civiques, l'action de Newton et de ses amis tendait à démontrer que ce ne sont pas les lois qui sont biaisées, mais bien plutôt le comportement de ceux qui sont chargés de les faire respecter : la police et l'armée.

Une guerre sanglante

Entre le gouvernement et les Panthères noires, la guerre allait échauffer. Une guerre sanglante, surtout pour les Panthères. Procs, arrestations et fusillades allaient se succéder. Huey Newton en aura largement sa part. Condamné pour le meurtre d'un policier en 1967 (jugement qui sera annulé en appel trois ans plus tard), Newton, qui, aux yeux d'une certaine Amérique, celle des « gauchistes », dont les proches, à Chicago notamment, défendaient la cause, passe pour un « prisonnier politique », sort de prison pour se rendre compte que les rangs des Panthères noirs sont décimés (officiellement il y en a moins de mille) et les chefs divisés.

Eldridge Cleaver, entre autres, réfugié à Alger, s'éloigne du mouvement, comprenant, peut-être avant les autres, que la lutte la plus efficace passe par une stratégie électorale. Newton s'est converti dans l'aide sociale pour les ghettos. Un peu en marge, Newton poursuivra sa route solitaire et continuera à avoir des démêlés avec la justice. En 1974, il s'enfuit à Cuba après avoir été accusé du meurtre d'une prostituée de dix-sept ans. Revenu en 1977, il bénéficie d'un non-lieu, mais « replonge » régulièrement, dans les années 80, d'abord pour détention d'armes, puis bientôt de drogue. En mars dernier, symbole échu et oublié, il avait été à nouveau condamné à six mois de prison pour détournement de fonds (15 000 dollars), cette fois dans une école gérée par les Panthères noires.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Un million de réfugiés sur les routes

(Suite de la première page.)

Au bord de l'Awali, à l'entrée de Saïda, ils sont là deux mille, entassés sous les eucalyptus, dont les troncs leur servent à attacher, par des ficelles, couvertures, cartons, feuilles de plastique arrachées sur les serres environnantes, qui les isolent tant bien que mal les uns des autres.

Des bambous servent aussi de cloison pour ces nouveaux nomades qui ont fui l'enfer de Beyrouth dans le plus grand dénuement. L'essentiel, c'est la bouteille de gaz, vendue aujourd'hui 17 000 livres (le salaire minimum est de 25 000 livres), le petit réchaud que l'on met dessus et quelques provisions. La seule chance, qui ont tenté un retour un jour d'accalmie pour « meubler » leur espace, ont posé à même le sol quelques tapis, une table, des chaises. Ici aussi, ils viennent des quartiers sunnites de Beyrouth avec quelques familles palestiniennes du camp de Chatila.

Zouheir, ving-sept ans, électricien, est là avec « sa famille », soit vingt-deux personnes, depuis vingt-cinq jours. Il a déjà perdu une première fois sa maison lors de la « guerre des camps » palestiniens en 1986. Maintenant, son appartement n'est plus menacé mais « les bombardements, dit-il, c'est trop dur. Plus personne ne supporte. Les cris des enfants, la terreur des vieux, les tremblements incontrôlés, on a fui le plus vite possible ». Ici, ils n'ont rien, et ce qui ne manque pas, ce sont les lits, des couvertures, des vêtements. Beaucoup des petits qui courent entre ces tentes de fortune sont sunnites, patageant dans l'eau du fleuve polluée par les ordures, les lavages en tout genre et la satisfaction des besoins naturels.

« La Croix-Rouge libanaise, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sont bien venus une fois distribuer quelques colis de vivres, mais, depuis, plus rien », affirme Hayat, quarante-cinq ans. Assise sur une petite chaise d'enfant en plastique orange, elle fume le narguili pour tuer le temps, qui coule si lentement. Vêtue très proprement, elle tente, dans cette misère, de sauver sa dignité, mais, implore-t-elle, « je veux aller n'importe où là où il n'y a plus de guerre ».

L'eau potable, il faut aller la chercher à près de 10 kilomètres, par bidons de 10 à 25 litres. Le chapeau est si fort que beaucoup redoutent la longue attente devant la fontaine, en plein soleil. Son mari, ouvrier pâtissier, n'a plus de travail, et, de sa poche, elle tire les trois derniers billets de 1 000 livres qui lui restent. Après ? « On verra ».

Pour tous ces réfugiés, c'est la même angoisse, celle de l'hiver qui s'approche, du fleuve qui va envahir la berge sur laquelle ils sont installés et qui va les chasser une nouvelle fois.

Depuis mardi 22 août, l'association humanitaire Amel a installé une

tente-dispensaire où un médecin consulte. En moins de deux heures, il a déjà vu quarante-cinq malades, tous atteints d'entérite, de bronchite et de maladies de peau.

« Les conditions d'hygiène sont déplorables, affirme-t-il, et si cela continue, on risque des épidémies. » Devant l'ampleur des besoins, Amel a d'ailleurs décidé de s'installer plus sérieusement ici, même si les cas difficiles devront toujours être envoyés dans les hôpitaux inaccessibles à beaucoup, en raison de leur prix.

Saïda qui, en temps normal, compte 90 000 habitants, a accru brusquement sa population de 45 %. Vingt écoles ont été ouvertes aux réfugiés qui cohabitent parfois à deux ou trois familles par salle de classe. A l'école de Qansaye, 400 personnes partagent vingt-sept salles de cours. Repousés dans un coin, tables et bancs servent d'étagères. Le préau est transformé en laverie, pour les ali-

ments comme pour les vêtements. Le directeur de l'école, qui surveille cette invasion d'un nouveau genre, ne s'attache qu'à une chose, dit-il, la propreté. Il tente de faire régner l'ordre parmi ces familles qui ne savent pas ce qu'elles vont devenir à la rentrée des classes. Les hommes cherchent du travail, mais c'est difficile, et beaucoup, les jours de répit, retournent à Beyrouth, le temps de travailler quelques heures pour toucher un maigre salaire. La route côtière connaît chaque jour la même transhumance, de Saïda à Beyrouth, dès 4 heures du matin, et dans l'autre sens dès le début de l'après-midi.

Après de ces réfugiés désespérés, inutile de chercher de quel côté ils penchent. La politique ne les mobilise pas. Unanimes, ils répondent : « On ne veut qu'une seule chose, retourner dans nos maisons et vivre en paix. » « On souhaite un Etat qui nous donne l'égalité et la paix, c'est tout », affirme Fayez qui, au bord du

fleuve, coupe les cheveux de ses amis.

La violence des bombardements a même vaincu la peur des réfugiés chrétiens de l'est de Saïda, qui ont abandonné leur refuge du Kasrouan et du Metn pour tenter un retour dans les villages dont ils avaient été chassés en 1985.

A l'entrée de Qrayye, les Palestiniens du Fath de Yasser Arafat qui montent la garde n'ont pas effrayé Ibrahim et Hanna. Instinctivement, Ibrahim avait fui Qrayye pour Beyrouth-Est (chrétien) après la bataille qui avait opposé la milice chrétienne des Forces libanaises aux Palestiniens du Fath. Envali ensuite par la milice chiite Amal, son village est, au gré des combats chiito-palestiniens puis interchiites, revenu aux mains des Palestiniens. « Aujourd'hui, dit-il, entre deux peurs, celle des bombardements et celle de vivre dans une région abandonnée des chrétiens, on a choisi la seconde. Que pouvons-nous faire, où aller ? »

Professeur de mathématiques, Hanna, qui avait fui Saïda à la même époque, a en moins de chance. Son appartement est occupé et, après l'abandon de sa maison dans le Kasrouan, il est encore déplacé à Qrayye, où il partage avec un ami le rez-de-chaussée d'une maison.

L'exode des Libanais depuis le début de la guerre, en 1975, est un des phénomènes les plus cruels de ce conflit, et les déplacés se comptent par centaines de milliers. Réfugiés dans leur propre pays, ils errent au gré des batailles. La dernière en date, la « guerre de libération contre l'occupant syrien », déclenchée le 14 mars dernier par le général Michel Aoun, a jeté sur les routes environ un million d'habitants de Beyrouth et de ses banlieues. Du « pays chrétien », 75 000 personnes ont en outre fui vers l'étranger, tandis que 150 000 autres de Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane) ont quitté le Liban via Damas, ou les ports de Saïda ainsi que de Tripoli.

Toutes les régions du Liban, le Sud, le Nord, la Bekaa, accueillent aujourd'hui des milliers de Beyrouthins et pas une famille de Saïda qui ne partage son appartement avec la famille, des voisins de la famille, des amis.

La capitale du Liban du Sud connaît une activité inhabituelle, qui fait d'ailleurs le bonheur des commerçants. Sur le front de mer, une petite cafétéria qui ne sert que des boissons fait désormais ses 2 000 dollars par jour, une manne inespérée.

Mais, pour ces Beyrouthins en exil forcé, souvent pour la première fois, et qui ne voient pas le bout de leurs malheurs, implorant une aide qui tarde à venir tant les organisations locales semblent dépassées, reste le désespoir dans l'interminable attente d'une solution que nul ne cherche même à prédire.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Il n'appartient à personne « de dicter à la France ce qu'elle doit faire » déclare M. Mitterrand

Voici le texte de la déclaration faite par M. Mitterrand au cours du conseil des ministres du mercredi 23 août :

« Il n'appartient à aucun pays ni à aucun groupe de dicter à la France ce qu'elle doit faire à propos du Liban. »

« Quand la France annonce une mission de sauvegarde, et seulement de sauvegarde, les uns ne veulent pas entendre le sens des mots et feignent de confondre sauvegarde et action militaire. Et les autres s'im-

aginent bien à tort que la marine française est ou sera à leur disposition. »

« La France agit et agit conformément au droit international, d'abord pour protéger ses ressortissants, avec le souci d'aider toutes les communautés libanaises qui souffrent, quelle que soit leur confession, et en étroite coopération avec le comité tripartite des chefs d'Etat arabes, le secrétaire général de l'ONU et avec ses partenaires européens. »

Le général Aoun affirme avoir reçu des munitions de la France

Le général Michel Aoun a reçu « un peu de munitions » de la France ainsi que de l'Irak au cours de ces deux derniers mois, a-t-il indiqué dans un entretien que publie, mercredi 23 août, *France-Sol*, et dans lequel le chef du gouvernement militaire chrétien déclare également attendre de la flotte française envoyée au large du Liban qu'elle soit à sa « disposition, ne serait-ce que pour assurer la liberté de circulation dans les eaux territoriales ».

Le général Aoun affirme souhaiter une intervention militaire française, tout en déclarant qu'il ne « peut pas compromettre la France par une demande libanaise ». Il exprime, d'autre part, son intention d'utiliser « au moment propice » des missiles Frog 7 (de fabrication soviétique et d'une portée d'une quarantaine de kilomètres) contre les forces syriennes stationnées au Liban. Le

général Aoun assure enfin qu'il se retirera de la scène politique dès que son pays sera libéré. En attendant, dit-il, « Je raisonne en ces termes : je tire, donc je suis. »

[A la suite de ce propos, le *Quotidien* a indiqué que « le gouvernement français n'avait jamais décidé d'envoyer des troupes libanaises à l'armée libanaise », ajoutant qu'« aucune autorisation d'exportation n'a été délivrée pour des munitions dans les trois dernières années ». Le *Liban* précise que les seules autorisations délivrées pour le Liban concernent, « pour des quantités limitées, des pièces de rechange pour des matériels d'origine française » et qu'« aucune livraison d'aucune sorte n'est autorisée par la France au profit des milices ». Par ailleurs, dans sa déclaration au conseil des ministres de mercredi, M. François Mitterrand souligne que certains « s'imaginent bien à tort que la marine française est ou sera à leur disposition ». (Voir ci-dessus.)]

Le gouvernement poursuit ses opérations anti-drogue

Le gouvernement poursuit ses opérations anti-drogue. Les forces armées et de police continuent de lutter contre le trafic de drogue. Des opérations de grande envergure ont été menées dans les zones frontalières. Les autorités espèrent que ces actions permettront de réduire considérablement le trafic de drogue.

Les opérations anti-drogue se poursuivent avec vigueur. Les forces armées et de police continuent de lutter contre le trafic de drogue. Des opérations de grande envergure ont été menées dans les zones frontalières. Les autorités espèrent que ces actions permettront de réduire considérablement le trafic de drogue.

Les opérations anti-drogue se poursuivent avec vigueur. Les forces armées et de police continuent de lutter contre le trafic de drogue. Des opérations de grande envergure ont été menées dans les zones frontalières. Les autorités espèrent que ces actions permettront de réduire considérablement le trafic de drogue.

Les opérations anti-drogue se poursuivent avec vigueur. Les forces armées et de police continuent de lutter contre le trafic de drogue. Des opérations de grande envergure ont été menées dans les zones frontalières. Les autorités espèrent que ces actions permettront de réduire considérablement le trafic de drogue.

Les opérations anti-drogue se poursuivent avec vigueur. Les forces armées et de police continuent de lutter contre le trafic de drogue. Des opérations de grande envergure ont été menées dans les zones frontalières. Les autorités espèrent que ces actions permettront de réduire considérablement le trafic de drogue.

Les opérations anti-drogue se poursuivent avec vigueur. Les forces armées et de police continuent de lutter contre le trafic de drogue. Des opérations de grande envergure ont été menées dans les zones frontalières. Les autorités espèrent que ces actions permettront de réduire considérablement le trafic de drogue.

Les opérations anti-drogue se poursuivent avec vigueur. Les forces armées et de police continuent de lutter contre le trafic de drogue. Des opérations de grande envergure ont été menées dans les zones frontalières. Les autorités espèrent que ces actions permettront de réduire considérablement le trafic de drogue.

Les opérations anti-drogue se poursuivent avec vigueur. Les forces armées et de police continuent de lutter contre le trafic de drogue. Des opérations de grande envergure ont été menées dans les zones frontalières. Les autorités espèrent que ces actions permettront de réduire considérablement le trafic de drogue.

Politique

Partis en désynchronie

III. - Copains, compagnons et camarades

Qu'ils aient gagné ou perdu l'élection présidentielle et les législatives de 1988, les militants politiques sont généralement satisfaits par la victoire de la gauche (le Monde du 22 août). Tous ou presque émettent des jugements critiques sur la classe politique « déconnectée », selon eux, des réalités (le Monde du 23 août). Il leur reste la convivialité militante, le travail dans des associations locales, les débats sur la rénovation des partis.

An Front national, on les appelle des « copains », au RPR des « compagnons », au PS et au PC des « camarades ». Le militantisme politique va de pair avec la convivialité. Il estompé les conflits, les complexions, les frustrations des origines sociales et culturelles. Il a les vertus thérapeutiques des sports d'équipe. Les militants d'après la échelle de leurs chefs de file, grinchus parce que l'action de ceux qu'ils ont portés au pouvoir ne répond pas à leurs espérances, y retrouvent leur bonheur.

Le phénomène est accentué par l'appartenance aux extrêmes, au Front national d'un côté, au Parti communiste de l'autre. La rude chaleur des « copains » du Front explique, en partie, les succès de cette formation sur le terrain, dans les quartiers des grandes villes. Anne Tristram, qui s'était fait passer pour une sympathisante dans les quartiers nord de Marseille, devenue « militante » pour les besoins de son enquête, a ainsi décrit dans son livre (Au Front) quelques idées reçues sur les horreurs individuelles de l'extrémisme (1).

Fraternité et solidarité

An Parti communiste, le coude à coude des « camarades » fait partie de l'imaginaire révolutionnaire. Il conserve sa réalité. Jean-François Gast, trente ans, employé, secrétaire de la section communiste de Salomon-de-Provence, militant depuis la rupture de l'union de la gauche en 1977 parce qu'il a compris que « ce ne sont pas seulement les élections qui permettent de changer de société », l'explique ainsi : « Quand on se bat ensemble dans les conflits sociaux,

quand on monte ensemble des stands, quand on mène ensemble, c'est plus qu'une convivialité, c'est de la fraternité, de la solidarité. Il y a communion d'idées et une vie commune très importante. En dehors des réunions formelles, on se rencontre très souvent dans notre local ou dans un bistrot sympathisant. On se fait de petites bouffes. »

Le parti, on lui doit toujours beaucoup. Gaston Vieux, soixante-quatre ans, maire d'Orly, exclu cette année pour avoir refusé que la direction se mêle de la composition de sa liste municipale, en est un bel exemple. Adhérent à l'âge de seize ans, en 1941, déporté à Buchenwald, il dit : « C'est à Buchenwald que mon attachement au parti s'est forgé. Si j'en suis revenu, je le dois à mes camarades, et au parti. » Il ajoute : « Sans le parti, je serais resté un petit paysan de Saint-Rémy-de-Provence. » « Le compagnonnage, c'est un vrai mot, ça existe », remarque Jacques Brasseur, quarante-sept ans, agriculteur, gaulliste de toujours. Appréciation contestée par Gérard Mabillet, quarante-trois ans, ingénieur, conseiller municipal à Villeneuve qui parle d'une convivialité d'apparence : « Au RPR, on s'appelle compagnons ; mais il n'y a pas beaucoup de compagnons. »

An Parti socialiste, la convivialité est « plus difficile qu'ailleurs », estime Patrick Motard, trente-huit ans, assistant à la faculté de droit de Nice, car « les luttes internes, très dures, laissent des traces ».

L'air du temps - individualisme et génération « cocoon » - ne militent pas pour les partis politiques. « Les gens ne sont pas disposés à se sacrifier de la même façon qu'autrefois », remarque Jean-Luc Lacambra, premier secrétaire de la fédération socialiste de Gers, trente-quatre ans, fils et petit-fils d'ouvriers, militant depuis l'âge de dix-huit ans, depuis le coup d'Etat du général Pinochet au Chili, avec une interruption à la fin des années 70.

Les partis demandent beaucoup, c'est vrai. Souvent une dizaine d'heures par semaine pour les militants les plus accrochés. Du temps et de l'argent, surtout à gauche où les cotisations, proportionnelles aux revenus, coûtent cher (1 500 francs par an, pour un salaire moyen,

au PS). D'autant qu'il faut y ajouter les contributions financières ponctuelles aux campagnes électorales. Et que de nombreux adhérents, par goût ou par insatisfaction, militent ailleurs que dans leur parti. Témoin Michel Fosseaud, cinquante-six ans, directeur commercial d'une PME agro alimentaire, adhérent au RPR depuis 1980, responsable régional pour l'Auvergne de l'Union fédérale des consommateurs. Que choisir ?

Le militantisme politique est républicain, sans doute parce que les militants ont du mal à se dévouer de leur caricature. Sont-ils har-

Pas sectaires

Le militantisme politique est républicain, sans doute parce que les militants ont du mal à se dévouer de leur caricature. Sont-ils har-



d'élèves, organisateur en 1984 de manifestations contre le projet de loi Savary sur l'enseignement privé et qui trouve encore le temps de « faire ce qu'il peut » pour la défense de l'alimentation naturelle et l'écologie, dit le regrette que le RPR ne la prenne pas assez en compte.

Les associations locales sont considérées comme plus attirantes que les partis, puisqu'elles permettent d'agir concrètement, près de chez soi, à portée de main. Les partis en souffrent. Catherine Berterre, trente-deux ans, professeur d'éducation physique à Bayonne, militante au PS depuis 1983, rocar-

gneux, incapables d'écouter un contradicteur, persuadés qu'ils répètent un discours juste et jamais digéré, sectaires ? Pas tous, en tout cas, si l'on en croit les propos fort aimables pour l'adversaire tenus par certains d'entre eux.

Le premier secrétaire de la fédération socialiste de Gers, Jean-Luc Lacambra, trouverait « très bien », s'il était de droite, Michel Noir, Philippe Séguin et Alain Carignon, « rénovateurs » vedettes du RPR. Les militants socialistes de Bayonne expriment facilement leur estime pour l'étoile montante de la droite dans la région, François Bay-

rou, CDS, trente-huit ans, député depuis 1986. « Avec un type comme lui, disent-ils, on peut parler, même s'il est, en fait, très à droite. » Le CDS renvoie l'ascenseur. Jacqueline Hourdelet, quarante-deux ans, proche de cette formation, vendeuse interprète à Lourdes, a un faible pour Laurent Fabius, « un homme valable ». « Domage qu'il ne soit pas à droite », dit-elle. Elle a aussi « découvert » Philippe Herzog, tête de liste communiste aux élections européennes. Michel Noir et Philippe Herzog lui paraissent « porteurs d'une nouvelle manière de pratiquer la politique ».

Marie-Christine Chantegrelet, trente-huit ans, militante du Parti républicain depuis 1974, qui fut attachée de presse de Jacques Douffignies à la mairie d'Orléans, invite ses amis à la tolérance. Gaulliste d'origine, elle avait collé des badges de De Gaulle sur son cartable de lycéenne en mai 1968, défilé sur les Champs-Élysées la même année derrière Michel Debré et André Malraux qui hurlaient, bras dessus bras dessous, contre la chéïllité gauchiste ; et incarné Jeanne d'Arc lors des fêtes traditionnelles du 8 mai à Orléans. Les temps ont changé. Vive la démocratie paisible ! « Pourquoi ne pas reconnaître que le ministre (de l'en face) a été bon », dit-elle. « Chèvènement a été bon à l'éducation nationale. Et la fête de la musique [créée par Jack Lang], c'est bien. »

Les temps ont changé au Parti communiste aussi, où l'on a oublié les vieilles consignes hostiles à la presse bourgeoise. Jean Gast, trente ans, employé à Marseille, militant depuis l'âge de dix-sept ans, n'est pas un exemple rare : il lit le Provençal, le Miro, le Figaro, le Monde, les Echos, le Quotidien de Paris et Libération. Le Front national, dont les dirigeants font pourtant l'analyse sur tout ce qui, dans la classe politique, leur est étranger, n'échappe pas au phénomène. Jacques Cordonnier, trente et un ans, chef d'entreprise, militant depuis 1987, reconnaît à François Mitterrand quelques mérites.

Même sentiment chez Joseph Andreu, quarante-cinq ans, agent commercial, responsable du « comité contre l'insécurité » à Strasbourg. « Mitterrand est un vieux de la politique. Il est plus malin et plus brillant que Chirac et

Marchais. Il a compris le mécanisme de l'élection présidentielle : il faut rassembler. Alors que Chirac est un diviseur et Marchais une nullité. » Il est vrai que Joseph Andreu a pué des son enfance aux sources de cette tolérance sélective : « J'ai eu la chance d'avoir des instituteurs qui nous ont appris ce qu'étaient la patrie et la nation, bien qu'ils aient été communistes et formés à la lat-

Hégémonie et rénovation

Les militants, surtout à droite, sont souvent plus sévères avec leurs alliés qu'avec leurs adversaires. Au RPR, on se méfie des centristes considérés comme incertains, peu fiables, tentés par le diable socialiste. Le CDS en tient autant au service d'un RPR « hégémonique ». Des lors, les jugements sur la « rénovation » des partis de l'opposition ou l'organisation de la vie politique française autour de deux pôles, l'un conservateur, l'autre progressiste, divergent le plus souvent.

Claude Bourdill, trente-sept ans, expert-comptable, militant CDS dans le Gers, conseiller général depuis septembre 1988, ne veut pas entendre parler d'un parti unique à droite : « Il serait hors de question que je me fonde dans un parti où je serais obligé d'assumer une ligne. Il y a trois grandes familles politiques dans l'opposition. On ne peut pas les gommer. A la limite, il imagine une formation de centre droit qui rassemblerait une partie du RPR, une partie du PR... auteur du CDS, bien entendu. Anne-Marie C., vingt-quatre ans, vendeuse, dont la mère est bariste et le père RPR, refuse net toute idée de rassemblement familial : « J'ai pris ma carte pour le centre, pas pour un parti unique. »

En revanche, dans le même département, les militants du RPR ne voient plus aucune justification à la cohabitation entre plusieurs formations de droite dont les différences s'estompent, selon eux, de plus en plus. Leur secrétaire départemental, Jacques Brasseur, ajoute l'explication suivante : « Il y a des gens qui nous ont dit : « Tant que vous n'êtes pas capables de vous mettre tous d'accord, on reste à la maison. » On leur pose un problème à chaque élection avec nos divisions. »

Ce point de vue est loin d'être unanime au RPR. Franck Morel, vingt et un ans, benjamin du conseil municipal de Lyon, ne veut pas que « le gaullisme soit noyé dans la mélasse libérale ». En revanche, il est favorable à l'organisation du RPR en courants - « il faut accepter les différences » - sur le modèle du Parti socialiste. « On disait : le PS, c'est le merdier. En fait, à chaque élection, ils ont eu un seul candidat et tous étaient derrière. Il y avait un seul courant qui prenait en compte tous les courants. »

Cet homme inspiré par Michel Noir, le « rénovateur » maire de Lyon, se ferait ériger s'il lui prenait fantaisie d'aller exposer ses thèses devant les « compagnons » de Biarritz. Ceux-là s'inscrivent à l'idée qu'ils puissent rassembler un jour aux « camarades » du Parti socialiste. « C'est simple, explique Franck, trente-neuf ans, fraiseur, militant depuis six ans : Chirac, c'est le chef ; nous, on est derrière lui ! » Jean Cazeneuve, contre-amiral de réserve, qui a commandé le sous-marin le Redoutable, s'est mis en plonge pendant que les « compagnons » parlaient. Il n'a refait surface que la conversation terminée, pour confier en aparté, loin des oreilles militantes indiscrettes : « Vous savez, moi, je pense qu'il faut que la base s'exprime, qu'on l'écoute. Pour cela, il faut des courants. » Puis il a immédiatement rentré le périscope et s'est remis en plonge.

(1) Para en 1987 chez Gallimard.

Fin

Enquête réalisée par : Notre bureau de Lyon, notre correspondant régional à Marseille, Guy Pons, nos correspondants à Besançon (Claude Fabert), Bordeaux (Ginette de Metta), Brast (Gabriel Simon), Metz (Jean-Louis Thiel), Moulins (Jacques Spindler), Orléans (Régis Guyot), Strasbourg (Jean-Marie Boshu), Tarbes (Jean-Jacques Rollat). Nos envoyés spéciaux : Jean-Louis Andréani, Olivier Biffaud, Valérie Devillechabrolle, Patrick Jarreau. A Paris : Jean-Yves Lhousseau.

Dans les permanences : de Gaulle et Mitterrand

Les jeunes démocrates sociaux de Dijon en sont « rudement fiers » et chaque nouveau venu a droit à une visite guidée de leur permanence inaugurée, le 30 mai dernier, par Bernard Stasi. Toutes les pièces ne sont pas encore occupées et la photocopieuse, toute neuve, dort dans un coin... comme le four à micro-ondes ! Mais les JDS ont d'ores et déjà tout prévu : ici, l'endroit destiné au futur bureau d'information des jeunes Européens ; là, l'emplacement de la radio locale, des tracts de l'homme, encore en projet et qui sera jumelé avec une association « Objectif tolérance » pour « traiter les dossiers écartés par SOS-Racisme ».

Ouverture oblige, la clé est toujours sous le radiateur et chacun peut venir à l'improviste. Encore sous le coup de la campagne européenne, des ballons accrochés à bout de souffre pendent du plafond, tandis que les panneaux d'information sur les institutions communautaires qui ont fait le tour de la région en Eurobus sont installés dans la salle de réunion.

Depuis leur création en août 1987, les JDS n'existaient que par l'entremise de la « boîte postale n° 1192 ». Aujourd'hui ils excellent définitivement leur implantation sur la scène politique locale en s'installant dans un lieu, il est vrai, prédestiné : « Juste en face du Garage du centre, cela ne s'invente pas ! »

Le FN dans une cave

Contrairement aux JDS, qui ont eu la chance de bénéficier d'un local gracieusement mis à leur disposition par un patron de PME sympathisant, les militants du Front national n'ont pu s'installer, à Dijon, dans une petite cave voûtée, sans fenêtres, imprégnée d'une humidité persistante. L'hiver y est paraît-il glacial.

« A chaque fin de mois, depuis 1987, le propriétaire nous donne gracieusement la clé sous le porte », raconte, mi-figue, mi-racine, Marie-Chantal Goy, responsable de la section. « Car c'est la section qui paie le loyer de la permanence et pourtant nous, nous ne sommes pas riches », précèdent les adhérents, faisant allusion à la section voisine de Beaune constituée, pour l'essentiel, de « vigneronnes ».

Dans cette ambiance tamisée par les spots bleus, blancs, rouges, les militants organisent une petite fête une fois par trimestre en moyenne. Ils s'y sentent chez eux, entre un téléphone barié de tricolore, une affiche pour le recrutement du Cercle national des combattants (le Tu as fait ton devoir, il t'ont trahi) et l'appel au « non » lors du référendum sur la Nouvelle-Calédonie.

Les embarras du PS

Jusqu'en 1975, les militants socialistes de Mâcon avaient pour habitude de se retrouver au bistrot Lapage, à côté de la place de l'Eglise. « Un cambis ! » pour Paul Petitjean, fils et petit-fils de ces « hussards noirs de la République », lui-même ancien instituteur de la laïque et qui a adhéré à la SFIO en 1968. Lapage est mort et les militants ont déménagé rue de Châtillon. Leur permanence se repère de loin avec son enseigne à la rose sur fond bleu, blanc, rose. Les vitres n'ont été brisées que deux fois : « Les communistes ont plus souffert que nous. »

Dans l'entrée, de plain-pied, les militants discutent volontiers le coup autour de la petite table recouverte de toile cirée, après s'être fait la bise, bien sûr, car « on est très embarrassé au PS ! ». Les tableaux de service pour les collages organisés lors des européennes sont encore au

mur, inutilisés désormais. Ils sont encadrés par les affiches de la liste Fabius et par celles des municipales (le Fiers de notre ville).

A côté de l'entrée, dans la grande salle de réunion, les murs recouverts non seulement des portraits officiels de François Mitterrand et de Mario Soares, président du Portugal, mais aussi de celui de Louise Michel, résonnent encore des discussions orageuses entre partisans et adversaires du tournant de la gauche en 1983, des débats houleux sur la tête de liste socialiste aux européennes et le projet d'amnistie dans le financement des partis politiques.

La fédération RPR de Dijon vit elle aussi à l'ombre de ses grands hommes. Installés au cœur du vieux Dijon historique, dans une partie d'un hôtel particulier du dix-septième siècle, les « compagnons » gaullistes se réunissent sous le regard d'un Jacques Chirac candidat à l'élection présidentielle qui les appelle au « courage ». Lui fait face la photographie, grand format, de Charles de Gaulle, chef de l'Etat, accompagné de son premier ministre d'alors, un peu en retrait, Georges Pompidou.

Les murs de la section RPR de Chalon-sur-Saône sont, en revanche, encore nus, car la peinture y est à peine sèche. De toute façon, « nous ne sommes pas des idéologues et nous n'allons pas nous égarer dans les murs de la permanence », précèdent les militants chalonnais. Marguerite Gaillard, présidente, rectifie le tir : « La première photo que l'on va mettre sera celle de Dominique ». Parce que, à défaut d'être « idéologues », les adhérents du RPR ont une locomotive : leur maire, Dominique Perben, celui sans qui Chalon ne serait pas devenu Chalon, et sans qui les militants gaullistes ne seraient pas devenus RPR.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Le Front national en mission dans un département « rouge »

Le pavillon rassemble à tous ceux qui l'entourent. La porte d'entrée est blindée. Peut-être un peu plus solidement que les portes avoisinantes. On ne pénètre pas comme dans un moulin dans cette maison au bout de la rue Berthe-Albrach - résistante assassinée pendant la guerre - aux Pavillons-aux-Bois (Seine-Saint-Denis). Le pavillon maussade est le quartier général du Front national dans un des deux derniers départements « rouges ».

Du minuscule corridor à la grande pièce de réunion du premier étage, en passant par le cage de l'escalier - raide comme un para sa grande-brève, les affiches du mouvement d'extrême droite font tapage. « Au Front, il n'existe pas de personnalité qui puisse contester Le Pen », affirme le maître de céans. Le président du FN en donne largement la preuve par l'affiche. Seul Roger Holleindre, ancien baroudeur, qui bénéficie d'une légendaire « grande gueule », a réussi à caser sur les murs un peu de réclame pour son Cercle national des combattants (CNC).

« Courage » et « dévouement »

A quarante-huit ans, Claude Briard, gérant de société, de père gaulliste et de mère algérienne française - car on ne plaisante pas avec « l'intégrité du territoire », - dirige la Fédération départementale qui donne le plus d'élus locaux au Front national. Ils sont soixante-trois en Seine-Saint-Denis depuis les élections municipales de mars dernier. Une goutte d'eau dans un océan communiste - le PCF tient le conseil général et domine une majorité de municipalités, malgré son déclin - qui permet, parfois, aux élus du Front national de faire jeu égal dans les conseils avec les représentants de l'opposition parlementaire. Alors que le département compte quarante communes, Claude Briard met un point d'honneur à faire remarquer qu'il a présenté mille quatre-vingt-cinq candidats dans vingt-sept d'entre elles.

« Le problème était de se maintenir », souligne le secrétaire fédéral, en se souvenant des 1,7 % qu'il récolta aux législatives de 1978. De cette période de vaches maigres, il a gardé une certaine nostalgie : « La camaraderie régnait dans notre petit groupe, où nous étions plus proches les uns des autres. » En dix ans, il est passé de l'artisanat politique à la moyenne entreprise, avec ses trente-cinq équipes militantes qui couvrent le département.

De ses hommes de troupe, Claude Briard met d'abord en évidence le « dévouement » et le « courage », la « conviction » et le « peu d'ambition pour eux-mêmes ». Avec étonnement, il constate que « certains d'entre eux n'étaient même pas inscrits sur les listes électorales ». L'oubli a été réparé, et il note, avec une petite satisfaction au coin des lèvres, que « ceux qui veulent faire carrière sans se fouler sont extrêmement rares ».

« Je ne connais pas le grand patronat », déclare le secrétaire fédéral, comme pour mieux faire comprendre que, sans être faiblir par la queue comme avant, il ne route pas sur l'or. Il affirme que les cotisations de base (200 F par an), celles du Front national de la jeunesse et des chômeurs (120 F), celles de soutien (plus de 200 F, au choix), les dons qui peuvent atteindre 5 000 F et les versements de 50 % des indemnités des quatre élus départementaux du Front au conseil régional d'Ile-de-France, permettent « de faire fonctionner raisonnablement la fédération ». Grâce à des sociétés jusqu'au bout des ongles, il conclut : « Des gens ont été élus à moins de 1 000 F. »

Sur sa terre de mission, dont il tire quelques satisfactions électo- rales, il arrive à Claude Briard d'être chagrin. « Sur certains marchés, remarque-t-il, il y a très peu d'Européens. On ne sait pas si on est dans le cashah d'Alger ou en France. » Silence. Et il précise : « Cela n'a rien de raciste... ou de nazi. »

OLIVIER BIFFAUD.

Société

La rencontre des gendarmes avec M. Chevènement

Les raisons d'une fronde

De son propre aveu, c'est en découvrant que les gendarmes devaient acheter eux-mêmes leur uniforme que M. Michel Rocard a pris conscience que « depuis fort longtemps la République avait mal traité le problème » de la gendarmerie (le Monde du 23 août). Le « ras-le-képi » exprimé par les gendarmes français ces dernières semaines n'est-il pas l'indice d'un mal profond, d'un problème qui n'est pas seulement celui d'un uniforme, mais d'un statut, d'un rôle, d'une mission ?

Les fermentations de la colère extérieure depuis le début de l'été par l'envoi de lettres ouvertes figuraient depuis longtemps au courrier des lecteurs de l'Essor de la gendarmerie, la revue de l'Union des personnels retraités de la gendarmerie (UNPRG). A défaut d'avoir un relais syndical, de nombreux gendarmes, encore en activité ou non, utilisaient ce support pour s'exprimer en tout anonymat. « C'est devenu, petit à petit, une sorte de soupape de sécurité qui permet de décompresser en mettant noir sur blanc ce qu'on a sur le cœur », explique une femme de gendarme. Toutes les insatisfactions étaient contenues là, depuis des années, en une mosaïque amère : les horaires à rallonge, les primes dérisoires, les règlements trop rigides, les ghettos de l'escadron, le matériel vétuste, le mépris de la hiérarchie, etc.

7 000 francs par mois

Partie au début de l'été de la Savoie et du Rhône, relayée par l'Oise, puis progressivement étendue à l'ensemble du territoire, la fronde des gendarmes fait essentiellement apparaître deux facteurs profonds et anciens de mécontentement : la multiplication des tâches et la différence de traitement avec les policiers. La notion de disponibilité contenue dans le statut militaire est de plus en plus mal vécue. « Tailleur et corvables à merci », disent les gendarmes en colère avec le sentiment d'être mis à contribution plus

souvent qu'à leur tour. Dès qu'il y a urgence, la gendarmerie apparaît en effet comme la solution de facilité, qu'il faille porter des convocations à jurés, avoir une session d'assises, transporter des élus électoraux, traquer des payeurs récalcitrants ou faire une opération coup de poing sur les prix. Cette surcharge de travail, qui n'a souvent rien à voir avec la mission de la gendarmerie, s'est accumulée progressivement dans l'indifférence active des pouvoirs publics — et de la hiérarchie, qui n'a pas l'habitude de refuser.

Les tâches supplémentaires sont les gendarmes de base se voient bombardés ont mis en évidence les problèmes d'effectifs, devenus criants depuis l'octroi d'un deuxième jour de congé hebdomadaire par M. Charles Hérau en 1982. Cette mesure, unanimement appréciée, équivaut, d'après les calculs de l'époque, à la suppression de 8 000 militaires. La perte n'a pas été compensée par les rares augmentations d'effectifs, dont la plus significative remonte à 1983. Ni par un large recours à l'emploi d'appelés du contingent. Ceux-ci sont aujourd'hui près de 11 000, soit plus de 10 % de l'effectif total (91 827 dont 80 117 gendarmes d'active et 9 710 personnels civils). Ils pourraient atteindre 15 % selon les règlements officiels, mais la grande majorité des gendarmes rejette par avance cette solution. Un gendarme auxiliaire peut certes concourir aux nombreuses tâches matérielles d'une brigade, mais il n'a pas toutes les compétences, notamment en matière judiciaire, d'un vrai gendarme et n'est pas considéré de ce fait comme un renfort réel.

L'autre raison profonde de la colère des gendarmes, est, semble-t-il, la sensation de voir s'étioler, notamment à travers certains conflits de compétence comme dans l'affaire Jobic ou dans celle de Dreuil (le Monde du 19-20 février), la garantie du deuxième gendarme-police « en tant que principe démocratique ». Les gendarmes comparent leur situation avec celle de la police et constatent « un déséquilibre croissant ». Les textes de revendication dont les gendarmes ont inondé la presse sont pleins d'exemples : ce sont les escadrons de gendarmes mobiles bivouaquant sous un préau tandis que les compagnies de CRS couchent à l'hôtel ; ce sont les primes d'officier de police judiciaire dix fois plus éle-

An cours de la table ronde à laquelle M. Jean-Pierre Chevènement a invité, mercredi 23 août à Paris, quatre-vingt-sept gendarmes tirés au sort, le ministre de la Défense a annoncé une série de mesures étendues en commun avec les services du premier ministre. Cette première concertation devait permettre aussi de prendre date pour un programme de réformes de plus longue haleine.

vées dans la police. On encaisse la multiplication des effectifs par quatre ou cinq là où un commissariat vient supplanter une brigade territoriale.

Ces différences de traitement sont d'autant plus mal vécues que, depuis longtemps, les ministres de l'intérieur successifs soignent mieux leur publicité que leurs collègues de la Défense. « Qui sait que quarante-cinq escadrons de gendarmes ont été supprimés par les ordonnances du Bicentenaire ? », demande ce groupe de gendarmes mobiles qui, à défaut de la prime de 1 000 francs accordée par M. Joxe à ses hommes, aurait apprécié un petit coup de champagne. Cette « monopolisation de la valorisation des missions de sécurité publique » par les forces de police agace les gendarmes. Et la suggestion récente du ministre de l'intérieur d'instaurer un budget unique de la sécurité en France — idée

reprise à leur compte par certains syndicats de policiers — n'a fait qu'attiser leur inquiétude.

Cette double cause de malaise s'assortit de considérations matérielles diverses. Tout d'abord, des rémunérations jugées insuffisantes : de 7 000 francs environ pour un gendarme débutant à 10 653 francs en fin de carrière. Un adjudant-chef peut espérer terminer à 12 000 francs après vingt et un ans de service, et un général culmine entre 23 000 et 30 000 francs. L'érosion des revenus se traduit par un phénomène récurrent : de plus en plus de femmes de gendarme travaillent. Les revendications sur les traitements, les indemnités et les primes émanent surtout de la gendarmerie départementale, baptisée « la blanche » en raison de la couleur argentée des épaulettes. Dans la gendarmerie mobile (épaulettes dorées),

l'inconfort d'une vie itinérante est financièrement compensé par des primes de déplacement pouvant aller de 122 francs par jour pour une mission en métropole à plus de 500 francs dans certains territoires d'outre-mer.

Redéployer les effectifs

Toutefois, l'argent n'est pas le moteur de la crise. « Pour une fois qu'il ne s'agit pas fondamentalement d'une question de pouvoir d'achat, donnez-moi du temps pour bien réfléchir aux problèmes », dit-on en substance dans l'entourage du premier ministre, dont l'arbitrage budgétaire a été requis par M. Jean-Pierre Chevènement. Au-delà des quelques mesures que le ministre devrait annoncer à la réunion de concertation (les uniformes, le logement, voire une structure de communication interne), le gouvernement ne pourra pas faire l'économie d'un examen approfondi, si possible en concertation, des besoins en effectifs. A l'évidence, l'augmentation prévue du budget de la Défense (4 %) ne saurait suffire. Il faudra accélérer la mise en place du plan de réorganisation prévu de longue date.

Le principe en est simple : il s'agit de redéployer les effectifs existants en les diminuant dans les zones de faible activité pour renforcer les brigades surchargées. C'est un plan cohérent qui s'inscrit clairement dans la gestion de la pénurie. Mais il est à manipuler avec des pincettes. On ne raye pas de la carte de France un millier de brigades territoriales, sur 3 653 au total, sans faire grincer des dents, à l'intérieur de l'arme mais aussi dans les collectivités locales, qui ont parfois financé elles-mêmes les casernes de gendarmerie. La décision n'est plus seulement technique, mais politique.

Les répercussions sont encore plus graves pour les escadrons de la mobile. Le projet à l'étude prévoit de renforcer leurs effectifs de 130 à 155 afin d'assouplir la gestion du personnel de chaque unité. Comme ce renforcement ne peut se faire que par le principe des vases communicants, une vingtaine d'escadrons devraient être supprimés. Un véritable drame économique pour les petites villes où ils sont implantés.

Le projet prévoit aussi la « débudgétisation » des gendarmes opérant sur le réseau d'autoroutes. Prélèvés au fur et à mesure de l'ouverture de nouveaux tronçons sur les effectifs existants, ces gendarmes spécialisés pourraient désormais être financés par les sociétés d'autoroutes, ce qui libérerait environ 2 500 postes budgétaires. M. Chevènement obtiendrait-il assez de créations nouvelles de postes afin de faire passer ce plan auprès de gendarmes réticents ? « On ne fait que déshabiller Pierre pour habiller Paul », disent ceux-ci en réclament « une augmentation massive et urgente des gendarmes d'active ».

Farmi la panoplie des mesures destinées à améliorer le coût des conditions de travail des gendarmes, le gouvernement envisagerait aussi de généraliser un nouveau système centralisé des affectations. En vigueur en Belgique, il est expérimenté depuis l'été 1987 dans la Haute-Vienne, associant les brigades par deux ou trois et en coordonnant leurs interventions depuis un poste centralisé, les gendarmes de chacune d'entre elles peuvent bénéficier de trois semaines de repos sur quatre par mois. « Une véritable révolution culturelle », assure un officier. Une révolution rendue possible par les moyens de communications modernes, et par un effort d'imagination.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Deux rapports internes datant du printemps

« Le moral du personnel atteint la cote d'alerte »

SAINT-ETIENNE

de notre correspondant

Le malaise n'avait pas échappé à la hiérarchie. Ainsi, le 14 mars dernier, le moral des personnels de la gendarmerie avait fait l'objet d'un rapport de onze pages du général Marion, commandant la région Rhône-Alpes, au général de division commandant la cinquième région de gendarmerie, à Lyon.

L'officier supérieur relevait notamment : « Bien que le gendarme soit fréquemment l'objet d'éloges de la part des élus et des hautes autorités de l'Etat, il constate qu'à l'heure où on parle d'avancement au mérite, de rétribution du travail réel et des astreintes, il appartient à un corps sans défense, au regard notamment des autres groupes socioprofessionnels

disposant de moyens de pression efficaces.

« Il a le sentiment, il est vrai souvent fondé, qu'on lui demande toujours plus alors que sa situation matérielle et ses conditions de travail n'évoluent pas. A terme, le risque est grand que ce qu'on peut actuellement qualifier de verser une forme pernicieuse de désabusement et de désintérêt au métier ».

Pour l'auteur du rapport « il ne fait plus de doute que le moral du personnel atteint la cote d'alerte ». Et il conclut : « Il paraît souhaitable d'améliorer, au plus tôt, les conditions de travail et de vie du personnel au regard d'autres professions (police nationale en particulier) ».

Un mois et demi plus tard, le 9 mai, tirant des rapports des légions de Provence-Alpes-Côte d'Azur, de

Corse, d'Auvergne, de Languedoc-Roussillon et de Rhône-Alpes, une synthèse de deux pages destinée au ministre de la Défense, le général Renault, commandant par intérim la cinquième région de gendarmerie, écrivait : « Il est incontestable que, depuis 1983, le moral des personnels de la gendarmerie se dégrade. Les commandants de légions soulignent qu'il a atteint un seuil critique ».

« La gendarmerie est dans une position de plus en plus inconfortable, jalouse par les armées, violemment attaquée par les syndicats de police : ses personnels ont la sensation désespérante d'être totalement dépourvus de défense. Les événements d'Ouvéa et la clémence dont ont bénéficié certains protagonistes de ce drame n'ont fait que renforcer le sentiment de gravité du sacrifice consenti ».

PAUL CHAPPEL.

Les précieux képis de Bellac

BELLAC (Haute-Vienne)
de notre envoyée spéciale

Bellac tient à ses gendarmes et veille sur ses képis comme sur le plus précieux des trésors. Une fois n'est pas coutume, c'est la population qui s'est regroupée le mardi 22 août dans cette petite agglomération de Haute-Vienne pour défendre les forces de l'ordre. Les Bellachons, qui n'hésitent pas à frapper le sourcil afin de rappeler que leur ville est une sous-préfecture, ont manifesté deux heures durant pour protester contre les menaces qui pèsent sur l'escadron de gendarmerie mobile implanté dans leur commune.

Conformément au désir de restructuration du ministère de la Défense, l'escadron de Bellac pourrait être supprimé afin de rationaliser l'implantation géographique de la gendarmerie mobile (le Monde du 12 juillet). Une telle perspective est ressentie comme une agression économique et psychologique par les Bellachons, qui font du maintien de « la mobile » une question de défense du patrimoine.

Allongés sur la chaussée

Les habitants de Bellac ont donc décidé, mardi, de bloquer la circulation en plein cœur de leur cité, quitte à provoquer quelques embouteillages. Allongés à même la chaussée, ils se sont appliqués à observer une minute de silence avant de promener des banderoles proclamant « Bellac ville morte », en compagnie des commerçants, qui avaient tiré leur rideau de fer en signe de solidarité.

Comment, demandent les Bellachons, ne pas s'émouvoir du départ de 5 % de la population dans une agglomération gâtée par le déclin démographique ? Pour Bellac, qui compte cinq mille cinq cents habitants, la dissolution de l'escadron priverait la col-

lectivité de deux cent quatre-vingts citoyens et d'un potentiel économique important. « Les gendarmes rapportent actuellement 6,8 % de la taxe d'habitation et 9 % du foncier bâti, explique le maire, M. Jean Bousseley. Leur départ pourrait faire augmenter de 4 à 5 % la taxe de la fiscalité directe ».

« Si les gendarmes mobiles et leurs familles s'en vont, nous risquons de perdre entre 10 et 15 % de notre chiffre d'affaires », déclare, de son côté, M. Bruno Ramé, président de l'Union des commerçants et artisans de Bellac. Des menaces ne passent-elles pas déjà sur l'abbatir municipal, une entreprise essentielle dans ce pays d'élevage ovin.

Les responsables de l'office départemental des HLM, qui a construit divers logements et bâtiments techniques pour les militaires, ne dissimulent pas non plus leur anxiété. « Nous remboursons encore les emprunts contractés pour ces constructions et Bellac souffre déjà d'un excédent de logements collectifs », affirme M^{me} Martine Raix, adjointe du directeur de l'office. Et comment pourrions-nous relouer ces bâtiments très spécifiques autrement qu'à des militaires ? »

La porte-monnaie des gendarmes n'est pourtant pas l'unique point de mire de la population bellachonne. « S'ils partent, nous n'aurons plus que des vieux », s'exclame un père de famille. Le directeur de l'une des deux écoles élémentaires enchaîne : « Cette année, on nous a déjà supprimé une classe à cause du déclin démographique. Si les gendarmes partent, nous perdrons plus de cent trente élèves en moyenne et, en première, de nouvelles suppressions seraient à prévoir. » Pour cet enfant du pays dont le père faisait déjà partie des gardes mobiles et qui a grandi à la caserne, la qualité de l'enseignement s'en ressentirait forcément.

Les associations artistiques et le club de rugby, qui perdrait deux de ses meilleurs éléments, se doi-

gnent au concert de protestations. D'une ville-dortoir satellisée par Limoges, tous redoutent de voir Bellac se transformer en village désertique privé de sa jeunesse. Cet horizon est encore assombri par les prophéties de M. Bousseley, qui n'exclut pas l'hypothèse d'une augmentation de la délinquance. La gendarmerie mobile et la brigade territoriale, que l'on appelle « les deux bras de la blanche » en référence à la couleur de leurs galons, font en effet équipe dans les opérations de maintien de l'ordre. Cette collaboration explique le calme des gendarmes bellachons en période de grogne généralisée.

Un escadron dortoir

Si de mauvaises langues prétendent que bien des familles de gendarmes ne seraient pas fâchées de quitter la ville, jugée morose, la plupart des Bellachons n'hésite pas à exprimer leurs craintes. « Que voudront nos maisons le jour où Bellac sera désertée ? » demande une habitante. « Si l'abbatir ferme et que les gendarmes mobiles s'en vont, je demande ma mutation », lance une autre aide-soignante à l'hôpital de Bellac.

Malgré des démarches répétées, les responsables de la ville n'ont pas encore obtenu de réponse sur le sort de l'escadron. La commune, qui avait déjà cédé 4 hectares et demi de terrain pour l'installation d'un casernement neuf en 1977, promet aujourd'hui de mettre les bouchées doubles pour dorloter son escadron. Le maire ne s'engage-t-il pas à construire onze logements supplémentaires et à doter les officiers de pavillons individuels ? Autant dire que cet estival britannique qui déclare : « Je ne comprend pas les Français, moi, je serai bien content de voir partir la police », fait un peu figure de trouble-fête.

RAPHAËLLE RÉROLLE.

La prudence de la classe politique

Pas de vagues. Surtout pas de vagues ! Les hommes politiques, toutes tendances confondues, ont trop peur que la grogne de la gendarmerie ne se transforme en poudre pour jeter de l'huile sur le feu.

La tentation aurait pu être grande, pourtant, pour l'opposition, de profiter des désordres de la gendarmerie pour dénoncer ses errements, d'affirmer immédiatement avec force qu'elle n'aurait pas eu la même attitude. Après tout, c'est son rôle ! Elle s'en est bien gardée. Comme le dit M. Pierre-André Wiltzer, député UDF de l'Essonne et un des spécialistes « défense » de son mouvement : « La classe politique ne peut pas jouer avec une institution comme la gendarmerie ». M. Robert Poujade, député RPR de Côte-d'Or, qui fut longtemps le président du groupe d'études de la gendarmerie à l'Assemblée nationale, est tout aussi raisonnable : « Dans l'intérêt de la gendarmerie, de l'armée, de la société, il ne faut pas politiser un tel dossier ».

Les dirigeants du RPR avaient donc décidé d'attendre les résultats de la réunion de mercredi entre le ministre de la Défense et les gendarmes pour s'exprimer publiquement sur un dossier aussi délicat. Seulement, tout le monde n'a pas eu cette prudence. D'abord, M. Claude Labbé, ancien président du groupe RPR au Palais-Bourbon, fidèle à sa pratique d'une opposition sans nuances, a publié le lundi 21 août un communiqué au vitriol affirmant que « les gendarmes se sentent étrangers dans les structures du socialisme », et qu'ils n'ont pas « oublié les humiliations subies en Nouvelle-Calédonie (...) et leurs morts ».

Ouvré ? L'assassinat des gendarmes de la brigade de Fayon a-t-il ou non joué un rôle essentiel dans le déclenchement de l'actuel mouvement revendicatif ? Les avis sont partagés. M. Jean-Michel Boucheron (socialiste), président de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, qui a demandé aux gendarmes de lui adresser leur témoignage l'an dernier, remarque qu'aucune des lettres qu'il a reçues n'en fait état. M. François Fillon, son prédécesseur RPR, estime que ce drame s'est ajouté au climat mais n'a pas eu de rôle essentiel. M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée, qui, depuis toujours, se passionne pour les problèmes de Défense, est, lui, plus

net : « L'affaire d'Ouvéa a joué un grand rôle ». L'homme qui, avant d'être directeur de cabinet de M. Raymond Barre, fut un préfet sachant, il est vrai, utiliser les forces de l'ordre, est décidé, lui, à ne pas mésestimer les socialistes dans cette affaire : « Le gouvernement ne traite pas cette affaire grave comme il le faudrait, c'est-à-dire au fond ».

Puisque, en règle générale, l'opposition ne cherche pas à gêner le gouvernement, approuve-t-elle la méthode — originale — de concertation retenue par M. Jean-Pierre Chevènement ? C'est non pour M. Labbé, mais aussi pour M. Jean Lecomte, président de la commission des affaires étrangères et de la Défense du Sénat, qui la trouve « peu conforme aux traditions et aux règles de la diplomatie militaire ». M. Mestre est beaucoup plus mesuré, qui se dit « pas complètement contre » et « non choqué » par l'utilisation du tirage au sort pour désigner les gendarmes participant à la discussion avec leur ministre. Quant à M. Fillon, il reconnaît qu'il faut trouver « une formule pour que les militaires aient le droit à l'expression », en rejetant, bien entendu, tout ce qui pourrait s'apparenter à un syndicat.

Les parlementaires peuvent jouer ce rôle de liens entre des sous-officiers qui

ont des difficultés à s'exprimer dans une structure hiérarchique et leur ministre. C'est en tout cas ce qu'a pensé M. Boucheron en confiant une mission d'étude à M. Georges Lemoine, député socialiste et ancien secrétaire d'Etat à la Défense. L'opposition a approuvé cette procédure.

Encore faudrait-il que les rapports parlementaires soient lus par la hiérarchie administrative et militaire, et que les conséquences en soient tirées ! Car, pour une fois, les députés peuvent se vanter d'avoir, depuis longtemps, tiré la sonnette d'alarme. Rapporteur pour avis du budget de la gendarmerie en 1986 et en 1987, M. Poujade avait déjà longuement souligné l'insupportabilité pour la gendarmerie de continuer à assumer toutes les tâches qui lui étaient confiées si ses effectifs n'étaient pas sensiblement augmentés — il évaluait les besoins nouveaux à mille sous-officiers et à trois cents officiers — et avait mis le doigt sur la lourdeur de certains services. Il avait également réussi à organiser une rencontre entre M. Jacques Chirac et des gendarmes de tout grade à Dijon le 29 mai 1987. Il en était sorti la promesse d'un plan d'augmentation des effectifs.

THIERRY BRIÈRE.

M. Charles Barbeau nouveau directeur général de la gendarmerie

M. Charles Barbeau, cinquante-six ans, nommé mercredi 23 août directeur général de la gendarmerie en remplacement de M. Régis Mourié, est un homme d'expérience. Il a déjà occupé ce poste pendant six ans, de janvier 1979 à août 1985, avant d'être appelé par M. Pierre Joxe comme chargé de mission, puis directeur général de l'administration, au ministère de l'intérieur, en 1985 et 1986. Ce conseiller d'Etat, ancien préfet, connaît donc fort bien les problèmes à la fois de la gendarmerie et de la police.

Né le 23 décembre 1932 à Valenciennes, M. Barbeau est licencié en lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Nommé auditeur au Conseil d'Etat à sa sortie de l'ENA en 1960, il est ensuite chargé de mission au cabinet du secrétaire général de l'administration en Algérie (1960-1961).

Chef de cabinet du directeur général du BIT (1966), il est ensuite appelé comme conseiller technique de M. Joseph Fontanet au ministère du travail, de l'emploi et de la population (1969-1971). Directeur de la population et des migrations au ministère du travail de 1971 à 1974, il devient préfet de la Corrèze avant de réintégrer le ministère de l'intérieur comme directeur de la réglementation du contentieux (1977-1979).

De janvier 1979 à août 1985, il est nommé directeur de la gendarmerie nationale au ministère de la Défense. Puis d'août à décembre 1985, il est chargé de mission auprès de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, avant d'être nommé directeur général de l'administration à ce même ministère jusqu'en juin 1986. M. Charles Barbeau avait depuis été réintégré au Conseil d'Etat.

Société

JUSTICE

Un arrêt de la cour d'appel de Lyon Une partie des animaux volés par l'Arche de Noé seront restitués aux chercheurs de l'INSERM

Dans un arrêt rendu mardi 22 août, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, présidée par M. Jacques Bonniau, a ordonné la restitution à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) des animaux saisis dans le cadre de l'opération ouverte après le vol avec effraction commis, en mai dernier, dans deux unités de recherche lyonnaises par un groupe baptisé l'Arche de Noé. Ainsi vingt-huit singes macaques et un chat, découverts le 22 juin dans une villa du Var (le Monde du 25 juin), passeront-ils de l'état de « pièces à conviction » à celui de sujet d'expérimentation.

LYON
de notre bureau régional

Dans la nuit du 20 au 21 mai, un commando d'une vingtaine de personnes s'était introduit dans les unités de recherche de l'INSERM de Bron, dans la proche banlieue de Lyon, et y avait dérobé trente-huit singes macaques, quinze chats, une dizaine de lapins et cinq marsupiaux utilisés pour l'expérimentation animale. Les auteurs de ce « rapt », qui avaient pris soin d'entreprendre en silence le démantèlement de l'opération, s'étaient également emparés de cages et de documents relatifs aux expérimentations en cours sur certains de ces animaux et avaient tracé sur les murs des slogans hostiles à l'expérimentation animale.

Tandis que les chercheurs concernés affirmaient que ces vols et ces actes de vandalisme « occasionneraient des mois voire des années de retard dans [leurs] travaux de recherche », portant notamment sur le traitement du virus du SIDA, le nouveau-élu, une information judiciaire était ouverte et le dossier confié à M. Jean-Patrick Pélissier, juge d'instruction à Lyon. L'enquête aboutissait le 22 juin à la suite d'un renseignement à la dérobée d'un chat et de vingt-huit des singes volés, dans une villa de La Cadière-

d'Azur (Var), dont l'occupant, étudiant en médecine, était inculpé. Dans les jours et les semaines qui suivirent, sept autres personnes domiciliées dans le Var, à Paris ou à Lyon — parmi lesquelles un professeur de mathématiques, un assistant de puériculture, un autre étudiant en médecine et une responsable de la Ligue anti-vivisection — étaient à leur tour inculpées de vol avec effraction ou de recel par le magistrat instructeur.

Rapatriés sur la région lyonnaise, les vingt-huit singes étaient provisoirement confiés au zoo de Saint-Martin-la-Plaine (Loire), où deux experts, désignés par M. Pélissier, procédaient à leur examen. Les chercheurs de l'INSERM venaient les identifier, pour leur part, par des raisons médicales. Atteints d'une affection rénale, elle doit être fréquemment hospitalisée à Rennes.

Jusqu'à présent, le ministère de la justice a refusé la restitution. C'est une collègue de M. Guillemot qui a obtenu le poste. Estimant cette nomination injuste, M. Guillemot souligne : « J'étais largement en tête pour le poste de Dinan avec 16 points contre 11 pour ma collègue, qui a pourtant été choisie. Elle a présenté sa demande comme une mutation, alors qu'il s'agit d'une réintégration. » Dans sa protestation, M. Guillemot est soutenu par le conseil des prud'hommes de Dinan, qui a renvoyé une audience le 16 août faute de greffière. Soutien aussi des fédérations culturelles bretonnes et du vice-président du conseil régional.

An ministre de la justice, on indique que la décision, prise par une commission administrative, tient compte de « tous les éléments des dossiers de chaque candidat (...) et qu'il n'y a pas motif juridique de revenir sur cette nomination. »

« Nous avons écrit à M. Guillemot, souligne la chancellerie, pour lui faire savoir que nous examinerons avec la plus grande bienveillance toute nouvelle demande de sa part. »

ROBERT BELLERET.

L'effet dissuasif de la convention du 21 août 1988

Ancun enfant de couples franco-algériens n'aurait été enlevé depuis un an

La commission paritaire franco-algérienne pour les enfants des couples mixtes séparés a tenu, lundi 21 août, sa dernière réunion à l'hôtel Matignon. Mise en place pour un an par une convention franco-algérienne du 21 août 1988, qui a pour objectif de prévenir les enlèvements illicites de mineurs, elle était chargée de faciliter le règlement des litiges antérieurs à l'entrée en vigueur de cette convention. Composée, pour chaque pays, de représentants des ministères de la justice, des affaires étrangères, de l'intérieur et des affaires sociales, la commission paritaire s'est réunie douze fois, alternativement à Paris et à Alger.

M. Georgina Dufoux et M. Brahim Taïbi, qui présidaient les missions française et algérienne, ont dressé, lundi, lors d'une conférence de presse à Paris, le bilan des travaux de la commission et de l'application de la convention aux litiges nouveaux. M. Dufoux a souligné le caractère novateur de cette convention « qui affirme la libre circulation des enfants » et a précisé que « d'autres pays se montrent déjà intéressés par une convention de ce type ». « Le problème est réglé dans une très large mesure, et les travaux de la commission ont permis un retour à la confiance pour les parents », a estimé M. Taïbi.

La convention franco-algérienne fixe juridiquement les « règles du jeu » pour les parents séparés de couples mixtes. Ses dispositions principales précèdent la compétence du tribunal (la juridiction du lieu de vie conjugale, avant la séparation des parents) et surtout établissent un lien entre le droit de garde attribué à l'un des parents et le droit de visite transfrontière de l'enfant à l'autre parent, sur lesquels il est statué simultanément. « Ce qui supprime le motif principal des déplacements illicites », selon M. Taïbi.

Le texte garantit aussi le retour de l'enfant après sa visite à l'un des parents. M. Dufoux a souligné le caractère novateur de cette convention, aucun cas d'enlèvement d'enfant n'ayant été signalé depuis le début de son application.

La commission paritaire a été saisie de 90 dossiers (156 enfants) côté algérien et 17 dossiers (30 enfants) côté français. 54 enfants ont d'ores et déjà retrouvé leur mère en

France. Pour 35 enfants vivant en Algérie, les modalités de visite à leur mère française ont été fixées, et 21 enfants français peuvent également se rendre régulièrement en Algérie pour des visites à leur père. 39 autres cas devraient être réglés au terme des procédures entamées par la commission paritaire.

Après une période de transition jusqu'au 30 septembre 1989, ce sont les bureaux d'entraide judiciaire internationale des deux pays qui assureront le suivi des dossiers en faisant appliquer la convention.

A Lyon

Peine aggravée en appel pour un chauffard

LYON
de notre bureau régional

La quatrième chambre correctionnelle de la cour d'appel de Lyon, présidée par M. Jean-Pierre Foudras, vient de condamner un automobiliste meurtrier à dix-huit mois de prison ferme et à la suspension de son permis de conduire pour trois ans.

Le 1^{er} mai 1989, M. Pedro Ortuno-Ortiz, vingt-trois ans, mécanicien, circulait à vive allure au volant de sa Volkswagen, sur une route de la commune de Chalmont (Ain). Ayant refusé la priorité à droite, il était entré en collision avec une Simca occupée par M. Noël Pin, trente-deux ans, son épouse Jocelyne, vingt-huit ans, enceinte de sept mois, et sa fille Stéphanie, trois ans. La petite Stéphanie succombait le lendemain à ses blessures, tandis que M. Pin accouchait prématurément d'une enfant mort-née.

Le chauffard avait déjà été inculpé dans deux accidents de la route. Le tribunal de Bourg-en-Bresse (Ain) l'avait condamné, le 20 juin dernier, à un an de prison ferme et à verser à la famille Pin une somme de 400 000 francs d'indemnités et de provisions. La compagnie d'assurances du condamné ayant fait appel, la cour a confirmé les dispositions civiles du premier jugement et a décidé d'aggraver la sanction pénale.

R. B.

Dans l'Orne

Une greffière des prud'hommes en grève de la faim pour obtenir une mutation

ALENÇON
de notre correspondant

A son vingt-neuvième jour de grève de la faim, M^{me} Claude Guillemot, cinquante et un ans, greffière au conseil des prud'hommes de Flers (Orne), est toujours aussi déterminée, bien qu'elle ait dû être hospitalisée : « Je ne céderai pas, j'irai jusqu'au bout », a-t-elle déclaré.

Depuis deux ans, M^{me} Guillemot, Bretonne d'origine, demande sa mutation à Dinan (Côtes-du-Nord), pour des raisons médicales. Atteinte d'une affection rénale, elle doit être fréquemment hospitalisée à Rennes.

Jusqu'à présent, le ministère de la justice a refusé la mutation. C'est une collègue de M^{me} Guillemot qui a obtenu le poste. Estimant cette nomination injuste, M^{me} Guillemot souligne : « J'étais largement en tête pour le poste de Dinan avec 16 points contre 11 pour ma collègue, qui a pourtant été choisie. Elle a présenté sa demande comme une mutation, alors qu'il s'agit d'une réintégration. » Dans sa protestation, M^{me} Guillemot est soutenu par le conseil des prud'hommes de Flers, qui a renvoyé une audience le 16 août faute de greffière. Soutien aussi des fédérations culturelles bretonnes et du vice-président du conseil régional.

An ministre de la justice, on indique que la décision, prise par une commission administrative, tient compte de « tous les éléments des dossiers de chaque candidat (...) et qu'il n'y a pas motif juridique de revenir sur cette nomination. »

« Nous avons écrit à M^{me} Guillemot, souligne la chancellerie, pour lui faire savoir que nous examinerons avec la plus grande bienveillance toute nouvelle demande de sa part. »

MARCEL VANNIER.

Deux étudiants bordelais incarcérés au Maroc pour trafic de drogue protestent de leur innocence

Laurent Lacoste et Fiona de Witte, deux étudiants à l'Ecole supérieure de commerce de Bordeaux, incarcérés depuis le 7 juillet dernier à Ceuta (enclave espagnole au nord du Maroc) pour trafic de drogue, affirment leur innocence : ils auraient été victimes d'une manipulation pendant qu'ils visitaient le Maroc, on-ils indiquent par lettres au père du jeune homme. Laurent et Fiona, vingt-deux ans tous les deux, auraient rencontré un Marocain nommé Dries, résidant aux Pays-Bas. Celui-ci les aurait « piégés » en leur faisant visiter des lieux stationnés quelques jours chez leur compagnon de rencontre, un faux réservoir de carburant contenant 5 kilos de haschich et découvert par les douaniers. Les deux jeunes bordelais devaient retrouver Dries, dont ils ont donné une description détaillée, accompagné d'un portrait-robot, le 14 juillet à Paris pour lui remettre un four à pain qu'il leur avait confié.

Le père de Laurent, M. Jean-Claude Lacoste, restaurateur à Mérignac (Gironde), est parti, mardi 22 août, pour l'Espagne et le Maroc afin de tenter de réunir des preuves de l'innocence de son fils et de l'amie de celui-ci.

SPORTS

Les tribulations de Diego Maradona

Revoir Naples ou mourir

A quelques jours de la reprise du championnat d'Italie, dimanche 27 août, le footballeur argentin Diego Maradona n'a toujours pas regagné Naples, malgré les menaces de sanctions financières des se dirigeants. « Je suis convaincu de l'existence d'un complot contre moi-même et ma famille. Nous sommes en danger », a affirmé la star du football dans un communiqué publié, mardi 22 août, à Buenos-Aires. Le joueur annonce qu'il ne rejoindra son club qu'après avoir obtenu des assurances sur sa sécurité.

ROME
de notre correspondant

Mais où est-il ? Quand reviendra-t-il ? Diego Maradona, le messie argentin du football, a disparu. La péninsule tout entière, à commencer par Naples, son club, vit depuis des semaines les affres de l'angoisse. Mais que fait-il, le roi Diego ? C'est le jeu de l'été.

En fait, chacun sait où se trouve le « little big man » des stades italiens. Il est chez lui, dans la Pampa ou à la pêche à la daurade. Il est à Buenos-Aires ou sur le Rio de la Plata. Enfin, il est quelque part en Argentine. Le problème est qu'il aurait dû rentrer en Italie depuis le 3 août, et qu'il n'est toujours pas là.

Par trois fois déjà, il a réservé puis annulé ses billets de retour, et personne ne sait exactement pourquoi.

« Problèmes personnels », a fini par lâcher son play-boy de manager, Guillermo Coppola, ex-directeur de banque reconverti « par passion » dans la gestion de M. Maradona. « Quels problèmes ? » hurle-t-il les journaux. Quels sont ces problèmes pour bien avoir, à vingt-neuf ans, le joueur de foot le plus séduisant de la terre, le mieux payé de la planète ? Comment peut-on avoir des problèmes quand on a coûté à son club, en 1984, 60 millions de francs, qu'on lui en a rapporté dix fois plus en cinq saisons et que l'on va gagner personnellement, pour la seule année en cours, un peu moins de 40 millions de francs ?

Justement, rétorquent ses derniers fans, le succès procure des soucis. Pour expliquer le peu d'enthousiasme mis par l'Argentin pour reprendre le collier, on évoque une affaire de bague. En principe, le riche Diego Armando doit convoier, en octobre, en justes quêtes tardives noces. L'heureuse épine est argentine. Elle se prénomme Claudia et elle a déjà deux enfants de l'idole. Or, une autre dame, Napolitaine celle-là, affirme avoir, elle aussi, et depuis trois ans, un enfant du roi de Naples. Elle ne veut pas l'alliance, mais la reconnaissance paternelle. Diego nie toute l'histoire, mais refuse aussi l'analyse de sang qui réglerait le problème.

Où, la justice italienne, qui s'occupe de l'affaire depuis la naissance du bambin contesté, va dire incontestablement si, oui ou non, on peut poursuivre la star. Tout le monde pense évidemment que le joueur est coupable et qu'il va devoir payer. Mais bien peu croient que c'est l'explication de son retard.

Dans les rues de Naples, où l'on part rarement en vacances, les tifosi commencent à s'impatisser. L'impression dominante est que le bon « Dieguito » se moque du monde. Il y a deux jours, les dirigeants du club, exaspérés et paniqués à l'idée que la Coupe d'Italie allait commencer le 23 août, le championnat quatre jours plus tard et la

Coupe d'Europe le 13 septembre, ont décidé de sévir. Le sale gosse coussu d'or est menacé d'une retenue sur salaire de 40 % et d'une amende de 3,5 millions de francs.

Menacé par la Camorra

En Italie, écrit, sentencieux, l'Espresso, « le calcio (football) est vécu comme un psychodrame collectif ». « Avec ses courtes pattes, son torse bombé, sa gueule de voyou et son diam dans l'oreille, explique l'un des meilleurs reporters sportifs du cru, Diego était devenu pour nous un vrai Napolitain. Son amour des belles filles et de la bonne bouffe, sa folie des bolides — deux Renault, deux Ferrari et deux Mercedes dans son garage — et, en même temps, son côté église et famille sacrées — toute la tribu vit et prospère à Naples, aux frays du club — son sale caractère, capricieux, exubérant, indiscret, tout cela faisait de lui un vrai fils légitime de la cité ». Notez l'impression.

Pour ce reporter, et pour beaucoup d'autres, « quel qu'il arrive maintenant, rien ne sera plus jamais comme avant ». « Diego a trahi », le jour où il a simplement considéré l'offre que lui faisait Bernard Tapie de venir à Marseille. L'affaire ne s'est pas faite, certes, et l'on murmure que le nouveau patron du footballeur pourrait être prochainement le Real Madrid. La « diva du calcio » veut partir de Naples à tout prix.

Elle ne supporterait plus l'adulation, le statut de divinité céleste que lui a, d'autorité, attribué la ville où le football régit tout, ou presque. Oui, confirme-t-on dans sa coterie napolitaine, Diego voudrait partir, se vendre très cher, une dernière fois, avant d'être atteint par la limite d'âge, ou plutôt de kilos.

Pour les marodologues des gazettes, l'explication de son retard est là : « La Camorra l'a menacé de mort s'il rompait son contrat avant la date prévue (1993) ». Alors, le « goleador » aurait pris peur et ne voudrait plus rentrer. La Camorra, la mafia locale, il la connaît bien, M. Maradona. En mars dernier, avant la visite de Bernard Tapie, il festoyait encore avec du beau monde, à l'occasion des épousailles

de Luigi Giuliani, boss présumé d'un puissant clan mafieux.

Une semaine avant la fête, le papa Giuliani avait été arrêté pour un meurtre commis en 1981. Un peu plus tôt, la police avait saisi de nombreuses photos où le patriarche figurait avec le roi du stade. Coïncidence ? La famille Giuliani est censée contrôler toute l'industrie napolitaine du « totonero », c'est-à-dire les paris clandestins sur les matches de foot. Une belle affaire qui rapporte des millions chaque année.

Bref, la Camorra, qui aurait même participé à l'achat de Maradona en 1984, ne voit évidemment pas d'un bon œil l'éventuel départ de la star. Le chiffre d'affaires napolitain à la ligne calcio en prendra un sérieux coup. Déjà, les abonnements au club, qui dépassaient soixante-dix mille l'an dernier, se renouvellent mal, treize-sept mille seulement pour l'instant. Les Napolitains croient au départ de l'idole et ils le montrent. Le club Napoli, avec Diego, a tout gagné, tout conquis, jusqu'à la Coupe d'Europe UEFA cette année. Sans lui, tout risque de s'écrouler. L'image du club, le totonero et toute l'industrie clandestine mais prospère, qui produit les milliers de colifichets vendus chaque jour à la gloire de la star.

A Naples, on écrit souvent Maradona avec deux « n », comme pour Santa Madonna. Menace-on de mort la Sainte Vierge ? La police napolitaine n'y croit pas, bien sûr, il y a eu récemment cette étrange « visite » dans l'appartement de Maria, la sœur de « Dieguito ». Les monte-en-l'air n'ont rien emporté : ni, pour certains, « c'est un signe évident de menace camorriste ».

Alors, trop de kilos, trop de femmes ou trop de mauvaises fréquentations ? Au fond, Maradona n'est qu'un homme. Il veut simplement retrouver son petit dieu vivant. Et quand, dans une semaine ou dans un mois, le taureau argentin, dans l'un de ses drilles foudroyantes, s'approchera sans doute des buts adverses pour décocher le coup de botte de la victoire, c'est la ville tout entière qui hurlera, encore une fois, son nom. Et tout le suspense de l'été sera oublié...

PATRICE CLAUDE.

RUGBY

Les « touristes » battus par une sélection sud-africaine multiraciale

JOHANNESBURG
de notre correspondant

La sélection des internationaux invités au centenaire de la fédération sud-africaine a eu un avant-goût, mardi 22 août, de ce que pouvait être le rugby sud-africain. Elle a été écrasée 36 à 13, à Port-Elizabeth, par le « Quinze du président », une équipe multiraciale (comptant un Noir et trois métis) qui s'est largement imposée, notamment par son pack. « Les touristes », comme on les appelle, après avoir bien résisté au cours de la première mi-temps (12 à 10), se sont écroulés au cours de la deuxième période, leurs adversaires marquant trois essais sur six en fin de match.

Huit Gallois, sur les dix arrivés la veille, avaient été sélectionnés pour cette rencontre quelque peu boudée par le public. Seuls quatre des huit Français y ont participé,

et notamment le métis de Saint-Jean-de-Luz, Jean-Philippe Elhorga, déçu, alors que Denis Charvet, bien que privé de son acolyte Philippe Sella, a, une fois encore, étonné le public sud-africain.

Le « Quinze international » n'aura donc pas la partie facile, samedi 26 août, au Cap, pour le premier test-match face aux Springboks, qui ont bien l'intention de justifier leur réputation.

M. B.-R.

● CYCLISME : championnats du monde. — La sélection française pour le championnat du monde sur route des professionnels, organisé le dimanche 27 août à Chambéry, aura la composition suivante : Laurent Fignon, Gérard Rué, Christophe Lavainne (Super-U), Charly Mottet, Eric Caritoux, Thierry Clavierot (RMO), Marc Madiot, Martial Gayant, Laurent Beaulieu (Toshiba), Bruno Cornillet (Z), Gilles Delfon (Hévéa-La Suisse) et Dominique Arnaud (Reynolds). Jean-Claude Colotti (RMO) et Pascal Simon (Super-U) ont été retenus comme remplaçants.

● TENNIS : coupe Davis. — L'équipe de France affrontera les Australiens, en Australie, du 2 au 4 février 1990, pour le premier tour de la coupe Davis.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons indiqué par erreur (le Monde du 19 août), ce n'est pas une décision de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, mais de l'université de droit, d'économie et de sciences d'Aix-Marseille que le tribunal administratif d'Aix a annulé. La faculté avait interdict à un étudiant, Rémi Dumez, de présenter un mémoire de DEA sur l'affaire du lycée militaire d'Aix tant que ne serait pas retiré de la vente l'ouvrage qu'il avait fait paraître sur le même sujet.

D'autre part dans la carte mondiale du séisme (le Monde du 23 août), Madagascar, les Comores et Cayen auraient dû figurer en force parmi les zones où il y a transmission de cette maladie.

Bicentenaire

Dans les légations étrangères à Paris

Les jeunes ont joué « les ambassadeurs de la liberté »

Une centaine de jeunes dans le cadre de l'opération « Paris 89 » (une semaine pour les droits de l'homme et la démocratie) ont joué, toute la matinée du mardi 22 août, les ambassadeurs de la liberté : par groupes de deux ou trois, ils se sont rendus dans les légations étrangères à Paris pour y déposer la Déclaration des droits de l'homme et l'appel de « Paris 89 ». A cette occasion, la RATP avait prêté à titre gracieux un bus, qui a desservi les ambassadeurs d'Afrique du Sud, du Chili, de Pologne et de Roumanie. Les deux premiers arrêts ont été rapides : une porte qui s'ouvre, deux jeunes un peu émus qui pénètrent seuls dans l'enceinte, quelques minutes d'attente, un retour les mains vides, trois mots de commentaire. L'accueil est plus décevant dans les

ambassades des pays de l'Est, où le personnel joue la transparence : visiblement attendus, les jeunes sont invités à s'asseoir et à accepter une petite collation. Le conseiller de l'ambassade roumaine distribue des quêtes et prospectus, mais refuse de donner des nouvelles de Doina Cornea, la dissidente harcelée par la police : « Je ne veux pas rompre l'ambiance amicale dans laquelle se déroule notre entretien. » Un ou deux moments de flottement dans la matinée : il manque une Déclaration à l'idée que la Coupe d'Italie allait commencer le 23 août, le championnat quatre jours plus tard et la

ronde sur le thème de la liberté, il avait confirmé sa venue aux organisateurs de la manifestation qui se tient jusqu'à samedi à l'hippodrome d'Auteuil.

Cette interdiction a va à l'encontre de la libre circulation des hommes et des idées, résultat des accords d'Helsinki signés par le gouvernement tchécoslovaque », souligne « Paris 89 » dans un communiqué.

● Alexandre Dubcek Interdit de sortie de Tchécoslovaquie. L'ancien dirigeant du printemps de Prague, Alexandre Dubcek, qui devait participer au grand rassemblement de jeunes de « Paris 89 » (le Monde du 23 août), a été interdit de sortie de Tchécoslovaquie, ont affirmé mardi soir les organisateurs de la manifestation.

Alexandre Dubcek devait intervenir mardi 22 août lors d'une table

سنة من الحرية

Histoire

Le cinquantième anniversaire du pacte germano-soviétique

Il y a cinquante ans, le 23 août 1939, était signé à Moscou, le pacte germano-soviétique. Les protocoles secrets qui l'accompagnaient permettaient à Staline d'annexer les Républiques baltes. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie contestent la légalité de

leur rattachement à l'URSS (Le Monde du 1^{er} août). M. Jean Pierre-Bloch, qui était député en 1939, raconte la séance de la commission des affaires étrangères ayant suivi cette signature, qui marqua le début de la seconde guerre mondiale.

Les pays Baltes contestent la légalité de leur rattachement à l'URSS

Les nationalistes baltes avaient prévu de marquer le cinquantième anniversaire du pacte Molotov-Ribbentrop, mercredi 23 août, par une gigantesque chaîne humaine de près de 1 000 kilomètres à travers leurs trois Républiques (Lituanie, Estonie, Lettonie), depuis le golfe de Finlande jusqu'à la frontière polonaise. Dans un appel exigeant le droit pour les pays Baltes de décider eux-mêmes de leur avenir, le Front populaire d'Estonie se déclare convaincu que « la Communauté européenne et les forces démocratiques de l'Est uniront leurs voix pour apporter leur soutien à l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie pour que le pacte et son protocole secret soient déclarés nuls et non avenue depuis le moment de leur signature ».

Dans une déclaration, le bureau politique du Parti communiste polonais a lui-même dénoncé mardi le pacte germano-soviétique, estimant qu'il avait violé les principes de respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale valables pour tous les Etats. Soulignant que toutes les dispositions de ce pacte concernant la Pologne

devaient donc être considérées comme nulles, le bureau politique ajoute cependant que cette prise de position ne concerne pas « les frontières établies en Europe de l'Est ».

Le pacte de non-agression germano-soviétique de 1939, signé par les ministres des affaires étrangères des deux pays, avait ouvert la voie à l'invasion de la Pologne par les armées allemandes, le 1^{er} septembre suivant. Des protocoles secrets prévoyaient, en échange de la neutralité de l'Union soviétique, le droit pour Staline de faire occuper les trois Républiques baltes, ce qui fut fait le 17 septembre. Celles-ci étaient intégrées un an plus tard à l'Union soviétique.

L'existence de ces protocoles secrets, qui vient d'être officiellement confirmée par une commission du Soviet suprême d'URSS chargée d'examiner la question, pose un délicat problème aux dirigeants soviétiques. Dans un entretien à la Pravda, M. Alexandre Yakovlev, membre du bureau politique et président de la commission, s'était refusé la semaine dernière à reconnaître une « corréla-

tion quelconque entre la situation actuelle des trois républiques et le pacte de non-agression ». Le Kremlin maintient que les républiques baltes ont librement voté leur rattachement à l'Union soviétique.

Dans son rapport, publié mardi par le quotidien de la jeunesse communiste d'Estonie, *Noorte Haal*, la commission du Soviet suprême adopte pourtant des conclusions différentes. Ce rapport, dont les grandes lignes avaient été rendues publiques le 8 août dernier par l'historien Iouri Afanassiev (Le Monde du 10 août), donne raison aux nationalistes baltes. Il estime que les dispositions du protocole doivent être déclarées nulles et non avenues à partir de la date de signature du pacte germano-soviétique, et non à partir de la rupture du pacte par les Allemands en juin 1941, comme le souhaitaient certains dirigeants.

L'agence Tass a également publié mardi les conclusions de la commission parlementaire mise en place par le Soviet de Lituanie sur la même question, les accompagnant d'un long rappel des déclarations de M. Yakovlev.

Selon ces conclusions, le pacte de non-agression germano-soviétique et les accords conclus plus tard élargissant « contrairement aux principes universels fondamentaux du droit international » et sont « absolument nuls depuis leur signature ». Les accords germano-soviétiques, indique la commission, « ont préétabli la perte de la souveraineté et de l'indépendance de la République de Lituanie ». Pour la commission, la déclaration sur l'adhésion de la Lituanie à l'URSS datée du 21 juillet 1940 et la loi du Soviet suprême de l'URSS en date du 3 août 1940 sur l'admission de la RSS de Lituanie à l'Union soviétique « sont illégales ».

Sciences

Un anneau complet autour de Neptune

Nouveau coup de théâtre au Jet Propulsion Laboratory de Pasadena (Californie), où plusieurs centaines de spécialistes attendent la rencontre historique de la sonde américaine Voyager-2 et de Neptune, prévue pour vendredi à 6 heures du matin (heure de Paris) : alors que la sonde se trouvait encore à plusieurs dizaines de milliers de kilomètres de son but ultime, les experts de la NASA ont annoncé, mardi 22 août, avoir détecté un anneau complet autour de Neptune. Une découverte particulièrement inattendue, puisque les scientifiques, compte tenu des observations effectuées depuis la Terre il y a quelques années, s'attendaient à trouver, au mieux, des fragments d'anneaux en orbite autour de la planète.

Les astronomes n'excluent pas que les autres fragments observés depuis la Terre correspondent également à des anneaux entiers, partiellement observables du fait de l'énorme distance — 4,5 milliards de kilomètres — qui nous sépare de Neptune. Si l'hypothèse était confir-

mée, la planète inconnue posséderait ainsi, à l'instar de ses sœurs géantes Jupiter, Saturne et Uranus, un véritable système d'anneaux. — (AFP)

Essai ajourné pour Hipparcos. Les techniciens du centre ouest-allemand d'opérations spatiales de l'Agence spatiale européenne (ESA) ont annoncé, mardi 22 août, à effectuer une cinquième tentative d'allumage du moteur d'apogée d'Hipparcos, le satellite astronomique lancé le 9 août par la fusée Ariane. Lors de ce nouvel essai, l'axe de rotation du satellite devait être « basculé » d'environ 20 %, avec la faible espoir de voir cette secousse supprimer la panne qui, depuis deux semaines, l'empêche de gagner son orbite de travail géostationnaire. Afin de ne pas gaspiller leurs chances, les responsables de l'ESA ont préféré se donner quelques jours de plus, pour calculer précisément les directions dans lesquelles cet essai (sans doute le dernier) sera effectué.

AUJOURD'HUI

COMMENT FAIRE L'AMOUR AVEC UN NÈGRE SANS SE FATIGUER

UN FILM DE JACQUES W. BENOIT

Et avec ROBERTA BIZEAU — MAKKA KOTTO

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS 36.15 LEMONDE

Culture

L'Orchestre des jeunes de la CEE en tournée

Les attentions de Bernard Haitink

L'Orchestre des jeunes de la CEE s'est arrêté le 21 août à la Pleyel pour jouer Bruckner, à l'invitation du Festival estival.

C'est devenu une tradition : chaque année depuis sa création en 1978, l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne fait une halte en France au cours de sa tournée d'été. Placée cette année sous la direction de James Judd, son directeur musical associé, et sous celle de Bernard Haitink qui fut de 1964 à 1988 le patron du Concertgebouw d'Amsterdam et qui préside aujourd'hui aux destinées du Festival de Glyndebourne, en Grande-Bretagne, cette formation aura joué à Oslo (le 11 août), Copenhague (le 13), Stockholm (le 14), Espoo (le 16), Paris (le 21) avant de partir pour Amsterdam où elle se produira le 22, puis pour Lucerne (le 24), Düsseldorf (le 2) et Londres (le 27).

L'Orchestre des jeunes de la CEE réunit cent quarante musiciens sélectionnés parmi plus de quatre mille candidats émanant des douze pays de la CEE. Agés de quatorze à vingt-trois ans, ils répètent et partent en tournée pendant les vacances scolaires, alternant les séances de travail en petits groupes avec les répétitions au grand complet.

Dès ses premières prestations, cet orchestre d'un nouveau genre fut salué par tous comme une formation digne des plus prestigieuses ensembles constitués. Et il est vrai que ses interprétations démentent la légende qui voudrait qu'un orchestre ne soit de longue durée que par la succession de chefs d'orchestre. Claudio Abbado, qui les a formés, a d'ailleurs enregistré avec eux une version du *Te Deum* de Berlioz (chez Deutsche Grammophon) qui est considérée comme le meilleur enregistrement de cette œuvre.

Lundi soir, il faisait chaud, très chaud, à la Pleyel, mais ces jeunes se tenaient droits sur leur chaise, visages tournés vers Bernard Hai-

tink : ils jouaient la *Huitième Symphonie* d'Anton Bruckner, une œuvre immense par sa durée (quatre-vingt minutes environ), vaste par les lignes qu'elle déploie ; intimidante polyphonie qui atteint un degré de complexité oublié depuis Bach ; intime et poignante dans sa façon d'atteindre au colossal par la stratification maniaque des détails, la simplicité naïve des thèmes.

Une symphonie épuisante

Prière adressée à Dieu par un homme qui lui a consacré son existence, par un compositeur rongé par le doute, le remords, miné par les saillies de son caractère Hugo Wolf et celles du critique Edvard Hanslick. Une symphonie épuisante pour un orchestre ; non qu'elle exige des musiciens un jeu vif, virtuose, mais sa tension ne se relâche jamais, implacable marche conduite par des soubassements d'orchestre qui sonnent comme martelés par le pédalier d'un orgue imaginaire.

Si l'orchestre ne fut pas irréprochable, ça et là quelques stridences, de menus dérapages, des écarts de justesse nous l'ont rattrapé (nous avons entendu tant de fois l'Orchestre de Paris ou le national moscovite qu'on ne le leur en fera pas grief), Bernard Haitink sut de bout en bout tenir ses musiciens, relancer le discours quand il le fallait, ménager des plages de détente.

Est-ce parce qu'il prend des tempos rapides, qu'il privilégie des articulations franches ? Mais Hai-

tink ne privilégie pas une approche religieuse de l'ensemble de la symphonie. Il ne la dirige pas comme Carlo Maria Giulini, Eugen Jochum ou Sergiu Celibidache, qui en font une sorte d'extase mystique étonnante mais tellement intimidante. Haitink dirige Bruckner comme il dirige Beethoven ou Brahms, avec simplicité, esprit de décision, franchise, générosité.

Il ne dirige pas non plus pour plaire, ne ménage aucun effet. Réservant au seul adagio la prière qu'il distingue, il en fait le point d'ancrage de notre écoute. Nous ne pourrions jamais oublier l'émotion tremblante de sa main gauche avant que ne surgisse des calmes synopses de l'accompagnement ce premier thème de trois notes conjointes duquel va naître l'utopie implorante du plus grand symphoniste de l'histoire de la musique depuis Beethoven.

ALAIN LOMPECH.

Le théâtre descend dans les rues d'Aurillac. — Le quatrième Festival européen de théâtre de rue d'Aurillac accueille du 23 au 27 août neuf compagnies venues de France, des Pays-Bas, de Belgique, de RFA, de Grande-Bretagne et de Pologne. Le groupe français Genarik Vapour transforme des objets insolites et le comique catalan Rosco voyageur sur cinq cents chaises. Aurillac n'échappera pas au Bicentenaire grâce à deux productions de saison de la compagnie française Union : *Le Guiltône* et *Le Cabinet des curiosités*, un petit musée sur la Révolution française.

* Festival européen du théâtre de rue d'Aurillac. Tél. : 71-48-77-22 ou 71-64-82-57.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Karine STODEL Philippe FOUZET, ont la joie d'annoncer la naissance de Joanne, le 21 août 1989.

— François Vicoeni, Christine et Francis de GAULTIER de LAGUONIE ont la grande joie d'annoncer la naissance de Juliette, à Bruxelles, le 9 août 1989.

13, drive de la Ferme, B-1970, Wemmenbach-Oppens, Belgique.

— Bertrand et Isabelle BARROIS-MULLER, Emmanuel, Christian et Marguerite ont la joie d'annoncer la naissance de Rémi.

Saint-Genis-Laval, le 17 août 1989.

— Bienvenue à Vadim LEIMBACH, né le 17 août 1989, à 14 heures. 166, avenue Parmentier, 75010 Paris.

Décès

— M^{me} Geneviève Bonnet, M^{me} Yvonne Bonnet, l'ingénieur général de l'armement (C.R.) et M^{me} Paul Bonnet. Le professeur et M^{me} Jacques Lecomte. Ainsi que tous ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges BONNET, née Gabrielle Walther,

rappelée à Dieu, dans sa quatre-vingt-seizième année, à Saint-Léonard (Indre-et-Loire), le lundi 21 août 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu au prieuré de Saint-Léonard, par Chinon (Indre-et-Loire), le jeudi 24 août, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Christiane LÉNIER

15 août 1989.

Pierre DMITRIENKO, 15 avril 1974.

« Qui de nous deux invente l'autre ? » Eluard.

— Le docteur Jean-Michel Schwann, son fils, Le docteur Kari Schwann, sa belle-fille, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Constantin SCHWANN, dit Constant,

survécu en son domicile, le 22 août 1989, à soixante-dix-huit ans, des suites d'une longue et douloureuse maladie.

L'inhumation aura lieu le vendredi 25 août, à 14 h 15, au cimetière de Cachan (26, avenue Carnot, 94230 Cachan).

Cet avis tient lieu de faire-part.

25, rue Edmond-Rostand, 94310 Orly.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mardi 5 septembre à 14 h 30, salle Louis-Lard, 17, rue de la Sorbonne, M^{me} Maya Selim Said Shadad : « Esthétique comparée des styles de danse classique ».

— Université Paris-VII, le mercredi 6 septembre à 14 heures, à l'Ecole polytechnique, centre de mathématiques, Palaiseau Cedex, M. Albert Foulberg : « Contribution à la géométrie différentielle ».

— Université Paris-Val-de-Marne (Crétail), le jeudi 7 septembre, à 14 h 30, salle des fêtes, bâtiment P, M. Jean-Marie Heslan : « Rôle des médiateurs d'origine lymphocytaire dans la perméabilité capillaire : application à la pathologie rénale ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 8 septembre (Sorbonne), salle Louis-Lard, M^{me} Catherine Tourrette, née Forget : « L'étude différentielle des premières acquisitions des nourrissons ».

« Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Les deux faces de la CEE en Tunisie

Deux de Bernard Haitink

Il y a deux faces à Bernard Haitink. D'une part, celui qui est le chef d'orchestre le plus demandé du monde, celui qui dirige les plus grandes orchestres du monde, celui qui est le plus aimé des musiciens. D'autre part, celui qui est le plus détesté des musiciens, celui qui est le plus détesté du public, celui qui est le plus détesté de la critique. C'est ce contraste qui rend Bernard Haitink si intéressant. C'est ce contraste qui rend Bernard Haitink si controversé. C'est ce contraste qui rend Bernard Haitink si fascinant.

Il y a deux faces à Bernard Haitink. D'une part, celui qui est le chef d'orchestre le plus demandé du monde, celui qui dirige les plus grandes orchestres du monde, celui qui est le plus aimé des musiciens. D'autre part, celui qui est le plus détesté des musiciens, celui qui est le plus détesté du public, celui qui est le plus détesté de la critique. C'est ce contraste qui rend Bernard Haitink si intéressant. C'est ce contraste qui rend Bernard Haitink si controversé. C'est ce contraste qui rend Bernard Haitink si fascinant.

Le Carnet du Monde

Le Carnet du Monde. Un carnet de notes, un carnet de souvenirs, un carnet de travail. C'est un carnet qui vous aide à organiser votre vie, à gérer votre temps, à accomplir vos projets. C'est un carnet qui vous aide à vous connaître, à vous découvrir, à vous réaliser. C'est un carnet qui vous aide à vivre, à aimer, à espérer.

Le Carnet du Monde. Un carnet de notes, un carnet de souvenirs, un carnet de travail. C'est un carnet qui vous aide à organiser votre vie, à gérer votre temps, à accomplir vos projets. C'est un carnet qui vous aide à vous connaître, à vous découvrir, à vous réaliser. C'est un carnet qui vous aide à vivre, à aimer, à espérer.

Le Carnet du Monde. Un carnet de notes, un carnet de souvenirs, un carnet de travail. C'est un carnet qui vous aide à organiser votre vie, à gérer votre temps, à accomplir vos projets. C'est un carnet qui vous aide à vous connaître, à vous découvrir, à vous réaliser. C'est un carnet qui vous aide à vivre, à aimer, à espérer.

Le Carnet du Monde. Un carnet de notes, un carnet de souvenirs, un carnet de travail. C'est un carnet qui vous aide à organiser votre vie, à gérer votre temps, à accomplir vos projets. C'est un carnet qui vous aide à vous connaître, à vous découvrir, à vous réaliser. C'est un carnet qui vous aide à vivre, à aimer, à espérer.

Le Carnet du Monde. Un carnet de notes, un carnet de souvenirs, un carnet de travail. C'est un carnet qui vous aide à organiser votre vie, à gérer votre temps, à accomplir vos projets. C'est un carnet qui vous aide à vous connaître, à vous découvrir, à vous réaliser. C'est un carnet qui vous aide à vivre, à aimer, à espérer.

Le Carnet du Monde. Un carnet de notes, un carnet de souvenirs, un carnet de travail. C'est un carnet qui vous aide à organiser votre vie, à gérer votre temps, à accomplir vos projets. C'est un carnet qui vous aide à vous connaître, à vous découvrir, à vous réaliser. C'est un carnet qui vous aide à vivre, à aimer, à espérer.

Le Monde INTERNATIONAL

INGÉNIEUR AGRONOME
(formation universitaire)

Dans le cadre d'un appel à la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) à Lomé (Togo), la direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA) cherche un/une

Exigences :

- 10 ans d'expérience professionnelle (l'expérience du tiers-monde est indispensable),
- facultés de conception, d'analyse et de synthèse,
- maîtrise des méthodes d'évaluation et de suivi des projets,
- capacités de négociation et de formation,
- aisance et doigté dans les relations humaines,
- aptitude à travailler en équipe,
- bonne condition physique,
- bonne connaissance du français (anglais souhaitable).

Prestations :

- contrat de 2 ans (renouvelable), le contrat sera établi entre la BOAD et l'expert,
- salaire en fonction de l'expérience,
- prestations sociales selon les conditions usuelles.

Lieu d'affectation : Lomé (Togo).

Entrée en fonctions : dès que possible.

Les offres de services avec CV parviendront, avant le 30-9-89, à la Direction de la Coopération au Développement et de l'Aide Humanitaire, 3003 Berne.

Computer center manager
Halliburton Logging Services (UK) LTD.
Une compagnie de géométrie dans le domaine du forage pétrolier, recherche

UN COMPUTER CENTER MANAGER

Basé à Londres, le candidat choisi sera un log analyst expérimenté avec expertise particulière en open hole, cased hole, et VSP interprétation.

Il aura la responsabilité de tous les computer centers de la société situés en Europe et en Afrique.

Le salaire sera particulièrement intéressant et tiendra compte de l'expérience du candidat.

Prêre d'écrire à :

Halliburton Logging Services (UK) LTD
Howe Moss Avenue, Kirkhill Industrial Estate,
Dyce, Aberdeen AB2 0GP.

International Fund for Agricultural Development, IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for post of Technical Adviser (Agronomy) to assist the Project Management on agronomic aspects of the Fund's programmes, specifically:

1. Provide technical guidance to missions.
2. Review technical reports on developments at various points in the project cycle, evaluate and comment on agronomic, financial and economic criteria.
3. Evaluate agricultural technology proposed in projects in terms of agro-climatic, economic and cultural conditions and institutional and management capacity for technological change.
4. Assist in developing project pipeline.
5. Assist/prepare technical reports.

Advanced university degree or equivalent in agricultural sciences, with 10-15 years' experience including at least 7 years in developing countries and/or with international financial institutions or non-government organizations. Technical or managerial expertise in applied agriculture. Familiarity with effects of economic policies on food and agriculture. Ability to draft concisely. Excellent knowledge of English and good working knowledge of French, Spanish or Arabic.

Net base salary per annum will range from US\$ 36,293 to US\$ 44,340. Cost of living allowance, subject to change according to United Nations Common System, will range per annum from US\$ 16,157 to 17,498.

Initial contract is for two years.

Deadline for applications: 25 September 1989.

Send two applications to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafino, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgment.

CHAIRE DE LANGUES ROMANES

Le Conseil d'administration cherche à pourvoir le poste ci-dessus.

Date limite de réception des candidatures : 31 août 1989

Toute autre information peut être obtenue auprès du secrétaire général.

U.C.G., THE REGISTRAR, CO, GALWAY, IRLANDE.

Centres Suisse d'Electronique et de Microtechnique
SA/Matériau 71/CH-2007 Neuchâtel Rech. pr son serv. Supplémentaire conf. conf. d'exp. CEPI et/ou mand. OES, format. electron. ou microtech.

b. econ. engl. et all.
Env. CV + prétentions
Service personnel CSEM.

Un emploi en Suisse ?
La clinique médicale chirurgicale Valmont, 1823 Glion/Montreux (CH) cherche pour entrer immédiatement (urgent)

UNE DIÉTÉTICIENNE DIPLOMÉE
Veuillez adresser vos offres à la direction, ou prendre contact par téléphone au (019) 41-21-853-46-51. Demander le nom FETZ.

automobiles

Porsche 911 Carrera RS 2.7 N° 178

Touring transformée en version allégée, blanche et rouge, moteur 1 600 km seulement, comme neuve, à partir de 178 000 Dfl

Tél. 19 48 5222/28122.

Le Monde CADRES

ACTIS
RELATIONS PUBLIQUES

Entreprise leader de la profession en France (50 collaborateurs permanents ; une marge brute de 25 millions de francs en 1988)

recrute pour **FINACTIS**
filiale spécialisée en communication financière

2 CHARGÉ(ES) DE DOSSIERS

Formation universitaire (Sciences Po ; HEC ; Maîtrise de gestion, ...). Compétences financières. Très bonne capacité de rédaction. Anglais courant.

Condition requise :
Une expérience professionnelle d'au moins trois ans acquise au sein d'un établissement de crédit.

Adresser CV, photo et prétentions à : Département Ressources Humaines, ACTIS Relations publiques, 78, avenue Raymond-Poincaré, 75118 Paris.

CA
ADJOINT DIRECTION COMMERCIALE

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Lot-et-Garonne recherche pour son siège à AGEN

Proposer les orientations de politique commerciale, marketing, communication externe et faire évoluer les structures commerciales du réseau, telles que vos principales missions.

Par ailleurs, vous animerez et coordonnerez les 48 agences du réseau et les services administratifs de la Direction.

Le poste inclut également la gestion des ressources humaines et suppose une disponibilité pour les relations publiques.

A 35 ans environ, de formation supérieure (Sciences ECO ou SUP de CO) complétée par une spécialisation (IB), vous avez acquis une bonne expérience de la gestion d'un réseau bancaire.

Vous conjuguez sens de la négociation et goût de la communication.

Ref. ADC H/F

RESPONSABLE FINANCEMENT ENTREPRISES

Ref. RFE H/F

Votre mission consiste à développer l'activité FINANCIÈRE auprès des entreprises, commerçants et professionnels libéraux, dans un souci permanent de maîtrise du risque.

A partir de la politique de votre secteur d'activité, que vous aurez vous-même contribué à définir, vous adapterez structures et procédures aux attentes de la clientèle.

Animation de l'équipe (15 pers.) et formation du réseau sont également vos missions.

A 35 ans environ, de formation supérieure (SUP de CO - ITB) vous justifiez d'une excellente culture financière. Rigueur, organisation et esprit d'équipe sont vos points forts.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre manuscrite, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à : CRCAM du LOT-ET-GARONNE - Route d'Auch - BOE - 47006 AGEN

ENTREPRISE DE PRESSE
recrute

JOURNALISTE

Bonne formation universitaire, intéressé par les problèmes de communication (presse écrite, audiovisuel, techniques nouvelles de communication, publicité, relations publiques).

Adresser CV + photo à :

N° 8484 Le Monde Publiété
6, rue de Montessuy
75007 PARIS

MUTUELLE NATIONALE
recrute

AGENT DE MAÎTRISE

pour suivi de l'activité des sections en fonction des besoins.

Rémunération 104 KF (profil : licence, préférence UV, trois ans, ou S.S. ou éco. santé)

Envoyer C.V. au n° 8457 Le Monde Publiété
6, rue de Montessuy
75007 PARIS

Recrute adjoint direction d'externat et internat DEPA ou BTS DUT comm. Exp. souv. Env. C.V. à un M.C. 11, av. A-Gord, 14000 Com.

La Maison de la Culture de La Rochelle
recrute

UN ADMINISTRATEUR

Poste à pourvoir dès le 1.09.89 Salaires selon convention collective U.M.C.

Adresser candidatures et C.V. à :

Maison de la Culture de La Rochelle, 4, rue Saint-Jean-du-Péret, 17025 La Rochelle

INSTITUTIONS PRIVÉES
cath. a/contrat, 30° Est Paris cherchent pour chaîne rentrée :

1 PROFESSEUR
agréé ou certifié d'HISTOIRE

pour enseigner en classe pré. par. (lettre sup., 1° supérieur)

1 PROF. D'ALLEMAND

1 PROF. D'ESPAGNOL
plein temps

DES SURVEILLANTS(CS)

Ad. lettre, CV, photo au MONDE, sous n° 8482 S. r. de Montessuy, Paris-7.

DEMANDES D'EMPLOIS

PSY-CLIN
posséd. 450 h sup. des Séd. et Toulou. Exp. Toulou 1971, rue de l'Université 75007 PARIS

J. F. d'azou, 22 ans, bilingue français, anglais, allemand et japonais scolar., cherche emploi par ex. : serveur, ou par. aide dans un centre équestre.

Michèle Michaud, Jégou 55 V52, DK-6000 Odense C.

propositions diverses

Diplômée rech. IF au sein pour 2 ans (1 et 3 ans) à part. août 89 à Toulou. Env. avec photo à : L. Yvonot Les Rimes, 46250 Castels. (16) 66-22-61-10.

villegiature

Var, 8 km de Fréjus Particulier loue maison au calme dans la pinède pour 8 personnes. Dans parc avec piscine, tennis, sports, animations. 2 000 F par semaine, libre à partir du 28 août.

Tél. HB 42-47-46-03, la nuit 64-21-08-05.

DRISCOLL HOUSE-HOTEL
200 chambres simples et 100 par son. demi-pension. Rens. 172 New Kent Road LONDON SE1 4YT-GB 19-44-1-703-41-75.

LE N°2 À LYON DE NOTRE AGENCE DE COMMUNICATION RESSOURCES HUMAINES

Notre agence sur le marché rhône-alpin recherche pour confirmer sa croissance un véritable

COMMERCIAL ORGANISATEUR

Après audit, il proposera l'organisation la plus performante. Chargé d'assister le Responsable de l'Agence, il assurera le rôle d'interface avec le siège parisien.

Ce Challenge, tourné vers le développement de clientèle, réclame du candidat une expérience similaire significative en entreprise, et si possible la connaissance du milieu des Ressources Humaines.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous référence XB1 à :

HCA - 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS

L'AFPA
recherche pour son Centre Pédagogique et Technique d'Appui de LYON-VENISSIEUX, une

Documentaliste

Chargée d'organiser, gérer et animer :

- la documentation technique et pédagogique de l'établissement,
- le centre de ressources documentaire et pédagogique mis à disposition des personnels AFPA des régions AUVERGNE, BOURGOGNE et RHÔNE-ALPES.

Conditions requises :

- Solide culture générale.
- Formation initiale minimum de niveau III en documentation.
- Connaissance et expérience de l'utilisation de moyens et d'outils pédagogiques.
- Maîtrise de l'anglais. Deuxième langue appréciée.
- Pratique de la micro-informatique : logiciels Text souhaités.
- Connaissance du milieu industriel appréciée.
- Qualités d'organisation, d'initiative, de sens du service ainsi qu'un bon contact avec le public.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite + CV) AVANT LE 31 AOÛT 1989 à Monsieur le Directeur du CPTA - AFPA, 35, Bd de Jodino 69694 VENISSIEUX CEDEX

afpa

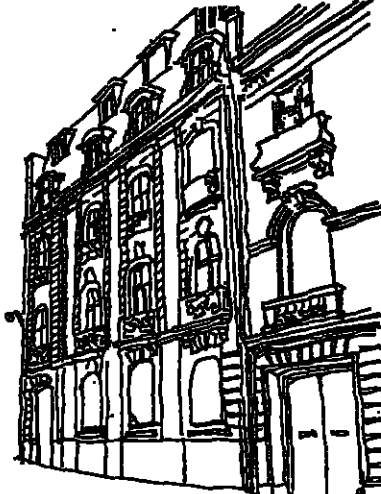
Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

GROUPE ZAUBERMAN

ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS
paiement comptant

PROMOVIM
3, rue Etienne-Marcel
75001 PARIS.
Tél. : 42-36-56-26

EXPERTISE VOS IMMEUBLES de toutes catégories PARIS & BANLIEUE
RÉNOVATION - PROMOTION



MEGEVE
« A FLEUR... DE NEIGE »

Dans un élégant immeuble rénové du centre ville et à proximité de la télécabine du Chamois, appartements luxueux de 3, 4 et 5 pièces, grandes terrasses, jardins pour les appartements du rez-de-chaussée. Très belles finitions. Situation calme et ensoleillée. Garages en sous-sol. Livraison Pâques 1990.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter :

BROLIET S.A.
23, quai des Bergues
1201 GENEVE
tél. (19-41-22) 7313800.

هذا هو الحق

هذا من اجل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, *le Monde* consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent

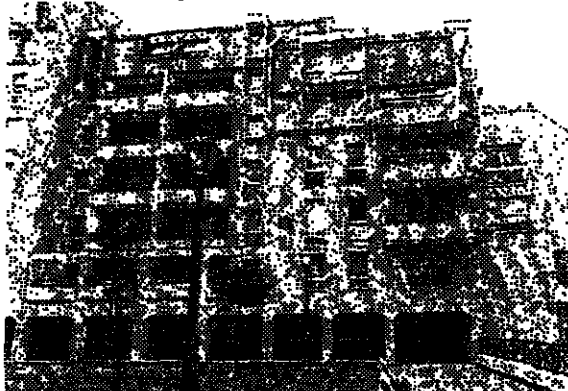
donc aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre *le Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
8 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio 35 m ² , 1 ^{er} étage	66/67, av. Champs-Élysées AGF - 42-44-00-44	3.770 + 260						
9 ^e ARRONDISSEMENT								
5 pièces 150 m ² , 1 ^{er} étage	10, rue de Maubeuge AGF - 42-44-00-44	13.500 + 1.200						
2 pièces 60 m ² , r.-de-c.	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44	5.500 + 418						
3 pièces 76 m ² , 2 ^e étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44	7.500 + 525						
3/4 pièces 95 m ² , 5 ^e étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44	10.000 + 877						
11 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio meublé 36 m ² , rez-de-ch.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	2.170 CC/sem.						
Studio meublé 28 m ² , r.-de-c.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	1.740 CC/sem.						
2 pièces meublées 46 m ² , 5 ^e étage	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.480 CC/sem.						
2 pièces 52 m ² , 1 ^{er} étage	12, rue des Bluets AGF - 42-44-00-44	3.900 + 300						
5 pièces, park. 103 m ² , 1 ^{er} étage	11, rue Pichon SAGGEL - 47-42-44-44	7.150 + 1.225						
3 pièces 72 m ² , r.-de-c.	12, imp. Carrière-Maignet SGI/CNP - 43-71-48-17	4.377 + 869						
3 pièces, park. 71 m ² , 4 ^e étage	12, imp. Carrière-Maignet SGI/CNP - 43-71-48-17	5.855 + 869						
12 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces, parking 63 m ² , 2 ^e étage	76, rue de Bercy LOCARE - 45-79-20-22	5.484 + 392						
2 pièces, parking 40 m ² , 1 ^{er} étage	7-15, rue Sid-Brahim LOC INTER - 47-45-19-97	3.850 + 456						
4 pièces 117 m ² , 2 ^e étage	9-10, rue Jules-César AGF - 42-44-00-44	10.400 + 1.340						
13 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces 82 m ² , 4 ^e étage	16, rue des Frères-d'Artier SGI/CNP - 45-85-64-16	5.234 + 772						
Studio, parking 38 m ² , 4 ^e étage	16, rue de Rungis SGI/CNP - 45-85-64-16	3.380 + 558						
14 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces, park. 50 m ² , 2 ^e étage	199, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	5.448 + 390						
4 pièces, duplex 100 m ² , 7 ^e étage	96, avenue du Maine SGI/CNP - 43-22-23-81	10.588 + 1.310						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio 40 m ² , 8 ^e étage	46, rue d'Alleray AGF - 42-44-00-44	3.740 + 550						
18 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio 30 m ² , 5 ^e étage	110, rue Marcadet AGF - 42-44-00-44	2.840 + 530						
20 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 66 m ² , 2 ^e étage	19, rue d'Annam AGF - 42-44-00-44	3.900 + 810						
78 - YVELINES								
4 pièces 90 m ² , r.-de-ch.	Le Chesnay 40, bd Saint-Antoine SGI/CNP - 39-54-47-29	4.496 + 801						
Maison 6 pièces, 132 m ² , jard.	Noisy-le-Roi 58, av. Georges-Buffon SGI/CNP - 30-44-01-13	7.752 + 464						
3 pièces 71 m ² , 7 ^e étage	Poissy 5, av. des Ursulines SGI/CNP - 30-74-32-14	3.858 + 758						
3 pièces 78 m ² , 3 ^e étage	Rocquencourt 11, rue des Erables SGI/CNP - 39-55-87-21	4.328 + 1.018						
6 pièces 137 m ² , 1 ^{er} étage	Rocquencourt 13, rue des Erables SGI/CNP - 39-55-87-21	6.494 + 1.721						
Studio 34 m ² , r.-de-ch.	Saint-Germain-en-Laye 40, quai, « B » r. des Ursulines AGF - 42-44-00-44	3.350 + 240						
92 - HAUTS-DE-SEINE								
Studio 18 m ² , 1 ^{er} étage	Antony 2, rue de la Providence SOFIAM - 46-86-28-51	2.100 + 110						
2 pièces 49 m ² , 1 ^{er} étage	Antony 2, rue de la Providence SOFIAM - 46-86-28-51	4.400 + 390						
3 pièces 66 m ² , 1 ^{er} étage	Antony 2, rue de la Providence SOFIAM - 46-86-28-51	5.300 + 550						
4 pièces 85 m ² , 2 ^e étage	Antony 2, rue de la Providence SOFIAM - 46-86-28-51	6.000 + 770						
5 pièces 102 m ² , 1 ^{er} étage	Antony 2, rue de la Providence SOFIAM - 46-86-28-51	6.500 + 800						
2 pièces, park. 50 m ² , 2 ^e étage	Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-86-61-05	3.480 + 501						
Studio 31 m ² , 1 ^{er} étage	Bois-Colombes 11-17, rue du Gal-Lacour AGF - 42-44-00-44	2.130 + 410						
Studio 31 m ² , 5 ^e étage	Boulogne 24, rue de Sully SGI/CNP - 46-03-61-83	2.380 + 551						
2 pièces 58 m ² , r.-de-ch.	Boulogne 3, rue de l'Atrévoir SGI/CNP - 46-03-61-83	4.230 + 891						
2 pièces 40 m ² , 1 ^{er} étage	Boulogne 22, rue de Sully SGI/CNP - 46-03-61-83	2.742 + 702						
2 pièces, park. 45 m ² , 3 ^e étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-95	4.385 + 463						
3 pièces 72 m ² , 6 ^e étage	Courbevoie 2, av. du Parc, place Charras AGF - 42-44-00-44	4.700 + 420						
92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)								
4 pièces, park. 85 m ² , 1 ^{er} étage	Issy-les-Moulineaux 21, rue Foucher-Lepelletier LOC INTER - 47-45-19-97	6.084 + 965						
3 pièces 66 m ² , 2 ^e étage	Issy-les-Moulineaux 26, rue Diderot AGF - 42-44-00-44	4.000 + 990						
5 pièces, 2 park. 100 m ² , 1 ^{er} étage	Issy-les-Moulineaux 14, avenue Jean-Monnet SAGGEL - 46-08-80-38	6.750 + 854						
3 pièces, park. 71 m ² , 4 ^e étage	Issy-les-Moulineaux 14, avenue Jean-Monnet SAGGEL - 46-08-80-38	4.900 + 808						
4 pièces, park. 82 m ² , 1 ^{er} étage	Issy-les-Moulineaux 14, avenue Jean-Monnet SAGGEL - 46-08-80-38	5.500 + 704						
2 pièces 73 m ² , r.-de-ch.	Neuilly 43 bis, bd Victor-Hugo SGI/CNP - 46-24-54-46	6.481 + 781						
2 pièces 58 m ² , 2 ^e étage	Suresnes 20, rue Salomon-de-Rothschild AGF - 42-44-00-44	3.800 + 870						
2 pièces, park. 66 m ² , 9 ^e étage	Vanves 108, avenue Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44	3.482 + 765						
3 pièces, park. 72 m ² , 1 ^{er} étage	Vanves 108, avenue Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44	3.996 + 928						
93 - SEINE-SAINT-DENIS								
4 pièces, park. 95 m ² , 7 ^e étage	Pantin 19, avenue J.-Léve LOC INTER - 47-45-19-97	4.953 + 887						
94 - VAL-DE-MARNE								
4 pièces, park. 87 m ² , 3 ^e étage	Charenton-le-Pont 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	7.076 + 1.055						
3 pièces, park. 74 m ² , 1 ^{er} étage	Saint-Mandé 31-33, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	5.155 + 773						
5 pièces, park. 95 m ² , 1 ^{er} étage	Saint-Mandé 25-29, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	6.037 + 1.040						
33 - GIRONDE								
4 pièces, garage 105 m ² , 1 ^{er} étage	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONST - 55-90-11-33	5.000 + 550						
3 pièces 78 m ² , 2 ^e étage	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONST - 55-90-11-33	4.150 + 450						

SAINT-CLOUD 2, 4, 6, square Sainte-Clothilde



Résidence de bon standing

Située dans le centre de Saint-Cloud,
à proximité des écoles,
commerces, mairie et transports.
Sur 45 appartements certains
ont une vue exceptionnelle sur Paris.

AGF Location, 27, rue Laffitte, Paris-9.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : * Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 23 août

TF 1

20.35 Feuilleton : La vengeance aux deux visages. De Karen Arthur, avec Rebecca Gilling, James Reyno (8 épisodes).
21.10 Sport : Football. Match retour des barrages de la coupe de l'UEFA : Dynamo de Zagreb-Auxerre (en direct).
23.55 Magazine : Ex libris. De Patrick Poivre d'Arvor. Les meilleures séquences de l'émission « Sciences » : Stephen Hawking, Claude Lévi-Strauss, Remy Chauvin, André Gide, Jacques Ninio, Jean-Michel Truong, Boris Vian. 0.55 Documentaire : Embarkement porte n° 1. De Jean-Pierre Hulin.
8. Anvers, de Philippe Pouzenc. 1.25 Journal et météo. 1.45 Feuilleton : C'est déjà demain.

A 2

20.35 Feuilleton : La valise en carton. De Michel Wyn. D'après le roman de Linda de Souza, avec Souad Amidou, Irène Papis, Maurice Barrier, Sophie Rodriguez (2^e épisode). 22.35 La caméra cachée. De Gérard Kouchner et Gérard Péloux-Weber. 1. La contagion. 0.10 Informations : 24 heures sur la 2. 0.30 Météo. 0.35 Soixante secondes. Le cardinal Albert Decourtray.

FR 3

20.35 Théâtre : les Quatre Vénités. Pièce de Marcel Aymé, mise en scène par René Clermont, avec Jacques Duby, Paul Noth, Robert Murrucci, Marthe Mercadier. 22.30 Magazine : Archipel sonore. Trio opus 97. A l'archipel... 3^e mouvement. Andante cantabile, de Ludwig von Beethoven, par le Trio Wanderer. 23.00 Journal et météo. 23.30 Magazine : Océaniques. La lecture du siècle de Noël Burch. 6. Allégues, 1925-1931. A 23.45, Pablo Casals, un portrait de Robert Snyder. 0.15 Musiques, analyse.

CANAL PLUS

20.30 Sport : Football. Le match retour des barrages de la coupe de l'UEFA : Dynamo de Zagreb-Auxerre. En cas de prolongation, les éliminatoires suivants seront retardés d'au moins 22.30 Flash d'informations. 22.35 Cinéma : Le Gang des otages □ Film français d'Edouard Molinaro (1972). Avec Bulle Ogier. 23.50 Cinéma : Soudiez-moi, docteur ! □ Film américain de Burt Reynolds (1978). Avec Burt Reynolds, Dom de Luis, Joann Woodward (v.o.). 1.25 Cinéma : Moustiers □ Film français de Jean-Paul Le Chanois (1964). Avec Jean Gabin, Liseotte Pulver, Mireille Darc.

Jeudi 24 août

TF 1

13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour. 14.20 Série : Commissaire Moulin. 15.55 Feuilleton : En cas de bonheur. 16.20 Ours à l'assaut. 16.30 Club Duvet vacances. 18.15 Série : Les rues de San-Francisco. 19.05 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.35 Feuilleton : Orages d'été. De Jean Sagols, avec Annie Girardot, Gérard Klein, Alain Doutey (7 épisodes). 22.05 Série : L'ami Manassant. Madame Baptiste, de Claude Santelli, avec Isabelle Huppert, Françoise Berge, Roger Van Hool. 23.40 Feuilleton : La chaudière. De Peter Jeffries et Mike Vardy, d'après A.J. Cronin, avec Gareth Thomas (9 épisodes). 0.30 Journal et météo. 0.50 Série : Drôles d'histoires. Mémoires : Adieu partenaire. 1.10 Feuilleton : C'est déjà demain.

A 2

14.55 Série : Falcon Crest. 14.55 Série : Chansons Strip. 15.50 Documentaire : Histoire de la musique. De Daniel Coillet et Jean-Marc Leblond. 3. L'aventure à la voile. 16.45 Série : Starman. 17.30 Dossiers animés. 17.45 Série : Les voleurs. 18.10 Jeu : Trivial pursuit. 18.35 Série : Top models. 18.55 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Le journal de la Révolution. 19.25 Feuilleton : L'été de la valse. 19.40 Variétés : Galia d'été. 20.00 Journal et météo. 20.35 Cinéma : L'Amal de Vincent □ Film français de Pierre Granier-Deferre (1983). Avec Philippe Noiret, Jean Rochefort, François Cluzet, Jean Blaise. 22.10 Météo. 22.15 Voyage pile au zénith. Le concert de Renaud au zénith en octobre 1988. 23.05 Documentaire : Les gens du fleuve. De Marie-Joséphine Grojean. Un Malien de France retourne vingt ans après dans son village. 0.00 Informations : 24 heures sur la 2. 0.20 Météo. 0.25 Soixante secondes. Hector Babenco, cinéaste.

FR 3

13.30 Magazine : Regards de femme. 13.57 Flash d'informations. 14.00 Feuilleton : Flamingo road. 14.50 Magazine : 40^e à l'ombre de la 3. 16.00 Flash d'informations. 16.03 Magazine : 40^e à l'ombre de la 3 (suite). Variétés : Image. Nathalie Aumont, Richard Stenbrig, Loni Moore. 17.00 Flash d'informations. De 17.05 à 18.00 Annuaire 3. 17.05 Petit ours brun. 17.06 Les recettes de Gil et Julie. 17.10 Moustiers habiles. 17.35 Feuilleton : L'été de la valse. 18.00 Magazine : Dressez-vous la météo. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.58 Dossiers animés : Ulysse 31. 20.05 Jeu : La classe. 20.35 Cinéma : La ligne de démarcation □ Film français de Claude Chabrol (1966). Avec Maurice Ronet, Jean Seberg, Daniel Gélin, Stéphane Audran. 22.30 Journal et météo. 22.55 Magazine : Océaniques. La vie filmée, de Jean-Pierre Alessandrini et Jean Baromet. 4. 1936-1940. Auto-chronique des Français à travers un montage de films amateurs. Touchant et passionnant. 23.50 Musiques, musique. Symphonie pour cordes en mi majeur, d'Antonio Vivaldi par l'Ensemble Concerto Koln.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Le Quatrième Protocole □ Film britannique de John McKenzie (1987). Avec Michael Caine, Pierce Brosnan, Joanna Cassidy. 15.30 Cinéma : Interview □ Film italien de Federico Fellini (1986). Avec Sergio Rubini, Maurizio Merli, Marcello Mastroianni. 17.25 Cabos cañon. Circus : Agence touristique. En clair jusqu'à 20.30. 18.15 Cabos cañon. SOS fantômes. 18.40 Série : Badge 714. 19.09 Flash d'informations. 19.10 Top album. Présenté par Marc Tesson. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Série : AIB! AIB! □ 20.30 Cinéma : A la recherche de Garbo □ Film américain de Sidney Lumet (1984). Avec Anne Bancroft, Ron Silver, Carrie Fisher, Catherine Hicks.

Audience TV du 22 août 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	33,4	Santa-Barbara	Journal révol.	Actual. régio.	Top 50	Denis la Malice	Petite maison
		16,6	1,4	10,0	1,3	3,1	1,2
19 h 45	34,4	Roue fortune	Galie d'été	19-20 info	Top 80	Happy Days	Cher amour
		15,1	2,6	9,3	2,1	3,7	1,6
20 h 18	42,8	Journal	Journal	La classe	A01 A01	Journal	N°1 au service
		19,8	9,7	6,1	0,9	2,6	3,5
20 h 55	49,3	Jour plus long	St Vénérand...	Le combat	4 ^e protocole	Les réformés	Cinquante...
		22,0	10,2	7,6	1,8	7,9	1,6
22 h 8	42,6	Jour plus long	Prof. comique	Sok 3	4 ^e protocole	Série annonce	6 minutes
		27,0	6,2	3,3	1,6	3,7	1,4
22 h 44	34,2	Jour plus long	Prof. comique	TV régionale	Interview	Pub	Tom Dollar
		24,9	4,8	1,5	0,2	2,7	1,2

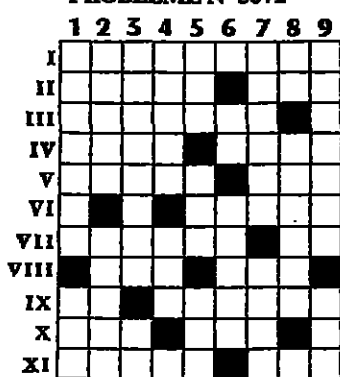
décidé de procéder au contrôle des

Ca. V.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5072



HORIZONTALEMENT

1. Peut avoir un rôle à jouer quand ça ne tourne pas rond. — II. Un qui est décidé à ne pas faire de cadeau. Offre la possibilité d'effeuiller la marguerite. — III. Certains lui doivent de se retrouver dans de beaux draps. — IV. Enfants sur une lie. Faite au fait. — V. Aimait à ce que l'on fasse bonne mesure. A colonisé la planète. — VI. Ce n'est pas en cadeau qu'on l'offre. — VII. Servent à poser. Conjonction. — VIII. Visité trois pays. S'écrit grâce aux bonnes œuvres. — IX. X'a droit au but. Victime du feu. — X. On il n'y a certes pas anguille sous roche. Endroit où l'on peut atteindre des sommets. — XI. On leur apporte parfois un certain soutien. Possessif.

VERTICALEMENT

1. Un qui est souvent à côté de la plaque. Est tout près de l'eau. — 2. Il n'est pas rare qu'on y mette les petits plats dans les grands. Qui ne saurait nous mettre en difficulté. — 3. Oblige maintes personnes à se servir la ceinture. Est initié au combat. — 4. Façon de parler. Est faite pour frapper. — 5. Qui a donc été à l'origine d'une délivrance. Avait à livrer bataille. Permet d'obtenir du liquide. — 6. A cause de lui, bien des gens étaient à l'ombre sans avoir quelque chose à se reprocher. Aime la montagne. — 7. Tend des pièges. Où se complètent l'eau et la terre. — 8. Le pays des merveilles. Ne sont pas très goûtés parce qu'ils sont sages. — 9. Trouver à redire. La femme à barbe ?

Solution du problème n° 5071

Horizontalement
I. Sandwich. — II. Coué. Aven. — III. Ill. Eté. — IV. Minime. Dé. — V. Ede. Prier. — VI. Te. Ars. Bu. — VII. Issue. Sas. — VIII. Amical. — IX. Raton. Blé. — X. Intérêt. — XI. Entée. Era.

Verticalement
1. Cimetiére. — 2. Solides. — 3. Aulne. Satin. — 4. Ne. Aumône. — 5. Empreinte. — 6. Waters. — 7. Ivo. Sabre. — 8. Ce. Déballer. — 9. Huméris. Etd.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 24 AOUT

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures, entrée principale, boulevard de Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlade).
« Le village de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, sortie métro Saint-Germain-des-Prés (L. Hanlier).
« Jardins et ruelles enfumées des vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Claude-Lorraine (M^{me} Cazas).
« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Rémy Rousselle).
« L'hôtel de Lamoignon », 14 h 30, métro Pont-Marie (Commission d'ici et d'ailleurs).
« Le Grand Louvre, de Philippe Auguste à la Pyramide », 15 heures, porche de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (Tourisme culturel).
« Le Panthéon », 15 heures, entrée principale (Paris et son histoire).
« La découverte du quartier Montmartre », 15 heures, métro Cité-Universitaire (V. de Langlade).
« La Révolution à Paris à travers l'hôtel Carnavalet », 15 h 20, devant le musée C. Merle.
« Hôtels célèbres du Marais est », 21 heures, métro Saint-Paul (C. Merle).

MONUMENTS HISTORIQUES

« La crypte archéologique du parvis de Notre-Dame, la Sainte-Chapelle », 11 heures, à l'entrée de chaque monument.
« Dans l'hôtel Le Peletier de Saint-Fargeau, Paris, du Second Empire à la Belle Époque », 14 h 30, 29, rue de Sévigné.

L'ÉTÉ DES MUSÉES NATIONAUX

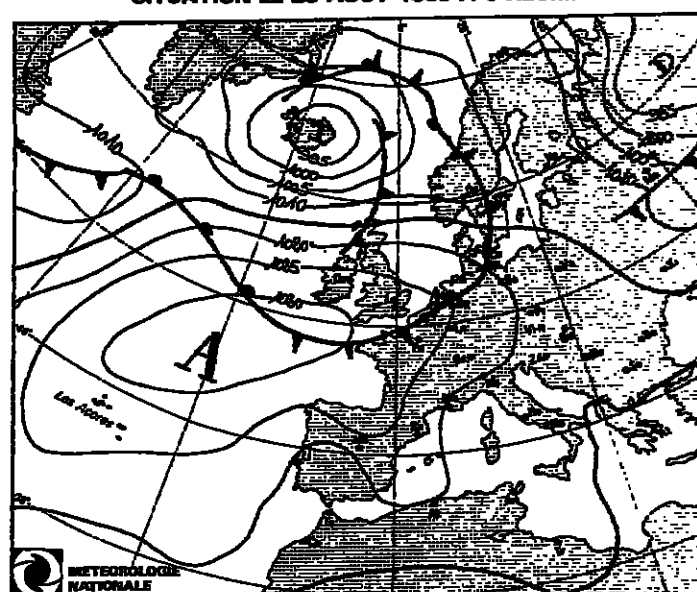
« L'Imaginaire de l'art occidental » (5-12 ans) : 14 h 30.
« A la découverte du Musée des monuments français : chefs-d'œuvre », 12 h 30, Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro.

« La présence obsédante de la femme », 11 heures, Musée Picasso, 5, rue de Thorigny.
« Costumes de travail, costumes de fêtes », 14 heures.

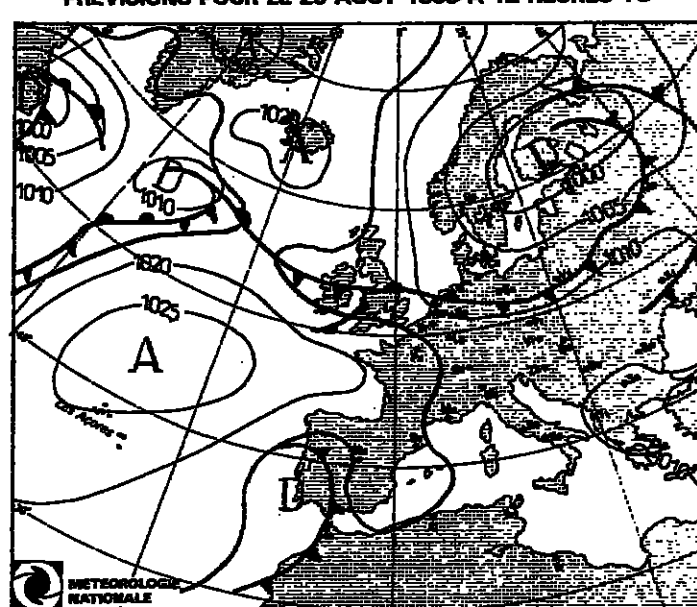
« Le mobilier dans la société rurale », 14 h 30, Musée des arts et traditions populaires, avenue du Mahatma-Gandhi (bois de Boulogne).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 AOUT 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 AOUT 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 23 août à 0 heure et le jeudi 24 août à 24 heures.

Au cours des prochaines quarante-huit heures, les hautes pressions se maintiendront sur la France, qui bénéficiera ainsi d'un temps sec et ensoleillé. Les perturbations océaniques, rejetées à des latitudes plus élevées, circuleront sur les îles Britanniques et la Scandinavie, se contentant d'effleurer au passage le nord de la France.

La météo, généralement brumée, sera plutôt maussade près des côtes de la Manche. Mais brouillards et nuages bas disparaîtront rapidement pour laisser place à un soleil généreux.

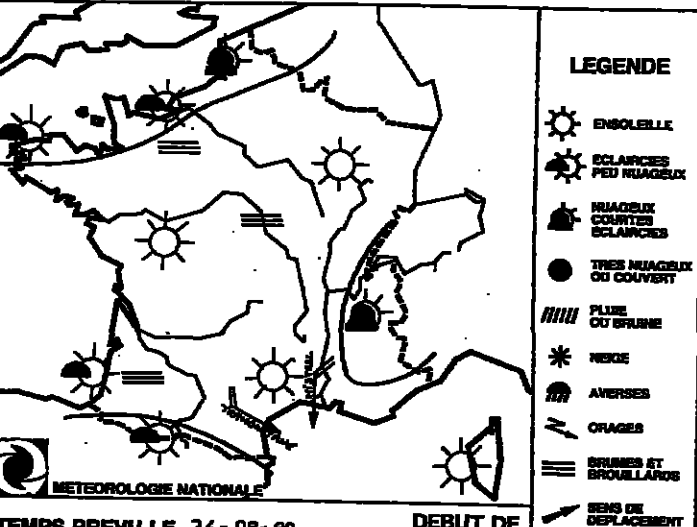
L'après-midi sera donc placé sous le signe du soleil. Seuls le Nord-Picardie,

les côtes de la Manche, les Pyrénées et la Corse verront quelques passages nuageux sans conséquence.

Les températures minimales poursuivront leur baisse avec 8 à 12 degrés sur la moitié nord du pays et le Massif Central, 12 à 14 degrés près de la Manche, 14 à 16 degrés dans le Sud-Ouest, 16 à 20 degrés dans le Sud-Est.

Les températures maximales ne dépasseront pas 19 à 22 degrés sur les côtes de la Manche, 22 à 24 degrés en Bretagne et en Normandie, 24 à 27 degrés dans le Nord-Est, la Corse, l'Est et le Centre. Elles atteindront encore 27 à 29 degrés dans le Sud-Ouest et 30 à 32 degrés dans le Sud-Est.

Le vent sera généralement faible à modéré de secteur nord. Mistral et tramontane souffleront jusqu'à 40 km/h.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 22-8-1989 à 6 heures TU et le 23-8-1989 à 6 heures TU

FRANCE										TOURNAI										BRUXELLES										LIÈGE										PARIS										STRASBOURG										LYON										MONTPELLIER										NÎMES										TOULOUSE										PERPIGNAN										MONTEPÉLIER										NISSA										AVIGNON										ARLES										MAIRAC										TOURNAI										BRUXELLES										LIÈGE										PARIS										STRASBOURG										LYON										MONTPELLIER										NÎMES										TOULOUSE										PERPIGNAN										MONTEPÉLIER										NISSA										AVIGNON										ARLES										MAIRAC																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	21	19	D	2

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

N°8

AOUT

LA VIOLENCE

Grand-Pour-Etalon

VENTE CHEZ

Economie

SOMMAIRE

■ Le conseil des ministres a adopté, mercredi 23 août, des mesures d'aide en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse

pour un montant de 580 millions de francs (lire page 17).

■ Les producteurs canadiens et américains d'amiantes tentent de s'opposer à une décision des res-

ponsables de l'environnement des Etats-Unis (lire page 17).

■ M. Vernes n'a pas encore dévoilé sa réponse à l'OPA de Suez sur Victoire (lire ci-dessous).

L'OPA de Suez sur le groupe Victoire

Le maintien du « contrôle actuel » de la Compagnie industrielle est la condition du regroupement avec l'allemand Colonia

déclare M. Jean-Marc Vernes

Alors que la cotation du titre de la Compagnie Industrielle restait suspendue mercredi 23 août, M. Jean-Marc Vernes, son président, soutenu par son conseil d'administration, n'a pas encore dévoilé la nature de sa riposte à l'OPA de Suez sur le groupe Victoire ni le nom de ses alliés.

L'expectative. La guerre est déclarée entre Suez et la Compagnie Industrielle que préside M. Jean-Marc Vernes, mais les hostilités n'ont pas encore commencé. Mercredi 23 août, à la sortie du conseil d'administration de la Compagnie Industrielle, M. Jean-Marc Vernes annonçait que, par sept voix contre deux, le conseil d'administration « assurait de sa confiance » et lui demandait de « prendre toutes dispositions » pour faire échouer l'OPA de Suez sur la Compagnie Industrielle de Suez. Mais il se refusait à faire plus de commentaires, affirmant qu'il n'avait pas une « stratégie, mais dix » et qu'il ne pouvait révéler encore le nom de ses alliés. Il a jusqu'au 30 août pour le faire.

Parmi les deux membres du conseil d'administration de la Compagnie Industrielle qui ont voté contre son opposition à l'OPA de Suez, il fallait bien sûr compter M. Renaud de la Génière, président de Suez et administrateur de la Compagnie Industrielle. Le second, plus discret, était M. Bernard Beau, inspecteur des finances et président de la Société française d'assurance crédit (SFAC), qui aurait estimé que les termes « prendre toutes dispositions » n'étaient pas compatibles avec la promesse de respecter un contrôle franco-français de la Compagnie Industrielle.

Mais il n'y a pas eu de ces partisans ou des opposants. Le conseil d'administration de la Compagnie

industrielle a eu aussi ses absents. Parmi eux, M. Marc de la Charrière, vice-président de L'Oréal, et surtout M. Frédéric Ourbak, vice-président de Centenaire Blancy, un holding qui détient 16 % du capital de la Compagnie Industrielle. Par son absence, M. Ourbak a voulu afficher sa neutralité et réaffirmer qu'il vendrait ses titres « au plus offrant », comme il avait déclaré vouloir le faire voici quelques jours. Centenaire Blancy tiendra, mardi 29 août, un conseil d'administration.

Dès la sortie du conseil d'administration de la Compagnie Industrielle, M. Jean-Marc Vernes avait affirmé qu'un communiqué visé par la Commission des opérations de Bourse (COB) serait rendu public. Celui-ci est venu tard en fin d'après-midi et se présente comme un plaidoyer pour l'indépendance du groupe Victoire. Regrettant que Suez ait « choisi d'adopter une attitude hostile », le conseil d'administration de la Compagnie Industrielle estime que la stratégie choisie et l'alliance récente avec le groupe d'assurance allemand Colonia — ce rachat fait de Victoire le sixième assureur européen — « impose le maintien du contrôle actuel » sur la Compagnie Industrielle. Cette phrase, qui a reçu le visa de la COB, suscite un certain nombre d'interrogations du côté de Suez. Y a-t-il un « Groupe » qui « contrôle » effectivement la Compagnie Industrielle ? Et, dans ce cas, quel est-il ? A cela, M. Vernes répond que ce Groupe se compose de la « Société centrale d'investissement » (SCI), contrôlée par lui-même et ses amis Dassault et l'Air Liquide, qui détient 25,3 % de la Compagnie Industrielle « plus l'autocontrôle » (15 % environ) lequel est actuellement géré par la COB. M. Marc Fournier, président de Navigation mixte et ami de M. Vernes, ne fait donc pas partie

du « groupe », bien qu'il détienne des titres de Compagnie Industrielle.

Deuxième question : cette phrase signifie-t-elle que l'actuelle direction de la Compagnie Industrielle est la seule apte à mener la fusion ? Ou bien que l'accord avec l'allemand Colonia comprend une clause suspensive en cas de modification du « contrôle actuel » ? Chez Suez, comme à la Compagnie Industrielle, on dément formellement que cette dernière clause ait été inscrite lors de la signature des accords avec Colonia. Il n'y a que deux clauses suspensives connues : celle qui suppose un accord préalable de l'administration ant cartels allemande et celle qui prévoit qu'un agrément fiscal soit donné par le fisc de la République fédérale.

Il n'y a pas eu une clause postérieure. Ce qui n'empêche pas M. Vernes d'expliquer que jamais la famille Oppenheim, qui reste pour un tiers dans le capital de Colonia, n'aurait traité avec Suez qui a son conseil des assureurs publics et des représentants de l'Etat.

Une contre-OPA

Le communiqué de la Compagnie Industrielle ajoute en outre que la prise de contrôle par Suez « risquerait de créer des conflits d'intérêt entre le groupe de la Compagnie Industrielle et certains de ceux qui feraient partie de son nouveau contrôle, assureurs notamment ». Dans une interview donnée à l'« Eclair » du 23 août, M. Vernes explique que cette phrase est « à lire entre les lignes ». Elle explique selon lui pourquoi Paribas — qui a des liens avec Axa Mid — ne partirait pas en guerre à ses côtés. Et il ajoute : « Paribas ne me refusait certainement rien sur le plan bancaire. Quant à prendre une participation directe, j'en doute ».

Politique économique et taux d'intérêt attractifs

La bonne santé du franc face au mark

(Suite de la première page)

En conséquence, de nombreux capitaux s'investissent sur les places financières jugées attractives, dont Paris, grâce au tableau économique flatter du gouvernement, mais également aux taux d'intérêt élevés qui y sont offerts, fait indéniablement partie. Les opérateurs reconnaissent que la force actuelle du franc et la bonne tenue du marché obligataire français sont largement le fait d'opérations effectuées par des étrangers, dont un bon nombre d'Allemands.

D'autre part, le système monétaire européen, qui a fêté cette année son dixième anniversaire, bénéficie d'une grande stabilité. Aucun réajustement des parités n'a été effectué depuis le 12 janvier 1987. Cette situation, due largement des accords communautaires de Nyborg, en septembre 1987, qui préconisaient la stabilité des taux de change par l'action sur les taux d'intérêt. La réalité de ces accords est telle que ce sont actuellement des devises réputées faibles — lire italienne et peseta espagnole — qui caracolent en tête du SME. Les deux pays offrent en effet des rendements très élevés, 13 % environ sur les emprunts à long terme en Espagne, et 12,5 % en Italie. Selon un économiste, ces « primes » de taux d'intérêt permettent désormais de compenser largement les gigantesques excédents commerciaux accumulés par l'Allemagne.

Ainsi, la France bénéficie pleinement d'un système de change européen en voie d'épanouissement. Et lorsque les dirigeants français affirment que si le mark devait être révalué, le franc le serait aussi, il semblerait que la même affirmation soit vraie pour plusieurs autres devises (peseta, lire, florin néerlandais...). Il n'y a décidément plus aujourd'hui de candidats à la dévaluation.

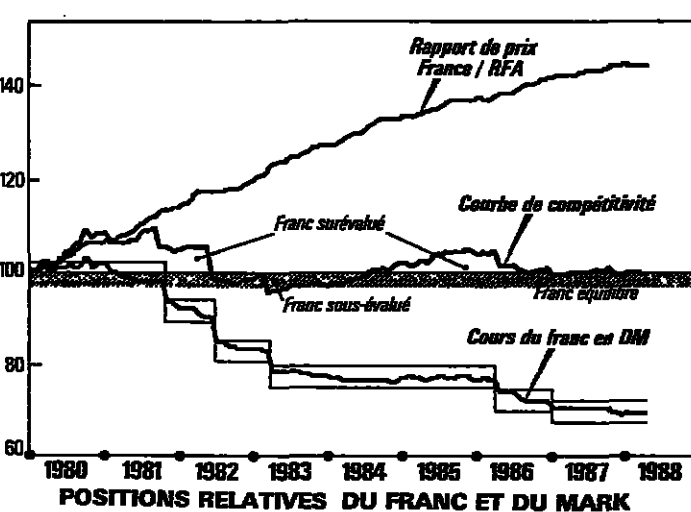
Il reste pourtant un élément de frustration pour Paris : les rendements offerts sur les titres français demeurent nettement plus élevés que ceux des obligations allemandes. La différence entre les taux d'intérêt des deux pays est plus de deux fois supérieure à la différence entre leur taux d'inflation (à titre d'exemple, le taux lombard de la

RFA est fixé à 7 %, alors que le taux des appels d'offres de la Banque de France atteint 8,75 %). Après une période de diminution de l'écart de taux entre les deux pays, celui-ci semble aujourd'hui presque insurmontable. La « prime » de risque attribuée par les investisseurs étrangers au marché français serait-elle, malgré le rapprochement des performances économiques plus élevées ? Ou s'agit-il seulement d'un problème de délai de réaction des marchés du crédit à une situation économique nouvelle ?

Afin de réduire encore cette différence, la France pourrait choisir d'abaisser ses taux directeurs, une décision que de nombreux observateurs estiment possible à l'automne. Cependant, les responsables de la politique française hésitent visiblement à effectuer une telle démarche, qui pourrait prendre la forme d'une baisse d'un quart ou d'un demi-point du taux des appels d'offres de la Banque de France. Aux contraintes extérieures (pressions sur les capacités de production, inquiétude de la Banque de France devant la poursuite de la croissance rapide des crédits aux entreprises et aux particuliers) s'ajoute, bien sûr, un environnement international incertain. La baisse des taux décidée à l'été 1988 n'avait-elle pas été rapidement remise en question par le renchérissement du coût du crédit intervenu aux Etats-Unis, puis en Europe ?

Si les responsables américains semblent actuellement favorables à une stabilité, voire à une baisse des taux en cas de ralentissement trop net de l'activité, la position allemande est beaucoup plus floue. La réalisation de la libre circulation des capitaux dans la CEE en juillet prochain doit également inciter les dirigeants français à la prudence. Finalement, comme l'avait affirmé laconiquement M. Bérégovoy en décembre 1988, « les taux d'intérêt français baissent lorsque c'est possible. Ils montent quand c'est nécessaire ». Son équipe ne saurait en tout cas mettre en péril la belle tenue du franc pour la gloire d'une petite baisse de taux.

FRANÇOISE LAZARE.



Réunion du Conseil économique et financier franco-allemand

Second du genre (1), le Conseil économique et financier franco-allemand, réuni sur les bords du lac de Tegernsee en Bavière, les 24 et 25 août, sera consacré à quatre grands thèmes :

— L'union économique et monétaire européenne : à quelques jours de la réunion informelle des ministres des finances de la CEE, à Antibes le 8 septembre, M. Pierre Bérégovoy et son homologue allemand Theo Waigel, chercheront une approche commune sur la mise en place de la première phase du rapport Delors. Celle-ci prévoit une plus grande convergence des politiques économiques et par là-même un système de surveillance proche de celui mis en place par le « groupe des sept » principaux pays industriels.

— La fiscalité européenne : la partie française tentera de transformer en relèvement la position pour l'instant neutre de l'Allemagne à l'égard de ses propositions d'harmonisation de la taxe à la valeur ajoutée (TVA). Sans reprendre immédiatement l'épi-

neux débat de la fiscalité de l'épargne (M. Waigel reste opposé à une retenue à la source), les deux délégations devraient s'interroger sur le fait de mieux s'informer pour lutter contre la fraude qui risque de prendre de l'ampleur avec la libéralisation totale des mouvements de capitaux au 1^{er} juillet 1990.

— Les relations bilatérales : hormis le désaccord traditionnel de la vente d'électricité française à l'Allemagne, ce sujet ne devrait pas provoquer de friction.

— La préparation de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale : l'évolution de la dette du tiers-monde et le relèvement des quotas-paie du FMI seront abordés.

(1) Lancé le 22 janvier 1988, le Conseil économique et financier franco-allemand est appelé à se réunir quatre fois l'an. Sa première session officielle s'est déroulée à Paris en février 1989.

Concentration dans l'électronique de défense

La vente des trois filiales militaires de Philips à Thomson autorisée

Philips a précisé, mardi 22 août, quelles étaient exactement les filiales spécialisées dans la défense qu'il entendait céder à Thomson, numéro deux mondial de l'électronique militaire (Le Monde daté 18-19 août). Ce projet a fait l'objet d'un examen du secrétaire d'Etat à la défense des Pays-Bas et du délégué général pour l'armement de France, qui donnent leur accord à l'entrée majoritaire de Thomson dans la filiale militaire de Philips aux Pays-Bas : Hollandse Signaalapparaten BV.

Le groupe nationalisé Thomson va finalement reprendre tout ou partie de trois filiales du néerlandais Philips dans la défense : son chiffre d'affaires dans l'électronique militaire (plus de 30 milliards de francs) s'en trouvera accru de 1,35 milliard de florins (4 milliards de francs), ce qui constitue une avancée non négligeable dans la « course à la taille » à laquelle se livrent tous les industriels du secteur. Thomson va prendre « une large majorité » dans la filiale néerlandaise Hollandse Signaalapparaten BV (HSA), qui développe et produit, entre autres, des radars et des systèmes de contrôle de mise à feu, ainsi que des équipements pour les télécommunications militaires. La compagnie revendique ainsi la première place en Europe dans les systèmes de contrôle et de commande pour la marine et assure être le premier exportateur mondial dans ces domaines. Fort de ses 5 300 salariés, HSA est le plus gros morceau du paquet racheté par Thomson. Elle a d'ailleurs été au centre des entretiens qu'ont eus le secrétaire d'Etat à la défense des Pays-Bas, M. J. Van Houwelingen, et le délégué général pour l'armement de France, M. Yves Sillard : dans un communiqué commun, ils estiment que l'entrée de Thomson dans le capital de HSA « pourrait conduire à une meilleure utilisation des compétences des deux

sociétés » et qu'elle permet d'« éviter des duplications inutiles dans le développement et la fabrication de matériels de défense ». Prenant acte de l'engagement de Thomson de faire de HSA « un centre d'excellence aux Pays-Bas », les deux parties assurent que « les gouvernements français et néerlandais ont l'intention, dans le contexte de la prise de participation majoritaire de Thomson-CSF dans HSA, d'intensifier l'harmonisation de leurs spécifications opérationnelles de façon à aboutir à la participation la plus élevée possible des branches hollandaise et française des sociétés réunies dans les programmes d'équipements de défense ».

HSA n'est pas la seule filiale de Philips reprise par Thomson : le secteur défense d'une entreprise belge, MBLE, spécialisée dans les télécommunications militaires et les ordinateurs de commande des radars, réalisant quelque 50 millions de florins (150 millions de francs de chiffre d'affaires) et employant 250 personnes dans ce secteur, fera l'objet d'une participation minoritaire. Reste IRT, la filiale française, dont le sort a été largement évoqué. Ni le prix ni la manière dont seront séparées les activités militaires et civiles de IRT ne sont à ce jour fixés.

F. V.

Avec 240 millions de francs de crédits en 1990

M. Roger Fauroux relance le projet de télévision haute définition

Dans le cadre des efforts menés pour faire de la télévision haute définition (THVD) une priorité nationale, M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, a fait, au cours du conseil des ministres réuni le mercredi 23 août, une importante communication sur le bilan et les perspectives du développement des nouvelles normes de télévision. Plus qu'une déclaration, le ministre s'est lancé dans une véritable plaidoirie.

Il a tout d'abord insisté sur la nécessité pour l'industrie électronique française et européenne de « relever le défi » dans le cadre du programme Europe 2. Comme dans le cas du SECAM, « l'introduction progressive de la THVD, a-t-il déclaré, constituera une nouvelle étape dans le développement de cette industrie, qui peut de la même façon représenter une grande opportunité ». Rappelant qu'entre 1986 et la fin de cette année, 2 milliards de francs auront été engagés pour définir une norme européenne, le ministre s'est dit persuadé que « les résultats obtenus démontrent la réussite technique de cette première phase. Des matériels expérimentaux ont été mis au point, des premiers programmes ont pu être produits avec leur aide ». Et d'ajouter : « Il appartient aujourd'hui aux industriels de développer des matériels capables d'être produits en série pour satisfaire les exigences des sociétés de production audiovisuelle et ultérieurement celles du grand public ».

L'enjeu de la norme

Mais il faut aujourd'hui passer à l'étape suivante. Des discussions sont actuellement en cours, a précisé M. Fauroux, pour la définition d'une seconde phase du projet Europe 95. Celle-ci sera plus technique que la précédente et conduira à un appel financier important des différents Etats. Dans la préparation du projet de budget pour 1990, le gouvernement a d'ores et déjà pris toutes les dispositions pour que le ministère de l'Industrie soit en mesure de continuer à soutenir l'effort des industriels français. Les crédits affectés à la THVD devraient ainsi doubler pour passer l'an prochain à 240 millions de francs. Mais M. Fauroux s'est dit persuadé que le développement des technologies ne suffira pas à imposer la norme européenne face à l'alternative japonaise. Il devra être complété par une action visant plus généralement à « associer la norme européenne dans les instances internationales ».

L'heure de vérité sonnera en 1990 avec la réunion plénière du Comité consultatif international de radiodiffusion (CCIR), qui doit faire le choix d'une norme mondiale de THVD.

Pour M. Fauroux, les efforts devront également tendre à éviter que les Etats-Unis n'adoptent la

norme japonaise, mais bien au contraire un standard spécifique américain compatible avec l'actuel NISCC.

Autre démarche : convaincre les alliés naturels de l'Europe de se rallier à son standard. Un premier pas a été fait avec l'accord de coopération conclu avec l'URSS.

Elaboré au plan européen, la norme D2 Mac doit, pour M. Fauroux, qui croit beaucoup à la technologie, mais aussi à la promotion, permettre au téléspectateur de regarder des images de qualité supérieure. Selon lui, son succès dépend avant tout de la réussite de son introduction en France.

Le satellite TDF-1 devrait y contribuer. Le ministre se dit assez optimiste. Une des conditions majeures au développement des programmes du satellite était, en effet, l'abaissement du coût de production des décodeurs-démodulateurs D2 Mac adaptés au câble ou à la réception directe. « Seule une production en très grande quantité pouvait entraîner une telle réduction des prix. La commande par France Télécom de 750 000 décodeurs-démodulateurs devrait permettre de satisfaire cette condition. Les premiers équipements devraient être livrés en mars 1990 ».

Le ministre ne dissimule pas pour autant l'ampleur des obstacles à franchir. Le maintien des bonnes relations de coopération entre la France et la RFA, notamment les liens privilégiés entre France Télécom et la Deutsche Bundespost, l'assurent aussi que ce pays poursuivra une politique volontariste en faveur du D2 Mac pour lui assurer de meilleures conditions de réussite de la stratégie menée jusqu'à présent.

Cette mise au point musclée du ministre de l'Industrie n'est pas innocente. Elle arrive au moment où des voix s'élèvent en Allemagne fédérale pour prôner l'adoption d'un « super PAL », plus facile à mettre en œuvre, à l'heure où, également, s'ouvre à Berlin le Funk Ausstellung, la plus grande foire électronique grand public d'Europe, qui permettra aux techniciens des deux pays et au grand public de juger de l'avancement de la technologie et d'apprécier la qualité des matériels exposés.

A. D.

COPIES COULEURS
Canon LASER
COPIES DE PLANS
JUSQU'A 84 x 120 CM
RANK XEROX 3080
P.A.O.
AVEC VENTURA
ET EDITION LASER
ETRAVE REPRO
38, AV. DAUMESNIL - 43.47.21.32

Économie

AGRICULTURE

Un plan d'aide présenté au conseil des ministres

Les exploitants victimes de la sécheresse recevront 580 millions de francs

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a présenté au conseil des ministres du 23 août le plan d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse. S'ajoutant aux interventions classiques prévues par la législation pour les calamités agricoles, près de 600 millions de francs supplémentaires per-

mettront de venir en aide aux exploitants les plus touchés : prise en charge des intérêts des prêts spéciaux, prêts à intérêt réduit pour les éleveurs, aides spécifiques aux agriculteurs en graves difficultés financières, mise à la disposition des éleveurs de céréales

d'« intervention » européennes... Le tout financé sans faire appel aux contribuables : il n'y aura pas d'impôt-sécheresse. M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, tout en jugeant insuffisantes les mesures adoptées, estime qu'elles « vont dans le bon sens ».

Selon le constat — tout provisoire — du 21 août — dressé par le ministère de l'Agriculture, la sécheresse qui affecte la moitié du pays à l'ouest d'une ligne Rouen-Nice est d'autant plus grave qu'elle touche des régions déjà atteintes les années précédentes, sans que les orages récents aient eu un réel effet bénéfique. La situation est extrêmement contrastée d'une région à l'autre, selon les types de production, et parfois d'un canton à l'autre, voire d'une commune à l'autre. Les régions du Grand Sud (Sud-Ouest, Sud-Est et Corse) sont les plus pénalisées. L'évolution de l'état des cultures reste tributaire de l'extension des ressources en eau. C'est dans les régions dites « intermédiaires » que les situations sont le plus contrastées, essentiellement en fonction de la nature des sols : dans le Centre, en Basse-Normandie (dans le sud du Calvados), en Haute-Normandie (vallée de la Seine, pays de Bray), en Bretagne, la situation est la plus grave, se dégradant en Poitou-Charentes et dans le pays de Loire, depuis le début du mois d'août, s'améliorant dans le Centre et dans le Limousin. Enfin, dans un troisième groupe de régions du Nord et de l'Est (Bourgogne, Franche-Comté, Alsace, Lorraine, Bassin parisien, Nord-Pas-de-Calais...), la situation est à peu près normale, car il a plu récemment, avec des zones à difficultés bien délimitées, comme

l'Yonne, ou l'ouest de la Saône-et-Loire. Les céréales de printemps ont davantage souffert que celles d'hiver, mais le bilan général apparaît correct, au même niveau que les rendements de la précédente campagne, avec des baisses de rendement importantes en Bretagne (-16 %) pour le blé tendre. Les perspectives du maïs sont peu encourageantes. Pour les oléagineux et protéagineux (tournesol, soja, pois, colza), la déception est générale par rapport aux rendements espérés. Les fruits et légumes ont partout souffert, la culture du lin est toujours menacée (Nord et Haute-Normandie) en raison de mauvaises conditions de rouissage, mais la betterave à sucre n'est pas endommagée.

C'est sur l'élevage et les cultures fourragères que les conséquences de la sécheresse semblent les plus graves. Non pour les gros bovins, mais pour les élevages ovins, où les bêtes sont abattues et vendues à bas prix, du fait de la mauvaise qualité des agneaux (dans le Limousin notamment). Pour les fourrages, certaines régions sont particulièrement touchées, avec des prairies paillonnées, et des stocks d'hiver déjà entamés.

D'ores et déjà, la procédure de calamités agricoles a été engagée dans plusieurs départements (Calvados, Puy-de-Dôme, Cantal), mais le bilan définitif ne pourra être

dressé qu'au fur et à mesure des diverses récoltes, à partir du début septembre. Les habituels systèmes de prêts bonifiés et d'indemnités prévus par la loi sur les calamités agricoles seront mis en œuvre dans les zones sinistrées. Le Fonds national de garantie des calamités agricoles, qui tient ses ressources pour moitié du budget de l'Etat et pour moitié des cotisations des agriculteurs, dispose en 1989 de 600 millions de francs (deux fois plus que les estimations faites il y a quelques mois) et 300 millions de francs supplémentaires pourraient être engagés sur les ressources de 1990. De quoi faire face aux besoins, autant qu'on puisse en juger actuellement.

Solutions appropriées

Les mesures spécifiques prises par le gouvernement pour faire face aux situations les plus critiques, d'un coût global de 580 millions de francs, sont de trois ordres :

• Prise en charge des intérêts des « prêts calamités » à hauteur de 300 millions de francs (avance à taux nul du Fonds des calamités). Les agriculteurs en effet, dans l'attente de l'indemnisation définitive (qui prend facilement un an), sont contraints de contracter des emprunts particuliers ;

Insuffisant, bien sûr...

« DÉRISOIRE », « des adaptations », « insuffisant »... Les responsables d'organisations agricoles n'avaient pas de mots assez durs, mardi soir, en sortant de la réunion qui les avait rassemblés autour de M. Henri Nallet, leur ministre de tutelle, pour les projets du gouvernement en matière d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse. M. Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), qui reconnaît que ces mesures « vont dans la bonne direction », estime qu'elles sont loin de répondre aux besoins réels, et en rend responsable le ministre de l'économie et des finances « qui n'a pas mesuré la hauteur des difficultés ».

Pour lui, le problème est plus large que celui de l'indemnisation des agriculteurs victimes de calamités, et il relève des dégâts de la sécheresse aux destructions consécutives aux incendies qui ont ravagé cette année non seulement le Midi, comme traditionnellement, mais aussi le Sud-Ouest et la Bretagne : « Il faut garder des paysans partout, nous n'en avons pas assez », a-t-il déclaré, « sinon les villes vont flamber demain plus qu'hier ».

Garder des paysans partout

Selon lui, la sécheresse a touché, plus ou moins gravement, quatre cent mille agriculteurs, sur le million que compte la France. Sept ou huit départements sont les plus touchés, parmi eux la Haute-Garonne, le Tarn, l'Ariège, le Gers, l'Aveyron, le Lot... C'est dans cette région (en Haute-Garonne, dans l'Aude et le Tarn) que M. Nallet va se rendre, jeudi, pour aller sur le terrain, prendre la mesure du désastre et réorienter les agriculteurs.

M. Lacombe estime insuffisantes les 300 millions d'avances sans intérêts, puisqu'en 1988 les indemnités avaient atteint 2,3 milliards de francs et que « la dépense annuelle, cette année, pourrait bien être de 2 milliards ». Quant aux 200 millions de prêts aux éleveurs, le taux de 4 % est intéressant, mais deux ans pour le remboursement, « c'est court ». Là, il faut s'attendre sans doute à des manifestations...

De nouveaux soutiens

Financés sans faire appel au contribuable — l'impôt sécheresse — de 1976 à l'absence de trop mauvais soutiens, — cette aide exceptionnelle devra être répartie au coup par coup, au cas par cas, tant les situations sont diverses d'une commune à l'autre, d'une production à l'autre, selon la nature des sols, la date et l'importance des pluies de la première quinzaine d'août. Et c'est la grande difficulté.

On peut craindre que, malgré la vigilance des préfets, malgré les efforts de la profession, les plus démunis ne soient perdus, tandis que d'autres, trop obsédés par le désastre immédiat, voire rebutés par la complexité des démarches ou manquant d'entregent, seront moins aidés. La juste répartition de l'aide nécessaire est au moins aussi importante que l'apaisement des enveloppes attribuées.

JOSÉE DOYÈRE.

FISCALITÉ

Fixé par les conseils généraux
Le prix de la vignette auto 1990 augmente moins que l'indice des prix

La vignette automobile 1990, ou « taxe différentielle sur les véhicules à moteur », augmentera de 1,4 % à 1,5 %, selon les catégories de véhicules, par rapport à cette année, soit deux fois moins que l'indice des prix, qui devrait progresser de plus de 3 % en 1989. Depuis la loi de décentralisation de 1984, ce sont les conseils généraux qui fixent le prix de la vignette dans les départements. Trois d'entre eux ont baissé leurs prix : la Marne (-11,05 %), le Var (-9,2 %) et le Val-d'Oise (-0,9 %). Deux conseils généraux ont augmenté fortement leurs tarifs : l'Aveyron (+7,2 %) et le Tarn (+4,1 %). Les départements les moins opérés restent la Corse, la Marne, le Var et le Calvados ; les plus coûteux, les Alpes-de-Haute-Provence, les Hautes-Pyrénées, le Cantal et la Réunion. Une Renault 4 immatriculée en Corse acquiesce 124 francs et une Jaguar, appartenant à un habitant de Turbès (Hautes-Pyrénées), 12 398 francs.

Les tarifs sont réduits de moitié lorsque le véhicule est âgé de plus de cinq ans. Entre vingt et vingt-cinq ans d'âge, une taxe de 80 francs à 100 francs est payée. Au-delà de vingt-cinq ans, le véhicule est exempté de vignette.

La vignette 1989 avait rapporté aux départements 10,5 milliards de francs.

INDUSTRIE

M. de Wissocq chez Elf-Aquitaine

L'ancien président de la COGEMA, contraint à démissionner en décembre 1988 par le ministre de l'Industrie, a rejoint le groupe pétrolier Elf-Aquitaine. Bien que ses fonctions exactes n'aient pas été encore précisées, M. François de Wissocq occupera, souligne-t-on, à la direction du groupe un poste de haut niveau auprès du président d'Elf.

Ancien directeur de l'énergie au ministère de l'Industrie et collaborateur successif de MM. Bettencourt, Messmer, Chaban-Delmas, Monory et Giraud, cet ingénieur des mines de cinquante-cinq ans, nommé en 1984 président de la COGEMA, a consacré jusqu'ici l'essentiel de sa carrière à la fin de l'ère nucléaire. Sa démission avait suivi les pertes enregistrées par la COGEMA sur le MATIF, à la suite d'une escroquerie (le Monde du 23 décembre 1988).

ETRANGER

Les producteurs tentent de faire annuler les mesures américaines d'interdiction de l'amiante

L'inexorable déclin de l'« or blanc » canadien

Des producteurs d'amiante américains et canadiens ont lancé, mardi 22 août, une action en justice pour tenter de faire annuler la décision de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement d'interdire progressivement l'utilisation commerciale de l'amiante. Une décision qui frappe de plein fouet le Canada, deuxième producteur au monde d'« or blanc » après l'URSS.

MONTREAL
notre correspondant

Les fêtes de l'amiante avaient bien commencé, fin juin à Thetford Mines et à Black-Lake. Touristes et curieux avaient même afflué dans cette région du Sud-Est québécois où la chaîne des Appalaches est venue s'effondrer en laissant affleurer dans ses replis verdoyants d'innombrables veines d'un minéral aussi précieux que dangereux.

Les quelque cinquante mille habitants de ce bassin minier avaient tout lieu de s'abandonner à l'allégresse du moment. Pour la première fois depuis 1979, la production canadienne d'amiante, réalisée à 90 % dans leurs mines et dans celles d'Asbestos, un peu plus à l'ouest, avait repris vigueur. Près de 705 000 tonnes de fibres, presque toutes destinées à l'exportation, avaient été extraites du sol en 1988, soit 46 500 tonnes de plus que l'année précédente. Une hausse modeste, certes, mais toujours bonne à prendre après les neuf années de déclin que le Canada, deuxième producteur d'amiante du monde après l'URSS, avait connues.

Dans les vallées des Appalaches, on se prenait à espérer que le pire de la crise était bel et bien passé. On voulait croire que les grandes précautions prises pour empêcher l'amiante de nuire à la santé des mineurs et des consommateurs avaient porté leurs fruits dans l'opinion publique.

L'optimisme a été de courte durée. Trois jours avant la fin des fêtes de l'amiante, une mauvaise nouvelle, venue de Washington, a fait l'effet d'un coup de massue. L'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) a en effet décidé, le 6 juillet dernier, que la quasi-totalité des utilisations commerciales de l'amiante seraient graduellement interdites aux Etats-Unis d'ici à 1997, afin d'« éliminer du marché ce produit connu comme cancérigène ».

Magnanimo, le responsable de cette agence, M. William Reilly, a précisé que l'échéancier adopté laissait au Canada, fournisseur presque exclusif de son puissant voisin, le temps de s'adapter, puisque les produits les plus utilisés dans son pays (tuyaux d'amiante-ciment et revêtements de toiture par exemple) ne seraient bannis qu'en tout dernier lieu.

Les Canadiens n'y ont vu qu'« l'incohérence et la mauvaise foi ». Si l'administration américaine était réellement convaincue que les produits contenant de l'amiante pouvaient constituer un danger, elle les aurait interdits d'emblée, sans étaler ses mesures, disent les responsables de l'Institut de l'amiante, fondé en 1984 à Montréal. Elle aurait aussi interdit l'extraction et la transformation du minéral controversé aux Etats-Unis, ce qu'elle s'est bien gardé de faire. Les compagnies américaines pourraient ainsi continuer d'exporter comme en 1988 leurs 310 000 tonnes de fibres d'amiante, vers l'Asie notamment.

Le ministre canadien de l'énergie, des mines et des ressources naturelles, a quant à lui, surtout trouvé « déplorable » que Washington n'ait pas tenu compte de récentes conclusions de l'Organisation internationale du travail et de l'Organisation mondiale de la santé, selon lesquelles l'utilisation contrôlée de l'amiante (1) ne provoque aucun risque supplémentaire pour la santé.

La ruse

Plus virulent, son collègue québécois, M. Raymond Savoie, a estimé que les autorités américaines avaient cédé aux pressions des grands groupes pétrochimiques comme Du Pont de Nemours, soucieux de promouvoir les produits de substitution qu'ils ont mis au point. « Les Américains ont toujours agi en fonction de leurs intérêts financiers », ont renchéri les représentants syndicaux.

A Thetford Mines, personne n'a oublié que les proches voisins du Sud ont inauguré la rue sur l'« or blanc » du Québec, à peine quelques mois après sa découverte fortuite par un agriculteur de la cité. Jean Fecteau avait été intrigué par les veines blanchâtres de filaments cotonneux emprisonnées dans les pierres qu'il avait trouvées dans son champ en 1876.

L'année suivante, la Boston Asbestos Packing Corporation commença l'exploitation de ce minéral isolant, incombustible et imprévisible que les Romains recherchaient déjà pour ses grandes qualités. Aux

abords des mines souvent à ciel ouvert, les terribles ont bientôt rivalisé en hauteur avec les monts environnants. Les réserves d'amiante paraissaient inépuisables. Elles sont aujourd'hui encore estimées à au moins 200 millions de tonnes. Pendant des années, les compagnies minières et les gouvernements ont dissimulé ou minimisé les résultats des recherches scientifiques, qui prouvaient que la poussière d'amiante était responsable de graves maladies respiratoires. En Angleterre, on avait découvert dès 1927 qu'après vingt à quarante années d'exposition de fortes concentrations de poussière d'amiante, de nombreux mineurs atteints d'asthme d'une forme de fibrose des poumons appelée amiantose, avaient la voie à l'apparition d'un cancer.

Des procès en série

Il a toutefois fallu attendre 1974 pour que l'alerte soit donnée. La publication d'une étude médicale montrant que 61 % des mineurs québécois souffraient d'anomalies pulmonaires a précipité tout le bassin dans une grave qui a duré sept mois. Les entreprises se sont alors résolues à investir massivement pour éliminer la poussière des lieux de travail en installant des systèmes de ventilation, d'aspiration ou de protection. Parallèlement, leurs laboratoires mettaient au point des produits où les fibres, scellées dans du ciment, de l'asphalte, de la résine ou du plastique, ne risquaient plus guère de nuire.

Il était malheureusement déjà trop tard. Aux Etats-Unis, des centaines de personnes atteintes d'amiante ont engagé des poursuites judiciaires pour obtenir des dédommagements, tandis qu'en Québec le Parlement adoptait une loi pour indemniser les mineurs affectés. Lorsque les pays occidentaux ont banni, au début des années soixante-dix, les isolants pulvérisés susceptibles de dégager trop de poussière, tous les produits de l'amiante ont été assimilés à des poisons mortels dans l'esprit du public.

La consommation mondiale d'amiante a commencé à chuter inexorablement à partir de 1976. Trois ans plus tard, le gouvernement québécois, dirigé par le Parti indépendantiste de René Lévesque, décidait de nationaliser en partie les mines d'amiante. Il espérait développer sur place les activités de transformation du minéral, jusqu'alors effectuées principalement aux Etats-Unis.

L'opération a été désastreuse. La compagnie américaine General Dynamics a bataillé pendant quatre années devant les tribunaux avant de céder à l'Etat québécois les parts majoritaires qu'elle détenait dans Asbestos Corporation — une des quatre grandes sociétés du bassin de Thetford Mines. Chaque action a finalement coûté aux contribuables québécois 88 dollars canadiens. Son cours actuel n'est plus que de 9 dollars.

Leurs marchés s'étant effondrés, les entreprises, tant nationalisées que privées, ont licencié et fermé des puits. Les effectifs dans les mines canadiennes d'amiante sont passés de huit mille à la fin des années soixante-dix, au plus fort de la production (1,5 million de tonnes), à un peu plus de trois mille cette année.

Qu'advient-il alors lorsque l'échéancier américain sera arrivé à son terme ?

L'impact économique direct de l'interdiction décrétée à Washington ne préoccupe pas vraiment les esprits. Le Canada n'exporte plus que 80 000 tonnes d'amiante (11 % de sa production) vers les Etats-Unis. En revanche, l'effet « boule de neige » qu'une telle décision peut avoir dans les autres capitaux préoccupe au plus haut point tous les responsables.

« Les douze membres de la CEE devront un jour ou l'autre uniformiser leurs réglementations, et certains pays, comme le Danemark et la RFA, productrices de produits de remplacement, se font tirer l'oreille pour approuver l'usage contrôlé de l'amiante », dit M. Jacques Leblais, haut fonctionnaire du ministère québécois des mines.

On craint aussi beaucoup la réaction des pays en voie de développement de la zone du Pacifique. L'Europe de l'Est mise à part, l'Asie, vers laquelle le Canada exporte 44 % de sa production, est la seule partie du globe où la consommation d'amiante a substantiellement augmenté au cours des dernières années. Les Japonais en particulier sont devenus d'importants fabricants de panneaux, dalles et tuiles d'amiante-ciment, grâce aux techniques d'extraction qu'ils ont récemment affinées.

Déterminés à se battre jusqu'au bout, les gouvernements canadiens et québécois entendent contester la décision américaine devant les tribunaux de ce pays, en s'appuyant sur des arguments scientifiques. Ils entendent aussi faire valoir que plusieurs nouveaux produits de remplacement (2) se sont avérés cancéri-

gènes et que les études fouillées manquent pour affirmer que les autres substituts — les fibres de verre en particulier — ne le sont pas. En attendant l'issue de cette nouvelle bataille de l'amiante, les habitants de Thetford Mines et de Black-Lake se demandent si les traditionnelles fêtes estivales de la « pierre à coton » vaudront d'être organisées encore bien longtemps.

MARTINE JACOT.

(1) La norme de deux fibres de cinq microns ou plus par centimètre cube d'air a été adoptée dans la plupart des pays occidentaux.
(2) Aucun produit de remplacement ne réunit l'ensemble des propriétés de l'amiante.

« Privatisation des P & T en Hongrie. — Le programme de développement des postes et télécommunications hongroises prévu sur dix ans coûtera entre 5 et 6,6 milliards de dollars. L'agence de presse nationale MTI a précisé, mardi 22 août, que ces mesures feraient l'objet d'un projet de loi. Le financement de ce programme, qui représente deux tiers d'un budget annuel de ce pays, devrait provenir de capitaux étrangers. Le matériel d'équipement, dont le coût est estimé entre 1,5 et 2 milliards de dollars, sera importé des pays occidentaux. Enfin, la nouvelle loi devrait permettre l'entrée d'entreprises privées dans les services postaux pour mettre fin au monopole d'Etat et augmenter ainsi la rentabilité des P & T hongroises. — (AFP.)

INSOLITE

La guerre des allumettes

La Société Chimitec, installée dans la banlieue nippoise, a décidé de se frayer un chemin vers la SEITA (Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes) en commercialisant en France des allumettes importées. Vendues depuis le début du mois d'août en grande surface, au prix de 1,90 F le lot de dix boîtes de 50, les allumettes Chimitec valent 30 % à 40 % moins cher que leurs concurrentes officielles. Fabriquées au Pakistan, elles sont importées « légalement » via un pays membre de la CEE, en l'occurrence la Belgique. La Société Chimitec espère ainsi conquérir la moitié du marché français des allumettes, estimé à 140 millions de francs et jusqu'ici totalement tenu par la SEITA, qui produit 300 millions de boîtes par an.

سكوت من الحاد

Marchés financiers

Dans l'informatique allemande

La descente aux enfers de Nixdorf

Rien ne va plus pour Nixdorf, qui fut longtemps l'une des réussites de l'informatique allemande : après avoir annoncé une perte d'exploitation au premier trimestre d'un montant qui était plus du double de celui de l'ensemble de l'année précédente (148 millions de deutschemarks contre 60 millions respectivement, soit quelque 500 et 180 millions de francs), il a affiché, le mardi 22 août, une perte avant impôts de 297 millions de deutschemarks... soit la bagatelle de 1 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de moins de 8,5 milliards de francs (2,426 milliards de deutschemarks) pour le premier semestre. L'entreprise, qui prévoit un résultat d'exploitation positif au second semestre, n'a fait aucune prévision sur le montant de son bénéfice net sur l'ensemble de l'année. Le directeur financier du groupe, M. Sven Kado, a indiqué que celui-ci dépendrait de facteurs exceptionnels

comme la vente de biens immobiliers. Quoi qu'il en soit, pour la première fois dans l'histoire du groupe, tous les actionnaires devront se passer de dividende en 1989. Cette mesure est psychologiquement lourde puisque, si le directeur y recourt deux années de suite, il risque de se voir interpellé par des porteurs de parts ayant retrouvé voix au chapitre (le Monde du 16 février).

Dans l'immédiat, la firme serre les boulons : ses effectifs sont enfin comprimés. A la fin juillet, le nombre des salariés était inférieur de 1 600 au niveau record de novembre 1988 (31 262). Selon l'entreprise, la nouvelle structure mondiale qu'elle a mise en place commence à porter ses fruits. On peut noter, en tout cas, que ses performances à la vente sur les marchés étrangers ont été meilleures que celles enregistrées en RFA (+13,8 % et +2,5 % respectivement).

F. V.

Un mystérieux investisseur dans le capital d'Hachette ?

La Société française de Bourse a annoncé, mardi 22 août, que la société Montana Management Inc. lui avait déclaré avoir franchi le seuil de 5 % dans le capital d'Hachette SA et en détenait 8,43 %. Selon des informations recueillies auprès du groupe présidé par M. Jean-Luc Lagardère, cette opération ne serait qu'un réajustement technique d'une série de participations détenues par des investisseurs étrangers déjà présents dans le groupe multimédias français. Ce regroupement s'est traduit par un dépassement du seuil de 5 % au-delà duquel les investisseurs sont tenus d'en faire la déclaration auprès des autorités boursières. Au siège d'Hachette, on explique : « qu'il n'y a rien de mystérieux ni d'exceptionnel, nous étions prévenus de ces mouvements ».

Le groupe Hachette est contrôlé majoritairement par Marlis (contrôlée par les sociétés d'Etat de MM. Jean-Luc et Armand Lagardère, et MMB) à hauteur de 51,6 %, le reste étant réparti, entre autres, dans le public.

Succès de l'OPA de Boots sur Ward White

La chaîne britannique de pharmacie Boots a réussi son OPA de 900 millions de livres (environ 10 milliards de francs) sur le groupe de distribution Ward White, spécialisé dans le bricolage et les pièces détachées automobiles.

Des actionnaires représentant 37,4 % du capital de Ward White ont répondu positivement à l'offre améliorée de 445 pence par action faite par Boots, qui détenait déjà 29,9 % du capital de la société convoitée. En conséquence, Boots déclare son OPA inconditionnelle pour la partie du capital qu'elle ne possède pas encore.

La production industrielle aux Etats-Unis a progressé de 2,2 % en juillet par rapport à juin, alors que dans le même temps le taux d'utilisation des capacités des industries américaines est resté inchangé à 83,6 %, a annoncé mercredi la Réserve fédérale. Les économistes estiment généralement qu'il y a un risque de surchauffe quand le taux d'utilisation se situe à 85 % et au-delà. L'augmentation de la production industrielle traduit, par ailleurs, une certaine vigueur de l'activité économique.

NEW-YORK, 22 août ↑

Légère reprise

Des achats de dernière minute ont permis d'effacer, mardi, à la Bourse de New-York, les pertes initiales. En effet, les fluctuations à la baisse ont été importantes pendant une bonne partie de la séance dans un marché calme. L'indice Dow Jones a donc terminé sur un gain de 3,98 points à 2 630,98. Quelque 143 millions de titres ont été échangés. Le nombre des baisses a dépassé largement celui des hausses : 823 contre 634. Les cours des 532 actions ont été inchangés. La remontée des taux d'intérêt sur les marchés obligataires après la révision, en nette hausse des commandes en biens durables, en juin (1,4 % contre 0,3 % précédemment), a fortement déçu les investisseurs.

L'annonce d'une baisse de 1,9 % en juillet n'a donc pas eu d'impact sur le marché. Pour les analystes, ces chiffres signifient que la croissance reste soutenue aux Etats-Unis malgré les signes de ralentissement de la conjoncture ces dernières semaines. La Réserve fédérale, qui cherche à combattre toute relance de l'inflation, ne devrait donc pas assouplir davantage sa politique de crédit. UAL, Deere et Boeing ont coté de terrain. En revanche, Dow Chemical, International Paper et Philip Morris étaient fermes.

VALEURS	Cours de 21 août	Cours de 22 août
Alcoa	72 7/8	73 7/8
Am. Int'l.	38 1/2	38 1/4
Boeing	38 3/4	38 3/4
Chem. Manhattan	38 1/2	38 3/4
Du Pont de Nemours	118 5/8	118 3/4
Eastman	43 1/4	43 5/8
Exxon	43 1/4	43 5/8
General Motors	44 5/8	44 1/2
IBM	113 3/4	113 1/2
ITT	61 1/4	61 1/8
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Kimberly-Clark	42 1/2	42 1/2
McDonald's	27 1/2	27 1/2
Merck & Co.	38 3/4	38 3/4
Wendy's	86 1/8	86 3/8

LONDRES, 22 août ↓

Effrètement

La tendance à la Bourse de Londres était hésitante mardi dans un marché effrètement. L'indice des actions a terminé sur une baisse de 3,9 points à 2 370,4. En effet, dans les milieux financiers on craint un relèvement des taux en Allemagne fédérale après la séance de jeudi à la Bundesbank. L'annonce dans le courant de la journée d'une baisse de 1,9 % des commandes de biens durables aux Etats-Unis en juillet n'a guère eu d'impact. Par contre, à la veille de la publication des chiffres des comptes extérieurs de la Grande-Bretagne, la livre était soutenue. L'indice Footsie a fini la journée sur une baisse de 3,9 points à 2 370,4.

Pour la deuxième séance consecutive, Eurotunnel a chuté, les opérateurs étant inquiets sur l'addition des travaux pour le tunnel sous la Manche. Une addition qui devrait être bien plus lourde que prévu.

British Airways s'est affaiblie en raison de la désapprobation des actionnaires au sujet de la prise de participation éventuelle de la compagnie d'aviation britannique dans la compagnie aérienne américaine UAL. Après les gains réalisés au cours des séances précédentes, le groupe pharmaceutique Wellcome a poursuivi son ascension, stimulé par des perspectives d'une forte augmentation des ventes de son traitement contre le sida. Des rumeurs d'OPA sur Wellcome ont également été le titre.

FAITS ET RÉSULTATS

● Résultats contrastés pour deux banques néerlandaises en voie de fusion. — Deux banques néerlandaises, qui vont fusionner prochainement, la NMB et la Postbank, annoncent des résultats contrastés pour le premier semestre 1989.

La NMB fait état d'une augmentation de 28 % de son bénéfice net, à 178 millions de florins (559 millions de francs), par rapport aux six premiers mois de 1988. La Postbank voit son profit net reculer de 6,9 % à 134 millions de florins (571 millions de francs), en raison de remontées des taux d'intérêt, précise cette banque, déduite à 100 % par l'Etat et qui assure un service de chèques postaux sans agios.

Après la fusion des deux banques qui devraient intervenir dans quelques semaines, un holding sera créé dans lequel l'Etat néerlandais détiendra 49 % des actions.

● BAT : l'UITA s'oppose au rachat par Jimmy Goldsmith. L'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA) proteste vivement contre la tentative de rachat de BAT par la société Foods & Co. par le financier Jimmy Goldsmith.

Elle craint que le succès de l'OPA n'entraîne des pertes d'emplois pour les cinquante-cinq mille travailleurs américains des filiales de BAT, que les auteurs de l'OPA ont déclaré vouloir revendre en cas de succès. BAT emploie trois mille personnes à travers le monde dans ses activités de

PARIS, 23 août =

Calme et sans relief

Et de trois ! La liquidation générale, qui a eu lieu mercredi rue Vivienne, a été à son tour gagnante après celles de juin et juillet. Pas de façon éblouissante, mais assez résistante (+ 2,7 % environ) pour être signalée. L'équilibre, toutefois, s'est produit dans un marché calme et sans tendance bien définie. Légèrement soutenues à l'ouverture (+ 0,18 %), puis de nouveau grignonnées par l'effrètement (- 0,12 % vers 11 heures), les valeurs françaises ont par la suite regagné le terrain perdu pour évoluer au voisinage immédiat du point d'équilibre. Dans l'après-midi, l'indicateur instantané s'est établi à 0,06 % au-dessus de son niveau précédent.

Sur le parquet, les premiers visages bronzés par les grandes vacances du mois d'août ont commencé à faire leur apparition. Mais beaucoup étaient venus par pure curiosité, presque en débauchant du train. Les courants d'affaires ont encore été plus mélangés que ces deux derniers jours. Ce n'est rien de dire que le plus grand calme a régné sous les colonnes.

Après les dérapages de précaution mais aussi naturels de fin de mois, déclenchés la veille par partie par les crises que la baisse de Wall Street avait créées, les investisseurs restent maintenant fermes au pied en attendant le mois prochain. Beaucoup, dont les espoirs sur une baisse des taux d'intérêt ont été déçus, attendent avec curiosité les prochains développements de l'OPA lancée par Suez sur Victoire. Au cas où l'affaire réanimait la Bourse.

Le seul fait saillant de la séance a été la nouvelle baisse d'ouverture au sujet d'un chèque circulant de nombreuses rumeurs, à commencer par la démission du conseil d'administration. Certains parlaient aussi de l'arrêt des travaux décidés par l'un des trois investisseurs bloqués pour des raisons techniques.

De leur côté, les actions Victorine se sont alourdies.

TOKYO, 23 août ↓

Repli

Après une hausse initiale qui avait porté l'indice Nikkei à un nouveau record, la Bourse de Tokyo a terminé la journée de mercredi sur une baisse par rapport à mardi. Le Nikkei a chuté de 11,2 points à 221,07 points, soit 0,62 % à 34 893,28 points. Une forte baisse des fonds d'Etat est à l'origine de ce recul des actions, soulignant les courtiers.

En effet, des rumeurs circulaient sur le marché concernant d'énormes pertes subies par les grandes banques sur les transactions d'obligations en yens. Certains professionnels évoquaient même la possibilité d'une liquidation des avoirs en actions effectuée par les banques pour éponger ces pertes. La Bourse du Japon aurait toutefois qualifié ces rumeurs de douteuses, indiquant encore divers spécialistes.

VALEURS	Cours de 22 août	Cours de 23 août
Asahi	1 770	1 762
Fuyo	1 770	1 762
Sanwa	1 770	1 762
Sumitomo	1 770	1 762
Industrial Bank of Japan	1 770	1 762
Yokohama Specie	1 770	1 762
Sanwa	1 770	1 762
Yokohama Specie	1 770	1 762

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours de 22 août	Cours de 23 août
Amal & Associés	432 00	432 00
Amal	249 50	249 50
B.A.C.	326	326
B. Comptoir de France	852	852
B.C.M.	856	856
Bolton	412	412
Bolton Technologies	937	937
Bolton Tech	2230	2230
Châlon de Lyon	826	826
Châlon	826	826
C.A.L. de Fr. (C.C.L.)	640	640
C.A.L.	180	180
C.B.M.	180	180
C.E. de Fr. (C.C.L.)	378	378
C.E. de Fr.	840	840
C.E. de Fr.	471	471
C.E. de Fr.	740	740
C.E. de Fr.	686	686
C.E. de Fr.	228	228
C.E. de Fr.	336	336
C.E. de Fr.	1024	1024
C.E. de Fr.	480	480
C.E. de Fr.	471	471
C.E. de Fr.	513	513
C.E. de Fr.	333	333
C.E. de Fr.	388	388
C.E. de Fr.	306	306
C.E. de Fr.	234	234
C.E. de Fr.	388 50	388 50
C.E. de Fr.	190	190
C.E. de Fr.	600	600
C.E. de Fr.	216	216

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 22 août 1989

Nombre de contrats : 10 949.

VALEURS	PRIX d'exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
Accor	728	13	3	8	8
CGE	440	13	3	14,50	14,50
EF-Agri-Air	480	15,90	8,20	15,90	15,90
Environnement SA-PLC	38	9,50	1,90	4,40	4,40
Lafarge-Capelle	1 700	68	8	29,50	29,50
Michelin	180	5,20	12	5	9,10
MMI	1 400	34	—	—	—
Puritas	480	28	43	2,28	—
Pugnet	850	63,40	95	5,50	17,50
Saint-Gobain	680	9	23	—	—
Société générale	520	9	23	—	—
Thames-CSF	240	1,35	5,50	38	39
Source Parler	1 700	11,99	49	—	—
Suez Financière	400	7,40	18	—	34

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 août 1989

Nombre de contrats : 64 598.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier	108,94	108,72	108,34
Précédent	109,32	109,10	108,80

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
108	0,88	1,36	0,03	0,73

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,57 F ↓

Le dollar était stable le mercredi 22 août, après avoir nettement baissé la veille aux Etats-Unis après l'annonce d'une forte baisse des commandes de biens durables aux Etats-Unis en juillet. Il s'échangeait à 6,55 F avant de se stabiliser à 6,5030 F la veille à la cotation officielle. Le deutschemark était légèrement plus ferme contre le franc, la devise allemande s'échangeant à 3,3760 F.

FRANCFORT

22 août 21 août

Dollar (en DM) 1 950 1 940

Tokyo 22 août 21 août

Dollar (en yens) 142,78 142,35

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (23 août) 115/141/145

New-York (22 août) 17/83

BOURSES

PARIS (INSEE base 100 : 30-12-88)

21 août 22 août

Valeurs françaises 118,90 120,40

Valeurs étrangères 120,60 119,40

(SIF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 596,4 598,7

(SIF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 400 1 815,50 1 807,15

(OMF, base 100 : 31-12-81)

Indice OMF 50 598,98 595,79

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industriel 2 647 2 660,89

LONDRES (indice Financial Times)

Industriel 1 886,3

Mines d'or 202

Fonds d'Etat 87,80 87,82

TOKYO

22 août 23 août

Nikkei Des Jans 35 114,35 34 833,28

Indice général 2 633,65 2 644,82

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
SE-IL	6,525	6,575	- 5	18	- 19	15
Scm.	5,970	5,980	- 179	139	- 320	281
Yen (100)	4,031	4,038	+ 136	157	+ 246	294
DM	3,764	3,780	+ 50	66	+ 98	121
Fluor	2,954	2,991	+ 40	50	+ 76	94
FD (100)	16,132	16,155	+ 37	124	+ 185	226
FR (1 000)	3,919	3,917	+ 44	68	+ 97	119
£ (1 000)	4,703	4,712	- 153	128	- 289	242
£ (100)	16,390	16,403	- 447	397	- 841	776

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	3 mois		6 mois		9 mois		12 mois	
	8/8	9/8	8/8	9/8	8/8	9/8	8/8	9/8
DM	6 3/4	7	6 3/4	7	6 3/4	7	6 3/4	7
Fluor	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8
FR (100)	7 3/4	8 1/4	7 3/4	8 1/4	7 3/4	8 1/4	7 3/4	8 1/4
SE	7	7 1/4	7	7 1/4	7	7 1/4	7	7 1/4
L (1 000)	10 1/2	11 1/2	10 1/2	11 1/2	10 1/2	11 1/2	10 1/2	11 1/2
£ (100)	13 1/2	14 3/4	13 1/2	14 3/4	13 1/2	14 3/4	13 1/2	14 3/4
£ (100)	8 3/4	9	8 3/4	9	8 3/4	9	8 3/4	9

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDOPAR 850672 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publicationAnciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Weiss.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-93-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Le Monde

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

sur 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tous articles,

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

Marchés financiers

BOURSE DU 23 AOUT

Course	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition							
3786	C.R.E. 9% x	3780	3820	3746	- 0.13							72	Buffet	70	70	70	- 2.68												
1121	A.M.P. 2 1/2	1120	1090	1090								102	Chen Merc.	280	10	280	10												
1212	E.C.P. 1 1/2	1190	1190	1190								52	Chen Merc.	280	10	280	10	- 1.76											
1217	Cal. Lign. T.F.	1070	1070	1070								80	De Beers	90	85	95	0.73												
1800	Reunert T.F.	1830	1830	1830	- 0.85	820	Cal. Lign. T.F.	860	855	868	- 0.15	1840	Ludlow-Coppie	1738	1740	1742	+ 0.17	860	Sain-Ges	882	883	888	+ 0.81	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1870	Cal. Lign. T.F.	1870	1870	1870	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	2220	Dutchess Bank	2281	2280	2280	0.04
1240	Cal. Lign. T.F.	1240	1240	1240	- 0.36	1120	Cal. Lign. T.F.	1120	1124	1124	+ 0.04	1360	Ludlow-Coppie	1360	1360	1360	+ 0.17	1360	Sain-Ges	1385	1385	1385	+ 0.17	222					

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

22/8

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prime Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime Incl.	Rachet net
Obligations			C.I. Mediane	2200	700	Magneta Unipac	140	140	Vicar	1400	1400	A.A.A.	1008 19	1042 14	France Indus. Serv	110 81	107 87	Provat	897 67	677 36			
Exp. 5,50 % 77	123	2,226	Meant S.A.	2200	2200	Magneta S.A.	85 50	85 50	Waterman S.A.	800	800	Action	465 92	446 70	France Invest.	465 92	446 70	Public Phosphate	252 89	251 33			
9,50 % 78/80	102 06	1 128	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	455	455	Stee. du Maroc	250	250	Action	689 68	649 08	France Obligat.	469 20	464 86	Pure Indus.	760 68	742 11			
10,50 % 78/84	103 30	10 445	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	678 41	653 89	France	465 58	474 35	Provat	1173 33	1150 32			
12,25 % 78/80	103 30	2 840	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
10,20 % 82/80	102 55	9 883	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
10 % juin 82	105 28	3 288	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
12,50 % 86/83	108 06	10 620	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
11,50 % 86/83	118 57	9 883	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
12,00 % 82/84	108 50	7 022	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
11 % 86/85	114 82	5 615	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
10,25 % 82/86	107 96	4 916	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	110 08	2 411	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108 46	6 882	Meant S.A.	1380	1380	Magneta Part.	572	572				Action	689 68	649 08	France	112 70	103 42	Placement et-rem.	71818 62	71875 27			
OUT 12,75 % 83	108																						

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
4E-55-91-82 poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 RFA : reprise en main de la CDU par le chancelier Kohl. 3-4 Pologne : la formation du gouvernement. 5 Chine : la répression aurait été beaucoup plus sévère que ne l'affirment les autorités. 6 Liban.	7 Les partis en déshérence : III. Copains, compagnons et camarades.	8 Les raisons de la fronde des gendarmes. 9 Les tribulations de Diego Maradona. - La polémique entre l'INSERM et le groupe Arche de Noël sur l'expérimentation animale.	10 Tournée de l'Orchestre des jeunes de la CEE. COMMUNICATION 13 Hollywood en mutation : Stephen Cannell ou les risques de l'indépendance. - La nouvelle grille de la Ciné.	16 L'OPA de Suez sur Victoria. - Concentration dans l'électronique de défense. 17 Un plan d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse. 18-19 Marchés financiers.	Abonnements 18 Annonces classées 11 à 13 Carnet 10 Météorologie 14 Mots croisés 14 Radio-Télévision 14	Les événements du Liban heure par heure 3615 tapes LEMONDE Les offres d'emplois du Monde 3615 tapes LM

M. Michel Rocard à Fidji

Une visite « historique » en dépit du contentieux nucléaire

SUVA de notre envoyé spécial

A en juger par les problèmes, parfois inattendus, soulevés par la visite de M. Michel Rocard à Fidji, mercredi 23 août, dans le cadre de son voyage dans le Pacifique, on peut s'attendre à ce que 700 000 habitants et donner bien du fil à retordre aux représentants d'une puissance. Ce n'est pas que les relations entre la France et Fidji soient mauvaises. Mardi matin, le général Rabuka, l'homme-clé du régime, s'entretenant avec quelques journalistes français, a affirmé que ces relations sont « maintenant très bonnes » et que cette visite permettrait de resserrer encore les liens entre les deux pays. Un peu plus tard, le ministre de l'Information, Ratu Inoke Kububola, a expliqué aux journalistes français que Fidji accorde « une grande signification » à cette première visite d'un chef de gouvernement français.

Côté français, on a confirmé que les autorités fidjiennes ont fait « ce qu'il y a de mieux ». Le premier ministre a reconnu lui-même, lors d'une conférence de presse, qu'il était tenté de qualifier cette visite d'« historique », et a dit sa « joie de voir l'importance que le gouvernement fidjien lui-même donnait à cette rencontre ».

D'un côté, Paris, comme l'a dit M. Rocard, jugait « très importante » cette étape pour le retour en force de la France dans la zone Pacifique. De l'autre, sans porter de jugement public, la France entendait signifier une réserve à l'égard du régime a-constitutionnel de Fidji.

En août 1987, M. Gaston Flosse, alors secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud, y avait effectué un séjour de quarante-huit heures. On a donc choisi une visite de vingt-quatre heures et M. Rocard, dit-on pudiquement du côté français, s'est « informé » lors de ses entretiens en tête à tête avec le chef du gouverne-

ment, Ratu Sir Kamisese Mara, de l'évolution du régime. M. Rocard s'est, par ailleurs, trouvé confronté à un problème imprévu. Des rumeurs insistantes courent, dans la région, à propos de velléités françaises d'installer une base navale à Fidji. Le premier ministre a dû les démentir avec la dernière énergie, et à deux reprises, en Nouvelle-Calédonie et en Australie.

En outre, à Canberra, M. Rocard a découvert que les Australiens lui demandaient de cesser l'aide militaire française à Fidji, alors que Paris affirmait n'accorder que de l'aide civile. Renseignements pris, l'affaire portait sur cinquante-trois camions Renault et un hélicoptère livrés à Fidji, destinés à un usage civil alors que l'armée fidjienne utilise une partie de ces camions.

Le fin mot — officiel — de l'histoire est que Fidji emploie certains de ces camions, qu'on peut croiser dans les rues de Suva, portant l'inscription « coopération France-Fidji », pour le développement rural, qui est à la charge du ministère de la défense... Lors de sa conférence de presse, M. Rocard a observé que c'était le droit le plus strict des Fidjiens, et qu'en France la lutte contre les incendies de forêt relève bien de l'armée. Il a ajouté que la France entendait entretenir « des relations amicales, confiantes, avec tous les pays du Pacifique, sans porter de jugement sur leurs affaires internes » et sans « assistance militaire nulle part ».

Dernier malentendu de la visite, celui qui a entouré le projet de rencontre entre M. Rocard et le leader de l'opposition, M. Timoci Bavadra. Dans un premier temps, M. Rocard souhaitait fortement rencontrer M. Bavadra. Puis celui-ci a fait à Melbourne des déclarations jugées par le premier ministre « profondément inexactes et profondément désagréables » pour la France. M. Bavadra avait, notamment, fustigé la rumeur sur la base navale française de Fidji, ajoutant même qu'il s'agissait d'une base nucléaire. M. Rocard a donc décidé d'annuler

cette rencontre. La proposition a néanmoins été faite à M. Bavadra de rencontrer M. Edwige Avica, qui ne l'a pas acceptée, dit-on du côté français.

Au total, M. Rocard paraissait très satisfait de sa visite. Néanmoins, selon le texte distribué à la presse, le premier ministre fidjien, lors d'un dîner officiel, mercredi soir, devait conclure son discours en lançant à M. Rocard : « Si je devais vous demander une seule chose, monseigneur le premier ministre, ma demande serait simple : s'il vous plaît, mettez un terme à votre programme d'essais nucléaires dans le Pacifique... ».

En dépit de cette pomme de discorde persistante, la France aura enregistré un progrès sensible dans ses relations avec les pays de la zone. Le premier ministre s'est entretenu, mercredi après-midi, avec Henry E. Naisiali, secrétaire général du Forum des Etats du Pacifique. M. Naisiali lui a proposé une coopération entre la France et le Forum. A l'issue de cette rencontre, ce dernier a affirmé aux journalistes que le réchauffement des relations entre la France et le Forum vient du fait que la France a opéré « un virage à 180 degrés », à propos de la Nouvelle-Calédonie. M. Naisiali a ajouté : « Nous reconnaissons que la France a un rôle central à jouer dans le Pacifique ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères à Nouméa, M. Russell Marshall, ministre néo-zélandais des affaires étrangères, se rendra lundi prochain en Nouvelle-Calédonie, à son tour, en remplacement de M. Philippe Loiseau, désigné, le 19 juillet, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme.

Alors : M. Jacques Barel, préfet des Hauts-de-Seine, est nommé préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin, en remplacement de M. Madhi Hacène, désigné préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle.

Limousin : M. Henri Rouanet, préfet du Val-de-Marne, est nommé préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne, en remplacement de M. Philippe Loiseau, désigné, le 19 juillet, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme.

Lorraine : M. Madhi Hacène, préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin, est nommé préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle.

Gard : M. Maurice Joubert, préfet hors cadre, est nommé préfet du

EN BREF

Deux Basques espagnols extradés par la France. — Emilio Goizua Aldeazabal, trente et un ans, de Tolosa, et Jesus Maria Gas Arce, trente ans, originaire de Deva, tous deux membres présumés de l'organisation indépendantiste basque ETA, ont été extradés, mardi 22 août, de France vers l'Espagne. Emilio Goizua avait été interpellé en juin 1987 à la suite d'un mandat d'arrêt international lancé contre lui pour conspiration en vue d'assassiner et attentat et blessure sur agents de l'autorité. Les Arce, également sous le coup d'un mandat d'arrêt international, avait été incarcéré en février 1988.

Un envoyé spécial de M6 arrêté en Espagne. — M. Victoriano Sarriena Simal, envoyé spécial de la chaîne de télévision M6, a été arrêté le samedi 19 août à Saint-Jacques-de-Compostelle, où il couvrait la visite

La libération des trois derniers militants nationalistes ouvre la voie à une avancée politique décisive

Depuis mardi 22 août, il n'y a plus de véritables militants nationalistes corsés détenus dans les prisons françaises. Sans deux détenus de droit commun qui avaient clamé leur appartenance à l'ex-FLNC au moment de leur interpellation mais qui n'ont jamais reconnus comme issus de ses rangs.

Depuis la décision en mai 1988 d'observer une trêve, ce sont donc cinquante-deux militants nationalistes appartenant ou soupçonnés d'appartenir à l'ex-FLNC qui ont été élargis ou placés en liberté conditionnelle.

BASTIA de notre correspondant

Pantaleón Alessandri et Pierre Albertini, détenus à Nîmes (Gard), et Noël Pantalacci, détenu à Lannemezan (Hautes-Pyrénées), qui viennent d'être libérés (nos dernières éditions du 23 août), étaient les derniers militants nationalistes corsés emprisonnés. Ils avaient été exclus du bénéfice de la loi d'amnistie du 12 juillet 1989 parce que condamnés pour crimes de sang. Leur mise en liberté conditionnelle a été décidée par le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, sur proposition de la commission d'application des peines. Compte tenu de leur période de détention provisoire et des différentes réductions de peine normalement accordées par le juge aux condamnés, les trois hommes ont accompli plus de deux tiers de leur peine. Pantalacci Alessandri aurait accompli sa peine en totalité en décembre prochain. Ce qui a fait dire, mardi, à M. François Viola, l'assistant de A. Riposte, l'association d'aide aux « détenus politiques » corsés que « la décision du

garde des sceaux n'a rien d'exceptionnel puisque les trois militants étaient, depuis plusieurs mois, en situation d'obtenir une mise en liberté conditionnelle. S'ils ont été maintenus en détention, c'est à cause du caractère politique de leur inculpation ».

Alessandri, Albertini et Pantalacci avaient été condamnés le 22 juillet 1985 à huit ans de réclusion criminelle par les assises du Rhône pour les meurtres de Jean-Marie Luccia et de Salvatore Contini à la prison d'Ajaccio le 7 juin 1984. Ces deux hommes étaient tenus pour responsables par l'ex-FLNC de la mort de Guy Orsoni, un jeune militant nationaliste disparu depuis le 17 juin 1983 et dont on n'a jamais retrouvé le corps.

La libération des auteurs du meurtre de Salvatore Contini — qui avait avoué au commissaire Bronsard sa participation à l'enlèvement de Guy Orsoni — est-elle de nature à conforter la trêve de l'ex-FLNC ? Déjà, les nationalistes indiquent que ces libérations ne sont qu'un des préalables posés à une solution politique au problème corse. « En 1981 aussi tous les militants nationalistes avaient été libérés, mais quelques mois plus tard ils étaient des centaines dans les prisons... Faisons en sorte que l'histoire ne se renouvelle pas », dit M. François Viola.

L'échéance européenne de 1993

Depuis 1981, la situation en Corse s'est améliorée, l'ex-FLNC le reconnaît lui-même lors de sa conférence de presse clandestine du 31 mai 1988, au moment de l'annonce de sa trêve. La politique menée par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, même si elle est publiquement jugée timorée par les nationalistes, est observée avec attention

et espoir par la classe politique insulaire.

Chacun reconnaît que l'échéance européenne de 1993 est une occasion de faire valoir ses thèses. Soit pour le renforcement de la position de la Corse dans l'ensemble européen, soit pour revendiquer le cadre et les moyens de la valorisation des spécificités corses dans l'ensemble méditerranéen. Dans ces conditions, le colloque des élus européens que M. Pierre Joxe devait présider en octobre prochain à Ajaccio revêt une importance particulière tant l'occasion d'une clarification des positions gouvernementales y est attendue et tant les conditions de consensus des Corses sur leur avenir pourront s'y exprimer.

Déjà, le 20 août dernier à Corte, les socialistes de Haute-Corse avaient organisé une journée préparatoire à ce colloque. L'ensemble des forces politiques de l'île y ont participé, sauf le Parti communiste, qui a ignoré l'invitation. A Corsica Nationalista, principale force nationaliste en Corse, a refusé de participer aux travaux mais a accepté d'y assister en « observateur ». A l'occasion de cette journée de préparation au colloque d'octobre, un consensus s'est dégagé au moins sur la répartition des responsabilités entre l'Etat, d'un côté, et les Corses, de l'autre. Une nouveauté qui permet de penser, au-delà d'éventuels recadrages du mouvement clandestin, que, un an après l'été de tous les dialogues où la Corse a connu une période politique fébrile de rencontres tous azimuts entre mouvements politiques, syndicaux et associatifs insulaires, l'heure est venue pour une avancée politique décisive.

Cette « part du chemin » que l'ex-FLNC demande à l'Etat de faire devra aussi être accomplie par l'ensemble de la communauté insulaire.

MICHEL CODACCIONI.

Au conseil des ministres

Les traitements des fonctionnaires seront revalorisés de 1,2 % au 1^{er} septembre

Le gouvernement n'a pas l'intention d'accorder à ses deux millions et demi de fonctionnaires le « coup de pouce » salarial que leurs organisations syndicales réclament depuis le début de l'été. Le conseil des ministres du mercredi 23 août a donc consacré une séance application de l'accord salarial de novembre 1988 en décidant de revaloriser comme prévu les traitements de 1,2 % au 1^{er} septembre (après 1 % au 1^{er} mai).

Pour 1989, la progression salariale serait donc de 2,2 % en glissement. Or, depuis le début de l'année, les prix ont déjà progressé de 2,4 %, alors que la prévision officielle du gouvernement table sur 2,5 % pour l'ensemble de l'année et que l'INSEE s'attend à une inflation de 3,7 %. A cela, il faut ajouter le manque à gagner de 0,3 % pour le compte de 1988, soulignent les syndicats signataires de l'accord salarial 1988-1989 (FO, CFDT, CFTC, FEN et autonomes).

Le climat social de la rentrée

En revanche, si l'on en croit des statistiques mises en avant au gouvernement, le salaire moyen des fonctionnaires devrait s'accroître de 5,3 % cette année, contre une progression de 4,3 % à 4,5 % pour un salarié du secteur privé. Il est vrai que l'accord de 1988 n'a pas pris en considération les mesures liées à l'ancienneté et à la qualification.

Au ministère de la fonction publique, on écarte toute application anticipée de la clause de sauvegarde prévue par l'accord, car l'on considère qu'une mesure unilatérale ne serait pas conforme au contrat passé avec les syndicats. Alors que certains observateurs patronaux — mais aussi gouvernementaux — s'inquiètent du climat social de la rentrée, les choses sont-elles condamnées à demeurer en l'état jusqu'à l'examen,

prévu pour le début de 1990, d'une éventuelle mesure de rattrapage ? Ce n'est pas si sûr. En effet, le gouvernement n'exclut pas de « discuter salaires » avant cette date avec les syndicats si l'écart entre la prévision officielle et la progression effective de l'inflation se révélait par trop important. Une mobilisation des fonctionnaires pourrait également inciter les pouvoirs publics à faire preuve de souplesse.

A l'heure actuelle, les syndicats n'ont pas encore pris le poids de leurs troupes, mais l'agitation qui se poursuit depuis le début de l'été parmi les 81 000 agents des impôts n'est pas faite pour rassurer le gouvernement. A la direction générale des impôts, le SNUII, la CGT, la CFDT, FO et la CGC ont d'ailleurs lancé le 21 août un appel conjoint au personnel en faveur de la généralisation des grèves dès cette semaine afin de « créer un véritable rapport de forces » avant la réunion fixée au 5 septembre avec MM. Bérégovoy et Charasse. Outre des revendications communes à l'ensemble de la fonction publique, les agents des impôts réclament 30 points d'indice (environ 700 francs) et des créations de postes en menaçant de généraliser la grève de la perception de la TVA.

Les syndicats, qui rencontreront début septembre M. Michel Durand, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, pour évoquer les questions de mobilité au sein de l'administration, ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils profiteront de l'occasion pour inscrire les problèmes salariaux à l'ordre du jour.

J.-M. N.

Le numéro du « Monde » daté 23 août 1989 a été tiré à 498 494 exemplaires

A B C D E F G H

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni mercredi 23 août, sous la présidence de M. François Mitterrand et en l'absence de M. Michel Rocard en voyage dans le Pacifique, a adopté, sur proposition du ministre de l'Intérieur, le mouvement préfectoral suivant :

Alsace : M. Jacques Barel, préfet des Hauts-de-Seine, est nommé préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin, en remplacement de M. Madhi Hacène, désigné préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle.

Limousin : M. Henri Rouanet, préfet du Val-de-Marne, est nommé préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne, en remplacement de M. Philippe Loiseau, désigné, le 19 juillet, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme.

Lorraine : M. Madhi Hacène, préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin, est nommé préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle.

Gard : M. Maurice Joubert, préfet hors cadre, est nommé préfet du

Gard en remplacement de M. Jean-Louis Dufaigne, désigné, le 19 juillet, préfet de l'Essonne.

Mayenne : M. Denis Prieur, sous-préfet de Montmorency (Val-d'Oise), est nommé préfet de la Mayenne en remplacement de M. François Lépine, désigné, le 26 juillet, préfet de la Drôme.

Var : M. Henri Hugues, préfet de la Charente, est nommé préfet du Var en remplacement de M. Charles-Noël Hardy, désigné préfet des Hauts-de-Seine.

Hauts-de-Seine : M. Charles-Noël Hardy, préfet du Var, est nommé préfet des Hauts-de-Seine en remplacement de M. Jacques Barel, nommé préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin.

Val-de-Marne : M. Michel Blangy, directeur du personnel et de la formation de la police, est nommé préfet du Val-de-Marne, en remplacement de M. Henri Rouanet, désigné préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne.

M. Gilbert Gozard, sous-directeur du personnel à la préfecture de police, est nommé directeur du personnel et de la formation de la police du ministère de l'Intérieur.

Les Douze appellent à un cessez-le-feu au Liban

Les douze pays membres de la CEE ont lancé, mercredi 23 août, un « appel pressant à toutes les parties » pour qu'elles « cessent tous les tirés et bombardements » au Liban et « mettent en œuvre un cessez-le-feu complet ». Dans une déclaration conjointe des ministres des affaires étrangères, adoptée à la suite de la réunion à Paris, lundi, de leurs directeurs politiques et publiée par la France, qui assume ce semestre la présidence de la CEE, Les Douze demandent également au comité tripartite arabe (Maroc, Algérie, Arabie saoudite) de reprendre sa mission de paix au Liban.

Les ministres, poursuit le texte, « sont déterminés à intensifier leur action en faveur du Liban afin de soulager les souffrances de la population et de contribuer au rétablissement de conditions normales d'existence ainsi qu'à la reprise des activités économiques et sociales. A cet effet, ils envoient sur place au cours des prochains jours une mission d'évaluation des besoins. Au vu des résultats de celle-ci, la Commission et ses Etats membres examineront les mesures appropriées ».

De sources autorisées françaises, on indique qu'il s'agit d'une mission d'experts et que la date exacte de leur départ n'est pas encore connue.

Territoires occupés : trois morts et quinze blessés en vingt-quatre heures

JÉRUSALEM de notre correspondant

Nouvelle journée d'affrontements dans les territoires occupés, mardi 22 août, et nouveau bilan élevé de victimes palestiniennes : trois morts et au moins une quinzaine de blessés par balles.

Les heurts avec l'armée ont eu lieu en de nombreux points de Cisjordanie et de la bande de Gaza, où une grève générale était strictement observée, alors que plusieurs camps de réfugiés étaient placés sous couvre-feu.

Dans la bande de Gaza, une Palestinienne de vingt ans a été tuée par balles lorsque l'armée a ouvert le feu dans le marché du camp de Dheis-Balah après qu'une patrouille eut essuyé des jets de pierres. En Cisjordanie, une adolescente de quatorze ans, grièvement blessée par les tirs des soldats il y a une semaine, a succombé à ses blessures.

A Ramallah, dans le camp de réfugiés d'Al-Amari, un Palestinien de seize ans a été retrouvé mort dans des circonstances encore mal élucidées. La famille assure qu'il a été tué de deux balles en pleine poitrine lors d'un incident avec des soldats. L'armée n'a pas confirmé et a chargé un officier supérieur d'enquêter sur cette affaire, qui est la deuxième en quelques jours, de mort mystérieuse d'un adolescent palestinien dans la région de Ramallah. Depuis samedi, dix Palestiniens ont été tués

lors d'acrochages avec l'armée dans les territoires.

AL. Fr.

PROMOTION D'ÉTÉ

Remises exceptionnelles sur micro-ordinateurs
APPLE, IBM, COMPAQ

Ex : Compaq SLT 286
37 750 F HT 28 313 F HT
jusqu'au 30 août inclus

Ki

l'informatique douce
14, rue Magellan - 75008 Paris
Tél. (1) 47 23 72 00 - 1x 611 869
Ouvert du lundi au vendredi.

ARTS • SPECTACLES



Vincent Price dans le Masque de la mort rouge, 1964.

CHRISTOPHE L.

ET SI ON CHANGEAIT D'IMAGE

Faux-semblants

Le faucon que tient Vincent Price, la star culte du cinéma fantastique des années 60, dans *le Masque de la mort rouge*, a tout l'air d'être empaillé. Mais peut-être n'est-ce qu'une feinte, et va-t-il fondre sur nous pour nous apprendre à sourire des prestations légendaires de son maître dans les six légendaires adaptations d'Edgar Poe que fit Roger Corman.

Parlons-en de Corman, le voilà qui revient à la mise en scène après un silence de vingt ans. Là où on l'attendait, dans l'horreur, dans l'humour, dans un avatar égotiste du mythe de Frankenstein (lire l'article de Michel Clement

page 22). Mais aussi où on n'attendait pas le champion de ce « cinéma-bis », tout à fait fauché et généralement bâclé. Son *Frankenstein* délivré par Roger Corman dispose, en effet, d'un gros budget (10 millions de dollars), et reconstitue dans la campagne milanaise la Los Angeles du vingt et unième siècle. A qui se fier ?

Si l'on vous dit : c'est un homme de petite taille, portant des lunettes, il a écrit notamment un scénario pour Woody Allen. Légèrement dépressif, en attendant l'Apocalypse, il collectionne les pendules, les Francis Bacon et

les Rodin. Vous répondez, c'est... ou plutôt vous ne répondez jamais c'est Sylvester Stallone. Vous aurez tort. (Lire l'article de Henri Béhar page 23.) A qui se fier...

Et qui aurait l'idée masochiste de rechercher des émotions muséales dans le bassin minier de la Ruhr ? Pourtant du côté d'Essen s'élèvent des tours romantiques, de rêveurs châteaux néo-gothiques, ce sont des puits de mines désaffectées. (Lire l'article de Marie-France Calle page 28.) A qui se fier ?

Aux apparences. Puisqu'elles sont trompeuses.

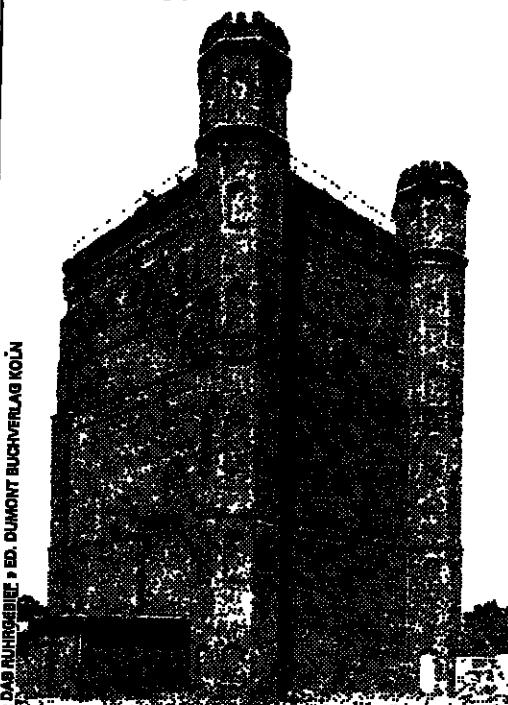
DANIELE HEYMANN.

THÉÂTRE 25
La rentrée
en quarante pièces

Année après année, la tendance se confirme : les valeurs sûres prennent le pas sur la création, même si Avignon envoie son lot d'aventures théâtrales.

MUSIQUES 26
Rock,
la collection d'automne

Les Beach Boys, Paul McCartney (photo ci-dessus), Eurythmics reviennent après des années d'absence. Les Stones Roses, The The, les Neville Brothers viennent confirmer leurs gloires nouvelles.

ITINÉRAIRES 28
Le gothique
industriel

Eglise, château, puits de mine ? Simplement l'une des hiératiques tours-usines qui toisent le bassin minier de la Ruhr depuis la fin du siècle dernier.

CLAP-MOTEUR

APRÈS UN LONG SILENCE, A NOUVEAU DERRIÈRE LA CAMÉRA

Roger Corman délivre Frankenstein

Le pape du cinéma-bis, Roger Corman, avait abandonné la mise en scène depuis vingt ans. Il revient avec « *le Frankenstein délivré de Roger Corman* », film au titre délicieusement mégalomane, à la fois passéiste et futuriste, mêlant le fantastique, la science-fiction, l'humour et l'horreur. Censé se dérouler à Los Angeles au vingt et unième siècle, il se tourne cet été dans la campagne milanaise.

UNE villa de forme futuriste, constituée d'un triangle de verre et d'un cube non moins transparent. Sur le gazon en pente douce, John Hurt, dans une tempête de sable et de feuilles mortes créée artificiellement par d'énormes ventilateurs, tente de s'enfuir avec deux enfants. Un cavalier mongol se dirige vers eux, lance dressée et menaçante. Non loin de là, une voiture aérodynamique, prototype créé par Giugiaro, le grand designer italien qui travaille pour Fiat, Mitsubishi, Renault et Volkswagen. Nous sommes en fait dans le Los Angeles du vingt et unième siècle et John Hurt interprète le Dr Joseph Buchanan, un savant au service de l'armée américaine dont les expériences pour créer une arme totale ont provoqué une courbure spatio-temporelle dont il va être la victime. Du vortex qui est apparu dans le siècle tout peut arriver, comme ce guerrier casqué d'un autre âge. On tourne le Frankenstein délivré de Roger Corman.

Le lendemain, dans un studio de Milan, le décor d'une église désaffectée sert de laboratoire au Dr Frankenstein. Sur les murs, des fresques évoquant le triomphe de la mort et des anges justiciers de style byzantin. Mais aussi des crânes dans des bocaux, des dessins anatomiques de Léonard de Vinci, de vieux grimoires, un énorme chaudron pour produire de l'énergie. Nous nous retrouvons dans un dix-neuvième siècle « gothique », où a été propulsé le Dr Buchanan pour y rencontrer son alter ego le Dr Frankenstein, interprété par Raoul Julià (*le Baiser de la femme araignée*), et sa créature, dont le masque, pour la première fois, ne ressemble pas à celui de Boris Karloff. Le docteur prépare sa seringue, sa femme Elizabeth, morte, gît sous un linceul, Buchanan s'éveille et le monstre se dirige vers lui...

LE PARRAIN D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION

L'événement le plus étonnant est-il ce sujet extravagant qui mêle le fantastique, la science-fiction, l'humour et l'horreur pour renouveler ce grand mythe moderne créé par Mary Shelley, ou le retour de Roger Corman à la mise en scène ? Cas unique d'un réalisateur qui reprend du service après vingt ans d'absence, Roger Corman, auteur d'une cinquantaine de films, s'était en effet arrêté de tourner en 1969, à l'âge de quarante-trois ans, alors qu'il était devenu une légende vivante pour les amateurs de cinéma-bis. Il avait compris, au milieu des années 50, que la production des grands studios ne correspondait plus à un nouveau public composé d'adolescents. Il travaille alors pour une compagnie indépendante, American International, avant de fonder la sienne, tournant une multitude de films à petit budget : adaptations d'Edgar Poe, aventures préhistoriques, films de plage, histoires de gangs motocyclistes, voyages intergalactiques. Bien avant Spielberg et Lucas, il a créé un nouveau marché. D'une certaine façon, les *Dents de la mer* et la *Guerre des étoiles* sont des films de Roger Corman, plus soignés, et dont le budget aurait centuplé. Corman lui-même, avant de jouer dans le film de son ami Coppola, était devenu le « parrain » d'une nouvelle génération d'enfants prodiges. N'avait-il pas, pour des salaires dérisoires, engagé comme assistants, scénaristes ou réalisateurs des jeunes gens frais émoulus des universités de Los Angeles et de New-York qui rêvaient de passer à l'action et s'appelaient Martin Scorsese, Francis Coppola, Monty Hellman, Jonathan Demme, Peter Bogdanovich ou Joe Dante ? N'avait-il pas donné leur première chance à Jack Nicholson, Peter Fonda, Charles Bronson et Robert De Niro ?

Après avoir produit cent soixante-quinze films, Corman est aujourd'hui de retour derrière la caméra. Né en 1926 à Detroit, ancien étudiant en sciences, c'est pourtant un pur produit de la Californie. A soixante-trois ans, le teint hâlé, de haute taille et l'allure sportive, le sourire permanent, la décontraction apparente, Corman ne porte pas son âge et semble totalement à l'aise pour ces grandes retrouvailles. A l'inévitable question sur les raisons pour lesquelles il a abandonné puis retrouvé la mise en scène, il répond avec une candeur et une franchise tout américaines : « Lorsque j'ai tourné mon dernier film, le Baron rouge, en Irlande, il y a vingt ans, je me retrouvais chaque jour devant le même choix : d'un côté, il y avait l'aéroport de Shannon où m'attendaient mes séquences d'aviation et, à gauche, la baie de Galway

John Hurt apprécie particulièrement la rapidité et la virtuosité de Roger Corman. « Avec lui, dit-il, on ne perd pas de temps en états d'âme, et on passe au plan suivant. Avec lui, c'est comme si la caméra partait en voyage : elle va où elle l'entend, mais sans vous quitter de l'œil... »



... John Hurt, fils de clergymen, interprète le rôle du Dr Buchanan, bientôt victime d'une courbure spatio-temporelle qui va le projeter du XIX^e siècle de Mary Shelley (jouée par Bridget Fonda, la fille de Peter) au XX^e siècle. Il s'en remettra. N'a-t-il pas connu pire sous le masque pathétique d'« Elephant man » qui le conduisit à la gloire ?

et le farniente. J'ai eu du mal à finir le film... J'étais fatigué d'avoir tant tourné, j'ai voulu prendre une année de repos, qui s'est prolongée pendant deux décennies. Où j'ai été accaparé par mes tâches de producteur, supervisant jusqu'à vingt films par an ! Puis, il y a cinq ans, les responsables de la Universal, qui avaient fait des études de marché, m'ont informé qu'un film intitulé le Frankenstein de Roger Corman serait, d'après leurs conclusions, un succès commercial. Ma première réaction fut négative. Ils sont revenus deux ou trois fois à la charge, et je me suis dit que je me jetterais bien à l'eau si je trouvais une manière nouvelle de traiter le sujet car je considère le Frankenstein de Mary Shelley comme un des plus grands livres – d'ailleurs sous-estimé – de la littérature anglaise. On m'a proposé plusieurs scénarios originaux, mais aucun ne m'a satisfait. C'est alors que je me suis souvenu d'un roman de Brian W. Aldiss. Comme j'ai une formation d'ingénieur, j'ai fait du héros un savant (dans le livre, c'est un politicien à la retraite) et de mon film une sorte de conte en forme d'avertissement : pensons au problème de l'énergie atomique ou au danger potentiel de certaines manipulations génétiques.

Pour recréer ce monde du passé et du futur, Corman, qui est le coproducteur de son film, s'est donné des moyens – 10 millions de dollars – et un temps de réalisation – huit semaines – très éloignés de ses budgets d'il y a vingt-cinq ans. Dans la *Petite Boutique des horreurs* dont le tournage avait duré quarante-huit heures, certains ne prétendent-ils pas avoir entendu le bruit anachronique d'une machine à écrire située dans un décor voisin où s'écrivait déjà le scénario du film suivant ! Aujourd'hui, tournant dans le vieux Bergame – qui évoquera Genève à l'aube du dix-neuvième siècle,

– à Bellagio, au bord du lac de Côme, et à Milan, Corman s'est entouré des meilleurs artistes italiens : le chef opérateur Armando Nannuzzi, fidèle collaborateur de Visconti et de Comencini, à qui il a demandé des clairs-obscurs à la Caravage pour les scènes d'intérieur et des tons froids et métalliques pour le futur, le directeur artistique Enrico Tovaglieri, célèbre pour ses décors rustiques de l'Arbre aux sabots, et la chorégraphe de la Scala, Marise Flach, qui a réglé la danse des monstres.

UN FILM A TIROIRS

Pour imaginer la créature, Corman a fait appel à Nick Dudman, qui a travaillé sur *Willow*, *Indiana Jones* et la *Dernière croisade* et a inventé le masque de Jack Nicholson pour *Batman*. Dudman nous avoue la difficulté de sa tâche : « Il me fallait être très attentif, car, pendant que je sculptais ce masque nouveau, des traits de celui de Karloff revenaient à ma mémoire. Il fallait que je me réfère, que je me dise que cela m'était interdit. Le génie du masque de Karloff, c'est que l'on ne perd jamais de vue l'acteur bien que ce soit un maquillage très élaboré. Si vous oubliez le comédien, ce n'est plus qu'une tête en caoutchouc. Le visage que j'ai conçu, et qui m'a demandé cinq semaines pour le fabriquer, est constitué de douze morceaux de latex. Les coller sur le visage de Nick Brimble prend trois heures chaque matin, et ils sont détruits chaque soir quand on les culève après une heure d'efforts. C'est pour cela que j'ai dû fabriquer une quarantaine de masques sans chercher à créer l'horreur, n'oubliant pas que Mary Shelley présente sa créature comme belle et bizarre, mais nullement dégoûtante ou choquante. »

Sur le plateau, Corman est comme un poisson dans l'eau, et on oublie qu'il a quitté l'aquarium depuis tant

d'années. Il improvise certains plans en tirant partie du jeu de ses comédiens, et maintient sa caméra toujours mobile en travellings virtuoses.

Il y a visiblement une dimension – l'humour – que Corman désire préserver. Il ne veut pas que son film apparaisse prétentieux ou chargé d'un message pesant. Et il s'amuse, l'œil rieur, à raconter les tours et les détours de son histoire : « Lorsque Joe Buchanan quitte le vingt et unième siècle, il se retrouve dans les Alpes, descend vers un village, entre dans une auberge, échange sa bague en or contre des francs suisses pour se restaurer, puis engage la conversation avec un homme qui se révèle être le Dr Frankenstein. Buchanan lui révèle connaître son œuvre, ce que Frankenstein ne peut admettre car il pense qu'elle est totalement inconnue. Le lendemain, Buchanan se rend à Genève et assiste au procès en sorcellerie (c'est ma propre fille qui joue le rôle) d'une jeune fille accusée d'avoir tué le frère cadet de Frankenstein. C'est là qu'il rencontre Mary Shelley (interprétée par Bridget Fonda, la fille de Peter) et se retrouve dans un monde très étrange où une personne qui a, en fait, réellement vécu est assise à côté d'un héros fictionnel qu'elle a inventé, le Dr Frankenstein ! Buchanan doit alors décider dans quel univers il est plongé. Si Mary Shelley a vraiment écrit Frankenstein, son personnage n'a jamais vécu au dix-neuvième siècle. Il se peut donc que Buchanan soit dans un lieu et une époque qui n'ont pas existé. Ou Frankenstein n'était nullement un produit de l'imagination et ce dont nous parle Mary Shelley a vraiment eu lieu au dix-neuvième siècle. »

Ainsi Corman ouvre-t-il avec délice tous les tiroirs de son récit labyrinthique. Il nous tarde d'y plonger.

MICHEL CIMENT.

AVANT
Stalk

GROS PLAN

AVANT LA SORTIE EN FRANCE DE « HAUTE SÉCURITÉ », DE JOHN FLYNN

Stallone : et maintenant, il pense

Rocky-Rambo peut-il changer d'image ?
« C'est plus amusant d'être un acteur qu'une icône », déclare-t-il en tout cas. Plus facile à dire qu'à faire, sans doute. En attendant « Le p'tit gars au grand rêve » a déjà fait du chemin, et se consacre à l'écriture entouré de ses Degas et de ses Rodin...

Où est le « vrai » Stallone ? Est-il toujours Rocky, ou, variation sur le thème de ce héros musculeux, le personnage de *Haute Sécurité*, de John Flynn, qui sort en France le 30 août. Un gars sans histoire, voyou gentil et bien banal, qui aspire simplement – et proprement – à purger les six dernières semaines de sa peine et à retrouver sa fiancée en banlieue mais que la vindicte d'un directeur de prison paranoïaque (Donald Sutherland) poussera dans ses derniers retranchements. Là-dessus, se superpose l'image que l'on découvre dans les magazines et à la télévision : celle d'un acteur (un vrai), producteur, collectionneur de tableaux et homme d'affaires portant lunettes et costume trois pièces.

« Pourquoi, vous pensiez que dans la vie je ne me baladais qu'en pagne ? Je porte des lunettes depuis l'âge de treize ans, sinon je me cogne dans les murs. J'en avais marre de ne les porter que la nuit, en cachette, comme un voleur. J'ai donc suggéré de m'en servir pour mon personnage dans le film que je tourne en ce moment. »

Il n'empêche que Stallone entre dans sa caravane vêtu d'un tee-shirt trempé, masquant de la main une profonde brûlure sur l'épaule gauche. « Ce matin, on a tourné une scène d'électrocution, ils y sont allés un peu fort. » Nous sommes devant un hangar en bordure d'autoroute, dans un quartier pourri de l'est de Los Angeles. C'est là qu'Andrei Konchalovski (*Sibériade*) tourne *Tango and Cash* ; Stallone en partage la vedette avec Kurt Russell (*New-York 1997*). « J'éprouve autant de plaisir à travailler avec Kurt et Andrei qu'avec Donald Sutherland dans *Haute Sécurité* ou, dans le temps, avec Michael Caine et John Huston. Des gens de ce calibre-là vous forcent à donner le meilleur de vous-même. C'est plus amusant d'être un acteur qu'une icône. Je ne veux plus être tout seul dans un film. »

L'IMPOSSIBLE MÉTAMORPHOSE

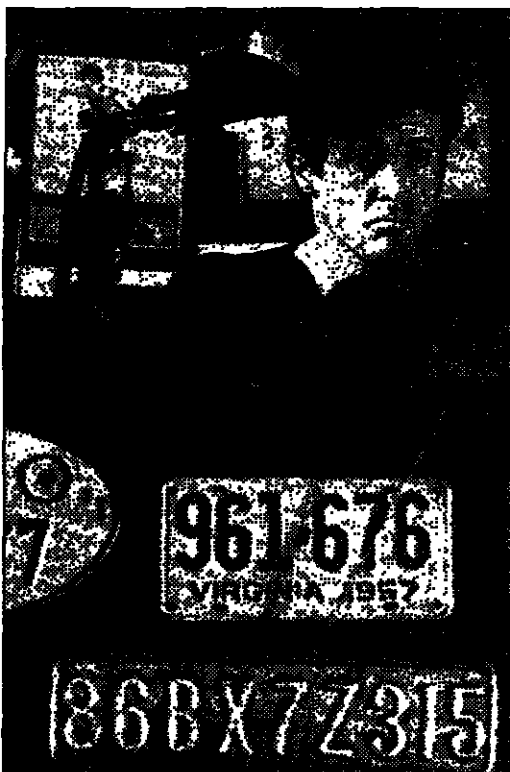
Stallone n'aime pas l'affiche de *Haute Sécurité*. Sur fond de prison, elle le représente, seul, en tee-shirt mouillant, menottes aux poignets, poings serrés. Selon lui, elle fausse la perception du film, qui serait « un drame de caractère ayant pour cadre cet univers extrême qu'est le monde carcéral. »

Pour donner au film, « l'authenticité et le sens du danger qu'il réclame », *Haute Sécurité* a été tourné dans la prison de Rahway (New-Jersey), l'une des plus dangereuses d'Amérique du Nord. « Par une ironie du sort, il a fallu qu'on tombe sur celle où est enfermé l'homme qui a inspiré le personnage de Rocky Balboa », surnommé « Snowman », ou encore « le Seigneur de Bayonne » (New-Jersey). Il est condamné à quinze ans de prison pour trafic de drogue. S'est-il fait l'ambassadeur de Stallone à l'intérieur de la prison ? « Il était plutôt embarrassé. Lorsque nous nous sommes retrouvés, nous avons bavardé quelques minutes puis il s'est tenu à l'écart. »

Toute la prison attendait Stallone au tournant. « À regarder la télévision vingt heures par jour, ils en savent plus sur mon compte que la plupart des filles que je fréquente – ou même que j'épouse. » Très vite vinrent les premières vanes : « Rocky, c'est du vent, je lui botterais le cul sans qu'il ose moufter. » ou « Y'en a combien qui couchent avec ta femme en ce moment ? » Il s'y attendait mais il ne pensait pas que le test serait aussi précis ; chaque prisonnier aspirait à confronter sa virilité avec celle de Rocky-Rambo. « Les gens vous défient du regard, c'est à qui baissera les yeux le premier. Surtout ne pas jouer ce jeu-là, c'est comme ça que démarrent les bagarres. Puis, ça s'est calmé et on a pu travailler. »



« J'avais trimé pendant des années et ça que je tenais pour le rêve américain était devenu un cauchemar ». C'était au moment du semi-échec de « Rambo III ». Depuis, Stallone a essayé de se défaire de sa tunique de superman et de revenir au brave gars musclé de Rocky, avec « Haute Sécurité ».



Mais la peur reste constante. « Quand vous vous retrouvez dans une cour de prison entre mille taulards et huit gardiens, votre trouille n'est pas feinte. » Le meurtre de John Lennon ne cesse de hanter les gens célèbres et Stallone sait que celui qui le tuera finira... en ouverture du journal télévisé. « J'étais certain que quelqu'un se jetterait sur moi pour me planter un couteau dans le ventre. » Oui, aurait-il dit, j'ai tué Rocky. J'ai tué Rambo. Et vous allez faire quoi ? Me foutre en taule ? J'y suis déjà. Pour trois cents ans. »

À l'ascension de Rocky correspond celle de « Sly ». Stallone dit « l'étalon italien », qui en 1975, refusait de vendre son scénario s'il n'en était pas l'acteur principal, tenant tête aux « moguls » hollywoodiens avec la même vigueur que Rocky devant Apollo Creed. Aujourd'hui encore, il tient Rocky I pour sa meilleure performance. « Parce que je n'avais rien d'autre à faire qu'à me concentrer sur mon travail d'acteur. »

Dans les années 80, le succès des *Rambo* aidant, le p'tit gars au grand rêve devient caricature, panonceau publicitaire pour le Pentagone et les anabolisants, et son ego, dit-on, enfle dans les mêmes proportions.

« C'est toute cette mythologie que je m'efforce d'inverser. Je me tiens pour moins râleur que la plupart de mes pairs, et ça commence à se savoir. Je ne suis pas du genre à exiger une plus grande caravane, des crevettes roses tous les jours et des miroirs partout. Beaucoup m'ont détesté parce qu'il ont haï mes personnages. À moi de tout faire pour les démentir. Et je m'y emploie. »

Pourtant, chaque fois qu'il a tenté d'amorcer un virage, le public n'a pas suivi. À se demander s'il n'a pas un temps renoncé, se disant : les dés sont jetés, laisse-toi faire, prends l'oselle et tire-toi. Il hésite, puis reconnaît : le problème remonte à Rocky. Son propos initial n'était pas que Rocky remporte le match l'opposant à Apollo Creed, mais qu'il tienne la distance. « Le vrai combat, tenir la distance, s'est perdu en cours de route. »

EN ATTENDANT L'APOCALYPSE

Alors, changer d'image ? Poussons vers l'extrême : pourrait-il incarner un homosexuel ? « Le public a bien accepté William Hurt dans le *Baiser de la femme araignée*. » On oserait le lui proposer ? « Pour l'instant, non. Pas plus qu'on ne m'offrirait Charles Dickens ou Edgar Poe. Les gens se demanderaient quand je laisserais tomber la plume d'oie pour sortir mon flingue. Les gens n'accepteront mon évolution que si elle est progressive. »

Est-ce pour cela qu'il n'a pas été le chanteur italo-ringard de Broadway Danny Rose alors que Woody Allen lui proposait le rôle ? « Exactement ! Broadway Danny Rose, pour moi, aurait été pris pour une prestation de bouffon. » Stallone révèle alors que lui aussi avait écrit un scénario pour Woody Allen qu'il aurait interprété à ses côtés. « Je le lui ai proposé, il l'a refusé. »

Il aimerait maintenant jouer un personnage dont la souffrance n'est pas uniquement physique. Il tient pourtant à exécuter lui-même ses cascades. Il se fait électrocuter, briser les côtes, déchirer l'épaule, coude, découper et recoudre. Masochisme qui, poussé à l'extrême (*Rambo III*) donnait le sentiment qu'il recherchait la mort. « C'était le cas... C'est une période de ma vie où je m'étais rayé de la carte. Je me suis lancé à corps perdu dans *Rambo III* en espérant me perdre tout à fait. J'étais vraiment le personnage. Mort, à l'intérieur. »

L'idée qu'il se fait de Rambo, proche du premier de la série, diffère de celle du public : « Rambo est un faucon. Il représente la machine impérialiste, le conservatisme. Et moi là-dedans ? Je joue un personnage. Je suis payé pour ça. Or mes opinions politiques ont été assimilées aux siennes. Allons bon ! Stallone

serait donc démocrate militant ? « Non, dans ce pays, on ne peut plus appartenir à tel ou tel parti. On ne peut que choisir l'élection par élection. Et c'est un privilège que je me réserve. Mais Rambo ne sera plus jamais militariste ; il livrera peut-être encore une guerre mais sur le terrain de l'écologie. »

Le prochain Rambo, affirme-t-il, n'aura ni cheveux longs ni bandana ; il prononcera des phrases grammaticalement correctes, avec des mots de plus d'une syllabe. De même, Rocky V, dont il vient de terminer le scénario, « ne sera pas ce que vous imaginez. » Le nouveau Rocky comportera soixante personnages. « Pour en écrire autant, il faut être un peu dingue. »

Stallone continue de se considérer comme un scénariste avant tout. « Pour mon malheur, dit-il en prenant le scénario posé à côté de lui, « deux cent soixante-trois pages, cela représente deux cent soixante-trois hémorragies. J'ai horreur du processus. Ça vous tue, ça vous saigne, ça vous vide, ça vous aliène. Et ça vous châtre dès que vous commencez à tailler dedans. »

Le monde a récemment découvert une facette inconnue de Stallone : collectionneur. L'entrée dans cet univers éminemment clos a été difficile. « Au départ, une certaine condescendance : V'là l' nouveau riche qui n'y connaît rien ! Puis ma collection a pris une certaine ampleur, et... comme je m'y entends assez bien en art on a commencé à me prendre au sérieux. »

Éminemment éclectique, la collection Stallone va de Francis Bacon au « plus beau Bouguereau : la Piété », en passant par Rodin (*Eve de l'original de la Porte de l'enfer* ; *Iris messagère des dieux*), Magritte, Degas, Dali, Delvaux, Hockney, Kiefer, voisinant avec une sculpture de Boyd Webb – deux dents gigantesques dévorant une paire de violons. « Et ça marche. C'est comme faire le casting d'une soirée ou d'un dîner : ou vous n'invitez que des gens du même acabit, mardi les impressionnistes, mercredi les figuratifs, ou vous voulez que votre table soit intéressante. J'opte pour l'intéressant. Nous abordons l'art avec trop de révérence. Ces artistes étaient des joueurs, des gens qui vivaient, aimaient, se battaient intensément. Des fous. Et ils pouvaient être aussi mesquins que vous et moi. Relisez les commentaires de Magritte sur Manet et Picasso... Ils se déchiraient à belles dents. C'est aussi vachard que le métier du cinéma. »

Outre les tableaux et les sculptures, Stallone collectionne les pendules et les horloges. « Je suis persuadé que l'Apocalypse – Armageddon – frappe déjà à notre porte. C'est pour ça que j'ai des montres partout. »

HENRI BÉHAR.

Chaise-Dieu
EN COPRODUCTION AVEC
LE CREDIT LYONNAIS

**XXIII^e FESTIVAL
DE MUSIQUE
DU 23 AOÛT AU
3 SEPTEMBRE 1989**

سكنا من الحلو

CINÉMA

TOUS LES FILMS
NOUVEAUX

Baptême

de René Féréty,
avec Valérie Stroh,
Jean-Yves Bérthelot,
Jacques Bonnet,
François (1 h 03).

Après une décennie de traversée du désert, René Féréty renoue avec la veine de la *Communauté solennelle*. Il retrouve les paysages du Nord et revient à la chronique d'une famille, la siennne. D'un sacrement l'autre, Féréty porte à l'écran la plus intangible des matières : la mémoire.

Forum Horizon, handi-caps, 1^{re} (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-80-33) ; Pathé Hautes-Franches, 3^e (48-39-79-38) ; La Pagode, 4^e (47-06-12-16) ; Gaumont Ambassade, 5^e (43-58-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-51) ; Les Nations, 12^e (47-48-08-06) ; Fauvette Bie, 13^e (43-31-60-74) ; Gaumont Aléa, handi-caps, 14^e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 15^e (43-58-30-40) ; Sept Parnassiens, 16^e (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, handi-caps, 17^e (47-48-08-06) ; Pathé Clichy, 18^e (46-22-48-01).

Les Bois noirs

de Jacques Derray,
avec Béatrice Dalle,
Philippe Volter,
Stephane Freize,
Geneviève Page,
François (1 h 52).

Une petite Parisienne (Béatrice Dalle) se laisse épouser un peu étourdiment par un hoboïste péruvien qui la renvoie dans son grand château, les Bois noirs, entre maman (Geneviève Page) et ses chiens. La Parisienne s'ennuie un peu dans ce lourd décor compassé jusqu'à l'arrivée du frère de son mari, nettement plus joyeux que ce dernier. Les passions montent lentement mais sûrement entre châteaux, débroussaillages et serviteurs félons ou demeurés. La campagne en Périgord est belle en toute saison.

Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-80-33) ; Rex, 3^e (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 4^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 5^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 6^e (47-06-12-16) ; Gaumont Champe-Élysées, 7^e (43-59-04-87) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-87) ; U.G.C. Lyon Bastille, 13^e (43-43-01-88) ; U.G.C. Gobelins, 14^e (43-36-22-44) ; Gaumont Aléa, 15^e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, handi-caps, 16^e (43-36-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 17^e (46-75-75-75) ; Gaumont Convention, 18^e (48-28-42-27) ; U.G.C. Moulins, 19^e (47-48-08-06) ; Pathé Clichy, 20^e (46-22-48-01).

Calme blanc

de Philip Noyce,
avec Sam Neill,
Nicole Kidman,
Billy Zane,
Américain (1 h 38).

Sur ce bateau, un lapin a dit embarquer (après tout, on n'est pas loin de l'Australie). Le couple qui y navigue va découvrir d'ennuis en catastrophes. L'erreur première a été de croiser ce

schooner noir à l'abandon. La seconde d'embarquer le psychopathe qui y survivait, même s'il est le sosie de Marlon Brando (Billy Zane). Parce qu'on n'imaginait pas tout le mal que l'on peut infliger sur un quinze mètres encastré. A la barre, un réalisateur qui a vu De Palma et le Conrad.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 2^e (43-58-19-08) ; Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-59-92-82).
VF : Paramount Opéra, handi-caps, 4^e (47-42-80-33) ; U.G.C. Gobelins, 5^e (43-36-22-44) ; Gaumont Aléa, handi-caps, 6^e (43-27-84-50) ; Miramar, 7^e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 18^e (48-28-42-27) ; Images, handi-caps, 19^e (48-22-47-94) ; La Gambetta, 20^e (46-38-10-98).

Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer
de Jacques W. Benoit,
avec Isach de Bankolé,
Roberta Bissau,
Franco-canadien (1 h 30).

Le titre est celui du roman semi-autobiographique de Dany Laferrière, écrivain haïtien immigré au Québec. C'est Isach de Bankolé qui joue le rôle titre, et une succession de comédiennes canadiennes essaient de ne pas trop se fatiguer. A chaque son petit sketch érotico-sociologique, à Isach de Bankolé de s'en tirer à son avantage, au réalisateur d'en faire un film.

Gaumont Les Halles, handi-caps, 1^{re} (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, handi-caps, 2^e (43-59-19-08) ; George V, 3^e (46-62-41-46) ; Paramount Opéra, 4^e (47-42-80-33) ; U.G.C. Lyon Bastille, 5^e (43-43-01-88) ; Fauvette Bie, 6^e (43-31-60-74) ; Gaumont Aléa, 7^e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 8^e (43-36-30-40) ; Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 16^e (46-22-48-01) ; La Gambetta, 20^e (46-38-10-98).

L'invité surprise

de Georges Lautner,
avec Victor Lanoux,
Éric Blanc,
Jean Carmet,
Michel Galabru,
Jacques François,
Renée Saint-Cyr,
François (1 h 38).

Barbouzes ganaches, flics douteux, KGB approximatifs, terrorisme maléfique et dans tout ça, mettant fébrilement des grands pieds, gaffeur et sympa, un jeune guide touristique noir (Eric Blanc), fils (?) d'un ex-patron de l'anti-gang républicain (Victor Lanoux). Une comédie agitée et déboussolée signée Lautner. Les dialogues de Didier Van Cauwelaert sont parfois drôles mais ceux de Michel Audiard l'étaient souvent. Où sont les *Tontons flingueurs* d'antan ?

Forum Horizon, handi-caps, 1^{re} (46-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-80-33) ; Rex, 3^e (42-36-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 14^e (43-36-22-44) ; Gaumont Aléa, 15^e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, handi-caps, 16^e (43-36-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 17^e (46-75-75-75) ; Gaumont Convention, 18^e (48-28-42-27) ; U.G.C. Moulins, 19^e (47-48-08-06) ; Pathé Clichy, 20^e (46-22-48-01).



En deux films, Idrissa Ouedraogo a filmé la réalité et le songe. Ils sortent aujourd'hui à Paris. Dans le Choix, son premier film, il dénonce le mépris inconscient de l'Occident envers les peuples du monde. Dans Yaaba, (photo ci-dessus), il est un conteur à la recherche des souvenirs de son enfance.

Pour la gloire

de Martin Scorsese,
avec Denzel Washington,
George Baker,
Britannique (1 h 45).

Ce sont les derniers-nés des anciens combattants du monde occidental, ceux de la guerre des Malouines.

Comme leurs aînés, ils ont du mal à rejoindre le monde des civils. Reuben (Denzel Washington) tente de survivre dans un quartier populaire de Londres et Martin Scorsese, dont c'est le premier long métrage, a filmé son histoire avec la rage qui semble posséder la plupart des cinéastes britanniques.

VO : Forum Arc-en-Ciel, handi-caps, 1^{re} (40-38-93-74) ; Le Saint-Germain-des-Près, 2^e (43-58-19-08) ; George V, 3^e (46-62-41-46) ; La Bastille, 4^e (43-57-35-43) ; U.G.C. Lyon Bastille, 5^e (43-43-01-88) ; Fauvette Bie, 6^e (43-31-60-74) ; Gaumont Aléa, 7^e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 8^e (43-36-30-40) ; Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27) ; Images, 16^e (48-22-47-94) ; La Gambetta, 20^e (46-38-10-98).

SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Arise my Love

de Mitchell Leisen,
avec Roy Scheider,
Harvey Keitel,
Treat Williams,
Américain (1 h 46).

Les membres d'un club masculin s'offrent un voyage pendant lequel ils devront faire face à leurs complexes et leurs tabous, sentimentaux et sexuels. Ce film est sorti aux États-Unis en 1986.

VO : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-38-93-74) ; Pathé Hautes-Franches, handi-caps, 2^e (43-59-19-08) ; George V, 3^e (46-62-41-46) ; U.G.C. Lyon Bastille, 4^e (43-57-35-43) ; U.G.C. Gobelins, 5^e (43-36-22-44) ; Gaumont Aléa, 6^e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 7^e (43-36-30-40) ; Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27) ; Images, 16^e (48-22-47-94) ; La Gambetta, 20^e (46-38-10-98).

L'Arme fatale 2

de Richard Donner,
avec Mel Gibson,
Danny Glover,
Patsy Kensit,
Américain (1 h 51).

Les méchants ne sont plus des nazis, des japs, des viets ou des sorcières, mais des Sud-Africains blancs. Quoi qu'il en soit, le justicier à l'œil bleu, c'est Mel Gibson, un peu moins cinglé que dans le premier *Arme fatale*, toujours aussi séduisant, invincible, bon tireur, grand casseur. Le nombre de voitures et de figures abîmées atteint des sommets.

VO : Forum Horizon, handi-caps, 1^{re} (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 2^e (43-58-19-08) ; Bretagne, 3^e (42-22-69-83) ; U.G.C. Normandie, 4^e (46-63-18-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 5^e (46-75-75-75) ; VF : Rex, 2^e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, handi-caps, 3^e (47-42-80-33) ; Rex, 4^e (42-36-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 14^e (43-36-22-44) ; Gaumont Aléa, 15^e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, handi-caps, 16^e (43-36-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 17^e (46-75-75-75) ; Gaumont Convention, 18^e (48-28-42-27) ; U.G.C. Moulins, 19^e (47-48-08-06) ; Pathé Clichy, 20^e (46-22-48-01).

Yaaba

d'Idrissa Ouedraogo,
avec Fatmata Sang,
Noufel Ouedraogo,
Burkina-Faso (1 h 30).

On passe de la familiarité – par moment on se croirait en pleine France profonde – à l'étrangeté qui projette dans un autre temps dans un tout autre monde. L'histoire se passe dans un village, quel-ques maisons isolées dans un paysage de brousse. L'histoire, c'est beaucoup dire. Elle n'est pas bâtie sur une intrigue, mais sur une succession de petits faits quotidiens. Idrissa Ouedraogo procède à la manière d'un conteur chuchotant une chronique de ses souvenirs, sans insister sur le pittoresque de l'exotisme ni sur le côté sociologique. Il donne l'émotion d'une comédie sensible qui se passe là-bas.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts, 2^e (43-28-90-28) ; Les Trois Balcans, 3^e (46-61-10-80) ; La Bastille, handi-caps, 4^e (43-57-35-43) ; Escorial, 5^e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-36-30-40).

Odéon, 5^e (43-28-90-28) ; Le Triomphe, 6^e (45-62-45-78) ; 14 Juillet Bastille, handi-caps, 11^e (43-57-90-51).

Manolo

de Fernando Trueba,
avec Jorge Sanz,
Marisol Verdu,
Espagnol (1 h 45).

Initiation sexuelle et amoureuse d'un garçon de quinze ans, isolé dans un pensionnat, avec des gamins de dix ans et des infirmières trop jolies. L'histoire se passe en Espagne au début de l'ère franquiste. Jeux de regards, fascination du péché et de l'enfer. Aux antipodes des *kid-movies* à ados boutonneux, *Manolo* déborde de drôlerie aigüe, de force, de sensibilité, de charme, de drame. Présenté au Festival du film espagnol il y deux ans, il sort dans une période considérée comme mauvaise pour les recettes. Mais tant mieux pour ceux qui restent à Paris.

VO : Épis de Bois, 1^{re} (43-57-35-43) ; L'Entrepre, 14^e (43-36-30-40).

Nocturne indien

d'Alain Corneau,
avec Jean-Hugues Anglade,
Clémentine Célarié,
François (1 h 50).

Alain Corneau a abandonné la jungle urbaine et jette Jean-Hugues Anglade sur les routes de l'Inde. A peine amorcée l'enquête vite à la queue, et le film se fait labyrinthique. Les lecteurs du roman d'Antonio Tabucchi dont il est tiré, devraient s'y retrouver, les autres s'y perdent avec délices.

VO : Ciné Beaubourg, handi-caps, 3^e (42-71-62-38) ; U.G.C. Odéon, 4^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Champe-Élysées, handi-caps, 5^e (46-62-41-46) ; U.G.C. Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-88) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19^e (47-48-08-06).

Désir meurtrier

de Shohji Ozuma,
avec Masumi Harukawa,
Aïda Nishimura,
Japonais, noir et blanc (2 h 26).

Un Imamura hivernal en noir et blanc, magnifique et glacé, à l'opposé de son foisonnement habituel. Comme un poisson pris sous la glace, une femme se débat pour survivre. Les personnages, les situations sont d'une cruauté exacerbée, à peine tempérée par la chaleur animale du cinéaste qu'on ne perçoit ici que par éclairs.

VO : Chrysalis, 5^e (43-54-07-78).

Do the Right Thing
de Spike Lee,
avec Danny Aiello,
Ruby Dee,
Américain (1 h 59).

Une journée chaude dans un quartier dur. Le racisme à tous les niveaux. Les uns haïssent les autres, et ça finit par une tuerie, puisque ça se passe à New-York, et que Spike Lee se complait – avec efficacité – dans le folklore hard de la grosse Pomme.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; 14 Juillet

se raconte le plus directement – si l'on peut dire – à travers un tourbillon d'images cahotiques, qui installent une ambiance de farce et de tragédie, qui disent l'exil, la solitude, la mort.

Zucker Baby

de Percy Adlon,
avec Marianne Sägebrecht,
Eli Gulp,
Allemand (1 h 30).

Marianne Sägebrecht était vraiment grosse, et on ne

savait pas encore qu'elle pouvait être séduisante. Ce qu'elle découvre et nous fait découvrir dans ce premier film tourné avec Percy Adlon. C'est peut-être là, dans cette histoire d'amour entre une employée des pompes funèbres et un conducteur de métro marié et passif, que son réel talent d'actrice sensible, émue et fière, trouve le mieux à s'exprimer.

VO : 14 Juillet Parnasse, 8^e (43-28-90-28).

REPRISES

L'Équipée sauvage

de Ludo Rondest,
avec Marlon Brando,
Mary Murphy,
Lee Marvin,
Américain, 1953, noir et blanc (1 h 19).

La naissance d'une panoplie, celle du parfait délinquant juvénile : blouson noir, casquette et Harley Davidson. Sous le cuir, il y avait Marlon Brando alors en voie de mythification. Trois ans avant le premier succès d'Elvis Presley, le premier film rock.

VO : Racine Odéon, 8^e (43-28-90-28) ; Les Trois Balcans, 9^e (46-61-10-80).

La Grande Combinaison

de Billy Wilder,
avec Jack Lemmon,
Walter Matthau,
Américain, 1966, noir et blanc (2 h 09).

« Le film n'a pas eu de critique, n'a pas fait d'argent et il a disparu dans la grande fosse à ordures, au même temps qu'un an de ma vie », regrette Billy Wilder. Il faut aller voir s'il méritait ce grand sacrifice.

VO : Reflet Logos 1, handi-caps, 8^e (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

Holiday

de George Cukor,
avec Katharine Hepburn,
Cary Grant,
Doris Nolan,
Américain, 1938, noir et blanc (1 h 34).

Deux des comédiennes fétiches de Cukor, Katharine Hepburn et Cary Grant se retrouvent dans un merveilleux numéro de clown. Il y a dans *Holiday* toute l'habileté du réalisateur à tresser une comédie brillante et son amour pour les femmes qu'il dirige avec humour.

VO : Action Christie, 8^e (43-28-11-30).

L'Homme des hautes plaines

de Clint Eastwood,
avec Clint Eastwood,
Verna Bloom,
Américain, 1972 (1 h 42).

Lorsqu'un village demande à un cowboy inconnu de le protéger contre des bandits, il peut s'attendre au pire car leur sauveur a la vengeance au cœur. Dans la chaleur et la poussière, Clint Eastwood, beau ténébreux habillé tout de noir et de bleu aux yeux, joue du couteau dans un excellent film de Clint Eastwood. Les anglicistes confirmés auront plus de chance d'avoir des frissons, le scénario original est en effet plus « fantastique ». La version française a préféré faire de Clint Eastwood le vengeur de son frère et non de lui-même, faisant de lui un cowboy bien vivant et non un fantôme.

VO : Action Rive Gauche, 8^e (43-29-44-40).

Lawrence d'Arabie

de David Lean,
avec Peter O'Toole,
Alec Guinness,
Anthony Quinn,
Omara Sharif,
Américain, 1962 (3 h 38).

Jamais acteur n'eut autant de moyens à sa disposition pour réussir son numéro. Peter O'Toole est Lawrence d'Arabie, pas tant le personnage historique, que le film. Pour épauler et canaliser sa démesure folle, la mise en scène majestueusement classique de David Lean et la révélation sobre et triomphante d'Omara Sharif.

VO : Forum Horizon, handi-caps, 1^{re} (45-08-57-57).

Plein soleil

de René Clément,
avec Alain Delon,
Marie Laforêt,
Maurice Ronsard,
Français, 1980 (1 h 58).

Dans ce somptueux huis clos à bord d'un superbe voilier, René Clément révèle un Alain Delon ambigu, beaucoup plus diabolique que ne le laissait entrevoir sa belle gueule d'ange bronzée.

Les Trois Balcans, 9^e (46-61-10-80).

La Porte du paradis

de Michael Cimino,
avec Kris Kristofferson,
Christopher Walken,
Isabelle Huppert,
John Hurt,
Américain, 1980 (3 h 40).

S'il existe aujourd'hui un cinéaste épique, c'est bien Michael Cimino. Son film, les *Portes du paradis* était déjà maudit à sa sortie pour avoir ruiné ses producteurs, et fut effroyablement coupé. Neuf ans plus tard, toutes les histoires d'argent sont oubliées et la grande épopée de Cimino sur l'immigration en Amérique sort enfin en version intégrale. On ne peut pas ne pas prendre trois heures quarante de son temps pour y aller. D'ailleurs on ne voit pas le temps passer.

VO : Saint-André-des-Arts 1, 8^e (43-28-48-18) ; Les Trois Balcans, 9^e (46-61-10-80).

Le Procès Paradis

de Alfred Hitchcock,
avec Gregory Peck,
Anne Todd,
Charles Laughton,
Evelyn Barrymore,
Américain, 1947, noir et blanc (1 h 52).

Toute la perversité d'Hitchcock, dans une histoire à trois qui compte moins que l'humour d'Alfred et les performances d'acteurs. Et on aimerait être soupçonné de crime rien que pour être défendu par Gregory Peck, jeune.

VO : Reflet Logos 1, handi-caps, 8^e (43-54-42-34).

La Ville dorée

de Veit Harlan,
avec Kristina Soderbaum,
Eugen Klöpfer,
Allemand, 1932 (1 h 40).

En 1943, les Français servent l'œuvre américaine (ont bon accueil à ce premier film en apogée réalisé par Veit Harlan, dont on avait oublié qu'il était le cinéaste du *Jud Süß*, avec Kristina Soderbaum, la protégée du cinéma hitlérien).

VO : Studio 43, handi-caps, 8^e (47-70-83-40).

Yam Dababo, le choix

d'Idrissa Ouedraogo,
avec Anna Guimard,
Moussa Bissouma,
Fatmata Ouedraogo,
Burkina-Faso, 1987 (1 h 20).

Pour Idrissa Ouedraogo, « *L'aide humanitaire reforme un mépris inconscient* ». Dans son premier long métrage, il raconte l'expédition d'une famille du Sahel épuisée par la faim et la misère qui cherche à survivre dans une province plus riche au lieu d'attendre la main de l'aide internationale. Dans sa deuxième œuvre, *Yaaba*, le metteur en scène burkinabé a préféré s'inspirer d'un conte de son enfance (voir les films nouveaux).

VO : Utopie Champollion, 8^e (43-28-94-88).

La sélection cinéma a été établie par Michel Braudoux, Colette Godard, Danièle Hymann, Bénédicte Mathelin et Thomas Sotinel.



UN FILM DE MARTIN STELLMAN

LA RENTRÉE THÉÂTRALE 1989-1990

Chères valeurs sûres

Gérard Lanvin, Pierre Arditi ou Claude Brasseur mais aussi des monstres sacrés, Edwige Fenech, Madeleine Renaud, Renée Saint-Cyr ou Pierre Dux, les théâtres parisiens inaugurent la rentrée avec une fanfare composée de valeurs sûres. Une dizaine de spectacles ont reçu le baptême du feu du Festival d'Avignon, d'autres ont déjà fait leurs preuves en province et à Paris. La tendance est au classique, « dépourvu de tout », avec un net penchant pour Molière et un *Don Juan* marcellois, mis en scène par Marcel Maréchal. Michel Bouquet enfle à nouveau son costume de *L'Avare* et Francis Perrin, transformé en Scapin depuis quelques mois, fait étape dans la capitale. Gildas Bourdet monte les *Fausse Confidences* de Marivaux, qui a triomphé la saison dernière à Lille. A la Comédie-Française, Georges Lavaudant retrouve *Lorenzaccio*, de Musset, pour la troisième fois, sans compter les très nombreuses mises en scène de Shakespeare, Feydeau ou Guitry. Quelques grains de folie réveillent cette confortable rentrée. Francis Huster, seul en scène, affronte *la Peste*, de Camus, et Klaus Michael Gruber présente *l'Affaire de la rue de Lourcine*, de Labiche... en allemand.

B. M.



« On ne peut en finir avec l'Histoire qu'en anéantissant l'Histoire », dit Heiner Müller. « On ne peut en finir avec l'Histoire qu'en la représentant », écrit Arthur Schnitzler. Matthias Langhoff a uni en Avignon la *Mission*, du premier, et le *Perroquet vert*, du second, en un seul spectacle magnifique, drôle et terrifiant. Il sera cet automne au Théâtre de la Ville.

PARIS

Théâtre de l'Atelier

L'Avare

De Molière. Mis en scène par Pierre Franck, avec Michel Bouquet.

A partir du 14 septembre. Tél.: 46-06-49-24.

Théâtre de l'Athénée

Titus Andronicus

De Shakespeare. Mis en scène par Daniel Mesguich.

Daniel Mesguich s'est juré de monter tout Shakespeare.

Du 17 octobre au 25 novembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30 et le dimanche à 15 heures.

Tél.: 47-42-67-27.

Théâtre de l'Arquimède

Plage de la Libération

De Roland Fichet. Mis en scène par René Ligon.

Ce spectacle a été créé en mai dernier au Festival de Sarrebruck.

Du 12 septembre au 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30 et le dimanche à 15 heures.

Tél.: 43-74-89-81.

Bouffes-Parisiens

L'illusionniste

De Sacha Guitry. Mis en scène par Jean-Luc Moreau.

Jean-Claude Brialy se considère comme l'héritier de Guitry.

A partir du 8 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 45, le samedi à 18 heures et le dimanche à 15 heures.

Tél.: 43-98-80-24.

Théâtre national de Chaillot

Lapin chasseur

De et mis en scène par Jérôme Deschamps.

Le comique au bord du vide de Jérôme Deschamps. Reprise du triomphe qui a terminé la saison de Chaillot.

Du 7 septembre au 6 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30 et le dimanche à 15 heures.

Tél.: 47-27-81-15.

Comédie des Champs-Élysées

Les Meilleurs Amis

De Hugues Whitemore.

Edwige Fenech avait fait ses adieux dans *Léocadia* de Jean Anouilh. Elle a heureusement changé d'avis !

A partir du 8 septembre. Tél.: 47-23-57-21.

Théâtre de la Colline

Opérette

De Witold Gombrowicz. Mis en scène par Jorge Lavelli.

Après avoir fait connaître le Théâtre Gombrowicz, il y a quelques années, Jorge Lavelli commence la saison avec les *Jeux cruels* de ce Polonais au cœur argentin.

Du 12 octobre au 26 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30 et le dimanche à 15 h 30.

Tél.: 43-88-40-30.

Une saison au Congo

D'Alain Césaire. Mis en scène par Mamet Mouy.

Cette dernière partie de la « trilogie anticoloniale » du poète martiniquais, auquel Avignon vient de rendre hommage, avait été créée en 1967 au TEP par Jean-Marie Serreau.

Du 19 septembre au 23 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures et le dimanche à 16 heures.

Tél.: 43-98-40-30.

Comédie-Française

Lorenzaccio

D'Alfred de Musset. Mis en scène de Georges Lavaudant.

Une des pièces fétiches que le directeur du Théâtre national de Villeneuve a déjà montées deux fois à Grignoble en 1973 et 1975.

Du 21 octobre à la rentrée, en alternance. Tél.: 40-15-00-15.

Théâtre Edouard-VII

Pas de fumée sans feu

De Julien Vartet. Mis en scène par Jean-Paul Tribout. Avec Renée Saint-Cyr.

A partir du 8 septembre. Le mardi, jeudi, vendredi à 20 h 45 ; le samedi à 19 heures et le dimanche à 15 heures.

Tél.: 47-42-67-48.

Espace Européen

Les Fourberies de Scapin

De Molière. Mis en scène par Marcelle Tassencourt.

Après quelques mois de croisière en France, Francis

Perrin-Scapin arrête sa galère à Paris.

A partir du 20 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30.

Tél.: 42-83-89-88.

Espace Pierre Cardin

La Machine infernale

De Jean Cocteau. Mis en scène par Jean-Marie Serreau.

Jean-Marie Serreau sur les traces du maître.

A partir du 15 septembre. Tél.: 42-88-17-30.

Théâtre de l'Est parisien

Clair de terre

De Daniel Benaïm. Mis en scène par Guy Rétoré.

Quelques années après *Clair d'usine*, Daniel Benaïm d'arrête cette fois-ci dans les campagnes.

Du 28 septembre au 29 octobre. Tél.: 43-83-20-86.

Théâtre 14 Jean-Marie Serreau

Pourquoi n'as-tu rien dit, Desdémone ?

De Christine Brückner. Mis en scène par Alain Boiss.

Avec Evalyne Isaria, Christine Brückner et Maria Vard.

Christiane Vulpius, maîtresse et épouse de Goethe, Gaudin, Esslin, terroriste de la Bande à Baader, épouse de Martin Luther : trois réels imaginaires, retenus parmi onze compositions d'un livre de Christine Brückner, le premier traduit en français.

Du 4 novembre au 10 décembre. Tél.: 46-46-49-77.

Théâtre de la Madeleine

Port-Royal

De Molière. Mis en scène par Raymond Gérôme. Avec Simone Vaire et Jean Desailly.

La compagnie Valère Desailly ouvre sa saison avec la troisième partie de ce qu'Henry de Montherlant appelait sa Trilogie catholique.

A partir du 6 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures, le dimanche à 16 h 30.

Tél.: 42-85-06-28.

Les Petits Mathurins

Un éléphant dans un jardin

D'Eric Wasth. Mis en scène par José Paul.

L'ironie tendre amère de l'auteur de *la Manifestation*.

A partir du 23 octobre. Du mardi au vendredi à 19 heures et le samedi à 18 heures.

Tél.: 42-86-80-00.

Michodière

Henceforth

D'Alan Ayckbourn. Mis en scène par Bernard Murat.

Après le café-théâtre, les débuts au théâtre de Gérard Lanvin.

A partir du 10 octobre. Tél.: 47-42-85-22.

Mogador

Tango argentin

Spectacle mis en scène par Claudio Segovi et Hector Ozaeta.

Du 22 septembre au 31 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; matinées le dimanche à 15 heures et 19 heures.

Tél.: 42-85-48-30.

Montparnasse

Souper

De Jean-Pierre Brille. Mis en scène par Jean-Pierre Miquel.

Un face-à-face très attendu entre Claude Rich et Claude Brasseur.

A partir du 19 septembre. Tél.: 43-22-77-74.

Théâtre national de l'Odéon

La Célestine

De Fernando de Rojas. Mis en scène par Antoine Vitez. Avec Jeanne Moreau et les comédiens français.

Les spectateurs parisiens découvriront une version réécrite élaborée après les soirées maritimes d'Avignon.

Du 19 septembre au 5 novembre à 20 h 30. Tél.: 43-25-70-32.

Théâtre de l'Œuvre

Je ne suis pas Rappaport

De Herb Gardner.

Le Gardien

De Harold Pinter. Mis en scène par George Wilson.

Deux reprises en alternance avec Jacques Dufilho.

A partir du 16 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 45, le dimanche à 15 heures.

Tél.: 46-74-47-36.

Théâtre ouvert

Le Bourrichon

De et mis en scène par Joël Jouanneau.

D'excellents acteurs dans une mise en scène à l'apparence légère, presque joyeuse, quelquefois même enfantine, comme si Joël Jouanneau avait eu peur de ses propres mots.

Du 13 octobre au 18 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures et les 14 et 21 octobre à 18 heures.

Tél.: 42-85-74-40.

Théâtre du Palais-Royal

Le Fil à la patte

De Georges Feydeau. Mis en scène par Pierre Mondy.

Christian Clavier, Martin Lamotte et Jacques Villeret donneront du fil à retordre à Sabine Haudepin qui est manifestement très à l'aise dans tous les répertoires, après sa Suzanne de *Beaumarchais*, créée la saison dernière par Marcel Maréchal à Marseille.

A partir du 3 octobre. Tél.: 42-87-89-81.

Palais des sports

Dans la nuit, la liberté

D'après le roman de Frédéric Dard et Robert Hoozee. Mis en scène par Robert Hoozee.

Robert Hoozee rend hommage à la Résistance française.

A partir du 5 octobre. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30. Matinées les mercredi et samedi à 15 heures ; le dimanche à 14 heures et à 18 heures.

Tél.: 48-28-40-90.

Poche Montparnasse

Monsieur Songe

De Robert Pinget. Mis en scène par Jacques Seiler.

Deux clowns de la grande espèce, Jacques Seiler et Jacques Boudet, épanchés par Danièle Lebrun et Nadia Barentin, parfaites, astucieuses les mois de l'un de nos auteurs contemporains les plus réjouissants.

Du 9 novembre au 2 décembre à 20 h 45. Matinées le

Du mardi au samedi à 21 heures, matinée le dimanche à 15 heures. Tél.: 46-48-82-97.

Porte Saint-Martin

La Peste

D'Albert Camus. Mis en scène par Francis Huster.

Courageux Francis Huster qui tente une lecture de l'œuvre de Camus. Le plus difficile reste à l'illustrer.

A partir du 8 septembre. Tél.: 46-07-37-83.

Théâtre Renaud-Barrault

Les Égoïstes

D'Arthur Schnitzler. Mis en scène par Luc Bondy. Avec Bulle Ogier, André Dussollier et Didier Sandre.

Après *Libelei et la Ronde*, trois ans avant *Terre étrangère*, un tournant dans l'œuvre d'Arthur Schnitzler. Ce spectacle est présenté dans le cadre du Festival d'automne.

Grande Salle. A partir du 10 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; matinées le samedi à 17 heures et le dimanche à 15 h 30.

Tél.: 42-86-70-80.

L'Amante anglaise

De Marguerite Duras. Mis en scène par Claude Régy. Avec Madeleine Renaud, Pierre Dux et Michel Lonsdale.

Petite Salle. A partir du 29 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30 et le dimanche à 15 heures.

Tél.: 42-86-70-80.

Théâtre Tristan-Bernard

L'Extra

De Jean Lorrain. Mis en scène par Jacques Rosny. Avec Claude Piéplu.

L'extra, c'est Claude Piéplu.

A partir du 6 septembre. Du lundi au samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures.

Tél.: 45-22-08-40.

Théâtre de la Ville

La Mission et le Perroquet vert

De Müller et de Schnitzler. Mis en scène par Matthias Langhoff.

Le succès du Festival d'Avignon (voir photo légendée).

Du 9 novembre au 2 décembre à 20 h 45. Matinées le

19 novembre à 17 heures et le 28 novembre à 15 heures. Tél.: 42-74-22-77.

Maison de la Culture de Bobigny

Dom Juan

De Molière. Mis en scène par Marcel Maréchal. Avec Pierre Arditi et Marcel Maréchal.

Un Dom Juan sans complication créé la saison dernière au Théâtre de la Criée de Marseille.

Du 27 septembre au 31 octobre. Tél.: 48-31-11-45.

Théâtre équestre d'Aubervilliers

Zingaro

Théâtre équestre et musical mis en scène par Barabas.

Les hommes aiment les chevaux, et les chevaux s'aiment.

A partir du 2 novembre. 174, avenue Jean-Jaurès. Tél.: 48-78-75-00 (à partir du 11 septembre).

Centre dramatique de Gennevilliers

Les Tu et Toi

De Dorville. Mis en scène par Bernard Sobel.

Créé dans le cadre du Festival d'automne, ce spectacle sur la Révolution française rassemble les enfants des écoles de Gennevilliers.

Du 17 novembre au 17 décembre. Tél.: 47-93-26-30.

Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis

Tout sur le bruit

Par la Compagnie Grand Magnin.

Ce spectacle créé à Avignon sera présenté à l'école de la Légion d'honneur, rue de la Légion d'honneur, à quelques mètres du théâtre, actuellement en travaux.

Du 3 au 22 octobre. Tél.: 42-47-17-17.

Maison des arts de Créteil

Les Fausse Confidences

De Marivaux. Mis en scène par Gildas Bourdet.

La dernière grande œuvre de Marivaux a été présentée à Lille la saison dernière.

Du 3 au 29 novembre, les mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h 30 et le dimanche à 15 h 30 ; le 11 novembre à 20 h 30.

Tél.: 48-80-18-88.

Théâtre de la Commune d'Aubervilliers

Les Parisiens

De Pascal Rambert. Mis en scène par l'auteur.

Ce spectacle est déjà passé par Avignon.

Du 26 septembre au 29 octobre. Du lundi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 h 30. Tél.: 42-34-87-87.

لانا في الايام

MUSIQUES

LA RENTRÉE ROCK 1989

Grands retours

et découvertes

Francis Cabrel

Zénith, du 16 septembre au 7 octobre, à 20 h 30, 140 F.

De son village il est monté à la capitale pour y jouer son rock rural (en anglais country-rock). Le confluent imprévu du Gers et de l'Arkansas.

The The

17 septembre au Truc (L), Lyon, à 20 heures, 15 septembre à 20 h 30 au Casino de Paris, 120 F.

Matt Johnson est une grande voix du rock : belle, sincère, étonnante. Et aussi pontifiante, ennuyeuse. Alternativement et parfois même simultanément. C'est là que ça devient drôle.

Beach Boys

19 septembre à 20 heures, espace Fontaine Miro, 180 F. 21 septembre à 20 heures, Miro, 180 F. 22 septembre à 20 heures, Bercy, 180 F.

Sans Brian Wilson, le plus grand groupe naïf n'est plus qu'un juke-box qui resasse ses vieux hits. Ce n'est déjà pas mal, d'ailleurs Ronald Reagan appréciait beaucoup.

Deacon Blue

3 octobre, 20 heures, Transbordeur, Lyon, 4 octobre à 20 heures, à l'Elysée-Montmartre, 90 F.

Encore des Écossais qui se prennent pour des Américains. Ne serait-ce l'accent, on pourrait s'y tromper tant leur rock sonne comme là-bas.

Transvision Vamp

7 octobre à 20 h 30 au Palais, 90 F.

Wendy James est la madone des cours de récréation, les TV Vamp sont les gardiens de la flamme adolescente, sensuelle, roublarde, un peu vulgaire mais tellement agréable.

Festival les Inrockuptibles

les 7 et 8 octobre à 18 h 30 à la Cigale, 120 F.

Les Inrockuptibles, excellente revue, présente une excellente sélection de groupes nouveaux, de ceux qui font la joie des biacés comme des néophytes. Avec, le samedi, les rétrogrades (à l'œil comme à l'oreille) Stone Roses, Beautiful South et Felt et, le dimanche Marc Almond, Edwyn Collins et The La's.



Paul McCartney : le Beatle gaucher remonte sur scène.

Paul McCartney

9 et 10 octobre à 20 h 30 à Bercy, 170 F.

Tiens, encore une légende. Mais elle a repris du corps avec un album brillant. Et qui d'autre peut chanter aussi bien Yesterday que son créateur ?

Beatsongs

10 et 21 octobre à 20 heures à la Cigale, 140 F.

La version scénique de l'intensité glorieuse de Novice, l'album.

Neville Brothers

12 octobre à 20 heures à l'Elysée-Montmartre, 180 F.

De l'avis unanime de ceux qui les ont vus sur scène, ils y sont encore meilleurs que sur disque. Or, Yellow Moon est, pour l'instant, le meilleur album paru cette année.

Jason and the Scorchers

12 octobre, Truc (L) Lyon, 13 octobre à 20 heures à l'Elysée-Montmartre, 80 F.

Ils jouent à l'américaine, comme d'autres chevauchent des Harley Davidson, pour amuser les copains,

épater les filles et embêter le bourgeois. En première partie, Webb Wilder, venu tout spécialement de Nashville en soncoupe volante pour faire partager son enthousiasme pour les deux choses qui comptent vraiment dans la vie, le rock et le roll.

Eurythmics

14 et 15 octobre à Bercy à 20 heures, 180 F.

La seule certitude, c'est le changement de coiffure de Dave Stewart. Pour le reste, le duo transformiste (Annie Lennox sera-t-elle blonde ou rousse, chanteuse de blues, de country ou de techno-pop ?) se réserve le droit de faire ce qu'il veut.

10 000 Maniacs

le 16 octobre à 20 heures au Bataclan, 80 F.

Dans la foulée de REM, un rock épuré (parfois, presque) transcendant par une chanteuse irrésistible, Nathalie Merchant.

Reservations FNAC, Virgin Magasins, Cimentation, Etilnet.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Berio-Bernardini

D'Alto canto alto

Le Masne

Opéra

Falquet

Les Contes de la Liberté

Frize

Que souffla le tempête

1 000 Choristes pour les droits de l'homme.

Les Percussions de Strasbourg.

Le Grand Concert Arban.

Luis Castellan.

Leonora Colbert.

Maria-Augusta Nicoll.

Christine Scheller.

Antonella Talamonti (vocal).

Stephen Herring.

Stéphane Gerdon.

René Falquet.

Nicolas Frize (direction).

16 chorales venues de 15 pays, 1 000 choristes pour fêter le bicentenaire des droits de l'homme et du citoyen ; la participation du Concert Arban, des Percussions de Strasbourg ; des œuvres en création (de Luciano Berio, Nicolas Frize, Xavier Le Masne, Nicola Bernardini et René Falquet), la ville de Cergy-Pontoise entre dans la bataille avec de solides munitions. Le concert prendra place dans l'axe majeur « vaste sculpture urbaine », il sera gratuit.

Le 28. Cergy-Pontoise. Ave. du 19 mai, 19 heures. Entrée libre.

Frescobaldi

Extraits du Primo Libro d'Arte Musical

Virgilliano

Ricercare di violoncello

Strozzi

Airs

Scarlatini

Variantes pour clavier sur la Folia

Isabelle Poulenard (soprano), Marianna Müller (viola de gamba), Emer Buckley (clavier).

La liberté des programmes est l'un des avantages conquis par les interprètes baroques. Le poids des habitudes, les réticences syndicales, les contraintes économiques interdisent aux grands orchestres symphoniques de passer leurs programmes. On rêve de concerts présentant les œuvres de la dernière année de Schubert, faisant suivre une sonate pour piano, une symphonie, quelques heder, ou à un autre qui associerait une symphonie de Mahler aux premières œuvres pour piano de Schoenberg. Libres comme le vent, les baroqueux conçoivent leurs programmes en fonction de leurs goûts, n'hésitent jamais à partager la musique (et les applaudissements...) comme d'autres le pain. Être star n'est pas leur affaire. Isabelle Poulenard, Marianna Müller et Emer Buckley se partageront donc un programme aussi varié qu'évocateur.

Le 28. Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 48-04-98-01. De 80 F à 90 F.

Haydn, qui vient d'y entrer avec bonheur), préférant jouer les œuvres dont elle est amoureuse. Qui s'en plaindra ? Il y a trois catégories de pianistes : les pianistes, les musiciens, les artistes. Catherine Collard est une artiste. Elle transforme en or tout ce qu'elle touche.

Sensu. Chapiteau, 17 h 30. Tél. : 48-00-07-79.

Le 23. Parvis de l'église Saint-Michel, 21 h 30. Tél. : 83-57-57-00. De 40 F à 150 F.

Le 26. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 27. Église de Fontaine-de-Vaucluse, 21 h. Le 28. Église de Goud, 21 h. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

Le 28. Cigale de l'abbaye, 21 heures. Tél. : 90-76-88-80.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

JOHN JAMESON
10, rue des Capucines, 2°
40-15-00-30/40-15-00-08

LE SARRADAIS OUV. TOUT L'ÉTÉ
2, rue de Vienne, 9°
45-22-23-62

RIVE GAUCHE

KAMAL
20, rue Rousselet
(angle rue de Sévres), 7°
47-34-66-29

RESTAURANT THOUMBEUX 47-05-49-75
79, rue Saint-Denis, 9°

LE TAGORE
25, avenue du Maine, 15°
45-44-94-41

An 1° et, le premier restaurant de Paris, 66, avenue de la République, 11°
An 2° et, le premier restaurant de Paris, 66, avenue de la République, 11°
An 3° et, le premier restaurant de Paris, 66, avenue de la République, 11°

Un indien de plus ! Mais connu de sa clientèle parisienne depuis 12 ans. Vous le retrouverez installé dans son nouveau restaurant. Menu à déjeuner à 85 F et ses spécialités indiennes.

Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE.

« L'un des meilleurs restaurants étrangers de France » (Gault-Millau). Authentiques spécialités MUGUAI servies dans un cadre raffiné. Carte 140 F. A midi, menus à 70 F et 100 F.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE - POISSONS DU MARCHÉ
Plats traditionnels - Vins à découvrir. - Décor : « Brasserie de Laxe »
TERASSE au pied de l'Opéra-Bastille. T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin
6, place de la Bastille, 43-42-90-32

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24

CONGRÈS MAILLOT

Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année
POISSONS, VIANDES à l'œuf grillés
45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

SÉLECTION PARIS

Mercredi 23 août

Frescobaldi

Madrigal

Froberger

Toccata

Couperin

Prélude à l'imitation de Monsieur Froberger

Andriessen

Ouverture to Orpheus

Buxtehude

La Capricieuse

Bach

8° Suite anglaise

Colin Thony (clavier).

Frescobaldi, Froberger, Conperin, Buxtehude, Bach : un programme qu'on imagine joué à la tête penchée par un claveciniste réveur.

Elève, entre autres, de Gustav Leonhardt, ce Britannique de cinquante-cinq ans joue avec ce mélange de nonchalance et de virtuosité qui fait tout le charme des grands clavecinistes.

Auditorium des Halles, 19 h. Tél. : 48-04-98-01. 80 F.

Dimanche 27 août

Haydn

Sonatas Hob 23 et 24

Franck

Prélude, choral et fugue

SÉLECTION

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Richard Artschwager

Après l'exercice de divers métiers, cet ancien élève d'André Breton, à New York, décide de réaliser quelques meubles « sur le mode constructiviste ». De là à concevoir des sculptures-mobilier, il n'y avait qu'un pas, que l'artiste franchit, combinant rigueur et ironie.

Centre Georges Pompidou, galerie contemporaine, rue de Châteaufort, place Georges-Pompidou, Paris. 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 17 septembre.

Dessins de Matisse

Du fauvisme aux derniers projets pour Venise, une centaine de feuilles évoquent l'évolution de l'œuvre du peintre. Admirable, naturellement... pour quelques jours encore.

Centre Georges Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris. 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 27 août.

Dessins d'Ingres de Montauban

Si les dessins, études ou esquisses, révèlent la genèse des œuvres du peintre, les traits tout en douceur, carres, et gourdins dévoilent l'esprit, plutôt libéré de ce mouleux très digne de l'Institut.

Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes, Paris. 1^{er}. Tél. : 42-33-52-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 3 septembre. 25 F.

Egypte-Egypte

Art pharaonique, copte ou islamique, vingt-cinq chefs-d'œuvre de la civilisation égyptienne viennent visiter l'ultra-moderne IMA. Parmi eux, les plus belles pièces du trésor de Douch et de la cachette de Louxor exhumées le printemps dernier.

Institut du monde arabe, salle d'actualité, 23, quai Saint-Bernard, Paris. 6^e. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 22 h. Jusqu'au 30 mars. 35 F.

Jean Fautrier

En plus de cent-cinquante peintures accompagnées de dessins, de gravures et de la quasi-totalité des sculptures, un juste hommage à l'auteur des Otages, qu'il est bon de revoir à travers son œuvre « noire » de l'entre-deux-guerres.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris. 10^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 24 septembre. 15 F.

Wifredo Lam

Vennes de Cuba, une trentaine de peintures de celui dont les surréalistes admiraient la puissance symbolique et le sens de la magie, et dont Picasso avait dit à Pierre Lach, à propos de son primitivisme : « Il a le droit, lui : il EST nègre ! ».

Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris. 7^e. Tél. : 42-22-57-80. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 19 h 30. Jusqu'au 23 septembre.

« La Traversée de Paris »

Quatre siècles de l'histoire de la capitale avec un cas-

que sur les oreilles à la mode Cité-Cinéma. Il ne faut sous-estimer aucun prétexte l'étonnant documentaire de Romain Goupil Je ne me souviens pas, qui retrace, images inédites à l'appui, quelques grands moments de la capitale à la façon et en hommage au Je me souviens de Georges Perec.

Grande Arche, La Défense, 92200. Tél. : 40-90-05-19. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 19 h 30, vendredi de 10 h 30 à 22 h 30. Réservations au 48-78-76-00. Fermé le 28 août. Jusqu'au 31 décembre. 48 F.

Les Envois de Jacques Lartigue

Pris par un lutin émerveillé qui volait sur les ailes du temps, quatre-vingt-cinq clichés retracent les débuts de l'aviation.

Grand Palais, galerie nationale, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Clemenceau, Paris. 8^e. Tous les jours sauf mardi et mercredi de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 décembre. 12 F.

Les Pastels du Louvre

Le Louvre accroche très brièvement une soixantaine de pastels, essentiellement des portraits. Parmi eux, les autoportraits de Chardin et la majeure partie des œuvres de Quentin de la Tour.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaeger (côté Jardin des Tuilleries), Paris. 1^{er}. Tél. : 40-20-83-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h, mercredi 4 septembre, de 10 heures à 18 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 octobre. Châteaux, promenade du Bout-du-Monde. Tél. : 41-87-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abbaye du Ronceray, place de la Letratie. Tél. : 41-88-88-75. Jusqu'au 24 septembre.

Magiciens de la Terre

Vedettes de la création occidentale et inconnus venus d'Afrique, d'Océanie, de Chine ou d'Amérique centrale offrent l'exposition la plus discutée de l'année. Il ne reste que quelques jours pour la visiter à Beaubourg.

Centre Georges Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris. 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 28 août. 32 F.

Or et Couleur : le cadre dans la seconde moitié du XIX^e siècle

Pâtisserie opulente ou pauvre bague de bois clair, grand ou même démesuré, le cadre tient le second rôle nécessaire de toutes les expositions. Cette fois-ci, il est en haut de l'affiche.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, place Henri-de-Montherlant, Paris. 7^e. Tél. : 40-48-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, dimanche et jours fériés de 9 h à 18 h, jeudi de 9 h à 21 h 45. Fermé le lundi. Jusqu'au 24 septembre. 23 F (billet d'accès au musée).

RÉGIONS

Angers

Gau-Garriga

Cet artiste catalan, l'un des premiers représentants de ce qu'on a appelé la « nouvelle tapisserie », trace une œuvre dense et baroque où dentelles et fibres se sont pas, loin de là, significatifs de colifichets. Angers, qui abrite la tenture de l'Apocalypse, accueille ses sculptures textiles, mais aussi ses peintures, ses collages, ses dessins.

Le Cateau-Cambrésis

Martins : dessins de fleurs

Dans l'exposition, une cinquantaine de dessins sont inédits, qui proviennent de collections privées : branches de grenadiers, de pêchers, de citronniers, de cerisiers, joujoux, tulipes, capucines, fenilles de chêne, de cinéraire, de vigne... Matisse aimait les fleurs. Ses appartements nîçois en

étaient pleins. Et il les dessinait de son trait incomparable.

Musée de l'Art moderne, palais Fénélon, 59380. Tél. : 27-84-12-15. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures (sauf dimanche, de 10 heures à 14 heures et de 14 heures à 18 heures). Jusqu'au 29 octobre. Châteaux, promenade du Bout-du-Monde. Tél. : 41-87-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abbaye du Ronceray, place de la Letratie. Tél. : 41-88-88-75. Jusqu'au 24 septembre.

Aurillac

Alain Fleischer

Jeu de miroirs et de renversement sur l'illusion à travers vingt ans de travail, brassant installations et séries inédites, l'itinéraire labyrinthique d'un manipulateur d'images, à la fois photographique, cinématographique et plasticien. Une rétrospective.

La sellerie et les écuries du Jardin des Carmes, rue des Carmes, 19000. Tél. : 71-64-18-90. De 13 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 17 septembre.

Carcassonne

Gaston Chassaac

Paysan dans l'Yonne, Gaston Chassaac a fait tous les métiers avant d'inventer « quelque chose de plus inhabituel », comme il le devait l'écrire lui-même. Son art à lui est à la fois rustique et moderne, composé de journaux, tissus et objets de tous les jours. Un art d'une gaieté qui annonce irrésistiblement Dubuffet.

Tours narbonnaises, Cité, 11102. Tél. : 64-71-04-10. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre.

Dacques

Couronnes du monde

Du diadème de Tontankhamon à la couronne portée par Charles 1^{er} d'Autriche en 1916, près de deux cents couronnes d'or, d'argent et de pierres précieuses racontent l'histoire de la couronne, parure sacrée, insigne d'un pouvoir religieux ou politique. Une exposition annoncée, non

moins humor, comme la plus révolutionnaire du Biscuitaire.

Centre culturel, abbaye de Daoulas, 21, rue de l'Église, 23224. Tél. : 98-25-84-39. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Dunkerque

La géométrie méridienne

Prendant comme motif la mission scientifique que les astronomes Delambre et Méchain effectuèrent à partir de 1792 pour mesurer l'arc du méridien de Dunkerque à Barcelone, l'exposition réunit des dessins d'excellents artistes contemporains que les notions de mesure (du temps) et de poids (du corps) intéressent. S'y retrouvent en vedette, pour marquer chacun des pôles du pôle, le photographe Joachim Bonnemaison et le sculpteur espagnol Susana Solano.

Château Coquelle, rue Félix-Coquelle, 59140. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Hôtel de ville de Dunkerque. De 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le dimanche et le lundi. Jusqu'au 31 août.

Lyon

« Verso l'art povera »

Une rétrospective de ce mouvement d'avant-garde italien qui rassemble des œuvres réalisées entre 1961 et 1969 par Kounellis, Merz, Paolini, Boetti, Fabro ou Pistoletto.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échange de Perrache, 4^e niveau, 69001. Tél. : 78-42-27-39. De 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 5 septembre.

Marseille

Coplans

Ancien peintre abstrait d'origine anglaise, émigré aux États-Unis en 1960, John Coplans, soixante-neuf ans, rend un hommage émouvant à son corps vieillissant, à la fois matériel et instrument de représentation, sculpture et monument.

En visitant le château d'Oiron en Poitou, on peut d'une pierre faire trois coups : découvrir un ensemble exceptionnel de peintures murales de la Renaissance — le plus important de ces ensembles en France après celui de Fontainebleau ; constater que les acquisitions de l'État dans le domaine de l'art vivant peuvent être d'un très bon niveau ; enfin, apprécier un essai non violent d'insertion dans le paysage d'un monument historique.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Guimpe

Jean Verkade

Ce Hollandais, que ses amis de Paris avaient surnommé « le nabi obéissant », en raison de sa grande taille, travailla à Pont-Aven et au Pouldu, fut marqué par Gauguin, devint mystique et se fit moine au couvent de Beuron. L'importante rétrospective de Guimpe, qui a d'abord été présentée au Musée Van Gogh d'Amsterdam, nous le fait mieux connaître.

Musée des beaux-arts, 40, place Saint-Corentin, 28000. Tél. : 98-35-45-20. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30. Fermé le mardi. Jusqu'au 18 octobre.

Rochechouart

Aloïse

C'est une des plus grandes figures de l'art brut. Interne en 1918 dans un hôpital psychiatrique près de Lausanne, où elle vécut jusqu'à sa mort, Aloïse Corbex, dite Aloïse, y réalisa pendant plus de quarante ans une œuvre graphique et littéraire profondément singulière, aux riches couleurs, et pleine d'images d'amar.

Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87600. De 14 heures à 18 heures en septembre. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures en août. Fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

DERNIERS JOURS

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7^e) — M^o Varenne
QUAND RODIN EXPOSAIT

tous les jours, sf lundi, 10 h-17 h 45, 13 juin — 3 septembre

MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine Bourdelle, M^o Montparnasse
POUGNY BOGRATCHEW

Peintures Sculptures

tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

DU 2 JUIN AU 1^{er} OCTOBRE

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-38. De 12 heures à 19 heures, de 10 heures à 19 heures le week-end. Jusqu'au 3 septembre.

Meymac

Markus Lüpertz

C'est une rétrospective, la première en France, de cet artiste allemand, plus classé que qu'on ne le croit. Près de quatre-vingts tableaux et une dizaine de sculptures de 1964 à aujourd'hui sont exposés sous un titre qui intrigue : « Le dithyrambe, et après ».

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, place du Bâcher, 19250. Tél. : 56-95-23-30. De 10 heures à 19 heures et de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 octobre.

Morlaix

René Duvillier

Jets d'encre, tourbillons de couleurs et explosions astrales, l'œuvre, de 1954 à 1989, d'un peintre un peu oublié qu'André Breton a qualifié de « lyrique au premier chef ».

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29210. Tél. : 98-88-88-88. Jusqu'au 13 octobre.

Nantes

Souloges

Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Cassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée de beaux-arts de Nantes, désormais l'un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Quimper

Jean Verkade

Ce Hollandais, que ses amis de Paris avaient surnommé « le nabi obéissant », en raison de sa grande taille, travailla à Pont-Aven et au Pouldu, fut marqué par Gauguin, devint mystique et se fit moine au couvent de Beuron. L'importante rétrospective de Guimpe, qui a d'abord été présentée au Musée Van Gogh d'Amsterdam, nous le fait mieux connaître.

Musée des beaux-arts, 40, place Saint-Corentin, 28000. Tél. : 98-35-45-20. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30. Fermé le mardi. Jusqu'au 18 octobre.

Rochechouart

Aloïse

C'est une des plus grandes figures de l'art brut. Interne en 1918 dans un hôpital psychiatrique près de Lausanne, où elle vécut jusqu'à sa mort, Aloïse Corbex, dite Aloïse, y réalisa pendant plus de quarante ans une œuvre graphique et littéraire profondément singulière, aux riches couleurs, et pleine d'images d'amar.

Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87600. De 14 heures à 18 heures en septembre. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures en août. Fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

Saint-Paul

L'Œuvre ultime

Représenté par des œuvres tardives et parfois même par leur dernier tableau, le testament artistique de Cézanne, Renoir, Monet, Bonnard, Klee, Matisse, Mondrian, Picasso ou Dubuffet.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-83. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 octobre.

Thouars

Oiron à nouveau

(Voir photo légendée.)
Château d'Oiron (12 kilomètres de Thouars), 78100. Tél. : 49-96-57-42. De 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 octobre.

Tours

Raoul Dufy

Dufy, l'aimable, le joyeux, est exposé à Tours. Ses peintures et dessins, prêtés par les musées de Paris, de Nice et d'Orléans, évoquent son parcours, sa contribution au cubisme, son admiration pour Matisse, ses thèmes favoris telles les régates, son aïeul, son hédonisme.

Musée des beaux-arts, 18, place François-Bicard, 37000. Tél. : 47-05-68-73. De 9 heures à 12 h 45 et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 3 septembre.

Troyes

Auguste Chabaud

En une centaine de toiles, l'histoire d'un peintre provincial qui vécit à Montmartre à l'époque historique des fauves et des cubistes, et peignit avec ferveur prostituées et fétards. Dommage que son œuvre ultérieure n'ait pas été à la hauteur de ces débuts flamboyants.

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 28-80-57-30. De 11 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 18 septembre.

Valaison-la-Romane

Bourdelle

Trente-huit bronzes et trois toiles du sculpteur évoquent ses thèmes de prédilection : son entourage, la femme, le cheval, la musique et l'Antiquité.

Forme des arts, avenue Bernard-Mollé, 84110. Tél. : 90-36-06-25. De 10 heures à 19 heures et de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Villeneuve-d'Ascq

Daniel Dezeuze

En trois cents œuvres, une rétrospective, ou presque, d'un ancien de Support/Surface, préoccupé par ce que regarder et voir veulent dire, et dont le travail sur la peinture, l'espace et le vide, aussi théorique qu'il puisse être, fait toujours preuve de sensibilité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. De 10 heures à 19 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 30 août.

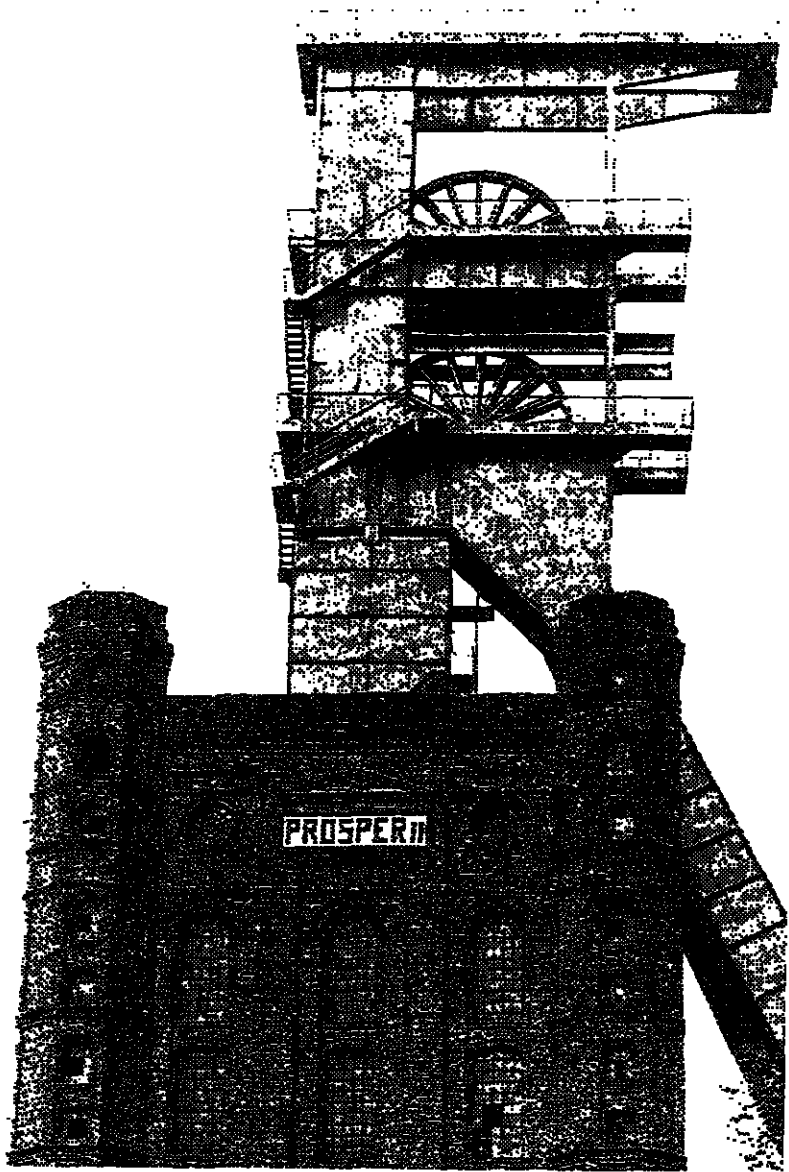
La sélection Arts a été établie par : Geneviève Breccette, Philippe Dagen, Bénédicte Mathien, Patrick Regiers.

لكن من لا

L'ŒIL VAGABOND

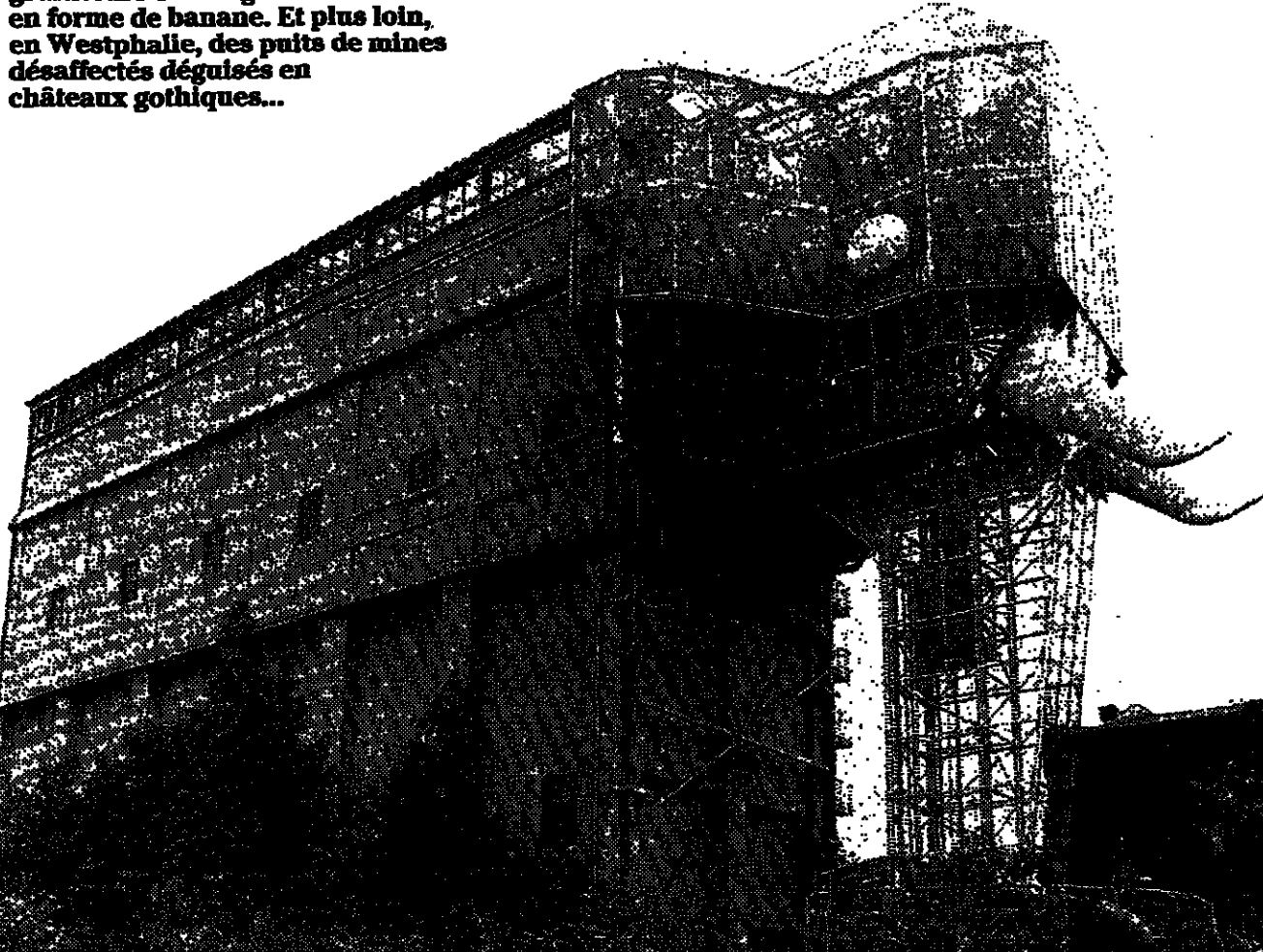
LES CHEMINS DE TRAVERSE D'UN BASSIN MINIER

La Ruhr buissonnière



Moitié château, moitié usine, la tour Malakoff de Bottrop.

Qui eût cru qu'un austère bassin houillier septentrional puisse receler d'aussi allègres trésors ? Il suffit de sauter l'autoroute et hop ! A Cologne, à côté de la cathédrale, on trouve des galeries d'art « bombées » par d'aimables graffeurs d'un signe de ralliement en forme de banane. Et plus loin, en Westphalie, des puits de mines désaffectés déguisés en châteaux gothiques...



Détournement singulier d'un corps d'usine, l'éléphant du parc Maxmilien, à Hamm.

Il faut se défaire du préjugé selon lequel le nord de la RFA, cette région que le Rhin accompagne sur une bonne centaine de kilomètres, située aux confins des frontières belge et néerlandaise, et dont le joyau est le bassin houillier de la Ruhr, que cette région, donc, ne serait qu'un enchevêtrement d'asphaltes inhospitaliers. Au-delà du réseau routier et de ses bretelles se cachent en Rhénanie-Westphalie quelques trésors. Mais il faut les chercher avec la ferme volonté de les trouver. Et d'abord, il faut faire l'autoroute buissonnière.

Première sortie : Cologne, pour sa cathédrale, ses églises romanes restaurées, son nouveau Musée Wallraf-Richartz-Museum/Museum Ludwig — du nom du mécène d'Aix-la-Chapelle qui a donné sa collection d'art moderne. Aime-t-on ou non les formes audacieuses de ce musée, coincé entre la gare et la cathédrale ? La question peut se poser, mais, désormais, ses crêtes ondulées qui dominent le Rhin font partie du paysage. Ses architectes, choisis sur concours, sont Peter Busmann et Godfrid Haberer, deux outsiders.

A côté des institutions — y compris les salles de concert — Cologne se veut la capitale du marché de l'art. Elle compte sur son salon annuel, « Art Cologne », et sur ses galeries — plus de cinquante. Le peintre Sigmar Polke serait pour beaucoup, dit-on, dans la métamorphose de cette ville avant tout mercantile en scène artistique. En effet, dans les années 70, il a délaissé quelque peu Düsseldorf, rivale et voisine, pour venir exposer là, s'y amuser, y fréquenter les tavernes à la mode — ou qui le sont devenues grâce à lui.

Il y a l'establishment et, en marge, une certaine fronde. Une impertinence qui s'épanouit dans la rue, et passe par le graffiti, véritable tradition plus ou moins grimaçante. Le premier à s'être fait un nom sur les murs de Cologne a été le Suisse Harald Naegeli, avec sa *Danse de la mort coloniale*. Une série de squellettes dessinés en bombages firent leur apparition sur les portes des musées, les portails des églises, sur tout ce que Naegeli considérait comme « temples inaccessibles de la culture ». Le message était clair.

En 1966 est apparu un nouveau bombage — mais dans le genre aimable, — la banane. Toutes les galeries dignes d'intérêt ont été ornées d'un fruit exotique dont l'ensemble constituait une sorte de parcours fléché pour aider « l'amateur d'art à s'y reconnaître dans la jungle de la ville ». La banane « décernée » est devenue un signe de reconnaissance, un label de qualité, et l'on murmure que certains propriétaires de galerie commandent en secret un bombage.

Cela dit, l'apposition du signe étant illégale, l'opération a lieu la nuit. Le « bombeur » a déjà été arrêté et inculpé, mais il sévit encore, laisse le fruit ou la peau, c'est selon, sur les maisons qui abritent l'art. Pourquoi une banane ? « Tout le monde pense immé-

diatement au symbole sexuel, dit le « bombeur », mais une banane, c'est aussi une peau sur laquelle on peut glisser. Et ça a aussi un côté sympa. C'est doux, nourrissant, la couleur est éclatante... »

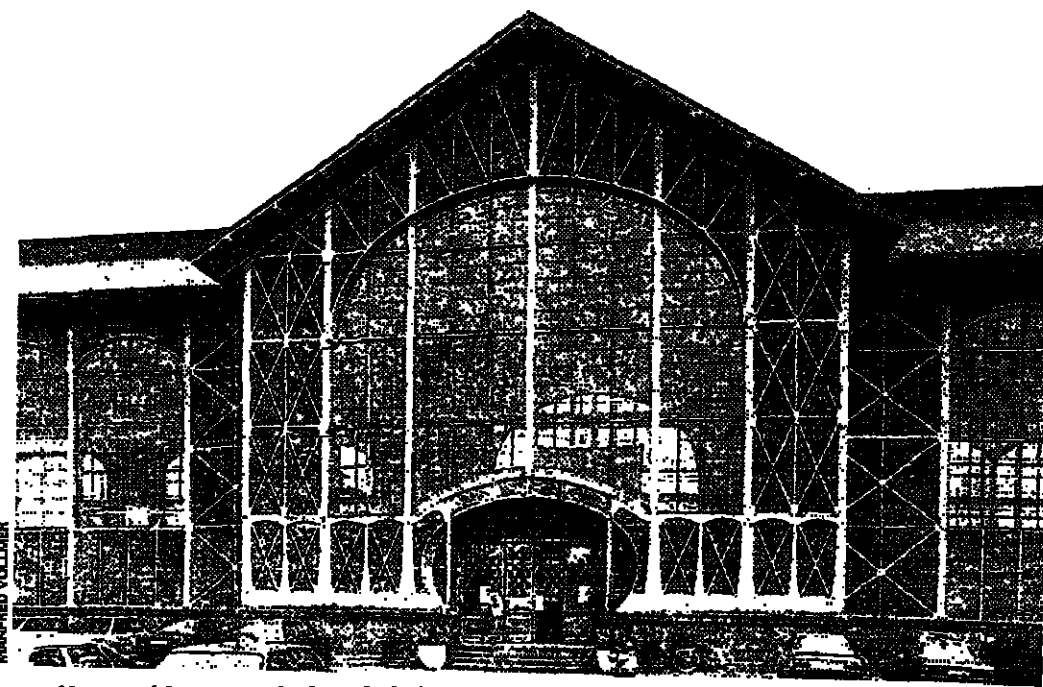
Après Cologne et ses bananes, on va vers du plus convenu. A Düsseldorf, point de graffiti, moins d'impertinence... Et beaucoup plus d'argent. L'art y eut toujours ses mécènes, qui ne sont pas forcément des potentats. Ainsi, après la guerre de 14, la « mère Ey », comme on l'appelait, tenait une boulangerie dans la vieille ville, et sa boutique est devenue un lieu de rencontre des artistes. Le Musée municipal a d'ailleurs consacré trois pièces au souvenir de la boulangère. On peut y voir les œuvres de peintres devenus célèbres auxquels, en son temps, la mère Ey assurait le pain quotidien. Elle les aidait également à vendre leurs tableaux à ses pratiques.

Düsseldorf mérite incontestablement le détour, ne serait-ce que pour visiter le nouveau Musée régional, dû à l'architecte danois Otto Weidling, et qui renferme, entre autres, une belle collection Matisse. Les hommes d'affaires qui passent par là se retrouvent le soir à flâner dans la vieille ville — bière et musique dans les rues. Pourtant, on apprécie mieux, également dans la vieille ville, la Karlstadt, où se sont installés la plupart des antiquaires, plus quelques artistes, et aussi des cercles littéraires. La proximité des musées, du

Théâtre rhénan des marionnettes, ajoute à l'ambiance « culturelle ». Enfin, à la Tonhalle, Düsseldorf propose une collection d'objets en verre, dont les plus belles pièces datent du tournant du siècle.

Et puis il y a la Ruhr pour laquelle on ne peut manquer d'avoir un coup de cœur si on aime l'architecture des vieux sites miniers. Les puits ferment les uns après les autres, à cause de la crise du charbon. La Ruhr, c'est aussi une atmosphère sociale tendue, et la région tente d'utiliser la culture comme un facteur économique salvateur.

Ce n'est pas que la culture en elle-même se révèle payante, mais les responsables régionaux espèrent qu'elle les aidera à convaincre les industriels de venir s'installer dans cette région réputée austère. « Si on veut réussir la reconversion, il faut bien que les femmes des ingénieurs électroniques puissent aller au musée, visiter des galeries. Que leurs enfants puissent fréquenter des écoles de danse, des conservatoires. Qu'ils puissent se rendre en famille au concert. » Trente et une villes situées entre le Rhin et ses deux affluents, la Ruhr et la Wupper, ont réfléchi en commun pendant trois ans avant de mettre au point un concept, aligné sur la formule de Jack Lang « Culture, économie ; même combat », baptisé « Kultur 90 », présenté à Essen l'automne dernier dans les locaux du nouvel Opéra, réalisé par l'architecte Alvar Aalto, et qui porte son nom.



Une architecture de fer, de brique et de verre adoucie par le style art-nouveau de l'entrée de cette usine de Dortmund.

A Essen, outre ce nouvel Opéra, l'offre est grande en matière de culture, traditionnelle et alternative. La villa Hügel, ancienne résidence construite en 1872 par Alfred Krupp, témoigne du style des demeures bâties en plein essor industriel de la Ruhr. Elle héberge à présent des expositions ponctuelles haut de gamme. Le Musée Folkwang, construit dans les années 60 et récemment agrandi, abrite une bonne collection d'art moderne.

Et puis, il y a la mine désaffectée Carl, devenue centre culturel alternatif. La restauration de ces mines et des anciens sites industriels a été confiée au Musée de l'Industrie de Westphalie, dont le siège se trouve dans l'ancienne mine Zollern, de Dortmund-Bövinghausen : une merveille, un mélange architectural de baroque et de style 1900, et qui ressemble plutôt à un château. Elle a été conçue par un architecte de Gelsenkirchen, Paul Knobbe, et réalisée entre 1898 et 1900, époque influencée par le gothique en briques du Nord. Ce mélange néo-gothique et néo-baroque confère à la mine une rare beauté.

Le Musée de l'Industrie de Westphalie est d'ailleurs constitué de plusieurs sites restaurés. Par exemple, on trouve à Bochum la tour Malakoff, qui faisait partie de la mine Hanover. A Garmheim, on visite des habitations identiques à celles qu'occupaient les souffleurs de verre au dix-neuvième siècle. Près de Waltrop, c'est l'ancien système de levage de bateaux de Henrichsburg qui est entré au musée.

On quitte la Ruhr et on descend en direction de la Hollande. C'est le bas Rhin avec les châteaux baroques d'Angustsburg et de Falkenlust à Brühl, au sud de Cologne. Angustsburg, qui sert aujourd'hui de résidence aux chefs d'Etat étrangers en visite officielle, a été commandé en 1725 par le prince-électeur Clemens August. Entre ses obligations à l'archevêché et sa maison de Bonn, le prince s'adonnait à sa passion : la chasse au faucon. Après 1728, l'intérieur a été confié à l'architecte de la cour de Bavière, François Cuvilliers, un Français. Un autre Français, Dominique Girard, a dessiné les jardins, transformés au dix-neuvième siècle en jardins anglais par Peter Josef Lenné. Les peintures des plafonds et des murs ont été réalisées par les meilleurs peintres allemands, italiens et français du dix-huitième siècle.

En remontant vers le nord, la route conduit à Neuss et à sa cathédrale prestigieuse ; à Krefeld et ses musées ; à Mönchengladbach surtout. Le Musée municipal Abteiberg constitue une halte « obligatoire ». Beau et déroutant, il est dû à l'architecte vicinois Hans Hollein. Les avant-gardes y trouvent leur place mieux que partout ailleurs, et on découvre avec délice le dédale de salles blanches, peu chargées.

Ensuite, on peut prendre l'autoroute.

MARIE-FRANCE CALLE